

11943 B. du P.

166

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

VOL. XXI.

JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC,

DU 27 JANVIER AU 18 MAI 1887,

CES DEUX JOURS INCLUS.

Dans la Cinquantième année du Règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA.

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DE LA SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1887.

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative.

QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR J. F. BÉLLEAU ET A. MARGOTTE.

Vol. XXI.



PROCLAMATIONS.

—:000:—

CANADA,
Province de Québec.

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour du mois d'Août, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois d'Août mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec; TÉMOIN, Notre Fdèle et Bien Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada. A Notre

Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., e c., etc.

A nos aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner, —

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que, dans et par Notre Proclamation datée le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET dernier, il nous a plu de convoquer la Législature de Notre Province de *Québec* pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE courant. Et ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ; A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le dit VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE courant.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* ; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de *Québec*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec,

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner —

SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre Peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement : A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'Emission de nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE courant, et rapportables le VINGT-CINQUIÈME jour d'Octobre prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de Gaspé, et pour le District Electoral de Chicoutimi et Saguenay, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant Gouverneur de la dite Province de Québec. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

CANADA,
Province de Québec.

L. R. MASSON.

[L S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre Peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MERCREDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait opposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite province, ce NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

CANADA. }
Province de Québec. }

L. R. MASSON.

(L S)

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le dixième jour du mois de novembre mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre Cité de *Québec*. **SACHEZ MAINTENANT**, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de *Québec*, **JEUDI**, le **NEUVIÈME** jour du mois de **DÉCEMBRE** prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON**, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce **CINQUIÈME** jour de **NOVEMBRE**, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le **NEUVIÈME** jour du mois de **DÉCEMBRE**, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le neuvième jour du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre Cité de *Québec*. **SACHEZ MAINTENANT**, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*,

de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIXIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TEMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*.

L. R. MASSON.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres-élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois de JANVIER prochain—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au dixième jour du mois de janvier prochain. NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre dite Cité de *Québec*, le dit DIXIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les

matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS
RODRIGUE MASSON, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*,
Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*. A Notre Hôtel
du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour
de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-
vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

Liste des noms des Députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, conformément aux Brefs d'Election émis par Son Honneur l'Honorable L. R. Masson, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du neuvième jour de Septembre, mil huit cent quatre-vingt-six.

DISTRICTS ELECTORAUX.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Argenteuil.....	L. Barron, Ecr.....	W. Owens, Ecr.....	Par acclamation.
Bagot.....	J. A. Bachand, Ecr.....	J. Plon, Ecr.	
Beauce.....	J. E. Proulx, Ecr.....	Hon. J. Blanchet.	
Beauharnois.....	J. E. Moyers, Ecr.....	E. H. Bisson, Ecr.	
Bellechasse.....	L. S. Fargues, Ecr.....	N. H. E. Faucher de St-Maurice, Ecr.	
Berthier.....	B. E. Pellant, Ecr.....	L. Sylvestre, Ecr.	
Bonaventure.....	J. Verge, Ecr.....	H. J. Martin, Ecr.	
Brome.....	H. S. Foster, Ecr.....	Hon. W. W. Lynch.	
Chambly.....	P. Hurteau, Ecr.....	A. Rocheleau, Ecr.	
Champlain.....	G. H. Dufresne, Ecr.....	F. Trudel, Ecr.	
Charlevoix.....	L. Fortin, Ecr.....	J. Morin, Ecr.	
Châteauguay.....	A. M. Gagnier, Ecr.....	J. E. Robidoux, Ecr.	
Chicoutimi et Saguenay.....	C. Hébert, Ecr.....	E. St-Hilaire, Ecr.	
Compton.....	E. S. Orr, Ecr.....	J. McIntosh, Ecr.	
Deux-Montagnes.....	D. Dupras, Ecr.....	B. Beauchamp, Ecr.....	Par acclamation.
Dorchester.....	F. Fortier, Ecr.....	L. N. Laroche, Ecr.....	Par acclamation.

.. J. E. Girouard, Ecr.	
.. Hon. E. J. Flynn.....	Par acclamation,
.. J. O. Villeneuve, Ecr.	
.. A. Cameron, Ecr.	
.. A. L. Demers, Ecr.....	Par acclamation.
.. A. Boyer, Ecr.	
.. L. Basinet, Ecr.	
.. C. A. E. Gagnon, Ecr.	
.. L. B. A. Charlebois, Ecr.....	Officier-Rapporteur Commissionné.
.. L. Forest, Ecr.	
.. P. E. LeBlanc, Ecr.	
.. F. X. Lemieux, Ecr.	
.. F. G. M. Déchène, Ecr.	
.. E. H. Laliberté, Ecr.	
.. E. Caron, Ecr.	
.. A. S. Johnson, Ecr.	
.. E. E. Spencer, Ecr.	
.. J. B. T. Richard, Ecr.	
.. N. Bernatchez, Ecr.	
.. L. G. Desjardins, Ecr.	
.. L. O. David, Ecr.	
.. J. S. Hall, Ecr.	
.. J. McShane, Ecr.....	Officier-Rapporteur Commissionné.
.. E. L. Lafontaine, Ecr.	

Liste des noms des Députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec.—*Suite.*

414

DÉPUTÉS ÉLUS.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Nicolet.....	J. A. Blondin, Ecr.....	L. T. Dorais, Ecr.	
Ottawa (Comté d').....	L. M. Cautlée, Ecr.....	N. H. Cormier, Ecr.	
Pontiac.....	W. Rymer, Ecr.....	W. J. Poupore, Ecr.	
Pertneuf.....	H. Q. de St. George, Ecr.....	J. Tessier, Ecr.	
Québec-Centre.....	Hon. E. T. Paquet.....	R. F. Rinfret, Ecr.	
Québec-Ouest.....	L. Stafford, jr., Ecr.....	O. Murphy, Ecr.....	Officier-Rapporteur Commissionné.
Québec-Est.....	J. P. Rhéaume, Ecr.....	J. Shebyn, Ecr.....	Par acclamation — Officier-Rapporteur Commissionné.
Québec (Comté de).....	J. Laurin, Ecr.....	T. C. Casgrain, Ecr.....	Officier-Rapporteur Commissionné.
Richelieu.....	J. Chevalier, Ecr.....	L. P. Cardin, Ecr.	
Richmond et Wolfe.....	C. P. Cleveland.....	J. Picard, Ecr.	
Rimouki.....	J. B. Sawcier, Ecr.....	E. O. Martin, Ecr.	
Rouville.....	E. Poulin, Ecr.....	R. Laroche, Ecr.	
St. Hyacinthe.....	H. St. Germain, Ecr.....	Hon. H. Merdier.	
St. Jean.....	J. P. Carreau, Ecr.....	Hon. F. G. Marchand.	
St. Maurice.....	S. Kiernan, Ecr.....	L. T. N. L. Duplessis, Ecr.	
Shefford.....	J. H. Lefebvre, Ecr.....	T. Brassard, Ecr.	
Sherbrooke.....	G. F. Bowen, Ecr.....	Hon. J. G. Robertson.....	Par acclamation.
Soulanges.....	J. Stevens, Ecr.....	O. G. Bourbonnais, Ecr.	

Stenstead.....	O. Shurtliff, Ecr.....	O. Baldwin, Ecr.
Témiscouata.....	J. A. Sirois, Ecr.....	O. H. Deschênes, Ecr.
Terrebonne.....	L. G. Laehaine, Ecr.....	G. A. Napier, Ecr.
Three-Rivers.....	C. Dagenais, Ecr.....	Ecr. A. Turcotte.
Vaudreuil.....	F. de S. Bastien, Ecr.....	A. Lapointe, Ecr.
Verchères.....	A. Geoffrois, Ecr.....	A. E. E. Insler, Ecr.
Yamaska.....	L. M. Blondin, Ecr.....	V. Glada, Ecr.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 12 Janvier, 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. DELORME, Ecuier,

Greffier de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUEBEC.

SESSION DE 1887.

Jeudi, 27 Janvier 1887.

A la première session de la sixième Assemblée Législative de la Province de Québec, commencée et tenue, dans la Cité de Québec, le vingt-septième jour de janvier, dans la cinquantième année du règne de Notre Souverain Dame Victoria, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt sept.

Lequel jour, étant le premier jour de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée), *Louis Delorme*, Ecuier, Greffier de l'Assemblée Législative, *Etienne Simard* et *Paul Smith*, Ecuiers, Commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus Potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée Législative, tous s'y trouvant conformément à leur devoir; *Louis Honoré Huot*, Ecuier, Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit *Louis Delorme* un rôle contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée Législative (et dont copie est ci-annexée) les dits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés; cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leurs sièges dans la Chambre.

Il a été apporté un message par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier à la Vierge Noire, comme suit :—

Messieurs,

Son Honneur le Lieutenant Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la Chambre du Conseil Législatif.

En conséquence, la Chambre s'est rendue dans la Chambre du Conseil Législatif où étant,

L'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Honneur expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les membres étant de retour,

L'honorable M. le Procureur Général *Taillon*, membre représentant le district électoral de *Montcalm*, s'adressant au Greffier (qui s'étant levé se tourne de son côté et ensuite s'assied), propose à la Chambre pour son Orateur, *Narcisse Henri Edouard Faucher de Saint Maurice*, Ecuier, dans laquelle motion il est secondé par l'Honorable M. *Robertson*, membre représentant le district électoral de *Sherbrooke*.

L'honorable *Honoré Mercier*, membre représentant le district électoral de *St-Yacinthe*, s'est levé et s'adressant de la même manière au Greffier, a proposé à la Chambre pour son Orateur, l'honorable *Félix Gabriel Marchand*, dans laquelle motion a été secondé par *Joseph Shehyn*, Ecuier, membre représentant le district électoral de *Québec-Est*.

Et la question à l'effet " Que *Narcisse Henri Edouard Faucher de Saint Maurice* prenne le Fauteuil de cette Chambre comme Orateur ", étant mise aux voix ;

La Chambre s'est divisée, et les noms ayant été demandés, ont été pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témiscouata,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Hull,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cormier,</i>		<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lahberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte.—36.</i>

Ainsi la question a été résolue négativement.

La question ayant été alors mise, " Que l'honorable *Félix Gabriel Marchand*, prenne le Fauteuil de cette Chambre comme Orateur ; "

La Chambre s'est divisée ; et les noms ayant été demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Larochette,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladi,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte. — 35.</i>
<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>couata),</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve. — 27.</i>

Ainsi, elle a été résolue affirmativement.

Et le Greffier ayant déclaré l'honorable *Félix Gabriel Marchand* dûment élu, il a été conduit au Fauteuil par l'honorable M. *Mercier* et M. *Shehyn* ; et alors, étant sur le degré d'en haut, il a fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant pour être son Orateur.

Après quoi il s'est assis dans le Fauteuil ; et la masse (qui était auparavant sous la table), a été mise sur la table.

L'honorable M. *Taillon* a proposé, secondé par l'honorable M. *Lynch*, Que cette Chambre s'ajourne maintenant ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve. — 28.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Cormier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>couata),</i>			

CONTRE ;

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, elle est résolue négativement.

L'honorable M. Taillon soulève une question d'ordre au sujet du bruit qui se fait dans les galeries ;

Et un débat s'en suivant,

Et objection étant faite par M. Gagnon que l'honorable M. Taillon ne peut pas parler deux fois sur la même question.

M. l'Orateur maintient l'objection de M. Gagnon en s'appuyant sur la quinzième règle de cette Chambre, et décide comme suit, quant à la question d'ordre soulevée par l'honorable M. Taillon :

“ Une question d'ordres s'applique aux procédés proprement dits de cette Chambre et aux paroles et à la conduite de ses membres pendant les séances. Il s'agit ici d'un fait que l'on prétend s'être passé dans les tribunes réservées au public. L'Orateur a le pouvoir d'y mettre ordre, de sa propre autorité, à la suggestion d'un des membres de cette Chambre. Il s'agit donc d'une question de discipline, ou de police si l'on veut, et non d'une question d'ordre dans le sens parlementaire du mot.”

Alors, sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Shehyn, La Chambre s'ajourne jusqu'à demain à trois heures P. M.

Vendredi, 23 Janvier 1887.

La Chambre s'étant assemblée et M. l'Orateur élu ayant pris le Fauteuil ; Il a été apporté un Message par *Simuel Staunton Hatt*, Ecuyer, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

M. l'Orateur :—

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présente immédiate de cette Honorable Chambre dans la Chambre du Conseil Législatif.

En Conséquence, M. l'Orateur élu s'est rendu, avec la Chambre, dans la Chambre du Conseil Législatif.

Et la Chambre étant de retour ;

M. l'Orateur a fait rapport que l'Assemblée s'était rendue au Conseil Législatif et qu'il avait informé Son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; et aussi qu'il avait au nom de l'Assemblée et pour elle, réclamé par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats et avoir accès à la personne de Son Honneur

lorsque l'occasion le requerra et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Honneur l'interprétation la plus favorable; et que sur ce, Son Honneur avait bien voulu dire que, sans hésiter, et avec plaisir, il lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels ainsi qu'un prompt accès à Son Honneur en toutes les occasions convenables et qu'il interprètera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et actions.

M. l'Orateur fait aussi rapport qu'il a plu à Son Honneur de dire qu'il ne croit pas devoir déclarer aujourd'hui les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature de la Province de Québec, mais que, mercredi le 2 février prochain à trois heures de l'après-midi, Son Honneur exposera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les documents suivants :

PROVINCE DE QUÉBEC.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A. L. H. Huot, Ecr.,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par les présentes, sous l'autorité de l'Acte 49-50 Vict. chap. 97, articles 28, 29 et 30, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter dans la présente Législature le district électoral d'Iberville, à la place de Alexis L. Demers, Ecuyer, qui est décédé depuis son élection pour le dit district électoral.

Donné sous nos seings, à Québec ce vingt-troisième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt six.

(Signé,) N. H. E. FAUCHER DE SAINT-MAURICE,

Député du district électoral
de Bellechasse.

(Signé,) TH. CHASE CASGRAIN,

Député du district électoral
du comté de Québec.

PROVINCE DE QUÉBEC.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A. L. H. Huot, Ecr.,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par les présentes, sous l'autorité de l'Acte 49 et 50 Victoria, chapitre 97, articles 28, 29 et 30 d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un Député pour représenter dans la présente Législature le District Electoral de Montcalm, à la place de Jean Baptiste Trefflé Richard, qui, depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté une charge en vertu d'une nomination de la Couronne, à laquelle est attaché un traitement annuel venant de la Province, savoir : la charge d'agent des terres de la Couronne pour la Division de l'Assomption.

Donné sous nosseings à Québec ce vingt-troisième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt six.

(Signé) N. H. E. FAUCHER DE SAINT-AUBURNE,
Député du district électoral
de *Bellechasse*.

(Signé) TH. CHASE CASGRAIN,
Député du district électoral
du comté de *Québec*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

CANADA, }
Province de *Québec*, }

Je, soussigné, par le présent certifie qu'en vertu d'un mandat, signé par deux députés à l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de la 49-50 Vict., ch. 97, sections 28, 29, 30, dont copie est ci-jointe, j'ai émis un bref signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* le vingt-troisième jour de novembre dernier, pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral d'*Iberville* dans la dite Assemblée Législative, en remplacement de *Alexis L. Demers*, Ecuyer, qui est décédé depuis son élection pour le dit district électoral.

Le rapport à moi fait par l'officier-rapporteur de cette élection déclare que *George Duhamel*, Ecuyer, a été élu pour représenter le dit district électoral d'*Iberville* dans la dite Assemblée Législative. Ce rapport est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce douzième jour de janvier 1887.

(Signé), L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A. L. Delorme, Ecr.,
Greffier de l'Assemblée Législative
de la province de *Québec*.

CANADA, }
Province de *Québec*, }

Je, soussigné, par le présent certifie qu'en vertu d'un mandat signé par deux députés à l'Assemblée Législative, en vertu des dispositions de la 49 et 50 Vict., ch. 97, sections 28, 29, et 30, lequel est ci-joint, j'ai émis un bref, signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* le vingt-troisième jour de novembre dernier, pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de *Montcalm* dans la dite Assemblée Législative, en remplacement de *J.-B.-T. Richard*, Ecr., qui, depuis son élection a accepté une charge à la nomination de la Couronne à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le rapport à moi fait par l'officier-rapporteur de cette élection déclare que l'honorable *L. O. Taillon* a été élu pour représenter le dit district électoral de

Montcalm dans la dite Assemblée Législative. Ce rapport est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce douzième jour de mois de janvier 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en chancellerie.

A. L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative
de la province de *Québec*.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle demeure ajournée jusqu'à mercredi prochain à trois heures P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 2 février 1887.

La Chambre étant assemblée et M. l'Orateur élu ayant pris le fauteuil ;

Il a été apporté un message par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, gentilhomme
huissier à la Verge Noire : —

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence M. l'Orateur élu s'est rendu, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et la Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif, et que l'Orateur du Conseil Législatif a fait le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous informer que, depuis qu'il a plu à Son Honneur de vous convoquer pour prendre en considération plusieurs questions graves et importantes, des vacances sont survenues dans l'Assemblée Législative, par suite de l'acceptation de charges à la nomination de la Couronne par des membres de cette Chambre.

En conséquence, c'est le désir de Son Honneur que l'émanation des brefs pour remplir les vacances ainsi occasionnées, puisse avoir lieu, afin qu'après un ajournement suffisant vous puissiez procéder à prendre en considération les questions qui vous seront soumises.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,
Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mercredi, le seizième jour de mars prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par M. *Murphy*,
Résolu, Que la 49ème règle de cette Chambre, pour ce qui a rapport à la présentation des pétitions, présentation de bills privés, et rapports de comités permanents sur bills privés, soit mise en force, comme si le seize de mars prochain était le premier jour de la session.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par M. *Murphy*,
Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans la présente Législature, le district électoral de *St. Hyacinthe*, en remplacement de l'honorable *Honoré Mercier* qui, depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté la charge de Procureur Général.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter dans la présente Législature le district électoral d'*Iberville*, en remplacement de l'honorable *George Duhamel*, qui depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté la charge de Procureur Général.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans la présente Législature le district électoral de *Montréal-Centre*, en remplacement de l'honorable *James McShane* qui, depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté la charge de Ministre d'Agriculture et des Travaux Publics.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans la présente Législature le district électoral de *Kamouraska*, en remplacement de l'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon* qui, depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté la charge de Secrétaire de la Province.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans la présente Législature, le district électoral de *Québec-Est*, en remplacement de l'honorable *Joseph Shehyn* qui, depuis son élection pour le dit district électoral, a accepté la charge de Trésorier de la Province de *Quebec*.

M. l'Orateur met devant la Chambre un état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Asile de la Providence ; de l'Asile des servantes catholiques ; de la salle d'Asile de St-Vincent de Paul ; du Dispensaire de *Montréal*, du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur ; et de l'Asile de St-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, tous de la cité de *Montréal* ; de l'Asile de la Providence de St Vincent de Paul, *Isle Jésus*, comté de *Laval* ; de l'Hospice de la Miséricorde ; de l'Asile Finlay et de l'Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, tous de la cité de *Québec* ; de l'Hospice de Laprairie, *Laprairie* ; de l'Hospice Ste-Anne, *Yamachiche* ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Rimouski* ; de *The distributing Home, Knowlton* ; de l'Hospice St-Joseph de *Ste-Anne de Lapocatière*, et de l'Asile de la Providence *St-Elizabeth*, tous pour l'année 1886. (Documents de la Session, No. 6.)

Et alors la Chambre s'ajourne à mercredi, le 16 mars prochain.

Mercredi, 16 Mars 1887.

La Chambre s'étant assemblée ;

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huisier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur l'Administrateur du Gouvernement de la Province désire la présence immédiate des membres de cette Honorable Chambre dans la Salle des Séances du Conseil Législatif.

En Conséquence M. l'Orateur s'est rendu, avec la Chambre, dans la Salle du Conseil Législatif ; et étant de retour ;

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier de cette Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants, savoir :

CANADA }
Province de Québec. }

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, certifie qu'en vertu d'un Bref émis le second jour de février courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, en remplacement de l'Honorable Honoré Mercier qui, depuis son élection comme membre pour représenter dans la dite Assemblée Législative le district électoral de *Saint-Hyacinthe*, a accepté une charge à la nomination de la Couronne, avec un traitement annuel, savoir ; la charge de Procureur Général de la Province de Québec, une nouvelle élection s'est faite en vertu du dit bref ci-haut cité ; et l'Honorable Honoré Mercier a été dûment déclaré réélu pour représenter le dit district électoral de *Saint-Hyacinthe*, ainsi qu'en font foi les documents transmis par l'officier rapporteur et maintenant déposés dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec ce seizième jour de Février 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A. L. Delorme, écr.,

Greffier de l'Assemblée Législative.
Québec.

CANADA, }
Province de Québec, }

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, certifie, qu'en vertu d'un bref émis le second jour de février courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, en remplacement de l'honorable *George Duhamel*, qui, depuis son élection pour représenter dans la dite Assemblée Législative le district électoral d'*Iberville*, a accepté une charge à la nomination de la Couronne, avec un traitement annuel, etc, savoir : la charge de Solliciteur-Général pour la province de Québec, une nouvelle élection s'est faite en vertu du susdit bref, et le dit honorable *George Duhamel* a été déclaré dûment élu pour le dit district électoral d'*Iberville*, ainsi qu'en font foi les

documents à moi transmis par l'officier rapporteur de cette élection, lesquels sont maintenant déposés dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, le seizième jour du mois de février 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative.

Québec.

CANADA, }
Province de Québec. }

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, certifie par le présent qu'en vertu d'un bref émis le second jour de février courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, en remplacement de l'honorable *James McShane* qui, depuis son élection pour représenter dans la dite Assemblée Législative le district électoral de *Montréal-Centre*, a accepté une charge à la nomination de la couronne, avec un traitement annuel, etc., savoir: la charge de Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics de la province de Québec, une nouvelle élection s'est faite en vertu du bref susdit, et le dit honorable *James McShane* a été dûment déclaré élu pour représenter le dit district électoral de *Montréal-Centre*, ainsi qu'il appert par les documents à moi transmis par l'officier-rapporteur de cette élection et qui sont maintenant déposés dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de février 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative,

Québec.

CANADA }
PROVINCE de Québec }

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Je, soussigné, certifie par le présent qu'en vertu d'un bref, émis le second jour de février courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec en remplacement de l'Honorable *C. A. Ernest Gagnon* qui, depuis son élection pour représenter dans la dite Assemblée Législative le district électoral de *Kamouraska*, a accepté une charge à la nomination de la couronne, savoir: la charge de Secrétaire et Régi-traire de la Province de Québec, une nouvelle élection s'est faite en vertu du dit bref ci-haut cité et le dit Honorable *C. A. Ernest Gagnon* a été déclaré dûment élu pour représenter le dit district électoral de *Kamouraska* ainsi qu'en font foi les documents transmis par l'officier-rapporteur et qui sont maintenant dans les archives de mon département.

Fait à Québec ce seizième jour de Février, 1887.

L. H. HUOT.

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative,

Québec.

CANADA,
Province de Québec, }

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, certifie qu'en vertu d'un bref d'élection émis le second jour de février courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, en remplacement de l'honorable *Joseph Sheehy* qui, depuis son élection comme membre pour représenter dans la dite Assemblée Législative le district électoral de *Québec-Est* a accepté une charge à la nomination de la Couronne avec un traitement annuel, savoir : la charge de Trésorier de la province de Québec, une nouvelle élection s'est faite en vertu du bref ci-haut cité et l'honorable *Joseph Sheehy* a été dûment déclaré réélu pour représenter le dit district électoral de *Québec-Est* ; ainsi qu'en font foi les documents transmis par l'officier rapporteur et maintenant déposés dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de février 1887.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

L'honorable *Honoré Mercier*, membre pour le district électoral de *Saint-Hyacinthe* ; l'honorable *George Duhamel*, membre pour le district électoral d'*Iberville* ; l'honorable *James McShane*, membre pour le district électoral de *Montréal-Centre* ; l'honorable *Charles-Antoine-Ernest Gagnon*, membre pour le district électoral de *Kamouraska* ; et l'honorable *Joseph Sheehy*, membre pour le district électoral de *Québec-Est*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec ; de l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins de Québec ; de l'Association *Women's Christian Association of Quebec* ; de la Providence, Côteau du Lac ; de la corporation de l'Asile des Orphelins des Dames Protestantes de Montréal ; de l'Asile *Female Orphan Asylum* ; de l'Hôpital Saint-Jean, et de la Salle d'Asile de *Saint-Jean*, tous pour l'année 1886. (Documents de la Session No 6)

Aussi, Rapports Municipaux de la Province de Québec pour l'année 1886. (Documents de la Session No. 9)

Aussi, Extraits des Rapports Statistiques judiciaires pour 1885. (Documents de la Session No. 10.)

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature sur l'état de la Bibliothèque, lequel est la comme suit :

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de déclarer humblement :

Qu'il s'est efforcé d'employer le plus utilement possible la somme votée à la dernière session pour votre bibliothèque.

Cette somme était de 7,000 piastres. Deux mille piastres devaient servir à payer les arrérages, et six cents, m'a-t-on dit, ont été données à MM. Dawson & Valois pour leur évaluation des livres de M. Dansereau. La balance était destinée à l'achat de livres, à la reliure, aux souscriptions, aux publications, aux périodiques.

J'ai choisi dans la plupart des branches de la science et des lettres les ouvrages les plus en renom et mon choix a été sanctionné par les honorables Orateurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative.

La plus grande partie de ces ouvrages sont maintenant sur vos rayons. J'attends cependant une caisse de France.

Pour l'achat des ouvrages français, je me suis adressé avec l'assentiment des Orateurs, à M. Sylva Clapin, jeune canadien fort intelligent, qui fait le commerce de livres à Paris; et, pour les livres anglais, à MM. Dawson & Brothers, de Montréal.

Votre bibliothèque contient maintenant 13,192 volumes, à part les journaux, statuts, livres bleus et brochures, soit 17,409 volumes de toutes sortes.

J'ai acheté cette année, 580 ouvrages nouveaux, formant environ 1800 volumes. Je dis : *environ*, car je ne sais pas au juste le nombre de volumes que renferme la caisse attendue de Paris.

Il est de mon devoir, je crois, de demander encore que l'on donne à la bibliothèque, cette chambre qui l'avoisine, du côté nord. C'est le seul endroit convenable où l'on puisse déposer les journaux de grand format qui traînent par centaines sur le parquet et se détériorent très vite.

Il est nécessaire aussi que les chambres du bibliothécaire et de son assistant soient en communication directe avec la bibliothèque, et l'on comprendra facilement l'inconvénient de l'arrangement actuel.

Ordonné. Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux d'être appelé à ouvrir cette sixième Législature de la province de Québec, au nom de notre Souveraine, l'année même de son Jubilé Royal; cette circonstance doit être considérée comme un bon augure pour le succès de vos travaux législatifs.

En vous souhaitant la bienvenue dans cette enceinte parlementaire, je fais des vœux pour que vos délibérations soient conduites avec dignité, que vos discussions soient faites avec calme et modération et que toutes les mesures que vous adopterez soient marquées au coin d'un patriotisme véritablement éclairé.

Je regrette, et vous regretterez avec moi, j'en suis sûr, que la santé de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, l'ait mis dans la nécessité de demander un congé temporaire, mais je suis heureux de vous apprendre que bientôt il reprendra ses travaux, qu'il a toujours dirigés, comme chef de l'exécutif, avec tant de tact et d'habileté.

Les habitants de cette province, sans distinction de races ou de croyances, se réjouissent avec ceux des autres parties de l'Empire Britannique, de ce qu'il ait plu à la divine providence de conserver les jours de notre Gracieuse Souveraine assez longtemps, pour qu'elle puisse célébrer le cinquantième anniversaire de son couronnement et recevoir, à l'occasion de ce joyeux événement, les hommages et les félicitations de plus de trois cent millions de sujets reconnaissants.

Vous ne manquerez pas, j'en suis convaincu, de vous réunir dans un sentiment de commune loyauté, pour me donner l'occasion de faire déposer aux pieds du trône l'expression de vos respects pour la femme distinguée qui nous gouverne, et de votre admiration pour la sagesse qui a illustré son règne glorieux.

La crise ministérielle, survenue au commencement de cette session et les circonstances exceptionnelles qui m'ont fait appeler mes présents aviseurs, me justifient de vous dire que mon gouvernement ne pourra point vous soumettre plusieurs mesures importantes qui sont actuellement à l'étude et qui devront recevoir votre attention à une époque ultérieure.

Cependant vous n'en serez pas moins appelés à examiner quelques mesures d'urgence qui s'imposent à votre considération immédiate.

La question financière occupera le premier rang parmi ces mesures.

La construction d'une immense voie ferrée et celle des édifices parlementaires, du palais législatif, et du palais de justice à Québec, et les subsides généreux, accordés aux compagnies de chemin de fer, ont forcé les gouvernements précédents à recourir à des emprunts considérables durant les dernières douze années.

L'emprunt de 1882, destiné à compléter ces travaux de construction, à payer la balance de ces subsides et à acquitter toutes les réclamations flottantes qui pouvaient alors exister contre la province, a été dépensé en entier, et n'a satisfait qu'une partie de ces besoins.

Il reste encore à payer un montant considérable de l'ancienne dette flottante qui a été augmentée par la mise en force, l'an dernier, de la loi de 1886, autorisant la transformation, en sommes d'argent, des subsides en terres, accordés à certaines compagnies de chemin de fer. Plusieurs de ces compagnies ont réclamé et obtenu dès avant le 1er février dernier, le bénéfice de cette loi.

Afin de vous permettre de vous bien rendre compte de la nature et du montant de ces engagements, mon gouvernement a fait préparer par les chefs de départements, et vous soumettra sans retard, un état complet et détaillé de toutes les réclamations anciennes et nouvelles, en sus de la dette consolidée, qui sont actuellement pendantes et qui constituent la présente dette flottante, dont il faut acquitter, à courte échéance, la partie non contestée, si l'on veut conserver le crédit et sauver l'honneur de la province.

Mon gouvernement n'a pas eu le temps de mûrir aucun projet propre à créer les ressources nécessaires aux éventualités du moment et il ne lui reste d'autre alternative que de vous suggérer de faire un nouvel emprunt suffisant pour payer tout ce qui peut être légitimement dû.

Mon gouvernement se propose d'inviter les gouvernements des autres provinces et celui de la Puissance à examiner une question d'une importance vitale : celle des relations financières et autres des provinces avec le gouvernement fédéral.

L'obscurité, à certains égards, de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, et l'interprétation donnée à quelques clauses de cet acte, dans certaines circonstances, ont fait naître des craintes légitimes sur le maintien de nos institutions locales et rendent nécessaire une entente, entre les gouvernements provinciaux et de la Puissance, en vue d'arriver à un état de choses plus satisfaisant pour tous.

Les vingt années écoulées depuis l'établissement de la Confédération ont démontré l'insuffisance des arrangements financiers, faits au début.

En entrant dans la Confédération la province de Québec, à l'instar des autres provinces, a abandonné au pouvoir central sa part des revenus des douanes et de l'accise qui ont plus que doublé depuis et elle n'a reçu, en retour, qu'une subvention annuelle, fixe et déterminée.

Pendant que les provinces abandonnaient ainsi le plus clair et le plus important de leurs revenus, elles restaient chargées de fortes dépenses pour le maintien de leur gouvernement et de leurs institutions locales, lesquelles dépenses devaient nécessairement augmenter avec la population et le développement du pays.

Dans ces circonstances et pour ces raisons, mon gouvernement croit le moment venu pour les provinces d'envisager sérieusement la situation et d'aviser ensemble aux moyens de porter remède aux difficultés du présent et d'empêcher leur retour à l'avenir.

Vous serez tenus au courant des négociations qui pourront avoir lieu à ce sujet et appelés à adopter, au besoin, des résolutions convenables aux circonstances.

La colonisation rapide des nouveaux cantons de la province est la cause nationale par excellence. Aussi mon gouvernement se propose-t-il d'apporter un soin particulier au succès de cette cause. Dans ce but il vous proposera une mesure créant un ministère spécial de colonisation et d'agriculture et s'efforcera de favoriser davantage les colons de bonne foi, tout en protégeant les revenus des terres de la Couronne. Mon gouvernement voit avec sollicitude les pénibles efforts des colons et s'efforcera de contribuer autant que possible à améliorer leur condition.

Les graves difficultés, soulevées au sujet des asiles d'aliénés et à l'occasion de la mise en force du statut relatif à ces asiles, passé en 1885, rendent nécessaire la nomination d'une commission royale, chargée de rechercher, auprès des autorités les plus compétentes, les causes réelles de ces difficultés et les moyens propres à les faire cesser et à guider mon gouvernement dans la préparation de toute mesure qui sera jugée convenable.

Le travail de la Commission, nommée pour la refonte des statuts qui concernent la province, est terminé et une mesure vous sera soumise pour lui donner force de loi et permettre à mon gouvernement de livrer ces statuts au public dans le cours de de l'été prochain.

Je n'ai pas encore reçu le rapport du Commissaire, nommé en 1884, pour faire une enquête sur l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; mais mon gouvernement fait des démarches dans le but d'obtenir ce rapport afin de vous le soumettre avant la fin de la session.

La part que le département de l'Instruction Publique de notre province a prise à l'exposition coloniale de Londres, l'an dernier, a été de nature à faire connaître notre système scolaire au monde entier et à faire honneur à la province.

Des faits récents et bien regrettables ont prouvé que notre système de comptabilité ministérielle était imparfait et exigeait certaines modifications que mon gouvernement se propose de faire aussitôt que possible.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics vous seront soumis et des subsides vous seront demandés pour la prochaine année fiscale. Le service public exige aussi que vous soyez appelés à voter un montant supplémentaire assez considérable, pour satisfaire aux besoins de l'exercice courant.

Mon gouvernement se propose de pratiquer la plus stricte économie, d'opérer quelques réformes urgentes dans l'administration de la justice, au point de vue de la célérité et de l'économie dans les procès, et de ne permettre, dans toutes les branches du service public, que les dépenses indispensables aux besoins et à l'efficacité du bon gouvernement de cette province.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

La disproportion qui existe entre la population de certaines divisions électorales de cette province nécessitera, avant longtemps, l'adoption d'une mesure propre à assurer une représentation plus juste pour certaines localités et plus directe pour certains intérêts supérieurs; et vous êtes invités à vous occuper de ce sujet important.

Je prie Dieu de bénir vos travaux, de faire régner au milieu de vous l'union et la concorde si nécessaires dans les circonstances, et de vous inspirer les meilleurs moyens à adopter pour assurer la prospérité de notre chère province.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier* secondé par l'honorable M. *Shehyn*,
Ordonné, Que le discours de Son Honneur l'Administrateur du gouvernement de la Province aux deux Chambres de la Législature Provinciale soit pris en considération, vendredi prochain.

Ordonné, Que les procès-verbaux de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur ; que M. l'Orateur nommera la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne pourra les imprimer.

Résolu, Que des Comités Permanents de cette Chambre pour la présente session soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, corporations minières et manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes et législation. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette Province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,
Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, à 3 heures P. M.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 18 Mars 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—la Pétition de *The Wesleyan Theological College* de *Montréal*.

Par M. *LeBlanc*,—la Pétition de *Hugh Paton*.

Par M. *Dorais*,—la Pétition de la Révérende Sœur *Youville* et autres.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la Pétition de *Ephrem Dugal* et autres.

Par M. *Nantel*,—la Pétition de *Jérémie Paiement* et *Alfred Limoges*.

Par l'honorable M. *Mercier*,—la Pétition de La Société de Passage du Pont Neuf de *St-Hyacinthe*.

Par M. *David*,—la Pétition de *Jacques Grenier* et autres, de la cité de *Montréal*, —la Pétition de l'Union St-Joseph de *Montréal*, et la Pétition de La Société de l'Union St-Pierre de *Montreal*.

L'Honorable Trésorier *Shehyn* met devant la Chambre,—Etat des rapports en Conseil et mandats spéciaux, émis en vertu de l'acte 31 Vict., Chap 9, Clause 47, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

DÉTAILS.	Rapports de Conseil.			Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé,	Balances non dépensées.
	No.	Dates.	Montant.			
Association agricole des Cantons de l'Est.....	401	1886 Octobre 13.....	\$ cts. 5,000 00	\$ cts. 5,000 00	\$ cts. 5,000 00	\$ cts.
Aide aux pêcheurs en détresse de la côte nord du St. Laurent, pour transporter et établir, dans le comté de Beauce, des pêcheurs en détresse et leurs familles, transportés par le steamer du Gouvernement de la puissance, de Natashquan et autres endroits de la côte nord du Saint-Laurent.....	449	Octobre 27.....	6,000 00	6,000 00		
Bureau de santé, sous l'autorité des S. C. du B. C., chap. 38.....	455	Novembre 3...	1,142 72	1,142 72	1,142 72	01
Dépenses d'élection.....	503	Décembre 16..	13,000 00	13,000 00	11,524 20	1,475 80
			\$25,142 72	\$25,142 72	\$23,666 91	\$ 1,475 81

Département du Trésor,

Québec 16 mars, 1887.

GASPARD DROLET,

Auditeur de la Province.

L'honorable Secrétaire Provincial Gagnon présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 3 avril 1884, pour copie de la preuve faite dans la cause du meurtre d'un nommé Thouin à l'asile de Be: uport. (Documents de la Session No 11.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 avril 1885, pour un état indiquant: 1. Comment ont été réparties entre les diverses écoles de réformes de *Montréal*, *Sherbrooke* et *Lévis*, les sommes votées l'an dernier, suivantes:

\$45,000, votées le 20 mai 1884;
 \$6,500, votées le 29 mai 1884, écoles de réforme;
 \$11,500, votées le 29 mai 1884, écoles d'industrie;
 \$6,500, votées le 29 mai 1884, écoles d'industrie;

2. Un état indiquant pour chaque école:

A. Pour *Montréal*;
 B. Pour *Sherbrooke*;
 C. Pour *Lévis*;
 D. Pour écoles industrielles;

Le coût par élève, le nom, le sexe, la résidence et l'âge lorsqu'il est entré dans l'école, et le nombre d'années pendant lesquelles il doit y être interné; ce dernier état devant être en tableau, par chaque comté. (Documents de la session No. 12.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 24 avril 1885, demandant un état indiquant le nombre des élèves des Ecoles Normales de *Québec* et de *Montréal* qui ont terminé leur cours durant les trois dernières années scolaires, et qui se sont livrés à l'enseignement, suivant les fins pour lesquelles les écoles normales ont été fondées. Et aussi, un extrait du procès-verbal des délibérations du comité catholique du conseil de l'instruction publique, des 12 et 13 novembre dernier, au sujet des écoles normales, contenant les procédures du sous-comité, au sujet des écoles normales, les déclarations des témoins entendus par ce sous-comité, les documents produits, le rapport du sous-comité et celui du comité catholique. (Documents de la session No 13.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 17 Mai 1886, demandant copie du *nolle prose qui*, produit à Montmagny, en 1882, *in re*, La Reine vs Lépine, ce dernier subissant alors son procès au sujet du vol de bulletins qui avaient servi dans la dernière élection pour le district électoral de Montmagny; avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet, et spécialement celle échangée entre le Procureur-Général et son substitut. (Documents de la session No 14.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 17 Mai 1886, pour un rapport indiquant les noms des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis le 30 juin 1883; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés. (Documents de la session No 15.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 Mai 1886, pour copie du dernier rapport sur le Labrador Canadien, adressé à l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne par M. Henri de Puyjalon (Documents de la Session No 16.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative en date du 17 Mai 1886, demandant copie de toutes correspondances avec E. P. Bender, Ecr., de Montmagny, se rattachant à l'organisation d'une compagnie pour l'exploitation des pêcheries de la Côte Nord. (Documents de la Session No 17.)

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Asile de Providence, Trois-Rivières ; et de l'Asile de la Providence St. Joseph, Trois-Rivières, tous deux pour l'année 1886. (Documents de la session No 6)

L'Ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur l'Administrateur du Gouvernement de la Province aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. Dechêne (*L'Islet*) propose, secondé par M. Murphy,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, en ouvrant la première session de la sixième Législature de la province de Québec, qu'il se dit heureux d'être appelé à ouvrir au nom de notre Souveraine, l'année même de son jubilé royal, circonstance qui doit être considérée comme un bon augure pour le succès de nos travaux législatifs ;

Pour le remercier de plus, des souhaits de bienvenue dans cette enceinte parlementaire qu'il nous adresse, et des vœux qu'il fait pour que nos délibérations soient conduites avec dignité, que nos discussions soient faites avec calme et modération, et que toutes les mesures que nous adopterons soient marquées au coin d'un patriotisme véritablement éclairé.

Et pour assurer Son Honneur :

1. Que nous regrettons, avec Son Honneur, que la santé de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur l'ait mis dans la nécessité de demander un congé temporaire, mais que nous apprenons avec bonheur que bientôt il reprendra ses travaux, qu'il a toujours dirigés comme chef de l'exécutif, avec tant de tact et d'habileté.

2. Que nous constatons, avec Son Honneur, que les habitants de cette province, sans distinction de races ou de croyances, se réjouissent avec ceux des autres parties de l'Empire Britannique de ce qu'il ait plu à la divine providence de conserver les jours de notre Gracieuse Souveraine assez longtemps, pour qu'elle puisse célébrer le cinquantième anniversaire de son couronnement, et recevoir, à l'occasion de ce joyeux évènement, les hommages et les félicitations de plus de trois cent millions de sujets reconnaissants.

3. Que Son Honneur peut rester convaincu que nous ne manquerons pas de nous réunir dans un sentiment de commune loyauté, pour lui donner l'occasion de faire déposer aux pieds du trône l'expression de nos respects pour la femme distinguée qui nous gouverne, et de notre admiration pour la sagesse qui a illustré son règne glorieux.

4. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la crise ministérielle survenue au commencement de cette session, et les circonstances exceptionnelles qui l'ont fait appeler ses présents aviseurs, le justifient de nous dire que le gouvernement ne pourra point nous soumettre plusieurs mesures importantes qui sont actuellement à l'étude et qui devront recevoir notre attention à une époque ultérieure ; mais que nous sommes heureux d'apprendre cependant que nous n'en serons pas moins appelés à examiner quelques mesures d'urgence qui s'imposent à notre considération immédiate, et que, parmi ces mesures, la question financière occupera le premier rang.

5. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la construction d'une immense voie ferrée et celle des édifices parlementaires, du palais législatif et du palais de justice à Québec et les subsides généreux accordés aux compagnies de chemin de fer, ont forcé les gouvernements précédents à recourir à des emprunts considérables durant les dernières douze années.

Que l'emprunt de 1882, destiné à compléter ces travaux de construction, à payer la balance de ces subsides et à acquitter toutes les réclamations flottantes qui pouvaient alors exister contre la province, a été dépensé en entier, et n'a satisfait qu'une partie de ces besoins.

Qu'il reste encore à payer un montant considérable de l'ancienne dette flottante, qui a été augmentée par la mise en force, l'an dernier, de la loi de 1886, autorisant la transformation, en somme d'argent, des subsides en terres, accordés à certaines compagnies de chemin de fer; que plusieurs de ces compagnies ont réclamé et obtenu, dès avant le 1er février dernier, le bénéfice de cette loi.

Et que nous apprenons avec satisfaction, qu'afin de nous permettre de nous bien rendre compte de la nature et du montant de ces engagements, le gouvernement a fait préparer par les chefs de départements, et nous soumettra sans retard, un état complet et détaillé de toutes les réclamations anciennes et nouvelles, en sus de la dette consolidée, qui sont actuellement pendantes et qui constituent la présente dette flottante, dont il faut acquitter, à courte échéance, la partie non contestée, si l'on veut conserver le crédit et sauver l'honneur de la province.

6. Que le gouvernement n'ayant pas eu le temps de mûrir aucun projet propre à créer les ressources nécessaires aux éventualités du moment, nous admettons, avec Son Honneur, qu'il ne lui reste d'autre alternative que de nous suggérer de faire un nouvel emprunt suffisant pour payer tout ce qui peut être légitimement dû.

7. Que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement se propose d'inviter les gouvernements des autres provinces et celui de la Puissance à examiner une question d'une importance vitale: celle des relations financières et autres des provinces avec le gouvernement fédéral.

8. Que nous admettons, avec Son Honneur, que l'obscurité, à certains égards, de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, et l'interprétation donnée à quelques clauses de cet acte, dans certaines circonstances, ont fait naître des craintes légitimes sur le maintien de nos institutions locales et rendent nécessaire une entente entre les gouvernements provinciaux et de la Puissance, en vue d'arriver à un état de choses plus satisfaisant pour tous.

9. Que nous admettons, avec Son Honneur, que les vingt années écoulées depuis l'établissement de la Confédération, ont démontré l'insuffisance des arrangements financiers faits au début.

Qu'en entrant dans la Confédération, la province de Québec, à l'instar des autres provinces, a abandonné au pouvoir central sa part des revenus des douanes et de l'accise qui ont plus que doublé depuis, et qu'elle n'a reçu, en retour, qu'une subvention annuelle fixe et déterminée.

Que pendant que les provinces abandonnaient ainsi le plus clair et le plus important de leurs revenus, elles restaient chargées de fortes dépenses pour le maintien de leur gouvernement et de leurs institutions locales, lesquelles dépenses devaient nécessairement augmenter avec la population et le développement du pays.

Et que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur que, dans ces circonstances et pour ces raisons, le gouvernement ait croit le moment venu pour les provinces, d'envisager sérieusement la situation, et d'aviser ensemble aux moyens de porter remède aux difficultés du présent et d'empêcher leur retour à l'avenir; et que nous serons tenus au courant des négociations qui pourront avoir lieu à ce sujet, et appelés à adopter, au besoin, des résolutions convenables aux circonstances.

10. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la colonisation rapide des nouveaux cantons de la province est la cause nationale par excellence; que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement se propose d'apporter un soin particulier au succès de cette cause, et que, dans ce but, il nous proposera une mesure créant un ministère spécial de colonisation et d'agriculture, et s'efforcera de favoriser davantage les colons de bonne foi, tout en protégeant les revenus des terres de la couronne; que le gouvernement voit avec sollicitude les pénibles efforts des colons et s'efforcera de contribuer autant que possible à améliorer leur condition.

11. Que nous admettons, avec Son Honneur, que les graves difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés, et à l'occasion de la mise en force du statut relatif à ces

asiles, passé en 1885, rendent nécessaire la nomination d'une commission royale, chargée de rechercher, auprès des autorités les plus compétentes, les causes réelles de ces difficultés et les moyens propres à les faire cesser et à guider le gouvernement dans la préparation de toute mesure qui sera jugée convenable.

Qu'il nous fait plaisir d'apprendre que le travail de la commission nommée pour la refonte des statuts qui concernant la province, est terminé, et qu'une mesure nous sera soumise pour lui donner force de loi et permettre au gouvernement de livrer ces statuts au public dans le cours de l'été prochain.

13. Que nous apprenons avec satisfaction que le gouvernement, qui n'a pas encore reçu le rapport du commissaire, nommé en 1884, pour faire une enquête sur l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, fait des démarches dans le but d'obtenir ce rapport afin de nous le soumettre avant la fin de la session.

14. Que nous sommes heureux de constater avec Son Honneur, que la part que le département de l'instruction publique de notre province a prise à l'exposition coloniale de *Londres*, l'an dernier, a été de nature à faire connaître notre système scolaire au monde entier et à faire honneur à la province.

15. Que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement se propose de faire aussitôt que possible certaines modifications exigées par des faits récents et bien regrettables, qui ont prouvé que notre système de comptabilité ministérielle était imparfait.

16. Que nous pouvons assurer Son Honneur que les comptes publics qui nous seront soumis et les subsides qui nous seront demandés pour la prochaine année fiscale, ainsi qu'un montant supplémentaire assez considérable pour satisfaire aux besoins de l'exercice courant, que le service public exige que nous votions, recevront toute notre attention.

17. Que nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement se propose de pratiquer la plus stricte économie, d'opérer quelques réformes urgentes dans l'administration de la justice, au point de vue de la célérité et de l'économie dans les procès, et de ne permettre, dans toutes les branches du service public, que les dépenses indispensables aux besoins et à l'efficacité du bon gouvernement de cette province.

18. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la disproportion qui existe entre la population de certaines divisions électorales de cette province, nécessitera avant longtemps l'adoption d'une mesure propre à assurer une représentation plus juste pour certaines localités, et plus directe pour certains intérêts supérieurs, et que nous sommes heureux d'être invités à nous occuper de ce sujet important.

19. Que nous remercions Son Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, de faire régner au milieu de nous l'union et la concorde si nécessaires dans les circonstances, et de nous inspirer les meilleurs moyens à adopter pour assurer la prospérité de notre chère province.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 21 mars 1887.

M. l'Orateur met devant la Chambre le onzième rapport de l'Union Saint-Joseph de Québec, et aussi, l'état des affaires des institutions suivantes savoir : de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, et de l'hospice Saint-Charles de Québec, tous pour l'année 1886. (Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—la Pétition de *Hugh McLennan* et autres.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la Pétition de *William Angus* et autres, de *Sherbrooke*.

Par M. *Dorais*, — la Pétition du Maire et des Conseillers de la Ville de *Nicolet*.

Par M. *Robidoux*,—la Pétition de l'honorable *Rosaire Thibault* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Villeneuve*,—la Pétition du Révérend M. *Auclair* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Lafontaine*,—la Pétition de *J. Claude Régis Bruyère* et autres, d'*Iberville*.

Par M. *David*,—la Pétition de la Chambre de Commerce du District de *Montréal*.

Par M. *Bisson*,—la Pétition du Révérend *P. E. Lussier*, de la paroisse de *Saint-Clément de Beauharnois*, Comté de *Beauharnois*.

Par l'honorable M. *McShane*,—la Pétition de la Compagnie d'Assurance contre le feu *Imperial*.

Par l'honorable M. *Taillon*,—la Pétition de *L. J. A. Dérôme* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçus :

Du *Wesleyan Theological College*, de *Montréal* : demandant un acte pour changer son nom et pour d'autres fins.

De *Hugh Patton* ; demandant un acte pour l'autoriser à construire un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies*.

De la Révérende Sœur *Youville* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Hôtel-Dieu de *Nicolet*."

De *Ephrem Dugal* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Union Musicale de *Québec*."

De *Jérémie Paiement* et *Alfred Limoges* ; demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles dépendants de la succession de feu *Antoine Paiement* dit *Larivière*.

De la Société de Passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation et aux actes qui l'amendent.

De *Jacques Grenier* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Canadienne " compagnie d'assurance sur la vie.

De l'Union Saint Joseph de *Montréal*, —et de la Société de l'Union Saint Pierre de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur l'Administrateur du Gouvernement de la Province, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

A STUART. .

L'Administrateur du Gouvernement de la Province de *Québec* soumet à l'Assemblée Législative copie d'un ordre en conseil en date du quinzième jour de février, mil huit cent quatre-vingt sept, nommant les commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'acte 39 Victoria, chap. 12.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 21 Mars 1887. }

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 15 février 1887, approuvé par l'administrateur le 15 février 1887.

No. 69. Sur la nomination de membres de la commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

L'honorable trésorier de la Province dans un mémoire en date du 15 février courant, (1887), recommande, que l'honorable *Joseph Shehyn*, trésorier de la province, l'honorable *Arthur Turcotte*, et l'honorable *Georges Duhamel*, solliciteur-général, soient nommés commissaires pour mettre à exécution l'acte 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Cons. Ex.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 9 Juin 1886, demandant copie de tous ordres en conseil, de toutes correspondances, de tous mémoires et de tous documents quelconques se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Sorel*, au sujet du fonds d'emprunt municipal. (Documents de la session No. 18.)

Et aussi, copie des ordres en conseil concernant les nominations et promotions dans le service civil depuis la dernière session, déposée devant l'Assemblée Législative en vertu de la 40 Vict., chap. 9, section 23. (Documents de la session No. 19.)

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi dernier, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier du gracieux discours qu'il vous a fait en ouvrant la première session de la sixième Législature de la Province de *Québec*.

Et la question étant de nouveau proposée :—La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Sur motion de M. *Nantel*, secordé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné de nouveau.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur l'Administrateur du gouvernement de la Province, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit mes age est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambres étant découverts), et il est comme suit :

A. STUART.

L'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main ; avec le nombre détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts. (Documents de la session No 20.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 21 mars 1887. }

L'honorable Trésorier *Shehyn* met devant la Chambre,—Etat de tous les droits, taux, confiscations et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu,) remis par le Lieutenant Gouverneur en Conseil, du 13e jour d'Avril, 1886, (date du dernier rapport), au 16e jour de Mars 1887, tel que requis par l'acte 31 Vict., chap, 9, sec. 6, para. 2. (Documents de la Session No. 21.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 22 mars 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Hall*,—la Pétition de *George Graham* et autres, de *Montréal*,—et la Pétition de l'Hôpital de la Maternité de l'Université, *Montréal*.

Par M. *Baldwin*,—la Pétition de *Geo ge O'Doak* et autres.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 juin 1886, pour copie de toutes correspondances avec le département des terres de la couronne, depuis le 1er mars 1885, concernant la fête des arbres ; avec un état faisant voir le nombre d'arbres qui ont été plantés ce jour-là dans la province, cette année et l'année dernière. (Documents de la Session No. 22-)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 mars 1885, pour 1. copie de tous jugements rendus sur poursuites prises pour la perception des taxes imposées par l'acte de cette législature, 45 Vict., chap. 22, et de toutes instructions données à qui que ce soit, au sujet de telles poursuites ou de l'exécution de tel acte ;

2. L'état des recettes perçues chaque année, sous l'empire de cet acte ; cet état faisant voir les montants payés par chaque corporation ou compagnie, le nom de la principale place d'affaires d'icelles et la date de chaque paiement ;

3. L'état des dépenses, de quelque nature qu'elles soient, faites chaque année, ainsi que les réclamations encore pendantes, se rattachant à la mise en opération de cet acte, donnant la date de chaque paiement ou réclamation, le nom de la personne payée ou réclamante et la nature des services rendus. (Documents de la Session No. 23.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 16 mars 1885, demandant : 1. Copie de la décision de la cour supérieure, [au sujet de la constitutionnalité l'acte fédéral des licences, 1883 ;

2. Des instructions données aux avocats de la province et des plaidoyers et factums de ceux-ci ;

3. De la correspondance échangée au sujet de cet acte, entre les autorités des autres provinces et d'Ottawa et celles de la province de Québec ;

4. Du compte des dépenses se rattachant à ce sujet, faisant voir les dates et les montant des paiements, les réclamations non soldées et les noms des personnes payées ou réclamant ;

5. Des instructions données aux officiers du revenu de la province, depuis le 1er février 1884, concernant l'octroi des licences et généralement la vente des boissons. (Documents de la Session No. 24).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi dernier, " Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur " le Lieutenant-Gouverneur de la province, pour le remercier du gracieux discours " qu'il nous a fait, en ouvrant la première session de la sixième Législature de la " province de Québec."

Et la question étant de nouveau proposée :—La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi 23 mars, 1887.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,
Ordonné, que le débat soit ajourné.

L'honorable Trésorier *Shehyn* met devant la Chambre,—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics de la province de Québec, depuis le 15 avril 1886 au 22 mars 1887, tel que requis par la section 17 de l'acte 32 Vict., chap. 9, lequel est lu comme suit :

Nature du Cautionnement.	Montant du Cautionnement.	Nom de la Caution.	REMARQUES.
Cautionnement.	\$ 600	Cie de caut. de l'Amér. du Nord.	
do	600	Cie de caut. et c. les ac. de Lond.	
do	600	do	
do	600	do	Remplaçant un anc. cautionnement
do	600	Cie de caut. de l'Amér. du Nord.	
do	600	do	
do	2,000	do	
do	2,000	Cie de caut. et c. les ac. de Lond.	Remplaçant un anc. caut. personnel.
Hypothèque.	1,000	Lui-m. N. Arsenault & M. Stewart	O. C. No. 152 du 6 mai 1886.
do	4,000	Lui-même, R. H. Kempfer & D. Chisholme.....	O. C. No. 383 du 10 sept. 1886.
Cautionnement.	4,000	Cie de caut. c. les ac. de Londres.	Remplaçant un anc. cautionnement
Hypothèque.	4,000	Lui-même, P. Garon; M. F. C. Garon; F. X. Garon.....	O. C. No. 152 du 6 Mai 1886.
do	4,000	F. X. Girard.....	Remplaçant caut. déjà existants.
Cautionnement.	4,000	Cie de caut. et c. les ac. de Lond.	
do	4,000	do	
do	1,000	Cie de caut. de l'Amér. du Nord.	
Hypothèque.	800	Lui-même et Ls. Jacques, Sr.....	O. C. No. 128 du 19 avril 1886.

Nom de l'officier.	Nature du Service.	Résidence.	Nature du Cautionnement.	Montant du Cautionnement.	Nom de la Caution.	REMARQUES.
L. Farwell.....	Ag. des T. de la C.	Robinson.....	Cautionnem.	2,000	Cie de caut. de l'Amérique du N.	Comme agent en charge; v. plus bas.
Geo. Audet.....	do	Roberval.....	Hypothèque..	1,000	Etienne Coulombe	O. C. No. 151, du 6 Mai, 1886.
R. W. Farley.....	do	Hull.....	Cautionnem.	2,000	Cie de caut. et des acc. de Londres.	
Geo. Sylvain.....	do	Ste Cécile du Bic.....	do	2,000	Cie de caut. de l'Amérique du N.	Remplaçant un ancien cautionnem.
Elie Lacerte.....	do	Three Rivers.....	Dépôt.....	4,000	Lui-même. Argent au D. du T.....	O. C. No. 553, du 22 Dec., 1886.
L. Farwell.....	do	Robinson.....	Cautionnem.	4,000	Cie de caut. de l'Amérique du N.	Rempl. un caut. antér.; v. ci-dessus.
P. H. Huot.....	Ag. de la suc. des Jcs.	Quebec.....	Dépôt.....	4,000	Lui-même.	
D. C. Mackenzie.....	C. du D. des T. de la C.	do	Cautionnem.	5,000	Cie de caut. de l'Amérique du N.	

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Quebec, 22 Mars, 1887. }

(Signé,) H. T. MACHIN,
 Assistant Trésorier, P. Q.

L'honorable M. *Mercier* met devant la Chambre,—le Huitième rapport de la Commission de refonte des Statuts Généraux de la province *Québec* avec la quatrième partie du projet de refonte. (Documents de la session No. 25.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 23 mars 1887.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Hopital Général, *Sorel* et de l'Union St-Joseph de *St-Sauveur* de *Québec*, tous deux pour l'année 1886,—(Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Lareau*,—la Pétition de *Cléophas Pagnuelo* et autres, de *St-Hyacinthe*.

Par M. *Bisson*,—la Pétition de *Samuel Willard Foster* et autres.

Par M. *Girouard*,—la Pétition du Révérend P. G. *Beliveau* et autres, et la Pétition de *Elzéard Paré* et autres.

Par M. *Boyer* ; — la pétition de *Richard Arthur A. Jones* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Hugh McLellan* et autres ; demandent un acte d'incorporation, sous le nom de *The Canadian General Trust Company*.

De la Compagnie d'assurance Impériale contre le feu ; demandant un acte l'autorisant à poursuivre et à être poursuivie, dans la province de *Quebec*.

Du maire et des conseillers de la ville de *Nicolet* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville.

De l'honorable *Rosaire Thibault* et autres, de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de Prêts et de Mont de Piété."

Du révérend M. *Auclair* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'Acte 44-45 Vic, c. 82, et pour d'autres fins.

De *J. Claude Régis Bruyère* et autres, d'*Iberville* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Petits Frères de Marie des Ecoles, dits Frères Maristes."

De la Chambre de Commerce du district de *Montréal* ; demandant un nombre de députés proportionnel à la population de la cité de *Montréal*.

De *L. J. A. Dérôme* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La Fraternité du Tier-Ordre de Saint-François d'Assise de *Montréal*."

De *William Angus* et autres, de la cité de *Sherbrooke* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Dominion Lime Company*."

L'honorable Secrétaire Provincial présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 12 avril 1886, pour copie des noms, avec indication de résidence dans le comté de *Bellechasse*, de ceux à qui des remises d'arrérages d'intérêt dus sur leurs terres ont été faites en tout ou en partie, depuis le 1er janvier 1882, par l'honorable

Commissaire des Terres de la Couronne. Sur la demande de qui cette remise d'arrérages d'intérêt a été faite. (Documents de la session No 26.)

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi dernier,—"Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, à l'ouverture de la première session de la sixième Législature de la province de Québec."

Et la question étant de nouveau proposée,—La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin;

Jeudi, 24 mars 1887.

Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe, ainsi que le suivant et le troisième inclusivement, étant lus de nouveau, ils sont résolus affirmativement.

Et le quatrième paragraphe, ainsi que les suivants jusqu'au onzième inclusivement, étant lus de nouveau et mis aux voix séparément; la chambre se divise, et ils sont résolus affirmativement.

Et le douzième paragraphe et les suivants jusqu'au dix-septième inclusivement, étant lus de nouveau, ils sont adoptés.

Et le dix-huitième paragraphe étant lu de nouveau et étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est adopté.

Et le dix-neuvième et dernier paragraphe, étant lu de nouveau, il est adopté.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Shehyn, l'honorable M. Gagnon, M. Déchène, (l'Islet), M. Murphy, M. Robidoux, et M. Bourbonnais, pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable Procureur-Général Mercier, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'Honorable *Louis-François-Rodrigue Masson*,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de Québec, réunie en législature provinciale, remercions humblement Votre Honneur, de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la première session de la sixième législature de la province de Québec, ouverte au nom de notre Souveraine, l'année même de son jubilé royal, circonstance qui doit être considérée comme d'un bon augure pour le succès de nos travaux législatifs; et des souhaits de bienvenue dans cette enceinte parlementaire qu'il nous adresse, et des vœux qu'il fait pour que

nos délibérations soient conduites avec dignité, que nos discussions soient faites avec calme et modération, et que toutes les mesures que nous adopterons soient marquées au coin d'un patriotisme véritablement éclairé; assurant Votre Honneur qu'il peut compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics de la Province.

Nous regrettons, que la santé de Votre Honneur vous ait mis dans la nécessité de demander un congé temporaire, mais nous constatons avec bonheur que vous avez pu reprendre vos travaux, toujours dirigés, par vous, comme chef de l'exécutif, avec tant de tact et d'habileté.

Nous constatons, avec Votre Honneur, que les habitants de cette province, sans distinction de races ou de croya ces, se réjouissent avec ceux des autres parties de l'Empire Britannique, de ce qu'il ait plu à la divine providence de conserver les jours de notre Gracieuse Souveraine assez longtemps, pour qu'elle puisse célébrer le cinquantième anniversaire de son couronnement, et recevoir, à l'occasion de ce joyeux événement, les hommages et les félicitations de plus de trois cent millions de sujets reconnaissants.

Votre Honneur peut rester convaincu que nous ne manquerons pas de nous réunir dans un sentiment de commune loyauté, pour lui donner l'occasion de faire déposer aux pieds du trône l'expression de nos respects pour la femme distinguée qui nous gouverne, et de notre admiration pour la sagesse qui a illustré son règne glorieux.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que la crise ministérielle survenue au commencement de cette session, et les circonstances exceptionnelles qui l'ont fait appeler ses pré ents aviseurs, le justifient de nous dire que le gouvernement ne pourra point nous soumettre plusieurs mesures importantes qui sont actuellement à l'étude et qui devront recevoir notre attention à une époque ultérieure; mais nous sommes heureux d'apprendre cependant que nous n'en serons pas moins appelés à examiner quelques mesures d'urgence qui s'imposent à notre considération immédiate, et que, parmi ces mesures, la question financière occupera le premier rang.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que la construction d'une immense voie ferrée et celle du palais législatif, des ministères et du palais de justice à *Québec*, et les subsides généreux, accordés aux compagnies de chemin de fer, ont forcé les gouvernements précédents à recourir à des emprunts considérables durant les dernières douze années; que l'emprunt de 1882, destiné à compléter ces travaux de construction, à payer la balance de ces sub-ides et à acquitter toutes les réclamations flottantes qui pouvaient alors exister contre la province, a été dépensé en entier, et n'a satisfait qu'une partie de ces besoins; qu'il reste encore à payer un montant considérable de l'ancienne dette flottante, qui a été augmentée par la mise en force, l'an dernier, de la loi de 1886, autorisant la transformation, en sommes d'argent, des subsides en terres, accordés à certaines compagnies de chemins de fer. Plusieurs de ces compagnies ont réclamé et obtenu, dès avant le 1er février dernier, le bénéfice de cette loi.

Et nous apprenons avec satisfaction, qu'afin de nous permettre de nous bien rendre compte de la nature et du montant de ces engagements, le gouvernement a fait préparer par les chefs de départements, et nous soumettra sans retard, un état complet détaillé de toutes les réclamations anciennes et nouvelles, en sus de la dette consolidée, qui sont actuellement pendantes et qui constituent la présente dette flottante, dont il faut acquitter, à courte échéance, la partie non contestée, si l'on veut conserver le crédit et sauver l'honneur de la province.

Le gouvernement n'ayant pas eu le temps de mûrir aucun projet propre à créer les ressources nécessaires aux éventualités du moment, nous admettons avec Votre Honneur, qu'il ne lui reste d'autre alternative que de nous suggérer de faire un nouvel emprunt suffisant pour payer tout ce qui peut être légitimement dû.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement se propose d'inviter les gouvernements des autres provinces et celui de la Puissance à examiner une question d'une importance vitale: celle des relations financières et autres des provinces avec le gouvernement fédéral.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que l'obscurité, à certains égards, de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et l'interprétation donnée à quelques clauses de cet acte, dans certaines circonstances, ont fait naître des craintes légitimes sur le maintien de nos institutions locales et rendent nécessaire une entente entre les gouvernements provinciaux et de la Puissance, en vue d'arriver à un état de choses plus satisfaisant pour tous.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que les vingt années écoulées depuis l'établissement de la Confédération ont démontré l'insuffisance des arrangements financiers, faits au début; qu'en entrant dans la Confédération la province de Québec, à l'instar des autres provinces, a abandonné au pouvoir central sa part des revenus des douanes et de l'accise qui ont plus que doublé depuis et qu'elle n'a reçu, en retour, qu'une subvention annuelle, fixe et déterminée; que pendant que les provinces abandonnaient ainsi le plus clair et le plus important de leur revenus, elles restaient chargées de fortes dépenses pour le maintien de leur gouvernement et de leurs institutions locales, lesquelles dépenses devaient nécessairement augmenter avec la population et le développement du pays.

Et nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur que, dans ces circonstances et pour ces raisons, le gouvernement croit le moment venu pour les provinces d'envisager sérieusement la situation et d'aviser ensemble aux moyens de porter remède aux difficultés du présent et d'empêcher leur retour à l'avenir; et que nous serons tenus au courant des négociations qui pourront avoir lieu à ce sujet et appelés à adopter, au besoin, des résolutions convenables aux circonstances.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que la colonisation rapide des nouveaux cantons de la province est la cause nationale par excellence; nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement se propose d'apporter un soin particulier au succès de cette cause, et que, dans ce but, il nous proposera une mesure créant un ministère spécial de colonisation et d'agriculture et s'efforcera de favoriser d'avantage les colons de bonne foi, tout en protégeant les revenus des terres de la couronne; que le gouvernement voit avec sollicitude les pénibles efforts des colons et s'efforcera de contribuer autant que possible à améliorer leur condition.

Nous admettons, avec Votre Honneur que les graves difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et à l'occasion de la mise en force du statut relatif à ces asiles, passé en 1885, rendent nécessaire la nomination d'une commission royale, chargée de rechercher, auprès des autorités les plus compétentes, les causes réelles de ces difficultés et les moyens propres à les faire cesser et à guider le gouvernement dans la préparation de toute mesure qui sera jugée convenable,

Il nous fait plaisir d'apprendre que le travail de la Commission, nommée pour la refonte des statuts qui concernent la province, est terminé et qu'une mesure nous sera soumise pour lui donner force de loi et permettre au gouvernement de livrer ces statuts au public dans le cours de l'été prochain.

Nous apprenons avec satisfaction que le gouvernement qui n'a pas encore reçu le rapport du commissaire, nommé en 1884, pour faire une enquête sur l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, fait des démarches dans le but d'obtenir ce rapport afin de nous le soumettre avant la fin de la session.

Nous sommes heureux de constater, avec Votre Honneur, que la part que le département de l'Instruction Publique de notre province a prise à l'exposition coloniale de Londres, l'an dernier, a été de nature à faire connaître notre système scolaire au monde entier et à faire honneur à la province.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement se propose de faire aussitôt que possible certaines modifications exigées par des faits récents et bien regrettables qui ont prouvé que notre système de comptabilité ministérielle était imparfait.

Nous pouvons assurer Votre Honneur que les comptes publics qui nous seront soumis et les subsides qui nous seront demandés pour la prochaine année fiscale,

ainsi qu'un montant supplémentaire assez considérable pour satisfaire aux besoins de l'exercice courant, que le service public exige que nous votions, recevront toute votre attention.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement se propose de pratiquer la plus stricte économie, d'opérer quelques réformes urgentes dans l'administration de la justice, au point de vue de la célérité et de l'économie dans les procès, et de ne permettre, dans toutes les branches du service public, que les dépenses indispensables aux besoins et à l'efficacité du bon gouvernement de cette province.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que la disproportion qui existe entre la population de certaines divisions électorales de cette province, nécessitera avant longtemps l'adoption d'une mesure propre à assurer une représentation plus juste pour certaines localités, et plus directe pour certains intérêts supérieurs, et nous sommes heureux d'être invités à nous occuper de ce sujet important.

Nous remercions Votre Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, de faire régner au milieu de nous l'union et la concorde si nécessaires dans les circonstances, et de nous inspirer les meilleurs moyens à adopter pour assurer la prospérité de notre chère province.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par toute la Chambre.

Ordonné, que ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province se rendent auprès de Son Honneur pour s'informer du bon plaisir de Son Honneur quant au temps où la dite adresse lui sera présentée.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité, pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle demeure ajournée jusqu'à onze heures A. M.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable Procureur Général *Mercier*, l'honorable M. *Shehyn*, l'honorable M. *Gagnon*, l'honorable M. *Taillon*, l'honorable M. *Lynch*, M. *Boyer*, M. *Cameron*, M. *Trudel*, M. *Desjardins*, M. *LeBlanc* et M. *Faucher de Saint-Maurice*, composent le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M. aujourd'hui.

Jeudi, 24 Mars 1887.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'acte des élections contestées de 1875, copie du Rapport et du jugement concernant l'élection pour le district électoral de *Rouville*.

Lesquels sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les journaux de la Chambre comme suit :

PROVINCE DE QUÉBEC. } COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN RÉVISION,
A MONTRÉAL.

Acte des élections contestées, 1875 et ses amendements.

In re

JOSEPH BÉDARD,

Pétitionnaire.

et

EDMOND LAREAU,

Intimé.

Election contestée d'un membre de l'Assemblée Législative, pour le comté de *Rouville*.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-incluse, copie du jugement de la cour dans la cause ci-dessus, et je fais aussi rapport, qu'il n'y a aucune preuve de manœuvre frauduleuse de la part d'aucun candidat, ni de son consentement et à sa connaissance et qu'il n'y a aucune raison de croire qu'aucun acte de corruption n'ait eu lieu à la dite élection.

F. G. JOHNSON,

P. C. S.

Montréal, 23 mars 1887.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE

(En révision.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875, ET
 AMENDEMENTS,

No. 4.

Le vingt deuxième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'honorable juge JOHNSON,
 " " TASCHEREAU,
 " " GILL,

In re,

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Rouville*, dans le district judiciaire de *Saint-Hyacinthe*, tenue les sept et quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Et

Joseph Bédard, manufacturier de fromage, de *Marieville*, dans le district électoral de *Rouville* et dans le district judiciaire de *Saint-Hyacinthe*.

Pétitionnaire.

Et

Edmond Lareau, avocat de la cité et du district de *Montréal*, membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Rouville*.

Intimé.

La Cour, ayant entendu l'Intimé sur la pétition du dit *Joseph Bédard*, présentée à la Cour Supérieure du district de *Saint-Hyacinthe*, le vingt-deux novembre dernier, demandant l'annulation de l'élection du dit Intimé, *Edmond Lareau*, pour les causes et raisons énoncées dans la dite pétition, ayant examiné le dossier de la procédure en la dite instance et considérant que le pétitionnaire, ainsi que ses avocats et procureurs, n'ont pas comparu à l'audience pour y soutenir leur demande, quoiqu'appelés ;

Considérant de plus que le pétitionnaire n'a apporté aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection ;

Renvoie et rejette la dite pétition avec démens distraits à Maîtres *Préfontaine* et *Desmarais*, avocats du dit Intimé,

(Vrai copie.)

(Signé,) HONEY & GENDRON;

P. C. S.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Robidoux, — la Pétition de H. Beaugrand et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. MoShané, — la Pétition de F. W. Henshaw et autres, de la cité de Montréal, — et la Pétition de John Tiernay et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la Maternité de l'Université, Montréal; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de "l'Hospice de la Maternité de Montréal."

De George Graham et autres de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Association des Epiciers de Montréal.

De George O'Doak et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Association agricole indépendante des comtés de Stanstead et de Compton.

L'honorable Procureur Général Mercier, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé une liste des membres pour le comité suivant:

ORDRES PERMANENTS: — Messieurs Bernatchez, Boyer, Cameron, Deschênes, (Témiscouata), Duplessis, Girouard, Larochelle, Picard, Spencer, et Sylvestre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de l'honorable M. Mercier secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, ce jour, elle demeure ajournée jusqu'à lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant l'enregistrement des procurations dans certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 39 des clauses générales des corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant la procédure en matières commerciales.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lareau ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des élections contestées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lareau ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lareau ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 232 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lareau ait la permission de présenter un Bill pour permettre aux avocats de pratiquer devant la cour de circuit sans être obligés de porter la robe et le rabat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes dépensées pour le maintien de l'École de Navigation de la province de Québec, depuis sa création, le nom des élèves qui ont obtenu des certificats de capitaine au long cours, de second etc, etc; ainsi que toute correspondance échangée à ce propos.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi 28 Mars 1887.

A l'heure indiquée, M. l'Orateur et la Chambre se rendirent chez Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour lui présenter l'Adresse de la Chambre.

Et étant de retour, M. l'Orateur fit rapport que la Chambre s'était rendue auprès de Son Honneur et lui avait présenté l'Adresse en réponse au discours de Son Honneur aux deux Chambres de la Législature, à laquelle il a plu à Son Honneur de faire la réponse suivante:—

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je reçois avec grande satisfaction l'Adresse que vous avez votée en réponse au Discours du Trône, et je vous remercie pour l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté, et l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la Province.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'Honorable M. McShane,—la Pétition de *The New York Life Insurance Company*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Cléophas Pagnuelo et autres, de *Saint Hyacinthe*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Club d'Yamaska*."

De Samuel Willard Foster et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie de chemin fer de Jonction de Beauharnois*."

Du Révérend *P. G. Beliveau* et autres; demandant un acte pour ériger en municipalité distincte, la paroisse de *Sainte-Élisabeth de Warwick*.

De *Elzéar Paré* et autres; demandant un acte pour détacher une partie de la municipalité de *Kingsey Falls* et l'annexer à la municipalité du township de *Warwick* dans le comté d'*Arthabaska*.

De *Richard Arthur A. Jones* et autres; demandant un acte incorporant "*The Victoria Hospital and convalescent Home for Sick Protestant children*."

De *H. Beaugrand* et autres, de *Montréal*; demandant un acte incorporant le Club de Raquettes "*Le Trappeur*."

De *F. W. Henshaw* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant l'incorporation de la compagnie du chemin de fer élevé de *Montréal*.

L'honorable Secrétaire Provincial Gagnon présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mai 1886, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de *Montréal à Sorel*, au sujet d'une demande d'octroi pour ce chemin. (Document de la Session No. 27.)

Sur motion de *M. Déchène* (l'Islet), secondé par *M. Brassard*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, lettres, billets de location, rapports de garde forestier, lettres patentes, reçus etc., se rattachant au lot 1 du 3me rang du canton d'*Hamilton*, comté de *Bonaventure*.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1o. Copie des instructions données à *Jean Lefebvre*, conducteur des travaux de colonisation dans la paroisse de *Carleton*, comté de *Bonaventure*, au sujet des travaux de colonisation faits dans cette paroisse en 1885 et 1886.

2. Un état du coût des travaux faits sous la conduite du dit *Jean Lefebvre* à même les argents de colonisation, dans le chemin public des propriétés occupées par *Josué Martin*, écuyer, médecin, et autres, sur le premier rang de *Carleton*, durant les mêmes années.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de du factum du révérend *P. Paradis O. M. I.* contre l'administration des terres de la Couronne, dans le canton *Egan*, produit dans la mois décembre 1886, et toute la correspondance se rattachant à ce sujet.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la commission nommant *W. Smith*, écuyer, commissaire pour faire une enquête sur la dévalcation de *Romuald Lamontagne*, du département de l'instruction publique, avec copie du rapport et des dépositions prises à l'enquête.

Sur motion de *M. Saint-Hilaire*, secondé par *M. Morin*,

Résolu, Qu'une Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance relative à la nomination du successeur de feu *Onésime Gauthier* comme membre du Conseil d'Agriculture pour les comtés de *Saguenay*, *Chicoutimi* et *Charlevoix*.

Ordonné, Quo les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Girouard* secondé par *M. Murphy*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes empruntées par le gouvernement actuel; le dit état montrant l'emploi qui a été fait de ces sommes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite aux conclusions du deuxième rapport du Comité d'Agriculture, soumis à l'Assemblée Législative dans la séance du 5 Juin 1886, et accepté unanimement par la Législature dans la séance du 14 Juin 1886 ?

Ce paragraphe se lit comme suit :

“ Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il est de la plus haute importance pour la colonisation et le développement de la partie de la province de Québec, qui renferme les comtés de *Dorchester*, de *Bellechasse*, de *Montmagny*, de *l'Islet*, de *Kamouraska*, de *Témiscouata*, de *Lotbinière*, de *Mégantic*, de *Artabaska* et *Wolfe*, qu'une exploration raisonnée et bien faite puisse mettre votre honorable Chambre en état d'adopter, bientôt, toute mesure propre à développer les ressources considérables de cette région ; exploration rendant compte des richesses minérales, forestières et agricoles, qui puissent s'y rencontrer et démontrer la possibilité de la construction d'un chemin de fer passant par les comtés mentionnés plus haut.”

Réponse par l'honorable M. *McShane*.—Oui.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer la publication des Jugements et Délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France, et celles des autres documents importants qui sont dans le département de l'Archiviste (régistrare) de la Province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—La question est sous considération.

Par M. *Nantel*.—1o. A quel imprimeur ou à quelle compagnie d'imprimerie est confié le contrat des impressions sessionnelles pour la présente session ?

2o. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de confier ce contrat à cet imprimeur ou à cette compagnie d'imprimerie ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—1o. Ces impressions ont été confiées temporairement à MM. *Jacques François Belleau* et *Arthur Marcotte*, imprimeurs de Québec, aux mêmes prix que ceux des contrats antérieurs, en force à la dernière session, à la condition expresse que l'Orateur puisse y mettre fin quand il le voudra et qu'à tout événement, ce contrat provisoire ne dure pas au-delà d'un an. Les contracteurs sont obligés d'employer dans l'exécution de ces ouvrages d'impression, des compagnons imprimeurs suffisamment experts pour faire une composition de premier ordre et éviter par là la dépense et les inconvénients résultant de la correction d'épreuves surchargées de fautes typographiques.

2o. Des soumissions n'ont pas été demandées.

Par M. *Nantel*.—1o. Le Gouvernement a-t-il fait de nouveaux contrats pour les impressions de l'Assemblée Législative et des départements ?

2o. S'il en a fait, à qui ces contrats ont-ils été donnés, à quelles conditions et quelle en est la durée ?

2o. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de donner ces contrats, s'ils ont été donnés ; et si ces contrats n'ont pas été donnés, le gouvernement se propose-t-il de demander publiquement de telles soumissions ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Même réponse qu'à l'interpellation précédente, *mutatis mutandis*.

Par M. Hall, — Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter l'allocation qui est maintenant payée aux petits jurés qui devront servir devant la Cour du Banc de la Reine, (pour la Couronne,) dans les cités de *Montréal* et de *Québec*?

Réponse par l'honorable M. Mercier, — Non.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 29 Mars 1887.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Boyer, — la Pétition de *Alfred Burgis Major*, de la cité de *Montréal*.

L'Honorable Procureur-Général *Mercier*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé des listes des membres pour les comités suivants :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS : — Les Honorables MM. *Flynn*, *Gagnon*, *Lynch*, *Mercier* et *Taillon* et MM. *Bourbonnais*, *LeBlanc*, *Lemieux* et *Robidoux*.

2. CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC. : — L'Honorable M. *McShane* et MM. *Bazinet*, *Bernatchez*, *Bisson*, *Bourbonnais*, *Boyer*, *Brassard*, *Caron*, *Cormier*, *Déchène (L'Islet)*, *Deschênes (Témiscouata)*, *Desjardins*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Lapointe*, *Larochele*, *Martin (Bonaventure)*, *Morin*, *Nantel*, *Poupore*, *St-Hilaire* et *Sylvestre*.

3. BILLS PRIVÉS : — Les Honorables MM. *Blanchet*, *Lynch*, *Robertson*, *Taillon* et *Turcotte* et MM. *Bisson*, *Cameron*, *Casgrain*, *David*, *Déchène (L'Islet)*, *Desjardins*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Girouard*, *Gladu*, *Hall*, *Lafontaine*, *Laliberté*, *Lareau*, *LeBlanc*, *Murphy*, *Nantel*, *Owens*, *Pilon*, *Poupore*, *Robidoux*, *Tessier* et *Trudel*.

4. LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES : — Les Honorables MM. *Blanchet*, *Duhamel*, *Flynn* et *Gagnon* et MM. *Casgrain*, *David*, *Duplessis*, *Gladu*, *Hall*, *Lareau* et *Robidoux*.

5. COMPTES PUBLICS : — Les Honorables MM. *Flynn*, *Gagnon*, *Lynch*, *Robertson* et *Shehyn* et MM. *Bisson*, *Boyer*, *Cameron*, *Cardin*, *Casgrain*, *Charlebois*, *Desjardins*, *Dorais*, *Duplessis*, *Hall*, *Laliberté*, *Lussier*, *Martin (Rimouski)*, *Morin*, *Murphy*, *Owens*, *Picard*, *Rinfret*, *Rocheleau*, *Sylvestre*, *Trudel* et *Villeneuve*.

6. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION : — L'Honorable M. *McShane* et MM. *Baldwin*, *Bazinet*, *Beauchamp*, *Bernatchez*, *Bourbonnais*, *Brassard*, *Caron*, *Cormier*, *Déchène (L'Islet)*, *Deschênes (Témiscouata)*, *Dorais*, *Forest*, *Girouard*, *Gladu*, *Johnson*, *Lapointe*, *Lareau*, *Lussier*, *Martin (Rimouski)*, *Martin (Bonaventure)*, *Morin*, *McIntosh*, *Nantel*, *Pilon*, *Poupore*, *Rocheleau*, *Spencer*, *Sylvestre*, *St-Hilaire*, *Tessier* et *Trudel*.

7. INDUSTRIES : — L'Honorable M. *Shehyn* et MM. *Baldwin*, *Beauchamp*, *Cardin*, *Charlebois*, *Forest*, *Johnson*, *Lafontaine*, *Larochele*, *Martin (Rimouski)*, *Murphy*, *McIntosh*, *Pilon*, *Rinfret*, *Rocheleau*, *Spencer*, *St-Hilaire* et *Villeneuve*.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable M. *McShane* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — le Rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la province de *Québec*, pour l'année l'année 1886. (Documents de la Session No 2.)

L'Honorable M. *Gagnon* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — Rapport du Commissaires des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 juin, 1886. (Documents de la Session No 4.)

L'Honorable M. *Shehyn* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — Etat des Comptes Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirant le 30 Juin 1886. (Documents de la Session No. 3.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Desjardins*, — Quelle est la somme des emprunts faits par le gouvernement de la province depuis le premier jour de février 1887 ?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*, — Deux cent mille piastres (\$200,000).

Par M. *Gladu*, — Est-ce l'intention du Gouvernement de forcer toutes les compagnies de chemins de fer subventionnées par la province, à faire régulièrement les rapports que ces compagnies sont obligées de faire au Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, en vertu de la section 30 de l'acte refondu des chemins de fer de *Québec*, 1880 ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*, — Oui.

Par M. *Déchène*, (*l'Islet*), — Quelle somme le gouvernement a-t-il contribué aux dépenses se rattachant à l'installation de Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, en vertu d'une résolution passée le 19 juin 1886 ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*, —

A son Eminence le Cardinal	\$4,000 00
Pour des arches, lumière électrique, etc.....	521 25

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*, — Est ce l'intention du gouvernement d'amender de nouveau la loi concernant l'agriculture, de manière à permettre au conseil d'agriculture ou à l'honorable commissaire d'employer une partie des \$50,000 votées chaque année en faveur de l'agriculture, aux fins de l'instruction agricole, et l'autre partie de cette somme à l'encouragement des concours de paroisses pour les terres les mieux tenues ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*, — Cette question est sous considération comme formant partie de la politique générale du Gouvernement sur l'agriculture.

Par M. *Desjardins*, — Quelle somme totale est encore due au fonds d'emprunt municipal ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*, — Vu les rapports du Commissaire du fonds d'emprunt municipal, nommé en vertu de 43-44 Vict., ch. 13, du fonds d'emprunt municipal et les réclamations des municipalités endettées et les règlements faits par les gouvernements précédents, il est impossible de dire le montant réellement dû au fonds d'emprunt municipal.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Boyer*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Liste des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, indiquant le nombre d'actions souscrites au capital actions de cette compagnie, le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire, le montant payé sur ces actions par chaque actionnaire, le nombre des actions libérées, émises en vertu du statut 49-50 Victoria, chapitre 80, les noms des porteurs de ces actions et le nombre appartenant à chaque porteur, les considérations pour lesquelles ces actions ont été données à chaque porteur.

2. Copie de tous les contrats payés par la compagnie pour la construction de son chemin de fer et pour l'embranchement de Matapédia.

3. Un état du montant des obligations (*bonds*) émises par la compagnie et du produit de ces obligations, faisant voir comment elles ont été placées et négociées.

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Basinet*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous les rapports que les compagnies de chemins de fer sont obligées de transmettre chaque année au Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, en vertu de la section 30 de l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de tous les documents soumis par les compagnies de chemins de fer ayant droit à des subventions en terrains d'après le statut de cette province, 45 Victoria, chapitre 23, pour s'assurer le bénéfice de ces subventions.

2. Copie de tous les documents soumis au gouvernement par ces compagnies d'après les dispositions des statuts 49-50 Vic., c. 76 et 77.

3. Copie de tous les ordres en Conseil passés à ce sujet et de la correspondance qui a pu être échangée dans le même but.

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Cardin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de procès-verbal qui doit être tenu par le secrétaire du département des Travaux Publics, en vertu de la section 11 du statut 32 Vic., c. 15, de tous les ordres donnés, au sujet de l'exécution des travaux dont le prix a été payé en sus du prix convenu dans les contrats faits pour la construction du Palais de Justice de Québec et du nouvel Hôtel du Parlement, le tout, année par année, et date par date; ainsi que de tout ce qui s'est fait dans le dit département, au sujet de l'exécution des dits travaux et du paiement d'iceux, le tout tel que prescrit par l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics, aussi tous documents et correspondances se rattachant aux dits contrats et à l'exécution d'iceux.

Sur motion de M. *Girouard*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de la correspondance échangée entre M. *François Coursol* et le Département des Terres de la Couronne au sujet de l'exploitation d'un pouvoir d'eau dans le canton *Lytton*.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Cardin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie des instructions données, durant l'été et l'automne de 1886, aux différents conducteurs des travaux de colonisation dans chacune des paroisses du comté de *Témiscouata*.

2. Un état détaillé de toutes les sommes dépensées pour travaux de colonisation dans le même comté pendant la même époque.

3. Copie des retours faits par les conducteurs des dits travaux.

4. Etat des sommes qui restent dues pour les dits travaux.

Sur motion de M. *Sylvestre*, secondé par M. *Cardin*,

Résolu Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre ;

Un état des sommes dépensées pour les travaux de colonisation dans le comté de *Berthier*, durant les années 1882, 1883, 1884, 1885 et 1886.

Une liste des travaux exécutés, et copie des rapports faits au département de la colonisation et des travaux publics par les conducteurs des travaux, et par l'inspecteur, et de toute correspondance échangée au sujet de ces travaux.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 30 mars 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Cormier*, — La Pétition de la compagnie du chemin de fer de la *Vallée de la Gatineau* ; et la Pétition de la compagnie du chemin de fer du comté de l'*Outaouais*.

Par M. *Pilon*, — la Pétition de *Jean Baptiste L'Heureux*, de la paroisse de *Saint-Pie*, comté de *Bagot*.

M. Par *David*, — la Pétition du maire et des conseillers de la cité de *Montréal* ; et la Pétition de *G. Masse* et autres, huis-iers de *Montréal*.

Par M. *Sylvestre*, — la Pétition de *Cléophas Beausoleil* et autres.

Conformément à l'ordre du jour la Pétition suivante est lue et reçue :

De *The New-York Life Insurance Company* ; demandant un acte l'autorisant à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault*, *Champagne*, *DeBoucherville*, *Gilman*, *LaRue*, *Méthot*, *Rivard* et *D. A. Ross*, pour aider l'Honorable Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité, après avoir choisi *Joseph E. Girouard*, écuier, comme son président, a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir : du "*Wesleyan Theological College of Montreal*," demandant un acte pour changer son nom et pour d'autres fins,—de *Hugh Paton*, demandant un acte l'autorisant à bâtir un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies*,—de la Révérende Sœur *Youville* et autres, demandant l'incorporation de l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*,—de *Ephrem Dugal* et autres, demandant l'incorporation de l'Union Musicale de *Québec*,—de *Hugh McLennan* et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie générale de fidéi-commis du *Canada*,—de l'Honorable M. *Rosaire Thibault* et autres, demandant l'incorporation de La Compagnie de Prêts et Mont de Piété,—du Révérend M. *Auclair* et autres, demandant des amendements à l'acte 44-45 Vict., ch. 82, concernant l'église catholique de Saint Jean Baptiste de *Montréal*,—de *L. J. A. Derome* et autres, demandant l'incorporation de La Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de *Montréal*,—de *W. Angus* et autres, demandant l'incorporation de "*The Dominion Lime Company*,"—de *George O. Doak* et autres, demandant l'incorporation de l'association indépendante d'agriculture des comtés de *Compton* et *Stanstead*,—de *C. Pagneulo* et autres, demandant l'incorporation du Club *Yamaska*,—du Révérend P. G. *Béliveau* et autres, demandant un acte pour ériger en municipalité distincte, la paroisse de *Sainte-Elizabeth de Warwick*,—de *Elzéar Paré* et autres, demandant un acte pour détacher une partie de la municipalité de *Kinsey Falls* et l'annexer à la municipalité du Township de *Warwick*, dans le comté d'*Arthabaska*,—de *H. Beaugrand* et autres, demandant l'incorporation du Club de Raquettes Le Trappeur de *Montréal*.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Samuel Willard Foster* et autres, demandant l'incorporation de La Compagnie de chemin de fer de Jonction de *Beauharnois* et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés en français dans les journaux; mais comme il a été prouvé que les parties intéressées avaient été suffisamment informées de la nature de la demande, votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre, la suspension de la 51^{ème} règle.

Votre comité est aussi convenu de recommander à votre honorable Chambre, que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer l'Union Musicale de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill incorporant le Club *Yamaka*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill incorporant "*The Dominion Lime Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie générale de fidéi-commis du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Association connue sous le nom de "Le Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Baldwin* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Association indépendante d'agriculture des comtés de *Stanstead* et de *Compton*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie de prêts et de Mont de Piété.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Quo M. *Dorais* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Villeneuve* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette province, 44-45 Vict., chapitre 82, intitulé : "Acte pour faciliter le paiement de la dette concourue et des dépenses à faire pour la construction de l'Eglise catholique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Hugh Paton* à construire un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Tailon* ait la permission de présenter un Bill incorporant *La Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Shehyn* met devant la Chambre,—Etat des recettes et paiements de la province de *Québec* provenant de toutes sources, du 1er juillet 1886 au 31 janvier 1887. (Documents de la Session No 7a.)

Ordonné, Que *M. Bisson* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Laliberté* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Laliberté* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant les Statuts Refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Morin* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Hall* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir aux investigations quant aux malversations, abus de confiance, etc., des corporations ou de la part de leurs membres ou de leurs officiers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 14 juin 1886, demandant copie de toutes correspondances échangées entre le Premier Ministre ou quelqu'un de ses collègues et les Présidents ou aucun des membres de toute compagnie ayant obtenu ou possédant aujourd'hui des chartes ou lettres patentes pour la construction d'un chemin de fer entre *Fraserville* à *Edmundston* ;

Copies de tous ordres en Conseil adoptés depuis 1882, en rapport avec la construction de ce chemin et l'octroi des terres à aucune compagnie qui les a demandées ;

Copie des noms des actionnaires de toutes telles compagnies qui ont existé ou qui existent maintenant avec le montant des actions possédées par chacun des dits actionnaires et le montant payé sur chaque action. (Documents de la Session No. 28.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mars 1887, demandant copie de la commission nommant *W. Smith*, écuyer, commissaire pour faire une enquête sur la défalcation de *Romuald Lamontagne*, du département de l'instruction publique, avec copie du rapport et des dépositions prises à l'enquête. (Documents de la Session No. 29.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,
Résolu, Qu'un comité spécial, composé des Honorables MM. *Mercier*, *Gagnon*, *Turcotte*, *Shehyn*, *Taillon* et *Lynch* et de MM. *Boyer*, *Poupore*, *Faucher de Saint-Maurice* soit nommé, avec instructions d'examiner l'opportunité de publier les débats de cette Chambre et de décider par qui et à quelles conditions ces débats seront publiés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Girouard*,—1. Quels sont les noms des personnes qui ont fait application pour l'achat du lot No. 27, 2ème rang de *Grantham*, et quand ces personnes ont-elles fait respectivement leur application ?

2. L'agent des terres de la couronne de *Waterloo*, M. *Kempt*, a-t-il remis au gouvernement une somme de \$300, à lui payée pour le dit lot de terre par *Robert Brack*, en juin 1886 ; si non, pourquoi ?

3. Le dit lot de terre a-t-il été vendu à une autre personne qu'à M. *Brack* ; si oui, pourquoi ?

L'a-t-il été au premier applicant ; si non, pourquoi ?

4. Si le dit lot de terre n'a pas été vendu au premier applicant, ce dernier at-il été notifié que telle vente devait se faire à une autre personne ?

5. La dite vente a-t-elle été faite par vente publique ou privée ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—1. *Antime Rocheleau* et *B. Lafond*, le 26 novembre 1885. (L. 1125, 1885.)

Robt. Brack, le 21 juin 1886, (L. 4152, 1886.)

2. Non, l'agent a été informé que la demande de M. *Brack* ne pouvait être admise, vu que ce dernier était un employé du département.

3. A. *Ant. Rocheleau*, le premier qui en a fait la demande avec le consentement de M. *Lafond*.

4. Vente en faveur de A. *Rocheleau*, qui en a fait le premier la demande.

5. Par vente privée en la manière ordinaire.

Par M. *Tessier*,—Le lieu où se tiendra la prochaine exposition provinciale a-t-il été choisi ; si oui, quel est-il ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Non, mais le gouvernement croit qu'il serait juste que cette exposition fut tenue à *Québec*, cette année, et espère que la Chambre d'agriculture sera de la même opinion.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Dans le règlement de la dette qui peut être due par la municipalité de la paroisse de *Saint-Michel de Bellechasse* au fonds d'emprunt municipal, le gouvernement a-t-il intention de tenir compte des sommes dépensées par cette municipalité pour la construction du quai qui est dans les limites de cette municipalité et qui est un ouvrage d'intérêt public ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Cette question est sous considération depuis plusieurs années.

Sur motion de M. *Pilon*, secondé par M. *Lareau*.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette chambre :

1. Un état faisant voir, comme par comté, et township par township, le montant des remises faites aux colons ou autres acquéreurs des terres de la couronne, du 1^{er} juillet 1885 au 31 janvier 1887, indiquant, dans chaque cas, sur quelle autorisation la remise a été faite.
2. Copie de tous les ordres en conseil ou autre documents autorisant ces remises.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie des ordres en conseil par lesquels le Lieutenant-Gouverneur en conseil, tel que prescrit par l'acte concernant les chemins de colonisation, a indiqué comme chemins de colonisation les chemins qui ont été faits comme tels, en tout ou en partie, ou ouverts, ou améliorés, depuis le 30 juin 1884 jusqu'au 1^{er} février 1887, distinguant les chemins, en chemin de première, de seconde et de troisième classe.
2. Un état de l'aide municipal donné ou payé pour chaque tel chemin, tel que prescrit par la section 5 de l'acte concernant les chemins de colonisation.
3. Un état faisant voir, pour chaque cas, la coopération exigée par le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, tel que prescrit par la section 5 du dit acte, et fournie par la municipalité et le montant total dépensé sur chaque chemin.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire devant cette Chambre :

1. Copie des trois derniers rapports de *O. B. Kempt* sur l'agence des bois et terres de la couronne du comté de Bonaventure.
2. Copie de tous les rapports de *W. Maguire*, agent des bois et des terres dans Bonaventure et un état nominal, c'est-à-dire faisant voir, personne par personne, le montant payé pour rentes foncières, pour droit de coupe ou autres droits sur chaque espèce de bois et la quantité de chaque espèce de bois coupé par chaque personne ayant payé ces droits ou ces bois ont été coupés, le tout année par année, depuis le 30 juin 1882.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre de cette Chambre :

1. Liste de toutes les personnes qui ont pris des lots de terrain dans le canton *Loranger* et de l'étendue prise par chaque personne, et indiquant la somme payée par chaque à compte de son lot ou de ces lots et la résidence de chacune de ces personnes.
2. Copie de tous les rapports faits par *A. B. Filhon*, de *Grenville*, agent des terres de la Couronne, au sujet de ces lots et des plaintes de ces colons.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Lareau* secondé par M. *Pilon*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant chambre, — un état, année par année, de toutes les sommes perdues ou non perçues par l'imprimeur de la reine pour annonces dans la *Gazette Officielle de Québec* ou abonnements à cette gazette.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un rapport de l'opération d'arpentage fait par MM. *Blairlock* et *O'Dwyer*, en 1886, touchant la ligne de division entre le canton de *Farnham* et la Seigneurie de *Saint-Hyacinthe* et toute autre correspondance.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 31 Mars 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la Pétition de l'Université du Collège *Bishop*, *Lennoxville*.

Par M. *McIntosh*,—la Pétition de *Wm. White* et autres.

Par l'Honorable M. *Lynch*,—la Pétition de "*The Jeffrey Hale Hospital*," *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *Alfred Burgis Major*, de la cité de *Montréal*; demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

M. *Girouard*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De *Jérémie Paiement* et *Alfred Limoges*, demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Antoine Paiement*,—de *Jacques Grenier* et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie d'Assurance sur la vie La Canadienne,—et de la Compagnie d'Assurance sur la vie la *New-York*, demandant le pouvoir d'acquérir par achat des biens fonds dans la province de *Québec*.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Société de passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe*, demandant qu'il lui soit permis de prélever sur ses actionnaires une somme de cinq piastres (\$5 00) par chaque action pour la construction du dit pont, et trouve que les avis ne font pas connaître la nature de la demande, mais attendu qu'à une assemblée des actionnaires, il a été résolu à l'unanimité, de demander le pouvoir ci-dessus, votre comité est d'opinion que les intéressés sont suffisamment informés, et il prie en conséquence, Votre Honorable Chambre de suspendre la 51ème règle.

Votre comité désire de plus recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 13ième jour d'avril prochain, celui pour la présentation des bills privés jusqu'au 20ième jour du dit mois et celui pour la réception des rapports des bills privés jusqu'au 28ième jour du même mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. *Turcotte*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir élu l'Honorable *Arthur Turcotte* comme son président, désire recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres ; et que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 13ième jour d'avril prochain, celui pour la présentation des bills privés jusqu'au 20ième jour du dit mois et celui pour la réception des rapports des bills privés jusqu'au 28ième jour du même mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte pour incorporer la Société de Passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe*, et l'acte qui l'amende.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu *Antoine Paiement* dit *Larivière*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *McShane* ait la permission de présenter un Bill autorisant "*The New-York Life Insurance Company*" à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill concernant la constitution d'hypothèques sur le capital des rentes constituées représentant des droits seigneuriaux et l'enregistrement de ces hypothèques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 255 et 2181 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'Etat financier du surintendant de l'instruction publique de la province de *Québec*, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année financière terminée le 30 juin, 1886. (Documents de la Session No 5.)

Aussi, réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mai 1886, pour un état de toutes sommes payées à *Louis Tellier*, écuyer, avocat, de *Saint-Hyacinthe*, par le gouvernement de cette province, depuis 1875, avec copie de toute correspondance et de tout mémoire au sujet de demandes d'argent faites par le dit *Tellier*. (Documents de la Session No 6.)

Les Bills suivants sont, en conformité l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill incorporant l'Union Musicale de *Québec*.

Bill incorporant le Club *Yamaska*.

Bill incorporant la Compagnie de fidéi-commis du *Canada*.

Bill incorporant l'Association connue sous le nom de " Le Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*."

Bill incorporant l'Association indépendante d'agriculture des comtés de *Stanstead* et de *Compton*.

Bill incorporant la Compagnie de prêts et de Mont-de-Piété.

Bill incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*.

Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : " Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste* de *Montréal* et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37.

Bill autorisant *Hugh Paton* à construire un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies*.

Et Bill incorporant la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise, de *Montréal*.

Les Bills suivants sont, en conformité, de l'ordre séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, savoir :

Bill incorporant " *The Dominion Lime Company*."

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois*.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Ordonné, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill incorporant L'Union Musicale de *Québec*, au Bill incorporant l'Association connue sous le nom de " Le Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal* " au Bill incorporant le Club *Yamaska*, au Bill incorporant la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise, de *Montréal* et au Bill incorporant l'Hôtel Dieu de *Nicolet*, afin de permettre au comité permanent des divers Bills privés de prendre ces Bills en considération, demain.

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Robidoux*,

Ordonné, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois*, afin de permettre au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières de prendre ce Bill en considération demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Desjardins*,—Quelles sont les compagnies pour lesquelles des ordres en conseil ont été adoptés pour autoriser la conversion des concessions des terres en subsides en argent, en vertu du chapitre 76, 49-50 Victoria ?

Pour quel nombre d'acres de terre la conversion a-t-elle été autorisée pour chaque compagnie par ces ordres en conseil ?

Combien d'acres de terres sont encore susceptibles d'être convertis en subsides en argent ?

Réponse par l'Honorable M. *Sheyhn*.—La compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, par ordre en conseil, No. 336, 14 août 1886, conversion en argent autorisée pour 850,000 acres, savoir : \$297,500 ; conversion non encore autorisée pour un égal nombre d'acres, pour les derniers, 35 cts.

La compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, conversion autorisée pour 1,800,000 acres de terre, ordre en conseil, No. 337, 14 août 1886, savoir : \$630,000 ; conversion non autorisée pour un nombre égal d'acres de terre, pour les derniers, 35 cts.

La compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent*, des *Basses-Laurentides* et du *Saguenay*, conversion en argent pour 480,000 acres de terre, ordre en conseil No. 399, 12 octobre 1886, savoir : \$168,000 ; conversion non encore autorisée pour un égal nombre d'acres, pour les derniers, 35 cts.

La compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*, conversion en argent autorisée pour 660,000 acres de terre, ordre en Conseil No. 403, 13 octobre 1886, savoir : \$231,000 ; conversion non encore autorisée pour un égal nombre d'acres, pour les derniers, 35 cts.

La compagnie du chemin de fer de *L'Assomption*, conversion en argent autorisée pour 10,500 acres de terre, ordre en conseil No. 1, 7 janvier 1887, savoir : \$1,675 ; conversion non encore autorisée pour un égal nombre d'acres pour les derniers 35 cts.

Ces ordres en conseil convertissent des octrois de terre pour un montant de \$1,330,175.

Par M. *Casgrain*.—*J.-B. Charleson*, de Québec, a-t-il été nommé à une charge quelconque par le gouvernement actuel ?

Quelle est la nature de cette charge ?

Quels sont les pouvoirs et le salaire du dit *J.-B. Charleson* ?

Quelle est la date de cette nomination ?

Quel est le montant d'argent que le dit *J.-B. Charleson* a reçu du gouvernement jusqu'à ce jour ?

Quelles sont les instructions que le dit *J.-B. Charleson* a reçues pour ses services ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—Le gouvernement ayant été informé d'une manière croyable que des fraudes très graves avaient été commises, en rapport avec les dépenses des agents de colonisation, a chargé M. *Charleson*, le 28 février dernier, de prendre des informations, sur les lieux, et de faire rapport, sous le plus court délai. Son salaire est de \$5 par jour, en outre de ses dépenses. M. *Charleson* a reçu du gouvernement, depuis le 4 mars 1887, la somme de \$185, dont partie pour salaire à \$5 par jour, et partie pour frais de voyage.

Par M. *Casgrain*.—Le gouvernement a-t-il démis *Jérémie Demers*, comme garde-forestier dans le comté de *Drummond* et *Arthabaska* ?

Si le dit *Jérémie Demers* a été démis, quelle est la raison de cette démission ?

Qui a été nommé en remplacement du dit *Jérémie Demers* ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement *Ross* a démis M. *Jérémie Demers*, de ses fonctions de garde-forestier, en juin dernier, parce que le dit *Jérémie Demers* était employé par MM. *G.-B. Hall & Cie*, et qu'il est de règle dans le département, de n'employer aucun garde-forestier agissant sous le contrôle des marchands de bois. M. *A. Girouard* a été nommé par le gouvernement actuel pour remplir la vacance.

Par M. *Martin (Bonaventure)*.—Est-ce l'intention du gouvernement de permettre d'employer maintenant à la construction de la partie emportée du pont sur la

rivière *Métapédia*, dans le comté de *Bonaventure*, la somme de \$1,200 piastres accordée dans ce but, par l'Honorable M. Ross ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—Les archives du département de l'agriculture et des travaux publics contiennent une demande de \$1,200.00 pour aider à la réparation ou à la reconstruction d'un pont sur la rivière *Métapédia* ; mais il n'appert pas, par ces mêmes archives, que telle somme a été promise par le gouvernement.

Par M. *Casgrain*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'abroger ou de modifier l'acte 49-50 Victoria, chapitre 27 de cette province, intitulé : " Acte relatif au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire " ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Cette question est sous considération.

Sur motion de M. *Pilon*, secondé par M. *Lareau*.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les certificats fournis par les sociétés de colonisation, conformément à la section 10 du Statut 32 Victoria, chapitre 14, et des rapports des opérations de ces sociétés, tel que prescrit par la section 11 du même statut, sur lesquels certificats et rapports ont été payées à ces sociétés les sommes mentionnées à la page 9 des comptes publics pour 1886.

Sur motion de M. *Saint-Hilaire*, secondé par M. *Casgrain*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copies de toute correspondance adressée au gouvernement, depuis le 1er Juillet 1886, par la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, au sujet du parachèvement de ce chemin de fer, ainsi que de ses embranchements et de la navigation du *Lac Saint-Jean* et du *Saint-Maurice* qui les concerne.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Trudel*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, pétitions et autres documents généralement quelconques, au sujet de l'établissement des colons dans le canton d'*Egan*, comté d'*Ottawa*.

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Tessier*.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en Conseil, correspondances et autres documents se rapportant à l'établissement des pêcheurs du *Labrador*, dans les cantons de *Metgermette* et autres.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Martin* (*Bonaventure*), secondé par M. *Charlebois*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état de toutes les sommes d'argent données pour la colonisation dans le comté de *Bonaventure*, en 1878 et 1879.

2. Une liste des noms de tous les conducteurs de travaux, avec les différents montants employés par chacun d'eux, durant cette même période.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Sheyn*,
Ordonné, Que M. *Lauberté* soit ajouté au comité permanent des chemins de
fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manu-
facturières, au lieu et place de M. *Boyer*.

Et alors la chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 1er Avril 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Bisson*,—la Pétition du Conseil de Ville de la ville de *Salaberry de Valleyfield*.

Par l'Honorable M. *McShane*,—la Pétition d'*Eleonor H. Lag* et autres, instituteurs et principales des écoles privées de *Montréal*.

Par M. *Saint-Hilaire*,—la Pétition de *Stanislas Tremblay* et autres, des Paroisses de *Saint-Alphonse* et de la *Grande Baie*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie de chemin de fer de la *Vallée de la Gatineau*,—et de la Com-
pagnie du chemin de fer de colonisation de l'*Outaouais* demandant, respectivement,
des amendements à leur acte d'incorporation.

Du maire et des conseillers de la cité de *Montréal*; demandant des amendements
à la charte de la dite cité.

De *Cléophas Beausoleil* et autres; demandant l'incorporation d'une Compagnie
pour la construction d'un chemin de fer, de *Saint-Gabriel de Brandon*, à *Saint-Félix
de Valois*.

De *G. Masse* et autres, huissiers de *Montréal*; demandant un acte d'incorpora-
tion sous le nom de "La corporation des huissiers du district de *Montréal*."

De *J.-Bte L'Heureux*, de *Saint-Pie*, comté de *Bagot*; demandant un acte l'auto-
risant à construire un pont de péage sur la branche sud de la *Rivière Yamaska*, dans
la paroisse de *Saint-Pie*.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télé-
graphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à
la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Elie Saint-Hilaire*,
Ecuyer, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq
membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *Bernatchez*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation,
présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Nazaire Bernatchez*,
Ecuyer, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à neuf
membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Faucher de Saint-Maurice*, du comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant l'Association connue sous le nom de "Le Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*."

Bill incorporant la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de *Montréal*.

Et Bill incorporant l'Union Musicale de *Québec*.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter à Votre Honorable Chambre sans amendements :

Bill incorporant le Club *Yamaska*.

Et Bill incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'abroger l'article 2033 du Code Civil du *Bas-Canada* et la section 5 de l'article 2084 du dit code.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour favoriser la vente de certains produits agricoles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill relatif au serment et à l'administration du serment.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Larreau* ait la permission de présenter un Bill concernant les inhumations dans les charniers privés ou de famille.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre quinze des Statuts refondus pour le *Bas Canada*, concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Tessier* ait la permission de présenter un Bill pour amender la constitution de la Cour Supérieure siégeant en révision.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill autorisant les conseils municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mars 1887, demandant copie de toute correspondance relative à la nomination du successeur de feu M. *Gauthier*, comme membre du conseil d'agriculture. (Documents de la Session No. 31.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. *Martin (Rimouski)*.—1. A qui a été payé l'octroi de la société d'agriculture du comté de *Rimouski* en 1885, et quel en était le montant ?

2. Y a-t-il eu un deuxième paiement ?

3. Comment, quand et par qui le premier paiement a-t-il été remboursé au gouvernement ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—Un chèque de \$521.20, sur la banque Jacques-Cartier, a été émis, le 19 octobre 1885, par le conseil d'agriculture, en faveur de M. *H. Martin*, es-qualité de secrétaire de la société d'agriculture de *Rimouski*.

Le secrétaire du conseil d'agriculture avait été prévenu, antérieurement, que M. *Martin* avait été remplacé par M. *Charles Bégin*, comme secrétaire de la dite société; mais comme ce remplacement n'avait pas eu lieu au temps ordinaire des élections, la chose avait été perdue du vue.

M. *H. Martin* a touché le montant du chèque en question, mais n'en a pas rendu compte à la société. Le conseil d'agriculture a dû payer cette subvention une deuxième fois, mais il a obtenu de M. *H. Martin* son billet promissoire pour une égale somme, payable à l'ordre de M. *J.-A. Martin*, marchand de *Rimouski*, qui a endossé ce billet et l'a remis à M. *G. Leclerc*, secrétaire du conseil d'agriculture.

Le gouvernement a reçu avis que le billet n'a pas été payé à l'échéance et que la Banque Jacques-Cartier allait prendre des procédures judiciaires contre l'endosseur M. *J.-A. Martin*, qui est réputé parfaitement solvable.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire vendre par encan public, les propriétés appartenant au gouvernement de cette province, dans la cité de *Montréal*, sur la rue Notre-Dame, entre la ruelle Claude et la place Jacques-Cartier, en vertu du chapitre 14 de la 35^{ème} Victoria, intitulé : "Acte pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de *Montréal*, et à la construction d'édifices pour les Ecoles Normales, Jacques-Cartier et Laval?"

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Oui, après la session et aussitôt que les formalités exigées par l'acte 35 Victoria, chapitre 14, auront été remplies.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret* dit *Malouin*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre la corporation de la ville de Lévis et le gouvernement, ou aucun de ses membres, relativement à la suspension de la circulation des trains sur le chemin de fer appelé le "*Quebec Central*."

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Ba'dwin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la pétition et de toute correspondance concernant l'octroi d'une charte au "*Megantic Fish and Game Club*"; ainsi que toutes pétitions pour et contre l'octroi de telle charte, et aussi copie du bail consenti au club, l'ordre en conseil et la correspondance qui s'y rapportent.

Sur motion de M. *Martin*, (*Rimouski*), secondé par M. *Morin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de différentes demandes d'argent pour travaux de colonisation dans le comté de *Rimouski*, depuis le 1er juillet 1886.

2. Un état des argents accordés pour les dits travaux.

3. Copie de chaque rôle de paie.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des argents versés au Trésor de la Province de *Québec*, depuis le 1er mai 1884, par les magistrats de district, juges de paix et autres du district de *Rimouski*, pour amendes imposées par eux.

Sur motion de M. *Girouard*, secondé par M. *Laliberté*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, l'agent des terres de *Waterloo*, *Robert Brack* et autres, concernant le lot No. 25, 2ème rang de *Grantham*, et tous documents se rattachant à cette affaire.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Forest*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Longueuil* et la corporation du Bassin de *Chambly*, au sujet du fonds d'emprunt municipal.

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Cardin*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, règlements, documents, et rapport du commissaire nommé en vertu de la 43-44 Victoria, chapitre 13, se rapportant au règlement de l'emprunt municipal de *Sainte-Cécile de Beauharnois*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des Divers Bills Privés :

Bill amendant l'acte pour incorporer "*La Société de Passage du Pont-neuf de Saint-Hyacinthe*, et l'acte qui l'amende."

Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Antoine Paiement dit Larivière."

Et Bill autorisant "*The New-York Life Insurance Company*," à acquérir, par achat, des biens-fonds dans la province de *Québec*.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Résolu, *Nemine contradicente*, que, vu les circonstances pénibles dans lesquelles se trouvent les colons des cantons de *Metgermette*, de *Jersey* et de *Marlow*, et vu la demande du Révd. M. *Boutin*, exposant que les \$9,500, déjà accordées pour aider ces

colons sont insuffisantes et qu'il faudra encore \$1,000 pour les soutenir en mai et juin prochains, et qu'il importe d'accorder cette somme afin que les provisions nécessaires soient transportées avant la fonte des neiges, une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur d'émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la province, pour la somme de mille piastres, pour aider ces colons et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable conseil exécutif de cette province.

Le Bill concernant les Statuts Refondus de la province de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé des Honorables Messieurs *Taillon, Flynn, Lynch, Mercier, Turcotte* et *Gagnon* et de M. *Gladu*, pour en faire rapport avec toute la diligence possible; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à mardi, le 12 avril courant.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi le 12 avril courant.

Mardi, 12 Avril 1887.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir: de *The Church Home, Montréal*, et de l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, tous deux pour l'année 1885-86. (Documents de la Session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la Pétition de la corporation de la cité de Québec,—et la Pétition de *Philéas Gauvin* et autres, bouchers et commerçants licenciés de la cité de Québec.

Par M. *Murphy*,—la Pétition de *Hannah Martin*, veuve de feu *William Wallace Scott*, en son vivant de la cité de Québec et autres,—et la Pétition de "*The Mount Hermon Cemetery*."

Par l'Honorable M. *Mercier*,—la Pétition des Révérends Pères de la Société de Jésus,—et la Pétition de la Compagnie du chemin de fer des comtés *Unis*.

Par M. *Bourbonnais*,—la Pétition de *Gonzalve L. Désaulniers*, de *Montréal*.

Par M. *Lafontaine*,—la Pétition de *Théodule L'Ecuyer*, étudiant en médecine de *Montréal*.

Par M. *Lemieux*,—la Pétition de *George Demers* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Université du Collège *Bishop*, de *Lennoxville*; demandant le privilège de conférer certains degrés.

De *William White* et autres de la cité de *Sherbrooke*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Société Belge Canadienne*."

De *The Jeffery Hale Hospital*, de la cité de *Québec*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Eléonor H. Lay* et autres, instituteurs et principales des écoles privées de la cité de *Montréal*; demandant que les amendements à la charte de la dite cité, relatifs aux écoles privées, ne deviennent pas loi.

Du conseil de ville de la ville de *Salaberry de Valleyfield*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Stanislas Tremblay* et autres, des paroisses de *Saint-Alphonse* et de la *Grande Baie*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de *Bagotville*.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil, le Code de Procédure Civile et certains Statuts qu'affectent ces mêmes Codes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill relatif aux constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux dans les constructions.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gladu*, ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 298 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses dans l'ancien territoire de *Notre-Dame de Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Gagnon* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. — Rapport du Surintendant de l'instruction publique de la province de *Québec*, pour l'année 1885-86. (Documents de la Session No 5.)

Aussi, le Catalogue de l'exposition scolaire de la province de *Québec*, à l'exposition coloniale et des *Indes*, tenue à *Londres*, en 1886. (Documents de la Session No 33.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. *Desjardins*. — Quelles municipalités ont réglé leurs dettes au fonds d'emprunt municipal depuis le premier jour de mars 1885?

Quelles sommes ont-elles payées?

Quelles municipalités ont payé en argent, et quelles sont celles qui ont réglé au moyen de débentures, en vertu du chapitre 13, 43-44 Victoria?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*,—

La cité de <i>Sherbrooke</i> , en argent.....	\$31,671 84
La ville de <i>Saint-Jean</i> , en débentures.....	20,000 00
La ville de <i>Lévis</i> , en débentures.....	\$66,500 00
“ “ en argent.....	280 00
	66,780 00
Le village de <i>Laprairie</i> , en argent.....	4,000 00

Par M. *Martin (Bonaventure)*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire terminer, cette année, le pont sur la rivière *Petit Cascapédia* ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—La question est sous considération.

Par M. *Martin (Bonaventure)*.—Le gouvernement a-t-il donné ordre, dernièrement, à quelqu'un de visiter et d'explorer les travaux de colonisation, dans le comté de *Bonaventure* ?

Quel est le nom de cette personne ?

Quel salaire devra-t-il recevoir ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Ordre a été donné à M. *Chs. Cyr*, de rechercher l'existence de certaines fraudes, dénoncées au gouvernement, en rapport avec la distribution et la dépense des argents destinés aux chemins de colonisation. Un rapport a déjà été fait et constate des faits très graves.

2. Une indemnité de \$8.00 par jour, y compris les frais de voyage, est accordée à M. *Cyr*, pour le temps qu'il sera réellement employé.

Par M. *Trudel*.—1. Quel montant la compagnie du chemin de fer de *Témiscouata* a-t-elle reçu du gouvernement de cette province à venir au 31 janvier dernier ?

2. Le gouvernement est-il informé du fait que cette compagnie aurait dépensé des sommes considérables depuis un an, pour des fins politiques ?

3. Le gouvernement est-il informé du fait que cette compagnie aurait dépensé des sommes considérables pour faire faire des arpentages qu'elle savait parfaitement inutiles et uniquement pour promouvoir les intérêts de partis politiques pendant l'élection qui s'est terminée, le 14 octobre dernier ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de s'enquérir exactement de la vérité de ces faits avant de continuer à donner de l'argent à cette compagnie ?

5. A quelle date le gouvernement a-t-il sanctionné l'adoption du tracé choisi par cette compagnie ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Aucune somme n'a encore été payée par le gouvernement à la compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*.

2. Oui.

3. Oui.

4. Oui.

5. La compagnie a fait le dépôt d'un plan, avec profil et livre de renvoi, en *duplicata*, conformément aux dispositions de l'acte 43-44 *Victoria*, ch. 43, sec. 8, pour la section de son chemin comprise entre la *Rivière du Loup* et *Edmundston*, le 20 janvier 1887, et ces pièces ont été signées le même jour par l'assistant-commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics. Il n'y a pas réellement de sanction par l'Exécutif de l'adoption de tel tracé.

Par M. *Trudel*.—1. Le gouvernement est-il informé du fait que, avec ou sans la connivence des gardes-forestiers, des quantités considérables de bois de grande valeur et appartenant à la Couronne, ont été coupées et enlevées près des limites concédées dans les cantons *Armand* et *Whitworth*, dans le comté de *Témiscouata*, à venir au 1er février dernier ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire constater ces faits et de poursuivre en justice ceux qui ont enlevé ce bois ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement a été informé que l'on était à fabriquer des bois dans les cantons *Armand* et *Whitworth*. L'Honorable Commissaires des Terres de la Couronne a, en conséquence, donné des instructions à M. J. B. *Lepage*, le 9 de mars dernier, de se rendre sur les lieux, afin d'effectuer le comptage des bois ainsi coupés et de faire rapport généralement.

2. Aussitôt que les faits seront constatés, les procédures nécessaires seront prises pour punir les coupables, s'il y en a, et dès que la quantité de ces bois aura été établie, des mesures seront prises pour le recouvrement des droits de coupe exigibles sur les bois en question.

Par M. *Nantel*.—Le gouvernement va-t-il demander des soumissions publiques avant de renouveler les contrats, tant pour les impressions sessionnelles que pour les départements ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Des soumissions privées ont été demandées et reçues le onze octobre 1886 et une le treize, les neuf soumissions ont été ouvertes le treize octobre.

Il est possible que le gouvernement arrive à la conclusion que ces soumissions lui donnent des renseignements suffisants pour faire des contrats avantageux à la province ; mais aucune décision définitive n'a encore été prise.

Par M. *David*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire au palais de justice de *Montréal* les additions et améliorations devenues indispensables ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Oui, et une somme de \$200,000 est mise, à cet effet, dans les estimés de 1887-88.

Par M. *Picard*.—1. Le gouvernement a-t-il, par devers lui, des rapports constatant, si oui ou non, la compagnie "*The Dominion Land and Colonisation Company*," a rempli régulièrement les conditions d'établissement qui lui ont été imposées par l'ordre en conseil, du 15 octobre 1883, réduisant à 27,500 acres, la réserve à elle faite, le 7 août 1881. Si oui, ces rapports font-ils voir que la compagnie a accompli ses obligations envers le gouvernement ?

2. Et, au cas que la dite compagnie aurait failli de se conformer aux conditions du dit ordre en conseil, du 15 octobre 1883, dont les délais sont expirés le 15 octobre dernier, est-ce l'intention du gouvernement de prendre immédiatement action pour faire rescinder le dit ordre en conseil ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le commissaire des Terres de la Couronne a donné le 15 octobre dernier, instructions à M. P. W. *Nagle*, garde forestier, de faire l'inspection des terres comprises dans la réserve faite en faveur de la "*Dominion of Canada Land and Colonization Co.*" (limitée), d'après l'ordre en conseil, en date du 15 octobre 1883. Le rapport de cette inspection a été reçu au département le 6 décembre dernier, et un rapport supplémentaire fut aussi transmis, le 15 du même mois. Ces rapports sont généralement défavorables aux prétentions de la Compagnie.

Toutes les personnes intéressées dans les terres en question furent alors notifiées d'établir la validité de leurs réclamations auprès de la dite compagnie et de les transmettre au département des Terres de la Couronne, le ou avant le 20 janvier dernier.

Ces réclamations ont été transmises en temps voulu.

2. Le tout est maintenant sous la considération du gouvernement, dans le but d'examiner l'opportunité de faire rescinder le dit Ordre en Conseil.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement se propose-il d'attirer l'attention de la nouvelle commission des syndics des chemins à barrières de la Rive Sud, sur la section 2 du chapitre LXXXI (81) sanctionné le 10 juin 1884, et intitulé : "Acte relatif aux chemins à barrières de Québec ?"

Cette section se lit comme suit :

"Le dit chemin mentionné dans le paragraphe premier de la section 8 de l'acte 16 Victoria, chapitre 235, savoir : "le chemin à partir du rivage du fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis de Québec, à l'endroit appelé "La petite route," l'espace et distance de trois lieues et demie," devra être fait et terminé conformément au dit acte 16 Victoria, chapitre 235, dans le courant des trois années qui suivront la passation de la présente loi."

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*,—Oui.

Par M. *Laliberté*,—Quels sont les médecins visiteurs nommés en vertu de la section 1ère du chapitre 20 de la 47 Victoria ?

Par qui le traitement de ces médecins est-il payé ; par des propriétaires d'asile ou par le gouvernement ?

Dans ce dernier cas, quel traitement le gouvernement leur paie-t-il ?

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*,—1. Les médecins visiteurs nommés par la 47 Victoria, chapitre 20, section 1, ont été remplacés par un bureau médical, par la 48 Victoria, chapitre 34, section 2, ce bureau pour l'asile des aliénés de Québec, est formé des Dr. *Vallée*, surintendant médical, le Dr. *Bélanger*, médecin interne et le Dr. *Marois*, assistant médecin interne.

Les traitements de ces officiers sont payés par le gouvernement :

Le Dr. <i>Vallée</i>	\$1,600 par an.
Dr. <i>Bélanger</i>	1,500 "
Dr. <i>Marois</i>	1,200 "

Pour Saint-Jean de Dieu :

Le Dr. <i>Howard</i> , surintendant médical.....	1,600 "
Dr. <i>Perrault</i> , médecin interne.....	1,500 "
Dr. <i>Duquet</i> , assistant médecin interne.....	1,200 "

Saint-Ferdinand d'Halifax.

Les Révérendes Sœurs paient leurs médecins.

Par M. *Deschênes (Témiscouata)*,—1. La paroisse de *Sainte-Angèle de Monnoir*, dans le comté de *Rouville*, est-elle endettée envers le gouvernement pour l'entretien d'aliénés ?

2. Si oui, pour quelle somme ?

3. Est l'intention du gouvernement de faire payer cette somme par la dite paroisse de *Sainte-Angèle de Monnoir* ?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*,—1. Oui.

2. \$430.35.

3. Oui.

Par M. *Nantel*,—Quelle somme totale le gouvernement a-t-il perçue, depuis le premier juillet 1886 jusqu'au premier avril 1887, de la contribution spéciale imposée à la cité de Québec et aux municipalités du district de Québec, pour le palais de justice de ce district, en vertu du chapitre 26, 45 Victoria et du chapitre 16, 48 Victoria ?

Réponse par l'Honorable M. Sheehy, — \$855.52.

Par M. Rocheleau, — 1. Le gouvernement a-t-il pris contre Clément Arthur Dansereau les procédures légales requises pour forcer le dit Dansereau à rembourser les \$4,471.50 qu'il a gardées ou dont il n'a pas rendu compte sur les \$15,000.00 qui lui ont été confiées pour acheter des livres pour la bibliothèque de la législature ?

2. Quels sont les avocats qui ont été chargés par le gouvernement de prendre ces procédures ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de pousser cette affaire de manière à faire rembourser au plus tôt à la province ce que lui doit le dit Dansereau ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier, — Les procédés avaient été pris par M. J. L. Archambault, avocat, de Montréal, et membre de la société Archambault, Lynch, Bergeron et Mignault, sur ordre du gouvernement Ross.

Depuis le 1^{er} février dernier, l'Honorable M. Laflamme a été chargé de se faire substituer à M. Archambault, comme avocat du gouvernement et de pousser les procédures avec vigueur et de me faire rapport.

Par M. Martin (Rimouski), — M. Pelletier, mentionné dans le rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour 1886, page 109, comme ayant reçu \$150 sous le nom de G. Pelletier, est-il le même Pelletier qui est mentionné à la page 108 du même rapport, sous le nom de G. L. Pelletier, comme ayant reçu \$449.93 ?

A quelle date ce montant de \$150 lui a-t-il été payé, par quelle autorité et dans quel but ?

M. Pelletier a-t-il fait un rapport démontrant l'emploi qui avait été fait des dits \$150. Si, non, pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?

A-t-il produit un rôle de paie pour le même montant ; si, non, pour quelle raison ne l'a-t-il pas fait ?

Réponse par l'Honorable M. Turcotte, — 1. Sous les noms de G. Pelletier et L. G. Pelletier, on a voulu désigner une seule et même personne.

2. La somme de \$150.00 a été payée à M. Pelletier, par ordre de l'Assistant Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, en date du 30 juin 1886, afin de permettre au dit M. Pelletier de faire acquitter le rôle de paie produit par lui pour travaux ordonnés par le gouvernement sur la route du canton Tessier.

3. M. Pelletier n'a pas transmis de rapport autre que son rôle de paie, sur les travaux qu'il a fait exécuter, sur cette route, bien qu'il en ait été requis selon l'usage.

4. M. Pelletier a produit un rôle de paie daté du 26 juin 1886, pour un montant de \$150.00. Ce rôle de paie a été examiné et approuvé ; puis, le 12 juillet 1886, il a été renvoyé à M. Pelletier, pour être acquitté par chaque travailleur, en même temps qu'un chèque pour ce même montant (\$150.00).

Le rôle de paie acquitté n'a pas été reçu par le département de l'Agriculture et des Travaux Publics, mais M. Pelletier affirme l'avoir adressé au dit Département, dûment acquitté pour chaque ouvrier ou travailleur, dans les premiers jours de juillet 1886.

Par M. Martin (Rimouski), — A-t-il été fait, au printemps de 1886, une ou plusieurs demandes de grains de semence pour les colons du comté de Rimouski ? Et si oui, par qui ?

Quel montant a été accordé pour cette fin, et à quelles conditions ? Et ces conditions ont-elles été remplies ?

A qui a été payé le montant accordé, quand et comment ?

A-t-il été fait quelque remboursement de ces avances ? Si oui, à qui, par qui, quand et comment ?

Réponse par l'Honorable M. Turcotte. — 1. Des demandes de grains de semence ont été faites, comme suit, au printemps 1886 ; 1. De *Matane*, pour les colons du canton *Tessier* ; 2. De *Sainte-Félicité*, pour les colons du canton *Saint-Denis* ; 3. De *Saint-Gabriel*, pour les colons des cantons *Neigette*, *Massé* et *Fleurian*.

2. \$150.00 ont été accordées, sur la première demande ; M. *George Pelletier*, marchand de *Matane*, a été autorisé à faire faire des travaux pour cette somme sur la route du canton *Tessier*, et il lui a été permis d'avancer lui-même du grain de semence aux colons nécessiteux et de se faire rembourser en employant ces colons pour exécuter les travaux de la route.

\$150.00 ont été accordées, aux mêmes conditions, à M. *Herménégilde Gagnon*, marchand de *Sainte-Félicité*, pour continuer la route *Saint-Denis*, (paroisse de *Sainte-Félicité*), et une autre somme de \$100.00 a été accordée, aux mêmes conditions, au Révd. M. J. A. *Leblanc*, curé de *Saint-Gabriel*, pour continuer la route *Neigette*.

Les travaux ont été exécutés sur ces trois chemins, aux conditions convenues ainsi qu'en font foi les rôles de paie transmis par les conducteurs.

3. Les paiements ont été faits sur rôles de paie, et comme suit :

A G. <i>Pelletier</i> , le 30 juin, 1886.....	\$150 00
A <i>Herménégilde Gagnon</i> , le 26 juin, 1886.....	99 90
“ “ le 24 août, 1886.....	50 00
Au Révd. J. A. <i>Leblanc</i> , le 30 juin, 1886.....	49 70
“ “ le 24 août, 1888.....	50 00

4. Ces différentes sommes n'ont été payées, que lorsque les rôles-de-paie ont établi qu'elles avaient été réellement dépensées en travaux sur les routes ci-dessus mentionnées. Il n'y a donc pas eu lieu à remboursements.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*. — Est-ce l'intention du gouvernement de faire inscrire sur la liste des prix à être distribués dans les écoles de la province de *Québec*, la Minéralogie et la Géologie de l'abbé *Laflamme*, les Poissons du Canada par A. N. *Montpetit*, les Oiseaux du Canada par C. E. *Dionne* et les livres de la librairie *Saint-Joseph* publiés par la maison *Cadieux* et *Derome* de *Montréal*, bibliothèque religieuse et nationale approuvée par Monseigneur l'archevêque de *Montréal* ?

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*. — Oui, et le gouvernement croit que la collection de MM. *Cadieux* et *Derome*, surtout, mérite d'être distribuée aux écoles.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*. — Quelles sont les dispositions que le gouvernement de la province de *Québec* se propose de prendre pour célébrer le jubilé de Sa Majesté la Reine ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*. — L'intention du gouvernement sera soumise à la Chambre dans quelques jours.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret* dit *Malouin*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie des instructions données au conducteur des travaux de colonisation exécutés durant l'été et l'automne de 1886, dans la route appelée " route d'Eusèbe Arsenau " sur la terre d'*Alfred Trélat*, dans la paroisse de *Saint-Charles* de *Caplan*, dans le comté de *Bonaventure*.

20. Copie des résolutions passées par le conseil municipal de *Saint-Charles* de *Caplan* à propos de cette route.

30. Un état détaillé des sommes dépensées pour les travaux, etc., faits dans cette route et le nom du conducteur des travaux.

Sur motion de *M. Pilon*, secondé par *M. Lareau*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le Révérend *M. Chartier*, du Séminaire de *Saint-Hyacinthe*, et de tous mémoires au sujet de l'établissement d'une station agronomique.

Sur motion de *M. Desjardins*, secondé par *M. McIntosh*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le premier jour de juillet 1886, jusqu'au premier jour d'avril 1887.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Boyer* secondé par *M. David*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre *M. Azarie Lavigne*, de *Montréal*, et le gouvernement, au sujet de la confection de pupitres pour l'Assemblée Législative, ainsi que copie de tous les plans faits à cet égard.

Sur motion de *M. Faucher* de *Saint-Maurice*, secondé par *M. McIntosh*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des livres de prix donnés actuellement dans les écoles catholiques et protestantes de la province de *Québec*, par le Département de l'Instruction Publique. La dite liste donnant les titres des ouvrages, le nom des auteurs et des éditeurs.

La chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Association connue sur le nom de "Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. David*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte incorporant l'Association connue sous le nom de "Le Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Union Musicale de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Girouard* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill, incorporant le Club *Yamaska*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Boyer*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Trésorier *Shehyn* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le budget supplémentaire des dépenses de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1887.

Le budget des dépenses de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1888, et un état indiquant les détails de la dépense pour certains articles du service public, pour l'exercice finissant le 30 juin 1888 et il recommande ces budgets à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, le 12 avril 1887.

Ordonné, Que le dit message et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes suivantes, savoir : Pour le département du secrétaire provincial, \$1,500.00 ; département du registraire, \$750.00 ; département de l'agriculture et des travaux publics, \$3,050.00 ; département de l'instruction publique, \$400.00 ; dépenses contingentes spéciales, \$500.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice, savoir : Insuffisance du crédit pour faire face aux bordereaux de paie, etc., au 30 juin 1887, pour les traitements des shérifs, \$2,850.00 ; protonotaires, etc., \$4,931.00 ; cour d'appel etc., \$720.00 ; honoraires et déboursés des coroners, etc., \$1,499.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix et des magistrats de police ; pour l'année finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles d'industrie et de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt-dix-neuf piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission centrale d'hygiène, C. S. C. chapitre 23, pour payer des dettes contractées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de terrain pour l'agrandissement du Palais de Justice de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Boyer informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 13 avril 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Tessier, — la Pétition de Samuel Houde et autres, des *Grondines*.

Par M. Lafontaine, — la Pétition de Sa Grandeur Edouard-Charles Fabre, archevêque de *Montréal* et autres.

Par l'Honorable M. Duhamel, — la Pétition de Duncan McDonald et autres.

Par l'Honorable M. Flynn, — la Pétition de Son Eminence le Cardinal Elzéar-Alexandre Taschereau, archevêque de *Québec* et autres.

Par M. Hall, — la Pétition de l'Université McGill, de *Montréal*.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois*.

M. *Bernatchez*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport :

Que, dans son opinion, les subventions et aides indirectes déjà accordées à la société d'industrie laitière doivent être continuées.

Votre comité recommande de plus que la société laitière devrait recevoir en sus de ces subventions, à même les sommes votées pour l'aider, une somme de cinq cent piastres pour lui permettre d'ajouter un troisième professeur inspecteur à son service d'enseignement, lequel sera nommé par le gouvernement.

M. *Girouard*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De l'Union Saint-Joseph de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation,—De l'Union Saint-Pierre de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation,—De la compagnie d'assurance contre le feu l'Impériale, demandant un acte l'autorisant à poursuivre et à être poursuivie dans la province de *Québec*,—De " *The Victoria Hospital and Convalescent Home*," demandant un acte d'incorporation,—De *Atf. Burgis Major*, demandant un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre après examen, au nombre de ses membres,—De la cité de *Montreal*, demandant des amendements à sa charte,—Des huissiers de *Montréal*, demandant à être constitués en corporation,—De *J. B. L'Heureux*, demandant l'autorisation de construire un pont sur la rivière *Yamaska*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 26ième jour d'avril courant ; celui pour la présentation des Bills privés jusqu'au 28ième jour du dit mois et celui pour la réception des rapports des bills privés jusqu'au 5ième jour de mai prochain.

L'Honorable M. *Mercier*, du comité spécial nommé pour examiner l'opportunité de publier les débats de cette Chambre et de décider par qui et à quelles conditions ces débats seront publiés, présente à la Chambre le rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi l'Honorable M. *Mercier* comme son président.

Votre comité recommande qu'une somme de quatre mille piastres (\$4,000.00) soit accordée à M. *Alphonse Desjardins*, pour cinq cents exemplaires du compte-rendu qu'il publie des débats de cette chambre, et ce, pour la présente session seulement. M. *Desjardins* devant, autant que possible, obtenir des rapports sténographiques des discours importants, omettre les affaires de routine, publier les discours dans la langue dans laquelle ils sont prononcés et livrer son travail plus tôt qu'il n'a coutume de le faire.

L'Honorable M. *Turcotte*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'Eglise Catholique de la paroisse de *Saint Jean Baptiste* de *Montréal* et pour amender l'article 43-44 Victoria, chapitre 37, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire de plus recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 20ième jour d'avril courant, celui pour la présentation des bills privés jusqu'au 28ème jour du dit mois et celui pour la réception des bills privés jusqu'au 5ème jour de mai prochain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill incorporant la corporation des huissiers du district de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill amendant le chapitre 131 des Statuts de la ci-devant province du *Bas Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : " Acte incorporant, la Société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill amendant le chapitre 94 des Statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer la Société de l'Union Saint-Pierre de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Burgis Major* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill incorporant *the Victoria Hospital and Convalescent Home* pour les enfants protestants malades.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Ordonné, Que le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents et le troisième rapport du comité permanent des divers Bills privés, présentés ce jour,

soient renvoyés à ces mêmes comités avec instructions de reconsidérer l'extension des délais pour la réception des pétitions, pour la présentation des Bills privés et pour la réception des rapports sur les Bills privés.

Résolu, Que la Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre au comité permanent des ordres permanents et au comité permanent des divers bills privés de siéger.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, tel que reconsidéré, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De l'Union Saint-Joseph de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation,—de l'Union Saint-Pierre de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation,—de la compagnie d'assurance contre le feu "l'Impériale" demandant un acte l'autorisant à poursuivre et à être poursuivie dans la province de *Québec*,—de "The Victoria Hospital and Convalescent Home" demandant un acte d'incorporation,—de Alf. Burgis Major, demandant un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre après examen, au nombre de ses membres,—de la cité de *Montréal*, demandant des amendements à sa charte,—des huissiers de *Montréal*, demandants à être constitués en corporation,—de J.-B. L'Heureux, demandant l'autorisation de construire un pont sur la rivière *Yamaska*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 15ième jour d'avril courant, celui pour la présentation des bills privés jusqu'au 21ième jour du dit mois et celui pour la réception des rapports des bills privés jusqu'au 30ième jour d'avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Turcotte, du comité permanent des divers bills privés présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, tel que reconsidéré, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : "Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de *Montréal* et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37," auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité désire de plus recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions soit étendu jusqu'au 15ième jour d'avril courant, celui pour la présentation des bills privés jusqu'au 21ième jour du dit mois et celui pour la réception des rapports des bills privés jusqu'au trentième jour d'avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill pour amender les actes concernant les Cours de Commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Déchêne* (*l'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 496 du Code de procédure civile du *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, section 1, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 15, concernant les maîtres et serviteurs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de la Congrégation de *Saint-Michel de Sorel*, et de l'Union Saint Joseph de *Lachine*, tous deux pour l'année 1886-87. (Documents de la Session No. 6.)

M. *Casgrain* propose, secondé par M. *LeBlanc*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des ordres, instructions, dépêches, lettres et circulaires adressés aux officiers et employés du gouvernement, par le gouvernement ou aucun des ministres, pendant les dernières élections fédérales, au sujet de la conduite qu'ils devaient tenir en cette circonstance.

Et un débat s'en suivant :

En étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Fraternité du Tiers Ordre de Saint François d'Assise de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *LeBlanc* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et la modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, —

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie des ordres, instructions, dépêches, lettres et circulaires adressés aux officiers et employés du gouvernement, par le gouvernement ou aucun des ministres, pendant les dernières élections fédérales, au sujet de la conduite qu'ils devaient tenir en cette circonstance.

M. *Boyer* propose, comme amendement, secondé par M. *Robidoux*, que tous les mots après "Chambre," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "copies des ordres en conseil démettant les employés publics à cause de leur intervention en politique et aussi copies des instructions et lettres et circulaires émises, par le gouvernement, à ce sujet, depuis l'existence de la confédération."

Et un débat s'en suivant ;

Et objection étant faite par M. *Deschêne* (*Témiscouata*), que cette motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parcequ'elle ne découle pas de la motion principale ;

M. l'Orateur décide comme suit :

"L'article douze des usages de cette Chambre, indiqué à la page 350 du *Manuel* *Wurtele*, prescrit que "tous les amendements, excepté les amendements aux motions demandant que la Chambre se forme en comité des subsides et des voies et moyens doivent être relatifs à la motion originale, puis essentiellement analogues à la motion en question." Cet usage est conforme à la pratique suivie dans les communes impériales et fédérales, (*vide Bourinot*, page 333.)

"L'amendement présentement soumis à cette Chambre découle abondamment de la motion principale, en relève absolument et lui est essentiellement analogue. Par conséquent, la question d'ordre soulevée par l'Honorable député de *Témiscouata* n'est pas fondée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie des ordres en conseil démettant les employés publics à cause de leur intervention en politique et aussi copies des instructions et lettres et circulaires émises par le gouvernement à ce sujet, depuis l'existence de la confédération.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Bernatchez*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous documents relativement à l'internement à l'asile de *Beauport* de madame *Lidille*.

Aussi, un état montrant les sommes payées par sa famille pour son entretien depuis son internement jusqu'à ce jour.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Owens*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état, contenant—1. Les noms, prénoms, professions et lieux de domicile de toutes les personnes employées pour la présente session, comme clercs, messagers ou autrement, tant dans les départements qu'au service de cette Chambre ; avec mention de l'emploi et du salaire à chacune de ces personnes.

2. Le nom de la personne ou des personnes qui ont recommandé chacune de ces nominations.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Nantel*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous ordres, documents et papiers relatifs à la démission de *Jérémie Demers* comme garde-forestier.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Desjardins*, propose secondé par M. *Poupore*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec*, d'une part, et le gouvernement fédéral, le gouvernement de la province d'*Ontario* et celui de toute autre province du *Domainion* d'autre part, au sujet de la convention proposée des Provinces, pour la révision de l'Acte de l'Amérique Britannique du *Nord*, 1867, et concernant l'interprétation à donner ou les modifications à faire à l'Acte de l'Amérique Britannique du *Nord*.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi 4 Avril 1887.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Jeudi, Avril 1887.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—la pétition de *J. C. Langelier* et autres, de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation et aux actes qui l'amendent.

De *Philias Gauvin* et autres, bouchers et commerçants licenciés de la cité de *Québec* : demandant que le Bill pour favoriser la vente de certains produits agricoles ne devienne pas loi.

De *Hannah Martin*, veuve de feu *William Wallace Scott*, en son vivant de la cité de *Québec*, et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre certaine propriété substituée par le testament du dit feu *William Wallace Scott*.

De *Théodule L'Écuyer*, étudiant en médecine, de *Montréal* ; demandant un acte autorisant le Bureau Provincial de Médecine à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *Gonzalve L. Desaulniers* de *Montréal* ; demandant un acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *George Demers* et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie de chemin de fer, d'un point quelconque de la cité de *Québec* à la *Rivière Saguenay*.

De la compagnie de chemin de fer des *Comtés Unis* ; demandant un acte pour remettre en vigueur la charte qui l'incorpore.

Des révérends Pères de la compagnie de Jésus ; demandant un acte d'incorporation.

De *The Mount Hermon Cemetery* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre sans amendement :

Bill incorporant l'Association agricole indépendante des comtés de *Stanstead* et *Compton*.

Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu *Antoine Paiement dit Larivière*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant *Hugh Paton* à construire un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies*.

Bill autorisant *The New-York Life Insurance Company* à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec*.

M. *Girouard*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De la ville de *Nicolet* demandant des amendements à son acte d'incorporation,—des Petits Frères de Marie des écoles dits Frères Maristes, demandant un acte d'incorporation,—de la compagnie du chemin de fer aérien de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation,—de la compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Lac Maskinongé* ; demandant un acte d'incorporation,—du *Jeffery Hale Hospital* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. *Boyer*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Boyer* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. *Sylvestre* ait la permission de présenter un Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Dorais* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : “ Acte incorporant la ville de *Nicolet*.”

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lareau* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 926 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lareau* ait la permission de présenter un Bill pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemins de fer en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill concernant la constitution de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois relatives à la Cour d'Appel et à la Cour Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un bill pour amender et expliquer le statut de Québec 32 Victoria, chapitre 73, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour annexer le comté de *Bellechasse* au district judiciaire de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de rendre l'enseignement de l'agriculture partie intégrante de l'instruction donnée dans les écoles élémentaires ?

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*,—Le gouvernement consultera le conseil de l'instruction publique à cet égard, en recommandant ce projet favorablement.

Par M. *Déchène (l'Islet)*,—1. A quelle date le contrat pour la confection des pupitres destinés à l'Assemblée Législative a-t-il été donné ?

2. Des soumissions avaient-elles été demandées ?

3. Quel prix le gouvernement a-t-il convenu de payer ces pupitres ?

4. Qui a donné les plans de ces pupitres ?

5. Une évaluation a-t-elle été faite des pupitres fournis par l'entrepreneur ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*,—1. Le 20 septembre, 1886.

2. Oui, des soumissions ont été demandées verbalement à MM. *Lavigne* et *Vallières* seulement.

3. \$95.00 chaque.

4. Monsieur Taché, assistant-commissaire des Terres de la Couronne.

5. Oui, et le prix a été trouvé trop élevé ; mais la province était liée par la lettre du 20 septembre, 1886.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill autorisant J. B. *L'Heureux* à construire un pont sur la rivière *Yamaska*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills Privés.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mars 1887, demandant : 1. Copie des instructions données à *Jean Lefebvre*, conducteur des travaux de colonisation dans la paroisse de *Carleton*, comté de *Bonaventure*, au sujet des travaux de colonisation faits dans cette paroisse, en 1885 et 1886.

2. Un état du coût des travaux faits sous la conduite du dit *Jean Lefebvre*, à même les argents de colonisation, dans le chemin public des propriétés occupées par *Josué Martin*, écuier, médecin, et autres, sur le premier rang de *Carleton*, durant les mêmes années. (Documents de la session, No. 34.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mars 1887, demandant copie de tous documents, lettres, billets de location, rapports de garde forestier, lettres patentes, reçus, etc., se rattachant au lot 1 du 3^{me} rang du canton d'*Hamilton*, comté de *Bonaventure* (Documents de la session, No. 35.)

Aussi la réponse à un ordre de la Chambre, du premier avril 1887, pour copie de la correspondance échangée entre la corporation de la ville de *Lévis* et le gouvernement ou aucun de ses membres, relativement à la suspension de la circulation des trains sur le chemin de fer appelé le *Québec-Central*. (Documents de la session, No. 36.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 mars 1887, pour un état des sommes dépensées pour le maintien de l'Ecole de Navigation de la province de Québec, depuis sa création ; le nom des élèves qui ont obtenu des certificats de capitaine au long cours, de second, etc., etc. ; ainsi que toute correspondance échangée à ce propos. (Documents de la session, No. 37.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 5 juin 1884, demandant copie de tous ordres en conseil ou rapports approuvant ou recommandant le paiement du coût de l'impression d'un discours de *L. G. Desjardins*, écuier, député pour *Montmorency*, en 1883, et de toutes correspondances pour impressions, et reçus à ce sujet. (Documents de la session, No. 38.)

Sur motion de *M. Cameron*, secondé par *M. Bisson*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de tous ordres en conseil, de toutes requêtes, pétitions, correspondance et de tous autres documents, au sujet de l'augmentation du salaire du Révd. *M. Worthwick*, chapelain protestant de la prison de *Montréal*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de *M. Casgrain*, secondé par *M. LeBlanc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état ou liste des noms de tous les employés du département des Terres de la Couronne auxquels a été envoyée une circulaire relative à la part qu'ils pourraient prendre aux élections fédérales dernières.

Sur motion de *M. Lareau*, secondé par *M. Pilon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Liste des compagnies de chemins de fer qui se sont conformées aux dispositions de l'acte 40 Victoria, chapitre 16 (1876), en fournissant au bureau du commissaire des terres de la Couronne, un plan montrant le terrain choisi pour la ligne du chemin de fer.

2o. Liste des compagnies de chemins de fer dont les plans fournis ont été trouvés corrects par le commissaire des terres de la Couronne, et les noms de celles dont les diis plans n'ont pas été trouvés exacts.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Lareau,

Ordonné, Que le greffier de la Couronne en chancellerie, prépare un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés en faveur de chaque candidat lors de la dernière élection pour la province de Québec, dans chaque division électorale, township, cité, ville et paroisse, où un poll a été tenu, le nombre total des votes enregistrés dans chaque division et le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales et la population de chaque division électorale conformément au dernier recensement.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Tessier,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de l'enquête préliminaire faite par Joseph Nicole, écuyer, J. P., à Montmagny, en 1882, in re la Reine vs Lépine.

Sur motion de M. Villeneuve, secondé par M. Bisson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — tous arrêtés du conseil, correspondances, rapports, preuves et autres documents se rapportant à la réclamation de la Banque Jacques-Cartier contre le gouvernement de la province de Québec.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Sheyhn,

Ordonné, Que l'Honorable M. Taillon et M. Cardin soient ajoutés au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, et que M. Laliberté soit substitué à M. Saint-Hilaire dans le comité des industries.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : " Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'Eglise Catholique de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Montréal, et amendant l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37 " ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Beauharnois ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill, est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant la charte de la cité de *Montréal*.

Bill amendant le chapitre 131 des statuts de la ci-devant province du *Bas-Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : "Acte incorporant la Société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*."

Bill amendant le chapitre 94 des statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : "Acte pour incorporer l'Union Saint-Pierre de *Montréal*."

Bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Burgis Major*, au nombre de ses membres.

Bill incorporant "*The Victoria Hospital and Convalescent Home*" pour les enfants protestants malades.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Morin*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des lettres des membres du comité catholique du conseil de l'instruction publique, en réponse à une lettre, en date du 23 décembre 1882, adressée par l'honorable J.-A. *Mousseau*, alors premier ministre de la province de *Québec*, à l'honorable M. *Gédéon Ouimet*, surintendant de l'instruction publique, et communiquée, par celui-ci, aux évêques de cette province en leur qualité de membres du Conseil de l'instruction publique.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'enregistrement des procurations en certains cas ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la section 39 des clauses générales des corporations de ville ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la procédure en matières commerciales ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte des élections contestées ;

M. *Lareau* propose, secondé par M. *Pilon*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent de Législation et lois expirantes;

Bill pour amender l'acte électoral de Québec.

Et Bill pour amender l'article 232 du Code de procédure civile.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code du Notariat;

Et la question étant proposée que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois;

M. *Saint-Hilaire* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Lapointe* que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots: "dans trois mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>David,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forcst,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—25.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>		

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pourvoyant aux investigations quant aux malversations abus, de confiance des corporations ou de la part de leurs membres ou de leurs officiers, étant lu;

M. Hall propose, secondé par M. Johnson, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Hall secondé par M. Johnson,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amener la constitution de la Cour Supérieure, siégeant en révision ;

M. Tessier propose, secondé par M. Pilon, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses dans l'ancien territoire de *Notre-Dame de Montréal* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses dans l'ancien territoire de *Notre-Dame de Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 15 avril 1887.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 15 avril 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Pilon,—la Pétition de *Eusèbe Maheu* et autres,—la Pétition de *Narcisse Blais* et autres,—la Pétition de *Edouard Beaugard* et autres,—la Pétition de *Joseph Masse* et autres,—la Pétition de *Joseph Charbonneau* et autres,—la Pétition de *Félix Rocheleau* et autres,—la Pétition de *Joseph Gladu* et autres,—et la Pétition de *Henri Bélanger* et autres, tous de la paroisse de *Saint-Pie*, comté de *Bagot*.

Par M. *Brassard*,—la Pétition de *Felix Gatién* et autres, du village de *Granby*, comté de *Shefford*.

Par M. *Picard*,—la Pétition du conseil de ville de *Richmond*.

Par M. *Johnson*,—la Pétition du Révérend *P. Lavoie* et autres, du Canton de *East Leeds*, comté de *Mégantic*.

Par M. *Bourbonnais*,—la Pétition de *Joseph M. Fortier* et autres, de la cité de *Montréal*,—et la Pétition de la compagnie industrielle du *Canada* (Limitée.)

Par M. *Hall*,—la Pétition de *Charles William Philips* et autres.

Par M. *Lemieux*,—la Pétition de l'Association des commis voyageurs de la puissance du *Canada*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Duncan McDonald* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean* et d'*Iberville*.

De Son Eminence le Cardinal *Elzéar Alexandre Taschereau*, Archevêque de *Québec*, et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de le Syndicat financier de l'Université *Laval* à *Québec*.

De Sa Grandeur *Edouard Charles Fabre*, Archevêque de *Montréal* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de le Syndicat financier de l'Université *Laval* à *Montréal*.

De *Samuel Houde* et autres, de *Grondines* ; demandant des amendements à la loi de chasse.

De l'Université *McGill*, de *Montréal* ; demandant que le Bill intitulé : " Acte pour pourvoir à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire, et de celle d'arpenteur provincial," devienne loi.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Bill incorporant " *The Dominion Lime Company*. "

M. *Girouard*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas : De l'Association des épiciers de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation,—de *Hannah Martin*, veuve de feu *William Wallace Scott*, et autres, demandant un acte les autorisant à vendre une certaine propriété substituée appartenant à la succession du dit feu *M. W. Scott*,—de *Gonzalve L. Desautnier* demandant un acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres,—De *George Demers* et autres, demandant l'incorporation d'une compagnie de chemin de fer d'un point quelconque dans la ville de *Québec* à la rivière *Saguenay*,—de la compagnie de chemin de fer des Comtés Unis demandant un acte pour remettre sa charte en vigueur.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la ville de *Salaberry de Valleyfield*, demandant des amendements à sa charte, et la pétition de la Société Belge Canadienne, demandant un acte d'incorporation, et a trouvé que le temps de la publication des avis n'est pas encore expiré, mais attendu qu'il le sera lorsque ces Bills seront soumis au comité des Bills Privés, votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de *Théodule L'Ecuyer*, demandant un acte autorisant le Bureau provincial de Médecine à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, et a trouvé que les avis n'ont pas été publiés, mais attendu que le pétitionnaire ne s'est aperçu et n'a connu qu'au moment de passer l'examen requis, à la fin de mars dernier, que ses études n'étaient pas régulières, et qu'il était trop tard pour donner les avis prescrits, votre comité, pour cette raison, désire recommander à votre honorable chambre la suspension de la 51ème règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Stanislas Tremblay* et autres, demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de *Bagotville*, et a trouvé que les avis donnés ne sont pas suffisants.

M. *Laliberté*, du comité permanent des diverses industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Laliberté* comme son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. *McIntosh* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Société Belge canadienne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour amender l'acte incorporant la ville de *Salaberry de Valleyfield*, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62.

Ordonné, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer des *Comtés Unis*, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente d'une certaine propriété appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la 51^e de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill autorisant le bureau provincial de médecine à admettre, après examen, *Théodule L'Ecuyer* au nombre de ses membres.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission de pré enter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Gonzalve Lesieur Desaulniers* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Hall* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Laliberté* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 2144a et 2147a du Code Civil du *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Déchène (l'Islet)* ait la permission de présenter un Bill pour abroger les sections 278 à 288 inclusivement de l'acte électoral de *Québec* de 1875.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente, — la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 avril 1887, demandant copies de tous ordres en conseil, de toutes requêtes, pétitions, correspondance et de tous autres documents, au sujet de l'augmentation du salaire du Révérend *M. Berthwick*, chapelain protestant de la prison de *Montréal*. (Documents de la Session, No. 39.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 31 mars 1887, demandant copies de toute correspondance adressée au gouvernement, depuis le 1^{er} juillet 1886, par la compagnie du chemin de fer *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, au sujet du parachèvement de ce chemin de fer, ainsi que de ces embranchements et de la navigation du *Lac Saint-Jean* et du *Saint-Maurice* qui les concerne. (Documents de la Session, No 40.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 31 mars 1887, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances et autres documents se rapportant à l'établissement des pêcheurs du *Labrador*, dans les cantons *Metgermette* et autres. (Documents de la Session, No. 41.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 avril 1887, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances et autres documents relativement à l'internement, à l'asile de *Beauport*, de madame *Liddle*; aussi un état montrant les sommes payées par sa famille pour son entretien depuis son internement jusqu'à ce jour. (Documents de la Session, No 42.)

Aussi, Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie indiquant le nombre de votes enrégistrés en faveur de chaque candidat lors de la dernière élection pour la province de *Québec*, dans chaque division électorale, township, cité, ville et paroisse, où un poll a été tenu, et le nombre total des votes enrégistrés dans chaque division. (Documents de la Session, No 12.)

Sur motion de l'Honorable M. *Sheehy*, appuyé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'Honorable Trésorier de la province pour la somme de \$20,000, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, appuyé par l'Honorable M. *Taillon*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Excellente Majesté la Reine, dans les termes suivants:

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Votre Majesté, députés à l'Assemblée Législative de *Québec*, réunis en session, saisissons avec empressement l'occasion du cinquantième anniversaire de l'avènement de Votre Majesté au trône, pour lui manifester les sentiments d'affection, de loyauté et de dévouement du peuple de cette province.

Nous nous faisons un devoir d'offrir à Votre Majesté le témoignage de notre reconnaissance pour l'amélioration, apportée durant son règne, à la condition de ses sujets; nous constatons surtout avec la plus profonde gratitude que, sous ce règne glorieux, le peuple Canadien a obtenu la plénitude des libertés constitutionnelles, et nous demandons respectueusement la permission d'exprimer l'espoir que, bientôt, tous les peuples vivant sous le drapeau britannique, également favorisés à cet égard, posséderont avec nous les garanties inaltérables de concorde et de paix dont nous jouissons déjà.

Nous prions le Très-Haut d'apporter à Votre Majesté, par l'affection et la fidélité de ses nombreux sujets, un soulagement aux labeurs qu'Elle s'impose pour leur bien-être, et de permettre à Votre Majesté de présider encore longtemps aux destinées du vaste Empire sur lequel Elle règne si glorieusement depuis un demi-siècle.

Ordonné, Que cette adresse soit grossoyée et signée par l'Honorable Orateur de cette Chambre.

Résolu, Que l'adresse suivante soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

A Son Honneur LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON,

Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, réunis en session, prions Votre Honneur de vouloir bien trans-

mettre à Son Excellence le Très Honorable *Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice*, marquis de Lansdowne, Gouverneur Général du Canada, et vice-amiral d'icelui, etc., etc., notre adresse à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, à l'occasion du cinquantième anniversaire de son avènement au trône, et prier Son Excellence de vouloir bien faire parvenir la dite adresse à Sa Très Gracieuse Majesté, en la manière que Son Excellence jugera convenable.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Résolu, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Robidoux* pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Association indépendante d'agriculture des comtés de *Stanstead* et de *Compton* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Johnson* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu *Antoine Palement* dit *Larivière* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupère* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son conseil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant *Hugh Paton* à construire un pont sur une branche de la *Rivière des Prairies* ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cormier* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant *The New-York Life Insurance Company* à acquérir et à posséder des biens

fonds dans la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : " Acte incorporant la ville de *Nicolet*. "

Et Bill incorporant la congrégation des Petits Frères de Marie, dits Frères Maristes.

Sur motion de l'Honorable M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération les résolutions proposées suivantes :

Résolu, 1. Que les instruments de physique et de chimie, les collections, les ouvrages de la bibliothèque et autres effets achetés avec l'argent du gouvernement pour l'Ecole polytechnique de *Montréal* seront mis à l'Université Laval pour l'usage de la dite Ecole polytechnique.

Résolu, 2. Que la balance du fonds créé, en 1869, pour l'établissement d'une école de sciences appliquées aux arts, qui se trouve en dépôt à la Banque Nationale de Québec, et qui s'élève à la somme de neuf mille neuf cent quarante trois piastres et quarante huit centins, ainsi que l'intérêt accru sur la dite somme, à la date de la de la section de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, sera payée au bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de *Montréal*, pour l'indemniser des sommes considérables qu'il a dépensées pour l'achat du mobilier et le maintien de la dite Ecole polytechnique.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Turcotte*,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les résolutions proposées suivantes :

Résolu, 1. Que le commissaire de l'agriculture et de la colonisation et le commissaire des travaux publics qui seront nommés en vertu de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, recevront un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, sans préjudice de leur indemnité sessionnelle.

Résolu, 2. Que les officiers du département de l'agriculture et de la colonisation et du département des travaux publics à être établis en vertu de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions seront soumis à l'acte du service civil et recevront les salaires accordés suivant la loi.

Sur motion de l'Honorable M. *McShane*, secondé par l'Honorable M. *Tureotte*,
Résolu, Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération la résolution proposée suivante :

Résolu, Que toute balance qui, après le quinze septembre de chaque année deviendra disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés d'agriculture sera appliquée en tout ou en partie à l'établissement d'une station expérimentale, muni d'un laboratoire de chimie agricole ; la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation ; et, le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles que le Lieutenant-Gouverneur désignera sur la recommandation du ministre de l'agriculture.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent cinquante et une piastres et soixante et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative, savoir : clercs sessionnels surnuméraires, \$3,262.30 ; messagers sessionnels surnuméraires, \$643.06 ; papeterie, \$1,966.13 ; journaux, \$80.25 ; divers, \$3,000.00 ; impressions, \$8,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour les clercs sessionnels ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et six piastres et soixante sept cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du directeur des chemins de fer, transféré le 1^{er} février 1887, du chapitre des dépenses contingentes, à \$2,000.00 par année, dont \$1,600.00 couvertes par 40 Victoria, chapitre 9, et laissant à voter, \$166.67 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux arrérages de livres de prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour payer des engagements déjà contractés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu*, *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'arpentage par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux pêcheurs en détresse de la Côte Nord du Saint-Laurent ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a pas é plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Rinfret dit Malouin* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain

Lundi, 18 avril 1887.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Lareau*,—la Pétition de *J. Tessier* et autres, membres de l'Union Saint Joseph de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Eusèbe Maheu* et autres,—de *Edmond Beauregard* et autres,—de *Joseph Masse* et autres,—de *Joseph Charbonneau* et autres,—de *Félix Rocheleau* et autres,—de *Joseph Gladu* et autres,—de *Henri Bélanger* et autres,—de *Narcisse Blais* et autres, tous de la paroisse de *Saint-Pie*, comté de *Bagot* ; demandant respectivement que le Bill autorisant *J-Bte L'Heureux* à construire un pont sur la rivière *Yamaska*, ne devienne pas loi.

De *J. C. Langelier* et autres, de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte 45 Victoria, chap. 85, intitulé : "Acte pour incorporer "le Crédit Mobilier et Agricole de Québec."

De *Félix Gatién* et autres, du village de *Granby*, comté de *Shefford* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société de Bienfaisance de *Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby*, dans la province de *Québec*."

De *Joseph M. Fortier* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie des Tramways de *Montréal*."

De la Compagnie industrielle du *Canada* (Limitée) ; demandant la passation d'un acte ratifiant sa charte et étendant ses pouvoirs.

Du conseil de ville de la ville de *Richmond* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville.

De *Charles William Phillips* et autres ; demandant la ratification d'un acte de compromis.

Du Révérend *P. Lavoie* et autres, du canton de *Leeds Est*, comté de *Mégantic* ; demandant des amendements à l'article 1080 du Code municipal.

De l'Association des commis voyageurs de la Puissance du Canada ; demandant la passation d'un acte ratifiant son acte d'incorporation adopté par acte de la Puissance, 43 Victoria, chap. 74, et pour d'autres fins.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 561 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pilon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte des licences de Québec de 1878 et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Brassard ait la permission de présenter un Bill pour amender les sections 12 et 21 de l'Acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bazinet ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 788 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial Gagnon présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 avril 1886, pour une liste des mandats spéciaux émanés depuis le 30 juin 1885, avec leurs dates, le montant dépensé sur chacun et la balance non dépensée. (Documents de la Session, No. 43.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 9 juin 1886, pour un état de toutes les recettes et dépenses du district de *Saint François*, depuis le 30 juin 1867, jusqu'au 30 juin 1885, y compris les contributions des municipalités au fonds de bâtisses et de jurés ; aussi un semblable état pour tous les districts judiciaires de la province. (Documents de la Session, No. 44.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 29 mars 1887, demandant copie de tous les rapports que les compagnies de chemins de fer sont obligées de transmettre chaque année au Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, en vertu de la section 30 de l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880. (Documents de la Session, No. 45.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la compagnie dite *The Dominion Lime Company* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poupore fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill incorporant la Société belge canadienne.

Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Gonzalve Lesieur Desautheux*, au nombre de ses membres.

Et Bill incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*.

Le Bill pour remettre en force la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachevement de ses travaux est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Morin*.—A qui le gouvernement a-t-il donné l'entretien du chemin du *Saguenay*, pour l'hiver 1886-1887 ?

A quelles conditions l'a-t-il donné et à qui a-t-il confié cet ouvrage ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—L'entretien du chemin du *Saguenay* a été donné à *Auguste Lavoie*, de la *Grande-Baie*, pour la section de *Chicoutimi*, au prix de \$75.00 pour l'hiver ; et à *Michel Gauthier*, de *Saint-Urbain*, pour la section de *Charlevoix*, au prix de \$100.00 pour l'hiver. Le chemin devait être levé, après chaque bordée ou chute de neige.

Par M. *Déchène (L'Islet)*.—Comment a été refaite la perte de \$22,500 sur le dépôt de \$60,000 à la Banque d'Echange ?

Sur quels fonds ce montant de \$22,500 a-t-il été pris ?

Où cette entrée se trouve-t-elle dans les comptes publics pour 1885-86.

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*,

Le dépôt primitif, dans la Banque d'Echange était de \$75,000 00
De ce montant, la Banque a remis, jusqu'à cette date. 45,000 00

Laissant une balance de..... \$30,000 00

Sur laquelle les liquidateurs n'espèrent pas payer
plus de..... 3,000 00

Quand la liquidation des affaires de la banque sera terminée, le montant exact de la perte sera remboursé, à même le fonds du revenu consolidé, au placement du prix de vente du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire voter, pendant la présente session, un montant d'argent suffisant pour terminer la bâtisse de l'Ecole des arts, dans la cité de *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—La Législature a voté l'an dernier, pour l'année courante 1886-87, pour les bâtisses de l'Ecole des arts, *Québec*, une somme de \$2,000; item 54, cédula B, ch. 1 de la 49-50 Victoria, (1886); \$250 seulement ont été réclamées et payées jusqu'à ce jour; le gouvernement est prêt à remettre la balance à qui de droit, quand les conditions voulues seront remplies,

pourvu que ce soit avant le 30 juin prochain, époque où le crédit sera annulé par l'effet de la loi; \$250 ont été payées cette année à M. J. F. Peachy pour frais de surveillance des travaux de l'année dernière.

Par l'Honorable M. Lynch,—Est-ce l'intention du gouvernement d'émettre une proclamation fixant une date pour la Fête des arbres pour l'année courante ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Oui.

Par M. Nantel,—Est-ce l'intention du gouvernement d'appliquer les octrois de colonisation pour l'année 1887-88 au chemin *Papineauville, Hartwell et Nominigüe*, et de décider que ces octrois aillent à ce chemin avant que tout autre chemin ne se fasse ?

Réponse par l'Honorable M. McShane,—C'est l'intention du gouvernement de favoriser l'ouverture et la construction de ce chemin et d'y faire exécuter des travaux dès l'été prochain.

Par M. Nantel,—Le gouvernement a-t-il eu une demande de la société de colonisation du diocèse de *Montréal*, dans le sens indiqué dans l'interpellation ci-dessus ?

Réponse par l'Honorable M. McShane,—Oui.

Par M. Lafontaine,—Le gouvernement se propose-t-il de prendre prochainement en considération, l'état des greffes de la Cour de Circuit et de la Cour Supérieure, à *Montréal* ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Oui, aussitôt après la session.

Par M. Picard,—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aux colons établis sur les terres de la couronne, une remise raisonnable, sur les intérêts qu'ils doivent sur le prix d'achat de leurs terres ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Oui.

Par M. Duplessis,—Quelles sont les sommes dues au gouvernement de la province de *Québec*, par la cité de *Montréal*, pour la construction du chemin de fer, depuis *Hochelaga* au site des anciennes casernes, pour l'entretien d'aliénés, pour l'entretien des prisonniers et pour autres causes ?

Réponse par l'Honorable M. Shehyn :—

Différence entre \$132,000.00 et le coût des terrains expropriés entre le carré <i>Dikousie</i> et <i>Hochelaga</i>	\$ 72,188 02
Entretien des aliénés.....	34,434 51
do des prisonniers.....	42,506 70
Contribution au coût du pont de <i>Hull</i>	50,000 00
	<hr/>
	\$199,129 23

Par M. Rocheleau,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer un certain nombre d'exemplaires du Code municipal, en anglais et en français, avec les dernières modifications faites à ce code ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Oui.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. Johnson.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, pétitions ou mémoires adressés au gouvernement de cette province ou à aucun de ses membres, au sujet de la passation d'un loi relative aux maîtres et aux serviteurs et à l'amélioration et à la protection des classes ouvrières en cette province ; avec copie des réponses qui ont pu être faites à cette correspondance.

Sur motion de M. Cameron, secondé par M. Bisson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et de tous documents échangés entre certaines personnes et le gouvernement, au sujet de l'établissement d'un asile d'aliénés pour les malades protestants et anglais.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province

Sur motion de M. Murphy, appuyé par l'Honorable M. Lynch,

Résolu, nemine contradicente, Que cette Chambre désire exprimer les sentiments du plus profond regret, de voir qu'on a soumis au Parlement Impérial une mesure extrême de coercition, une mesure tout-à-fait contraire à l'esprit de notre temps et entièrement opposée aux droits et aux privilèges communs de l'humanité.

Que cette Chambre désire enregistrer la protestation la plus énergique contre les empiétements cruels dont est menacée la liberté des sujets de Sa Majesté en Irlande et espère que cette mesure injuste et arbitraire sera retirée.

Que cette Chambre est d'opinion, qu'en cette année du jubilé de la Reine, ce serait un acte gracieux de la part du gouvernement de Sa Majesté, d'accorder à l'Irlande une mesure libérale de gouvernement autonome, semblable au système de gouvernement qui existe de partout le monde dans les possessions de Sa Majesté qui jouissent des avantages du gouvernement responsable, et cette Chambre supplie ardemment, que le principe du *Home rule* soit accordé à l'Irlande durant la présente session du parlement impérial.

Ordonné, Que copie de ces résolutions soit transmise à Lord Salisbury, au Très Honorable W. C. Gladstone et à Chs. S. Parnell.

Résolu, nemine contradicente, qu'un message soit envoyé à l'Honorable Conseil Législatif, informant leurs Honneurs, que cette Chambre a passé les résolutions qui l'accompagnent et priant leurs Honneurs de considérer s'il est convenable de les adopter.

M. Cardin proposé, secondé par M. Sylvestre, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances ou documents quelconques, depuis le 9 juin dernier, se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de Sorel, relativement au fonds d'emprunt municipal.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 19 avril, 1887.

Et la question sur la dite motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Déchêne* (*l'Islet*), secondé par M. *Lafontaine*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé, par municipalités, des soumissions perçues du fonds d'emprunt municipal, pendant l'exercice financier de 1885-86.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie relativement aux dernières élections générales, dans la province, avec la date des rapports des officiers rapporteurs de chaque comté, et la date de la publication de l'élection de chaque député, des notes explicatives, dans chaque cas, sur les causes du retard et les noms et résidences des officiers rapporteurs.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le Révérend M. *Perreault*, relativement à un octroi d'argent au collège de *Sainte-Genève*, comté de *Jacques-Cartier*.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec* et les propriétaires des asiles d'aliénés en cette province, concernant la loi, chapitre 34, de la 48^{ème} *Victoria*; aussi copie des règlements faits par le bureau médical de chacun des asiles de *Saint-Jean de Dieu* et de *Beauport*, sous l'autorité de cette loi, et généralement copie de tous documents se rattachant à cette loi.

Sur motion de M. *Pilon*, secondé par M. *Lareau*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les documents relatifs à la dette du canton d'*Acton*, au fonds d'emprunt municipal du *Bas-Canada*: lettres, rapports du commissaire, états de comptes, ordres en conseil, etc., etc.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Duplessis*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre C. P. *Davidson*, écuyer, C. R., et l'Honorable Procureur Général, et entre S. *Pagnuelo*, écuyer, C. R., et l'Honorable Procureur Général, ainsi que copie de toute autre correspondance, depuis la dernière session du dernier Parlement, ayant rapport à la cause de la Reine *vs. Corneillier* et autres.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Bazinet*, secondé par M. *Pilon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. Un état des sommes d'argent octroyées depuis le 1^{er} juillet 1886, pour les fins de la colonisation, dans le comté de *Joliette*.

2. A qui ces sommes ont-elles été payées et à quelle date?

3. Pour quelles paroisses du comté de *Joliette* ces sommes ont-elles été octroyées?

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Cardin*,

Résolu, Qu'un comité spécial composé des Honorables MM. *Gagnon* et *Lynch*, et de MM. *Girouard*, *Laliberté*, *Faucher de St-Maurice*, *McIntosh*, *Beauchamp*, *Gladu*,

Cardin, Bourbonnais et Bisson, soit nommé, pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal, faire rapport de temps à autre à cette Chambre et présenter un bill contenant tous les amendements adoptés par ce comité.

M. *Faucher de St-Maurice* propose, secondé par M. *Martin (Bonaventure)*, Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour copie des requêtes présentées à la Législature :

1. Le 1er février 1869, par M. *Hubert Blais* et autres, de la paroisse de *Saint-Vallier*; du révérend M. *Pouliot* et autres, de *Saint-Gervais*, tous du comté de *Bellechasse*; demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*. (Page 30, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, 1869.)

2. Requête présentée à la Législature le 19 décembre, 1873, par le révérend M. *Pouliot* et autres, de *Saint-Gervais* de *Bellechasse*, par le révérend M. *Brochu* et autres, de *Saint-Magloire* de *Bellechasse*; demandant le détachement du comté de *Bellechasse*, du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*. (Page 45, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec* 1873.)

3. Requête présentée à la Législature le 10 janvier 1874, par le révérend M. *Drolet* et autres, de la paroisse de *Saint-Michel* de *Bellechasse*; demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*. Page 55, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, 1874.)

4. Copie de toutes requêtes présentées depuis, à la Législature ou à l'Exécutif, demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*.

Et un débat s'en suivant;

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Boyer*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 19 Avril 1887.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Lemieux*.—la Pétition du conseil de ville de la ville de *Lévis*.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Hôpital de la *Providence, Joliette*, pour l'année 1886. (Documents de la Session No 6)

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant "La compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé*."

M. *Spencer*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir : De "*The University Maternity Hospital*"; demandant des amendements à sa charte,—de la compagnie de Jésus; demandant un acte d'incorporation,—du cimetière *Mount Hermon*; demandant des amendements à sa charte,—du Syndicat financier de l'Université Laval, à *Québec*; demandant un acte d'incorporation,—du Syndicat financier de l'Université Laval, à *Montréal*; demandant un acte d'incorporation,—de la "Société de Bienfaisance de *Saint-Jean Baptiste de Notre-Dame de Granby*, de la province de *Québec*; demandant un acte d'incorporation,—de la Compagnie des Tramways de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation,—de la Compagnie industrielle du *Canada* (limitée); demandant un acte ratifiant sa charte et étendant ses pouvoirs.

Votre comité a aussi examiné la pétition du conseil de ville de la ville de *Richmond*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés; mais comme il a été déclaré à votre comité que les amendements demandés ont été discutés et approuvés en séances publiques du conseil de la dite ville, et que l'affaire en question est purement locale, votre comité croit devoir recommander la suspension de la 51^{ème} règle de cette Chambre.

L'Honorable M. *Mercier*, du comité spécial nommé pour examiner le Bill concernant les Statuts Refondus de la province de *Québec*, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Mercier* pour son président.

Votre comité a soigneusement examiné le projet de refonte, soumis par la commission de codification, nommé en vertu de l'acte 43-44 Victoria, chapitre 2.

Si votre comité se fut imposé la tâche de comparer le texte original avec le texte des articles, qui en sont donnés comme reproduction, pour vérifier la parfaite exactitude de celle-ci, et s'assurer, hors de tout doute, qu'aucune disposition en vigueur n'a été omise, et qu'aucune disposition abrogée n'a été comprise dans la refonte, il lui aurait fallu revoir en détail tout le travail accompli par la commission.

Faute du temps nécessaire pour cela, votre comité s'est borné à un examen général, mais a eu recours, toutefois, à des vérifications partielles, propres à établir le degré d'exactitude du nouveau texte, et il s'est convaincu que le travail de la refonte a été bien et soigneusement exécuté.

Votre comité a soigneusement examiné les parties du travail signalées à son attention, dans les cas de modification dans la rédaction, d'abrogations de dispositions, ou de recommandation de la part de la commission.

Le résultat de ce travail est donné sous forme d'amendements avec les changements recommandés par la commission à l'annexe jointe au présent rapport.

Votre comité a, de plus, examiné le rapport spécial annexé au présent, que les secrétaires de la commission de codification nous ont soumis en déposant devant nous, le rôle contenant la refonte.

Sur le tout, votre comité recommande l'adoption de ce rôle, et soumet à la considération de votre honorable Chambre les amendements ci-dessus mentionnés ainsi que l'adoption du bill concernant les Statuts refondus de la province de *Québec*, tel qu'amendé.

Rapport du comité spécial chargé d'examiner le Bill concernant les statuts refondus de la province de Québec.

En déposant le rôle marqué A, dont il est parlé dans l'acte de la présente session, portant No 2, et intitulé : "Acte concernant les statuts refondus de la province de Québec," les secrétaires de la commission de codification croient de leur devoir de faire le rapport suivant :

Le rôle marqué A susdit, comprend comme le veut la loi organique de la commission 43-44 Victoria, chap. 2, les statuts d'un caractère général et permanent de l'ancienne province du Canada, qui affectent la province de Québec et sont du ressort de la Législature, ainsi que ceux de cette province depuis 1867 jusqu'à ce jour.

Comme il est dit dans le quatrième rapport de la commission, tout en conservant le sens de la loi, certaines expressions inutiles ou impropres ont été changées, autant que possible, afin de rendre la disposition simple, claire et précise.

Le but que le regretté commissaire avait en vue, était de faire en y mettant la dernière main, une œuvre de codification plutôt que de refonte, tant par la classification des matières que par la rédaction.

La mort ayant enlevé le savant commissaire avant qu'il ait pu y mettre cette dernière main, il s'ensuit, qu'à part le quatrième volume comprenant les amendements aux trois codes, qui a été rédigé, dans le style et la forme même de ces codes, le rôle qui est soumis, est, sauf quand à la classification, une refonte plutôt qu'une codification.

La commission n'a pas cru suggérer d'amendement dans le projet de refonte, pensant qu'il valait mieux soumettre la loi telle qu'elle existe à la Législature, et fournir ces amendements dans une cédule séparée lors de la prise en considération du projet.

Ces amendements étaient entre les mains du commissaire lors de sa mort mais ne peuvent être soumis, n'ayant pu être trouvés.

Les dispositions entre crochets qui se trouvent dans le rôle ne sont pas des amendements proprement dits, ils n'y sont insérés que comme découlant de la loi elle-même et pour donner plus de corps et de liaison dans les matières ; cependant, en soumettant ce rôle les secrétaires de la commission croient de leur devoir d'indiquer les changements principaux que le commissaire se proposait de faire lui-même, savoir :

1. De retrancher la section sixième du chapitre deuxième du titre troisième (art. 347 à 363.) "Des droits de licences" qui n'a jamais été mise en vigueur par proclamation telle qu'elle devait l'être, et comme étant inutile, vu le jugement du conseil privé sur cette matière.

2. De retrancher les sections quatrième et cinquième du chapitre troisième du titre septième (art. 385 à 617.) "Des cours de recorder de Montréal, Québec et Hull" comme n'étant pas d'intérêt public général, mais d'intérêt local seulement.

3. De retrancher la section cinquième du chapitre troisième du titre sixième (art. 85 à 100) "De l'institution royale pour l'avancement des sciences."

Et le chapitre cinquième du titre sixième (art. 392 à 472.) "Des dispositions spéciales à certaines localités," comme n'étant pas d'intérêt public général, mais d'intérêt local seulement.

4. De remplacer les mots : "Journal de l'Instruction Publique et le *Journal of Education*," par les mots : "Gazette Officielle de Québec," partout où ils se rencontrent dans le dit titre sixième, comme étant des journaux supprimés depuis longtemps.

Le département de l'Instruction Publique ayant, par ses officiers, examiné d'une manière spéciale le titre sixième de la refonte, et l'ayant adopté avec une classification plus commode pour leur utilité, les secrétaires de la commission ont,

avec ces officiers et le surintendant de l'éducation, examiné et revisé soigneusement cette classification. ils ont substitué ce travail aux articles 1 jusqu'à 291 inclusivement du titre VI de la refonte comme étant une reproduction fidèle de la loi.

Le tout néanmoins respectueusement soumis,

CHS A. PARISEAULT,
THOS H OLIVER,
Sec. Com de Cod.

M. Lareau, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill incorporant la "Compagnie de prêts et de Mont-de-Piété," auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre *Alfred Burgis Major* au nombre de ses membres, et à l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Ordonne, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte d'incorporation du Cimetière Mount Hermon.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 61^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill amendant l'acte incorporant la ville de *Richmond*.

Ordonné, Quo M. *Picard* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie des tramways de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill autorisant la Compagnie industrielle du *Canada*, (limitée), à construire un chemin de fer depuis un point dans le Canton de *Templeton* jusqu'à un autre point dans les environs de la hauteur des terres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Brassard* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Société de Bienfaisance de *Saint-Jean Baptiste de Notre-Dame de Granby*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill autorisant la construction d'un chemin de fer de *Québec* au *Saguenay*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie de *Jésus*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill amendant les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université et changeant ce nom en celui de la Maternité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval, à *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Laliberté* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 2040 et 2041 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour aider à prévenir les accidents contre le feu dans les maisons d'écoles et les hôtels.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un bill concernant la preuve en matières commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 39 Victoria, chapitre 20, intitulé: "Acte concernant les compilations des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars, 1887, demandant :

1. Copie des trois derniers rapports de *O. B. Kempt* sur l'agence des bois et terres de la Couronne dans le comté de *Bonaventure*.
2. Copie de tous les rapports de *W. Maguire*, agent des bois et des terres dans *Bonaventure* et un état nominal, c'est-à-dire faisant voir, personne par personne, le montant payé pour rentes foncières, pour droit de coupe ou autres droits sur chaque espèce de bois et la quantité de chaque espèce de bois coupé par chaque personne ayant payé ces droits où ces bois ont été coupés, le tout année par année, depuis le 30 juin 1882. (Documents de la Session, No. 46.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 avril, 1887, pour une liste des livres de prix donnés actuellement dans les écoles catholiques et protestantes de la province de *Québec*, par le Département de l'Instruction Publique. La dite liste donnant les titres des ouvrages, le nom des auteurs et des éditeurs. (Documents de la Session, No. 47.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 avril, 1887, demandant copie des lettres des membres du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, en réponse à une lettre, en date du 23 décembre 1882, adressée par l'Honorable *J. A. Mousseau*, alors premier ministre de la province de *Québec*, à l'Honorable *M. Gédéon Ouimet*, surintendant de l'Instruction publique, et communiquée, par celui-ci, aux évêques de cette province en leur qualité de membres du Conseil de l'Instruction publique. (Documents de la Session, No. 48.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 avril, 1887, demandant copie de tous ordres, documents et papiers relatifs à la démission de *Jérémie Demers*, comme garde-forestier. (Documents de la Session, No. 49.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 avril, 1887, pour un état ou liste des noms de tous les employés du département des Terres de la Couronne auxquels a été envoyée une circulaire relative à la part qu'ils pourraient prendre aux élections fédérales dernières. (Documents de la Session, No. 50.)

Et, aussi la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 18 avril, 1887, demandant : copie de toutes correspondances, pétitions ou mémoires adressés au gouvernement de cette province ou à aucun de ses membres, au sujet de la passation d'une loi relative aux maîtres et aux serviteurs et à l'amélioration et à la protection des classes ouvrières en cette province ; avec copie des réponses qui ont pu être faites à cette correspondance. (Documents de la Session, No. 51.)

Ordonné, Que la Pétition du conseil de ville de la ville de *Lévis*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue et que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à cette Pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville et aux actes qui l'amendent.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

L'Ordre du Jour étant lu pour que cette Chambre se forme maintenant en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à l'Ecole polytechnique de *Montréal*.

L'Honorable M. *Gagnon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Ordonné, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que les instruments de physique et de chimie, les collections, les ouvrages de la bibliothèque et autres effets achetés avec l'argent du gouvernement pour l'Ecole polytechnique de *Montréal* seront remis à l'Université Laval pour l'usage de la dite Ecole polytechnique.

Résolu, 2. Que la balance du fonds créé, en 1869, pour l'établissement d'une école des sciences appliquées aux arts, qui se trouve en dépôt à la Banque Nationale de *Québec*, et qui s'élève à la somme de neuf mille neuf cent quarante trois piastres et quarante huit centins, ainsi que l'intérêt accru sur la dite somme, à la date de la sanction de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, sera payée au bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de *Montréal*, pour l'indemniser des sommes considérables qu'il a dépensées pour l'achat du mobilier et le maintien de la dite Ecole polytechnique.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *David* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que les instruments de physique et de chimie, les collections, les ouvrages de la bibliothèque et autres effets achetés avec l'argent du gouvernement pour l'Ecole polytechnique de *Montréal* seront remis à l'Université Laval pour l'usage de la dite Ecole polytechnique.

Résolu, 2. Que la balance du fonds créé, en 1869, pour l'établissement d'une école des sciences appliquées aux arts, qui se trouve en dépôt à la Banque Nationale de *Québec*, et qui s'élève à la somme de neuf mille neuf cent quarante trois piastres et quarante huit centins, ainsi que l'intérêt accru sur la dite somme, à la date de la sanction de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, sera payée au bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de *Montréal*, pour l'indemniser des sommes considérables qu'il a dépensées pour l'achat du mobilier et le maintien de la dite Ecole polytechnique.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender et codifier les statuts relatifs à l'Ecole polytechnique de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour que cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à la division du département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

L'Honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, alors, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le commissaire de l'agriculture et de la colonisation et le commissaire des travaux publics qui seront nommés, en vertu de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, recevront un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, sans préjudice de leur indemnité sessionnelle.

Résolu, 2. Que les officiers du département de l'agriculture et de la colonisation et du département des travaux publics à être établis en vertu de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, seront soumis à l'acte du service civil et recevront les salaires accordés suivant la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le commissaire de l'agriculture et de la colonisation et le commissaire des travaux publics qui seront nommés, en vertu de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, recevront un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, sans préjudice de leur indemnité sessionnelle.

Résolu, 2. Que les officiers du département de l'agriculture et de la colonisation et du département des travaux publics à être établis en vertu de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, seront soumis à l'acte du service civil et recevront les salaires accordés suivant la loi.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant le conseil exécutif et les départements publics de la province, ainsi que la loi relative au service civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour que cette Chambre se forme maintenant en comité général pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'Agriculture ;

L'Honorable M. *McShane* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que toute balance qui, après le quinze septembre de chaque année, deviendra disponible, sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés d'agriculture, sera appliquée, en tout ou en partie, à l'établissement d'une station expérimentale, munie d'un laboratoire de chimie agricole; la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation; et le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles que le Lieutenant-Gouverneur désignera sur la recommandation du ministre de l'agriculture.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Lussier* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lussier* fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que toute balance qui, après le quinze septembre de chaque année, deviendra disponible, sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés d'agriculture, sera appliquée, en tout ou en partie, à l'établissement d'une station expérimentale, munie d'un laboratoire de chimie agricole; la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation; et le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles que le Lieutenant-Gouverneur désignera sur la recommandation du ministre de l'agriculture.

Le dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. *McShane* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill pour amender certains articles du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouvel hôtel du parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau palais de justice, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix sept mille quatre cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure etc., et \$4,000 pour la codification; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, y compris la reliure etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en chancelier, traitement couvrant les dépenses contingentes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du bureau du Greffier en loi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le clerc sessionnel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant quarante mille neuf cents piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et étant six heures P. M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.,

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill incorporant la Corporation des huissiers du district de Montréal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre se remet en comité des subsides.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante sept mille cent quatre-vingt piastres et quatre-vingt dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la police, juge des sessions de la paix, *Québec*, et magistrats de police, *Montréal*, et officiers; traitements et dépenses contingentes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt quatre mille quatre cent cinquante deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'instruction supérieure proprement dit; la somme de cinq par cent de la part allouée aux catholiques, sera retenue annuellement pour être distribuée, en telle proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil déterminera, parmi les institutions de sourds muets et aveugles dans les institutions catholiques de la province; et la somme de cinq par cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pour être employée par le conseil de l'instruction publique à l'achat de livres écrits et publiés dans la province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent; et \$6,000 seront payées sur cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq par cent. De la part accordée pour l'éducation protestante supérieure, \$200 seront appliquées pour venir en aide à l'association des instituteurs de la province, et \$500 pour le salaire d'un inspecteur des écoles supérieures, des académies, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Lycées, *Québec* et *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour allocations aux Lycées; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes; Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera retenu annuellement pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille huit cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des instituteurs 43-44 Victoria, chapitre 22 et 49-50 Victoria, chapitre 27; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, *Mile End, Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil de l'instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, français, (*Enseignement primaire*); pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, anglais; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la reconstruction du collège *Sainte-Thérèse*, 4ème et dernier versement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Rimouski*, 4ème et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de l'*Île Perrot, Vaudreuil*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs SS. Noms de Jésus et Marie, *Saint-Barthélemi*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Geneviève, Jacques-Cartier*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Rémi, Napierville*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville, Rouville*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montréal*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Sainte-Anne de Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et distribution des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'école de navigation, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sciences naturelles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission permanente d'hygiène, 49-50 Victoria, chapitre 38; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'approvisionnement du vaccin; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la chambre des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Boyer informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la section 39 des clauses générales des corporations de ville; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lareau fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, que ce bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

Basinet,
Bisson,
Bourbonnais,
Boyer,
Brassard,
Cardin,
David,

Duhamel,
Forest,
Gagnon,
Girouard,
Gladu,
Lafontaine,

Laliberté,
Lareau,
Larochele,
Martin (Rimouski),
MShane,
Mercier,

Morin,
Pilon,
Robidoux,
Rocheleau,
Sylvestre et
Trudel. — 25

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata),</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Villeneuve. —23.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	
<i>Cormier,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville, (40 Victoria, chapitre 29) ;" la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code municipal de la province de Québec étant lu ;

M. Bisson propose, secondé par M. Cardin, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code civil, le Code de procédure civile et certains statuts qu'affectent ces mêmes Codes.

M. David propose, secondé par M. Laliberté, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux dans les constructions ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Le Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, section 1, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice de professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest en 1885 est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport

que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Le Bill pour amender la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 20 avril 1887.

• Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 20 avril 1887.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *David*,—La Pétition de Sa Grandeur l'Archevêque de *Montréal* et autres ; et la Pétition de J. B. *Rolland* et autres, membres de l'Association catholique de *Montréal*.

Par M. *Lafontaine*,—La Pétition de la Compagnie du Parc et de l'Isle de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De J. *Tessier* et autres, membres de l'Union Saint-Joseph, de *Montréal*, demandant que le Bill amendant le chapitre 131 des statuts de la ci-devant province du *Bas-Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : " Acte incorporant la société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*, " ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la pétition de Sa Grandeur l'Archevêque de *Montréal* et la pétition de J. B. *Rolland* et autres, membres de l'Association Catholique de *Montréal*, présentées aujourd'hui, soient maintenant lues et reçues.

Et les dites pétitions sont lues et reçues ; demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill amendant le chapitre 131 des Statuts de la ci-devant province du *Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : " Acte incorporant la société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*. "

Bill amendant le chapitre 94 des Statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer la société de l'Union Saint-Pierre de *Montréal*. "

M. Boyer, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas : de la compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean et d'Iberville*, demandant un acte d'incorporation,—de la corporation de la cité de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation et aux actes qui l'amendent,—du conseil de ville de la ville de *Lévis*, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville et aux actes qui l'amendent.

Votre comité a aussi examiné la pétition du Crédit mobilier et agricole de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis ; mais attendu que les promoteurs du bill sont les seules parties intéressées à la passation de la mesure, votre comité pour cette raison, croit devoir recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

Ordonné, Que M. Rinfret dit *Malouin* ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent, et l'acte 42-43 Vict., chapitre 57 amendant le dit acte."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill amendant l'acte 45 Victoria, chapitre 85 intitulé : "Acte pour incorporer le Crédit mobilier et agricole de *Québec*."

Ordonné, Que M. Faucher de *Saint-Maurice* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lefontaine ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean et d'Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pilon ait la permission de présenter un Bill pour amender certaines dispositions du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1170 du Code de proc dure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *McShane*,
Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, informant leurs
 Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Sa Très Excellente Majesté
 la Reine à l'occasion du cinquantième anniversaire de son avènement au trône, à
 laquelle elle demande le concours de leurs Honneurs.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse
 de l'Assemblée Législative, du 12 avril 1887, demandant copie de toute corres-
 pondance échangée entre le gouvernement et le Révérend M. *Chartier*, du Sémi-
 naire de *Saint-Hyacinthe*, et de tous mémoires au sujet de l'établissement d'une
 station agronomique. (Documents de la Session, No. 52.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 avril, 1887,
 demandant copie des ordres en conseil démettant les employés publics à cause de
 leur intervention en politique, et aussi copie des instructions, lettres et circulaires
 émises à ce sujet par le gouvernement, depuis l'existence de la confédération.
 (Documents de la Session, No. 53.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lemieux*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, par le budget
 supplémentaire, aux Syndics des chemins à barrières de *Québec* pour la rive Sud,
 la somme de huit mille piastres pour aider à la construction du pont sur la
 rivière *Chaudière*, dans le comté de *Lévis*; somme déjà votée pour cette fin par
 l'ancienne Législature ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement actuel n'a reçu aucune
 demande officielle à ce sujet de la part des Syndics des chemins à barrières de
Québec pour la rive sud, et conséquemment n'a pas eu occasion d'examiner la
 question. L'honorable député de *Lévis* en a parlé quelquefois au premier ministre,
 mais le gouvernement n'a encore rien décidé.

Par M. *Rochelcau*.—Pour quelle raison le rapport de l'élection du 14 octobre
 dernier, dans le comté de *Chambly*, n'a-t-il pas été publié plus tôt dans la *Gazette*
Officielle de *Québec* ?

2. Quelle raison le Greffier de la Couronne en Chancellerie ou l'officier-
 rapporteur ont-ils donnée pour expliquer ce retard ?

3. Le gouvernement a-t-il donné à l'officier-rapporteur ou au Greffier de la
 Couronne en Chancellerie des instructions pour faire retarder la publication de
 ce rapport ?

4. Si ces retards sont dus à la négligence ou à l'incurie du Greffier de la Cou-
 ronne en Chancellerie ou de l'officier rapporteur, le gouvernement se propose-t-il
 de prendre les mesures voulues pour punir celui qui est coupable de cette négli-
 gence ?

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*.—1. Le rapport de l'officier-rapporteur de
Chambly, daté du 28 octobre, a été reçu par le Greffier en Chancellerie, le 2
 novembre, avec le bref de cette élection et tous les documents qui devaient
 l'accompagner. Le nom du nouveau député a été publié dans le plus prochain
 numéro de la *Gazette Officielle*, celle du 6 novembre.

2. S'il y a eu des retards ils ne viennent pas du Greffier de la Couronne en
 Chancellerie, comme le prouve la réponse précédente.

3. Le gouvernement n'a point donné d'instructions de ce genre au Greffier de la Couronne en Chancellerie pour faire retarder la publication de ce rapport, ni d'aucun autre.

4. Le gouvernement ne se propose pas de prendre aucune initiative dans cette affaire.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi de chasse de manière à mieux protéger le caribou, l'orignal, le chevreuil et le castor ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Oui, quant au caribou et au chevreuil.

Par l'Honorable M. *Taillon*.—Quelle somme a été payée par le comptable de l'Assemblée Législative de *Québec*, à l'Honorable *James McShane* pour son indemnité comme membre de la dite Chambre, pour la session de 1882.

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Sur l'ordre écrit de l'Honorable M. *Chapleau*, alors premier-ministre, le comptable de la Chambre a envoyé, le 30 juin 1882, à l'Honorable M. *McShane*, la somme de \$450, balance de son indemnité.

Par M. *Casgrain*.—Quelle est la date de la nomination de *Achille Carrier*, écrivain, comme interprète à la Cour du Banc de la Reine à *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le 11 avril courant.

Par M. *Hall*.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer aucun inspecteur ou inspecteurs sous l'acte des manufactures de *Québec* ; et si, oui, quand ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le premier février dernier, malgré que la loi fût en force, depuis le mois d'octobre 1886, le gouvernement n'avait encore nommé aucun inspecteur ; cette nomination sera faite prochainement.

Par M. *Hall*.—Existe-il maintenant un bureau de santé de la province de *Québec*, en vertu de l'acte passé à la dernière session ; si non, est-ce l'intention du gouvernement de nommer les membres de ce bureau ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Ce bureau n'a pas encore été nommé, mais il le sera prochainement.

Par M. *Nantel*.—Le gouvernement va-t-il mettre à effet la détermination annoncée dans le discours du Trône, de nommer un commissaire royal chargé de rechercher, auprès des autorités les plus compétentes, les causes réelles des difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et les moyens propres à les faire cesser ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement nommera une commission royale à cet effet, après la session.

Par M. *Nantel*.—Quand le gouvernement se propose-t-il de soumettre à la Chambre le bill sur la redistribution des collèges électoraux, annoncé dans le discours du Trône ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Aussitôt que possible.

Par M. Nantel, Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des asiles durant cette session-ci ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Non, il attendra le rapport de la Commission Royale qui sera nommée, tel qu'annoncée dans le discours du Trône.

Par M. Nantel,—Le gouvernement a-t-il l'intention de convoquer, tenir, diriger et présider la conférence interprovinciale annoncée dans le discours du Trône ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Le gouvernement a l'intention de faire, à ce sujet, ce qui est dit dans le discours du Trône.

Par M. Trudel, — Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder à la compagnie du chemin de fer de *Témiscouata* la permission de couper du bois gratuitement sur les terres de couronne ; si oui, le gouvernement est-il informé que les colons et les porteurs de licences peuvent fournir les bois nécessaires pour le dit chemin de fer, et que le gouvernement perdrait une somme assez considérable en accordant cette permission, et que les colons en souffriraient beaucoup ainsi que les porteurs de licences ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—La question n'est pas encore décidée, mais le sera ces jours-ci.

Sur motion de M. Trudel, secondé par M. Larochelle,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le président de la compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*, au sujet de la coupe des bois sur les terres de la couronne ; aussi copie des résolutions de la dite compagnie, demandant la permission de couper du bois sur les terres de la couronne pour aider à la construction du dit chemin de fer.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif.

M. Nantel propose, secondé par l'Honorable M. Blanchet, qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rôles de paie fournis par les différents conducteurs de travaux de colonisation exécutés dans les comtés de *Terrebonne*, *Argenteuil*, *Ottawa* et *Montcalm*, dans le cours des années 1883-84-85-86, ainsi que tous les rapports des conducteurs de ces travaux, et la date des paiements à eux faits, en distinguant sur quels articles-items du subside tels paiements ont été faits et en vertu de quelles recommandations ces différents octrois ont été accordés.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte à l'effet d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé : " Acte pour incorporer le collège théologique *Wesleyen de Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

— Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Blanchet*,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte à l'effet d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé : " Acte pour incorporer le collège théologique *Wesleyen de Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie de prêts et de mont de piété; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brassard* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Burgis Major* au nombre de ses membres; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Salaberry de Valleyfield*, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62.

Bill autorisant la vente d'une certaine propriété appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*.

Bill autorisant le bureau provincial de médecine à admettre, après examen, *Théodule L'Ecuyer* au nombre de ses membres.

Bill amendant l'acte d'incorporation du cimetière *Mount Hermon*.

Bill incorporant le Syndicat-financier de l'Université Laval à *Québec*.

Bill amendant les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université et changeant ce nom en celui de "*La Maternité de Montréal*."

Et Bill incorporant le Syndicat-financier de l'Université Laval à *Montréal*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières :

Bill incorporant la Compagnie des tramways de *Montréal*.

Et Bill autorisant la construction d'un chemin de fer de *Québec* au *Saguenay*.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Pilon*,

Ordonné, Que le Bill incorporant la Compagnie de prêts et de mont de piété soit ré-imprimé.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rôles de paie fournis par les différents conducteurs des travaux de colonisation exécutés dans les comtés de *Terrebonne*, *Argenteuil*, *Ottawa* et *Montcalm*, dans le cours des années 1883-84-85 et 86, ainsi que tous les rapports des conducteurs de ces travaux, et la date des paiements à eux faits, en distinguant sur quels articles-items du subsida tels paiements ont été faits et en vertu de quelles recommandations ces différents octrois ont été accordés.

Et la question étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Saint-Hilaire*, secondé par M. *Lapointe*,

Ordonné, Que la 94^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue quant à ce qui concerne la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, votée le 31 mars dernier, mise devant cette Chambre le 15 courant, et contenant toute correspondance relative au parachèvement du chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*; et que la dite correspondance soit imprimée.

Sur motion de M. *Foucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Casgrain*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de la correspondance échangée entre C.-F. *Langlois*, écuyer, et le gouvernement de la province, au sujet du township de *Buckland*, et aussi de la concession faite à M. *Langlois* de divers lots du township de *Buckland*.

2. La liste des lots dans le township de *Buckland*, concédés par la couronne, la désignation par numéros, tenants et aboutissants, le nom des personnes auxquelles chaque lot a été concédé, le prix de concession, la date de la concession et les conditions de la concession.

3. La liste des lots, désignés comme susdit, qui appartiennent encore à la Couronne, dans le township de *Buckland*.

4. Copie de la correspondance entre le gouvernement de Sa Majesté et M. *Bellingham*, ancien député d'*Argenteuil*, à propos de certaines terres situées dans le township de *Buckland*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 21 avril 1887.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 21 Avril, 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cameron,—la Pétition de *Wm. Lanigan* et autres,—la Pétition de *John Y. Miller* et autres,—la Pétition de *J. Middleton* et autres,—la Pétition de *Jas. McKenzie* et autres,—la Pétition du Révérend *James Cormac* et autres,—la Pétition de *John Lorimer* et autres,—la Pétition de *Lorenzo Magoon* et autres,—la Pétition de *A. McEachern* et autres,—la Pétition de *Samuel Jackson* et autres,—la Pétition du Révérend *Archidiacre Lindsay* et autres,—la Pétition de *Ralph Merry* et autres,—la Pétition *C. W. Cowles* et autres,—tous représentant divers branches de la "*Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society.*"

Par l'Honorable M. Robertson,—la Pétition de *Thomas Hawkins* et autres, représentant la branche d'*Hochelaga* de "*The Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society.*"

Par M. Hall,—la Pétition de "*The Montreal Branch of the Evangelical Alliance of Great Britain.*"

Par M. Lemieux,—la Pétition de *Charles Tanguay* et autres, du canton de *Weedon*.

Par M. LeBlanc,—la Pétition de *Pierre Emile Roy*, de la paroisse de *Saint-Pie*.

Par M. Lafontaine,—la Pétition de *Pierre Didier* et autres.

M. Bisson, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Bisson pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à trois membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à trois membres.

M. Lareau, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : "*Acte incorporant la ville de Nicolet.*"

Bill amendant l'acte incorporant la Société de passage du Pont-Neuf de *Saint-Hyacinthe* et l'acte qui l'amende.

Bill incorporant la congrégation des Petits Frères de Marie, dits "Frères Maristes."

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre 46 huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas, savoir : de *Charles William Phillips* et autres, demandant la ratification d'un certain acte de compromis,—de l'Association des commis voyageurs de la Puissance du Canada, demandant la passation d'un acte ratifiant son acte d'incorporation adopté par acte de la Puissance, 43 Victoria, chapitre 74 et pour d'autres fins.

Votre comité a aussi examiné les pétitions de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Gatineau et celle de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, demandant des amendements à leur charte respective et a trouvé qu'entre autres amendements il est proposé de demander le pouvoir d'acquérir des limites à bois, de bâtir des moulins et d'exploiter des mines, et que les avis publiés dans les journaux ne font nulle mention de tels amendements. Quant aux autres amendements, votre comité trouve que les avis sont suffisants, c'est pourquoi il désire recommander à votre honorable Chambre qu'il soit permis à ces compagnies de procéder sur leurs pétitions, à l'exception de ce qui a rapport aux limites à bois, à la construction de moulins et à l'exploitation des mines.

Ordonné, Que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill pour confirmer, reconnaître et ratifier l'acte du Parlement Fédéral 43 Victoria, chapitre 74, intitulé : "Acte à l'effet d'incorporer l'Association des commis voyageurs de la Puissance," et pour exempter les membres de cette Association de payer certaines taxes municipales.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.

Ordonné, Que M. Cormier ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa.

Ordonné, Que M. Cormier ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson et M. Charlebois soient ajoutés au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

Ordonné, Que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage en rapport avec la succession de feu *Charles Phillips*.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un Bill pour détacher une partie de la municipalité de *Kingsey Falls*, dans le comté de *Drummond*, et l'annexer à la municipalité du canton de *Warwick* dans le comté d'*Arthabaska*, pour toutes fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la Pétition de *Charles Tanguay* et autres, du canton de *Weedon*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que le village de *Weedon-Centre* soit érigé en municipalité.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Déchêne*, (*l'Islet*),—Pour jusqu'à quelle date chacun des membres des gouvernements *Ross* et *Tailon* a-t-il touché son traitement ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Jusqu'au 31 janvier 1887, à l'exception de l'honorable M. *Flynn* qui a remboursé à l'honorable Trésorier \$44.44, montant de son salaire, entre la date de sa résignation et le 31 janvier, et de l'honorable M. *Starnes* qui n'a rien reçu.

Par M. *Bernatchez*,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite à la plainte de M. *Godfroi Talbot*, de *Montmagny*, contre le registraire de *Montmagny* ? Si oui, quand ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier* :—Oui, aussitôt que possible.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des instructions écrites données à J.-B. Charleson par le département des travaux publics et d'agriculture ou tout autre département depuis le premier février 1887 jusqu'à ce jour.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance au sujet de la construction du chemin de fer *Montréal et Occidental* depuis le 22 avril 1885, jusqu'au 31 mars 1887.

Sur motion de M. Tessier, secondé par M. Bernatchez,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du rapport de W. Smith, écuyer, inspecteur des bureaux du gouvernement, du 10 juillet 1886, ayant trait à certaines irrégularités au bureau du protonotaire d'Avrikabaska; copie de la correspondance et de l'ordre en conseil se rapportant à la destitution de MM. Barwis et Thérout, et à leur remplacement.

Sur motion de l'honorable M. Flynna, secondé par M. Robidoux,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Rapport de L. A. Vallée, écuyer, sur son inspection des chemins et ponts de colonisation dans le comté de Gaspé.

2. Copie du rapport du dit L. A. Vallée sur son inspection du chemin maritime entre la Rivière au Renard et Saint-Aune-des-Monts.

3. Copie des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de Québec en 1880 ou depuis, concernant le dit chemin maritime, et la question de la contribution aux frais de réparations sur le dit chemin par le gouvernement de la puissance, et toutes dépêches ou correspondance entre les dits gouvernement à ce sujet.

A sept heures et demie P. M

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie de Prêts et de Mont de Piété; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement le chapitre 131 des Statuts de la ci-devant province du Bas-Canada, 19-20 Victoria, intitulé: Acte incorporant la société de l'Union Saint-Joseph de Montréal; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le chapitre 94 des Statuts de la ci-devant province du Canada, 25 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer la société de l'Union Saint-Pierre de *Montréal* " ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill autorisant la compagnie industrielle du Canada, (limitée), à construire un chemin de fer depuis un point dans le canton de *Templeton* jusqu'à un autre point dans les environs de la hauteur des terres, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Le Bill amendant de nouveau les actes qui incorporent la ci-devant de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Baldwin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un extrait des règles et règlements du département des Terres de la Couronne concernant les droits exigés des colons sur le bois coupé par eux sur leurs lots

2. Copie de toute correspondance avec le commissaires des Terres de la Couronne et les autres membres du gouvernement, ayant pour but d'obtenir l'amendement de ces règles et règlements, de manière à permettre aux colons de bonne foi, de couper du bois de chauffage et de construction sur leurs lots, ailleurs que dans les endroits qu'ils sont actuellement occupés à défricher, afin de les mettre en état de payer leur terre et de remplir les autres conditions d'établissement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois* " avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de jonction de *Beauharnois* " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que la Pétition de *Pierre Emile Roy*, de la paroisse de *Saint-Pie*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant un acte l'autorisant à paraître, maintenir et entretenir un pont sur la rivière *Yamaska*.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Sur motion de M. Martin (*Rimouski*), secondé par M. Bernatchez,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des différents reçus signés par le Dr. J. P. Pelletier, Joseph Beaulieu, Vital Roy et Hilary Roy, gardes-forestiers pour le comté de *Rimouski*, pour tous montants à eux payés pendant les douze mois expirés le 30 juin 1886 ; aussi copie des reçus signés par G. Sylvain, Ecr, agent des terres de la Couronne, pour tout montant à lui payé pour perception, pour les mêmes douze mois.

Sur motion de M. Martin (*Bonaventure*), secondé par M. Villeneuve,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes les instructions écrites ou données à M. Chs. Cyr au sujet des dépenses des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

M. Martin (*Bonaventure*) propose, secondé par M. Villeneuve,
Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. copie de la résignation de l'honorable M. Savage, comme Conseiller Législatif pour la division électorale du Golfe, ainsi que copie de toutes les correspondances, lettres, etc, échangées à ce sujet.

2. Copie de l'ordre en conseil acceptant la résignation de l'honorable M. Savage.

3. Copie de l'ordre en conseil nommant l'honorable A. D. Ross, de *Québec*, Conseiller Législatif de la division électorale du Golfe, ainsi que copie de toutes Correspondances échangées à ce sujet.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 22 avril, 1887.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que les règles 49, 55 et 60 de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à la pétition de *Pierre Didier* et autres, présentée aujourd'hui, et que la dite pétition soit maintenant lue et reçue.

Et la dite petition est lue et reçue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Nationale Française et de Refuge.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Union Nationale Française et de Refuge.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 22 Avril 1887.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire ;

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil Législatif, et étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances au Conseil Législatif, où il a plu à Son Honneur de donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de *Beauharnois*."

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Girouard*,—la pétition de *P. Shaw* et autres, de la municipalité de *Kingsey Falls*.

Par l'Honorable M. *Lynch*,—la Pétition de *The Protestant Ministerial Association of Montréal*.

Par M. *Poupore*,—la Pétition de *Henry Meyers* et autres, représentant la branche de *Sawyerille* de *The Montréal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society*.

Par M. *Cameron*,—la Pétition de *J. Broughton* et autres,—la Pétition de *Andrew Inglis* et autres,—la Pétition de *Thomas B. Munro* et autres,—la Pétition de *George Parkes* et autres,—la Pétition de *F.-S. Roper* et autres,—la Pétition de *H.-J. Hitchcock* et autres,—la Pétition de *H.-C. Buckland* et autres,—la Pétition de *L.-E. Parker* et autres,—la Pétition de *G.-A. Kennedy* et autres,—la Pétition de *G.-S. Shufelt* et autres,—la Pétition de *James Melrose* et autres,—la Pétition de *William Dunn* et autres,—la Pétition de *A. Fisk* et autres,—la Pétition de *W. Bowman* et autres,—la Pétition de *D.-C. Horner* et autres,—la Pétition de *James McPherson* et autres,—la Pétition de *John Allan* et autres,—la Pétition de *Jas. Helps* et autres,—la Pétition de *D. Reay* et autres,—la Pétition de *H. Montgomery* et autres,—la Pétition de *James Fraser* et autres,—la Pétition de *J.-S. Baker* et autres,—la Pétition de *A. McPhee* et autres,—et la Pétition de *W. Finlay* et autres, tous représentant des branches de *The Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society*.

Conformément à l'Ordre du Jour la Pétition suivante est lue et reçue :

De la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Isle de *Montréal*, demandant qu'aucune charte ne soit accordée autorisant la construction d'un chemin de fer aérien dans la cité de *Montréal* ou ses environs.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendements, savoir :

Bill incorporant "*The Victoria Hospital and convalescent Home for sick Protestant children.*"

Bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen *Gonzalve Lesieur Désaulniers*, au nombre de ses membres.

Bill incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*.

Et Bill (du Conseil Législatif) intitulé, "Acte a l'effet d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé : "Acte pour incorporer le collège théologique *Wesleyen* de *Montréal*."

Votre comité a aussi examiné le Bill incorporant la Société Belge Canadienne, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'autoriser la nomination d'une commission royale pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mars, 1887, demandant copie du factum du Révd. *P. Paradis*, O. M. I., contre l'administration des terres de la Couronne, dans le canton *Egan*, produit dans le mois de décembre 1886, et toute la correspondance se rattachant à ce sujet. (Documents de la Session, No. 54.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 avril, 1887, pour : 1. Liste des compagnies de chemins de fer qui se sont conformées aux dispositions de l'acte 40 Victoria, chapitre 16, (1876) en fournissant au bureau du commissaire des terres de la Couronne, un plan montrant le terrain choisi pour la ligne du chemin de fer.

2. Liste des compagnies de chemins de fer dont les plans fournis ont été trouvés corrects par le commissaire des terres de la Couronne, et les noms de celles dont les dits plans n'ont pas été trouvés exacts. (Documents de la Session, No. 55.)

L'Honorable M. *Shehyn* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 avril, 1887, pour un état détaillé des sommes perçues du Fonds d'emprunt municipal, pendant l'exercice financier de 1885-86. (Documents de la Session, No. 56.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les Statuts refondus de la province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Quo le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender et codifier les Statuts relatifs à l'Ecole polytechnique de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte concernant l'Ecole polytechnique de *Montréal*. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender les lois concernant le Conseil Exécutif et les départements publics ainsi que la loi relative au service civil ;

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les lois concernant le Conseil Exécutif et les départements publics de la province ainsi que la loi relative au service civil " ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a donné unanimement son concours à l'adresse de félicitation de l'Assemblée Législative à Sa Très Excellente Majesté la Reine, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'avènement de Sa Majesté au Trône, en remplissant le blanc par les mots : " le Conseil Législatif et, "

Aussi, le Conseil Législatif a donné son concours à l'adresse de l'Assemblée Législative à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général, l'adresse à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, avec prière à Son Excellence de vouloir bien la faire parvenir à Sa Très Gracieuse Majesté, en la manière que Son Excellence jugera convenable, en remplissant le blanc par les mots : " Le Conseil Législatif. "

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : " Acte incorporant la ville de Nicolet ; " et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lapointe fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte incorporant la Société du Pontneuf de Saint-Hyacinthe et l'acte qui l'amende ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Congrégation des Petits Frères de Marie, dit Frères Maristes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Déchène (L'Islet) fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill incorporant la Compagnie de Jésus.

Bill ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage en rapport avec la succession de feu Charles Phillips.

Bill incorporant la Société de bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de *Notre-Dame de Granby*.

Bill amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : " Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 57 amendant le dit acte. "

Bill amendant l'acte 45 Victoria, chapitre 85, intitulé : " Acte pour incorporer le Crédit mobilier et agricole de Québec."

Bill incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean et d'Iberville*

Bill pour confirmer, reconnaître et ratifier l'acte du parlement fédéral 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : " Acte à l'effet d'incorporer l'Association des commis voyageurs de la province," et pour exempter les membres de cette association de payer certaines taxes municipales.

Et Bill amendant l'acte incorporant la ville de *Richmond*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la *Vallée d'Ottawa* et de la *Gatineau*.

Et Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture ;

L'Honorable *McShane* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

M. *Boyer*, du comité des subsides, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouveau palais de justice, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction du Collège d'agriculture de *Richmond*, \$2000 payables \$1000 par année pendant deux ans, (dernier versement); pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de médecine vétérinaire, française; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de médecine vétérinaire, anglaise; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers et de la vigne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'Agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association d'agriculture; prix pour le bétail canadien et pour autres fins, à la disposition du Commissaire d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et de *Saint-Ferdinand d'Halifax*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Saint-Patrice pour les orphelins, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholique romains, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de *Nazareth*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, y compris la ci-devant maison de refuge, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et école d'industrie, Institut *Hervey*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des femmes, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Charles, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Finlay, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de santé de *Belmont, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennas*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, (Salle d'asile des petits enfants,) *Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la providence, *Sainte-Elizabeth*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la providence, *Sainte-Ursule*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, *Saint-Ferdinand d'Halifax*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Paulin, *Saint-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants,) *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu Saint-Valier, *Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France : traitement et allocation pour loyer de bureau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. Chapitre 103 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante sept mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de comptes ouverts par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement de l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Rinfret dit Malouin* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal, savoir :

Bill pour amender l'article 926 du Code municipal.

Bill pour amender le Code municipal.

Bill pour amender l'article 561 du Code municipal.

Bill pour amender l'article 788 du Code municipal.

Bill pour amender le Code municipal de la province de *Québec*.

Et Bill pour amender certaines dispositions du Code municipal.

Le Bill pour amender et expliquer le statut de *Québec*, 32 Victoria, chapitre 73, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender et expliquer le Statut de cette province, 32 Victoria, chapitre 73, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, lundi, le 18 du courant, portant, — qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour copie des requêtes présentées à la Législature :

1. Le 1^{er} février, 1869, par M. *Hubert Blais* et autres, de la paroisse de *Saint-Valier* ; du révérend M. *Pouliot* et autres, de *Saint-Gervais*, tous du comté de *Bellechasse* ; demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*. (Page 30, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, 1869.)

2. Requête présentée à la Législature le 19 décembre 1873, par le révérend M. Pouliot et autres, de *Saint-Gervais de Bellechasse*; demandant le détachement du comté de *Bellechasse*, du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*. (Page 45, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, 1873.)

3. Requête présentée à la Législature le 10 janvier 1874, par le révérend M. Drolet et autres, de la paroisse de *Saint-Michel de Bellechasse*; demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*. (Page 55, Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, 1874.)

4. Copie de toutes requêtes présentées depuis, à la Législature ou à l'Exécutif, demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*.

Et objection étant faite par l'Honorable M. Gagnon que cette motion n'est pas dans l'ordre, attendu qu'elle demande la production de documents antérieurement produits devant cette Chambre et qui sont déjà en sa possession.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Il s'agit ici de deux propositions distinctes : l'une pour la production de documents déjà produits devant cette Chambre et l'autre pour la production de requêtes présentées à l'Exécutif.

" La question tombe, par conséquent, dans la catégorie de ce qu'on est convenu d'appeler en langage parlementaire, " questions compliquées, " (Bourinot, page 311), qui peuvent toujours être divisées, avec le consentement de la Chambre, en propositions distinctes.

" Tout en admettant qu'il n'y a pas lieu de maintenir la première des propositions ci-dessus indiquées, je suis d'opinion que la Chambre doit permettre la seconde qui se rapporte à des documents qui n'ont pas été jusqu'ici produits devant elle. " Et je crois qu'il convient, dans les circonstances, que la motion soit modifiée de manière à ne contenir que la dernière proposition. "

La dite motion est alors amendée et adoptée unanimement comme suit :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie de toutes requêtes présentées à l'Exécutif, demandant de détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender certains articles du Code de procédure civile ;

M. Déchêne (*l'Islet*) propose, secondé par M. Lemieux, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemins de fer dans certains cas ;

M. Lareau propose, secondé par M. Pilon, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la constitution des hypothèques sur le capital des rentes constituées représentant des droits seigneuriaux et l'enregistrement de ces hypothèques ;

M. Girouard propose, secondé par M. Lemieux, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 15, concernant les maîtres et serviteurs ;

M. Lafontaine propose, secondé par M. Déchène (*l'Islet*), que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Désjardins.—Quand le gouvernement espère-t-il que le Conseil Privé rendra jugement dans l'affaire des impôts sur les corporations commerciales ?

Si le Conseil Privé reconnaît à cette législature le droit de prélever ces impôts, le gouvernement a-t-il l'intention de percevoir, le plus tôt possible, les arrérages qui seront alors dûs ?

Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir ou d'abroger le statut, 45 Victoria, chapitre 22, qui l'autorise à prélever ces impôts sur les corporations commerciales ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Le gouvernement espère que ces causes seront plaidées en juin, mais ne peut savoir quand les jugements seront rendus. Le gouvernement avisera dans le temps.

Par M. Nantel.—Quelle est l'erreur qui a engagé le gouvernement à faire publier dans la *Gazette Officielle*, le 5 février dernier, que la proclamation publiée dans un extra de la dite *Gazette*, le 29 janvier dernier, mettant en force un acte passé durant la session dernière et intitulé : " Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure, " avait été publiée par erreur ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—La proclamation émise, aux termes de l'ordre en conseil No. 45, du 26 janvier 1887, mettant en vigueur le statut provincial 49-50 Victoria, chapitre 7, relatif à la constitution de la Cour Supérieure, a été publiée dans la *Gazette Officielle* paraissant avoir, mais ne portant pas en réalité les signatures de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et de l'Honorable Secrétaire de la province.

Le délai fixé par le dit ordre en conseil, savoir : le 29 janvier dernier (1887), date à laquelle la dite loi devait entrer en vigueur, étant expiré, il est devenu nécessaire, par suite de cette erreur, d'annuler l'ordre en conseil, et de déclarer que la dite proclamation avait été publiée par erreur.

Le gouvernement est prêt à émettre une nouvelle proclamation et le fera dès qu'il en sera requis par les autorités du district de Terrebonne.

Sur motion de M. *Dechène (L'Islet)*, secondé par M. *Morin*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le Surintendant de l'éducation et les commissaires d'écoles de la paroisse de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*, au sujet du règlement des frais dans une cause de *Delisle* contre les commissaires d'écoles de la paroisse de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*.

Aussi, copie d'une requête des dits commissaires d'écoles de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, se plaignant de ce que le Surintendant insistait à leur faire payer certaines sommes qu'ils ne reconnaissaient pas devoir.

Aussi, copie de la réponse du Surintendant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Et aussi, copie du compte détaillé fourni par MM. *Bossé et Languedoc* et *Jean Delisle* à M. le Surintendant.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Pilon*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la pétition de droit accordée à *John Langelier*, en novembre 1884, et de toute correspondance échangée entre lui et ses avocats d'une part, et le gouvernement ou aucun des membres du gouvernement, de l'autre part.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Morin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de toutes les compagnies incorporées par lettres-patentes sous le grand sceau de la province, depuis la Confédération. La dite liste donnant, pour chaque compagnie, par ordre chronologique, son nom corporatif, son capital et le montant des actions, son principal bureau d'affaires, la nature de ses opérations, et la date des lettres-patentes.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lemieux*,

Ordonné, Que les pétitions des citoyens de *Montréal* et de l'Association Catholique de cette ville; demandant respectivement des amendements à la loi des licences, soient imprimées.

Sur motion de l'Honorable M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Ordonné, Que le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, sur les élections générales de 1886, soit imprimé pour en faire la distribution ordinaire.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi prochain, elle s'ajourne à samedi, le 30 du courant, à onze heures A. M., et que les ordres du gouvernement aient la priorité ce jour-là ainsi que tous les jeudis jusqu'à la fin de la session.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 25 avril 1887.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cameron, —la Pétition de F. W. Sherriff et autres, —la Pétition de J. M. Brown et autres, —la Pétition de H. H. Smith et autres, —la Pétition de Roderick McKenzie et autres, —la Pétition de Robert McLord et autres, —la Pétition de H. D. Hitchcock et autres, —la Pétition de S. J. Bangs et autres, —la Pétition de William Thompson et autres, —la Pétition de J. W. Kilgour et autres, —la Pétition de Thomas Christie et autres, —la Pétition du Révérend M. Pratt et autres, —la Pétition de J. W. Garland et autres, —la Pétition de Thomas Chapman et autres, —la Pétition de Alex. Scott et autres, —la Pétition de H. M. Jackson et autres, —la Pétition de T. H. Bissell et autres, —la Pétition de Adam J. Reay et autres, —la Pétition Jas. T. Gillis et autres, —la Pétition de John Burnett et autres, —la Pétition de Jas. Fleck et autres, —la Pétition de R. Smith et autres, —la Pétition de James Curran et autres, —la Pétition de L. W. French et autres, —et la Pétition de V. Corey et autres.

Par M. Murphy, —la Pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, —et la pétition du conseil de la Chambre de commerce de Québec.

Par M. Rocheleau, —la Pétition de L.-E. Morin et autres, —et la Pétition de J.-A. Demers et autres.

Par M. Brassard, —la Pétition de Solomon Ramsay et autres, de la paroisse de Saint-Jean, district d'Iberville.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De W. Lanigan et autres, —de John Miller et autres, —de J. Middleton et autres, —de James McKenzie et autres, —du révérend James Cormack et autres, —de John Lorimer et autres, —de Lorenzo Magoon et autres, —de A. McEachern et autres, —de Samuel Jackson et autres, —du révérend Archidiacre Lindsay et autres, —de Ralph Merry et autres, —de C.-W. Cowles et autres, —de Thomas Hawkins et autres, —représentant diverses branches de "the Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society" —de the Hochelaga Branch of the Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society"; de the Montreal Branche of the Evangelical Alliance of Great Britain, —de the "Protestant Ministerial Association" de Montréal, —de Henry Meyers et autres, —de J. Broughton et autres, —de Andrew Inglis et autres, —de Thomas B. Munro et autres, —de George Parkes et autres, —de F.-S. Roper et autres, —de H. J. Hitchcock et autres, —de H.-C. Buckland et autres, —de L.-G. Parker et autres, —de G.-A. Kennedy et autres, —de O.-S. Shufelt et autres, —de James Melrose et autres, —de Wm. Dunn et autres, —de A. Fish et autres, —de W. Bowman et autres, —de D.-C. Horner et autres, —de James Macpherson et autres, —de John Allan et autres, —de Jas. Helps et autres, —de D. Reay et autres, —de H. Montgomery et autres, —de Jas. Fraser et autres, —de J.-S. Baker et autres, —de A. McPhee et autres, —de W. Finlay et autres, tous représentants des branches de "The Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society"; demandant respectivement que le Bill relatif au serment et à l'administration du serment, ne devienne pas loi.

De P. Shaw et autres, de la municipalité de Kingsey Falls; demandant que le Bill pour détacher une partie de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, et l'annexer à la municipalité du canton de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, ne devienne pas loi.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill autorisant la vente d'une certaine propriété appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*.

Bill autorisant la construction d'un pont de péage sur la branche sud de la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Pie*.

Bill autorisant le bureau provincial de médecine à admettre *Théodule L'Ecuyer* au nombre de ses membres.

Quant au Bill concernant le pont de péage sur la rivière *Yamaska*, votre comité à l'honneur d'informer votre honorable Chambre que le pétitionnaire désirant ne pas procéder d'avantage sur ce Bill, il a été convenu devant votre comité, entre le pétitionnaire et *Pierre Emile Roy*, écuyer, que ce dernier prendrait le Bill en son nom avec tous les droits et obligations qu'il confrère ; en conséquence votre comité désire recommander à votre honorable Chambre de vouloir bien reconnaître tels arrangements et permettre que le dit *Pierre Emile Roy* procède avec le Bill.

Quant au Bill concernant *Théodule L'Ecuyer*, votre comité désire informer votre honorable Chambre qu'il a été démontré que le pétitionnaire a étudié la médecine pendant deux années avant son admission à l'étude et qu'il a produit devant votre comité son certificat d'admission obtenu à l'expiration des dites deux années et qu'il a fait la preuve qu'il avait suivi des cours pendant ces deux années ;

Que, cependant, il n'a fait voir que l'approbation du président du bureau provincial de médecine ;

Que les circonstances qui entourent la demande du dit *Théodule L'Ecuyer* paraissent favorables à votre comité et en font un cas spécial ; en conséquence votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre la suspension du paragraphe 4 de la règle 57 à l'égard du dit *Théodule L'Ecuyer* dans le cas où cette règle s'appliquerait.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Pilon*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le second et troisième paragraphe du dit rapport.

Sur motion de M. *Girouard*, secondé par M. *Lussier*,

Ordonné, Que la pétition de *Stanislas Tremblay* et autres ; demandant des amendements à l'Acte 39 Victoria, chapitre 45, concernant l'incorporation du village de *Bagotville*, soit renvoyée de nouveau au comité permanent des ordres permanents avec instructions de reconsidérer cette pétition et d'en faire rapport à la Chambre.

Ordonné, Que M. *Larochelle* ait la permission de présenter un Bill pour étendre la juridiction territoriale de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1887, demandant : 1. copie de la résignation de l'Honorable M. *Savage*, comme Conseiller Législatif pour la division électorale du *Golfe*, ainsi que copie de toutes les correspondances, lettres, etc., échangées à ce sujet.

2. Copie de l'ordre en conseil acceptant la résignation de l'Honorable M. *Savage*.

3. Copie de l'ordre en conseil nommant l'Honorable A. D. *Ross*, de *Québec*, Conseiller Législatif de la division électorale du *Golfe*, ainsi que copie de toutes correspondances échangées à ce sujet. (Documents de la Session, No 51.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 22 avril 1887, demandant copie de la correspondance échangée entre le Surintendant de l'éducation et les commissaires d'écoles de la paroisse de *Saint-Jean, Isle d'Orléans* au sujet du règlement des frais dans une cause de *Delisle* contre les commissaires d'écoles de la paroisse de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*.

Aussi,—la copie d'une requête des dits commissaires d'écoles de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, se plaignant de ce que le Surintendant insistait à leur faire payer certaines sommes qu'ils ne reconnaissaient pas devoir.

Aussi, copie de la réponse du Surintendant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Et aussi, copie du compte détaillé fourni par MM. *Bossé* et *Languedoc*, et *Jean Delisle* à M. le Surintendant. (Documents de la Session, No 58.)

L'Honorable M. *Shehyn* présente, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er avril 1887, pour un état détaillé des argents versés au trésor de la province de *Québec*, depuis le 1er mai 1884, par les magistrats de district, juges de paix et autres du district de *Rimouski*, pour amendes imposées par eux. (Documents de la Session, No 59.)

La chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant "*The Victoria Hospital and Convalescent Home for sick Protestant children*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Lynch*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le barreau de la province de *Québec*, à admettre, après examen, *Gonzalve Lesieur Désautniers*, au nombre de ses membres; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes (Témiscouata)* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McIntosh*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte à l'effet d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé : " Acte pour incorporer le collège Théologique Wesleyen de *Montréal* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Société Belge Canadienne ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Johnson* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. *Nantel*,—1. Depuis quelle date les nommés *Elz. Vincent* et fils font ils des impressions sessionnelles pour cette Chambre ?

2. D'autres personnes que MM. *J. F. Belleau* et *A. Marcotte*, et *Vincent* et fils, ont-elles des impressions pour cette Chambre ou pour les départements publics de cette province. Si oui, quelles sont ces personnes ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Depuis le commencement de la session, les impressions de l'Assemblée Législative ont été envoyées chez MM. *J. F. Belleau* et *A. Marcotte*, M. *Vincent*, M. *Darveau*, et M. *Bourguignon*.

Celles des départements étaient presque toutes faites ou ordonnées avant le 1er février dernier ; quelques-unes cependant ont été confiées aux établissements de l'*Etendard*, du *Herald*, de la *Sentinelle*, du *Daily Telegraph*, de l'*Union de St-Hyacinthe*, de *Chas. Darveau*, et du *Franco-Canadien*. Les établissements du *Canadien*, du *Journal de Québec*, du *Chronicle* et de MM. *Eusèbe Sénécal* et Cie., font encore certaines impressions d'après des ordres donnés avant le 1er février dernier.

Par M. *Nantel*,—Le gouvernement va-t-il communiquer à la Chambre, durant cette session, les instructions qu'il devra donner à la commission royale annoncée dans le discours du Trône ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Non.

Par M. Nantel,—Le gouvernement va-t-il communiquer à la Chambre les articles du programme ou les sujets de discussion qu'il a l'intention de soumettre à la convention interprovinciale devant être convoquée durant la vacance des Chambres ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Le gouvernement ne croit pas qu'il ait à donner d'autres informations que celles déjà données à ce sujet.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'encourager et d'augmenter le nombre des écoles gratuites du soir, placées sous son contrôle et dirigées par le conseil des arts et métiers ?

Les écoles établies maintenant sont aux endroits suivants : (*Montréal, Québec, Lévis, New Liverpool, Sillery, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Farnham, Iberville, Saint-Hyacinthe, Huntingdon et Saint-Jérôme*).

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Cette question est sous considération.

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il l'intention de protéger les habitants du comté de *Verchères*, dont les terres sont coupées, traversées dans toute la longueur, contre la compagnie du chemin de fer *Montréal et Sorel*, si elle ne remplit pas les conditions de sa charte ?

Réponse par l'Honorable M. Gagnon,—Oui, en autant que la loi le permet.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de se rendre aux conclusions du mémoire adressé et distribué aux députés de la Législature de cette province, par un comité de délégués spécialement chargé de ce faire, à la réunion du 1er congrès des Cercles, à *Trois-Rivières*, mémoire traitant des questions suivantes ?

1. De la production agricole de la province.
2. De ce que nous pourrions produire et que le commerce, l'industrie, etc., etc., perdent par notre mauvaise agriculture.
3. De l'action des cercles.
4. De l'action des sociétés d'agriculture.
5. De l'encouragement des cultivateurs qui veulent s'instruire.
6. Des cercles.
7. De l'aide pécuniaire à leur donner.
8. Des cercles qui aident les sociétés d'agriculture.
9. De ce qu'ont fait les cercles par le passé.
10. De ce qu'ils demandent.
11. Du manque de conférenciers.
12. De l'enseignement agricole à donner.
13. De la ferme d'expérimentation à *Trois-Rivières*.
14. Des détails sur cette ferme de démonstration.
15. Du projet complet d'enseignement agricole.
16. De l'hôtellerie pour la réception des cultivateurs.
17. De l'école des ouvriers.

18. De l'école des jeunes gens à l'aise.
19. Des journaux officiels d'agriculture.
20. Des directeurs de l'agriculture et du conseil d'agriculture.

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—La question est actuellement soumise au comité d'agriculture et le gouvernement attendra son rapport avant de prendre une décision.

Par M. *Desjardins*.—Le gouvernement est-il décidé à percevoir, le plus tôt possible, les sommes dues au fonds d'emprunt municipal ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Une foule de demandes pour remises sont soumises au gouvernement, quelques unes déposées le 1^{er} février dernier, la plus grande partie avant. Le gouvernement examinera chaque cas avec soin et s'efforcera de rendre justice égale à tous.

Sur motion de M. *Martin (Rimouski)*, secondé par M. *Morin*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, —Copie des rôles de paie produits par *George Pelletier* pour \$150.00 et *Herménégilde Gagnon* pour \$99.90, pour travaux faits en paiement de grains de semence, en juin 1886, dans le comté de *Rimouski*.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *LeBlanc*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, —copie de la requête de M. *D. E. Arseneault*, de *Saint-Gervais de Bellechasse*, adressée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : "Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Union Musicale de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Association agricole indépendante des comtés de *Stanstead* et de *Compton*."

Et Bill intitulé : "Acte pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses dans l'ancien territoire de *Notre-Dame de Montréal*."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte incorporant le club *Yamaska*" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant le club *Yamaska*," lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Lemieux*,

Ordonné, Que la 49^e et la 55^e règles de cette Chambre, soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill pour permettre à la "*Imperial Fire Insurance Company*," de passer des contrats, de poursuivre et être poursuivie, dans la province de *Québec*, au nom de la compagnie et pour d'autres fins.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, section 1, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest* en 1885; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Sur motion de l'Honorable M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le dit Bill soit référé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Le Bill pour pourvoir à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé des Honorables MM. Mercier, Taillon, Gagnon, Blanchet, Turcotte, Flynn et Lynch, et de MM. Robidoux, Cameron, Bisson, Martin (Bonaventure) Nantel, Hall, Brassard, Lareau, Forest, LeBlanc, Gladu, Casgrain, Rinfret dit Malouin et Cardin, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill autorisant les conseils municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et référé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité permanent de Législation et lois expirantes, savoir :

Bill pour amender les actes concernant les cours de commissaires pour la décision sommaires des petites causes.

Et Bill pour amender l'article 496 du Code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit mardi matin ;

Mardi, 26 avril 1887.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité permanent de Législation et lois expirantes, savoir :

Bill pour amender les articles 2141a et 2147a du Code civil du *Bas-Canada*.

Et Bill pour amender les sections 12 et 21 de l'Acte électoral de *Québec*.

Ordonné, Que l'Honorable M. Duhamel soit ajouté au comité permanent des divers bills privés au lieu de M. Laliberté.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 26 avril 1887.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. David,— la Pétition de *Jean-Baptiste Lépine* et autres, de la ville de *Maisonneuve*, près de la cité de *Montréal*.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean* et *d'Iberville*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Salaberry de Valleyfield*, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62, et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Quant au Bill incorporant la Compagnie générale de fidéi-commis du Canada, votre comité désire informer votre honorable Chambre que le pétitionnaire ayant demandé la permission de retirer son bill, recommandation est en conséquence faite à votre honorable Chambre, de vouloir bien accorder sa demande et permettre que le dépôt par lui fait entre les mains du comptable de cette Chambre, lui soit remis, moins les frais de traduction et d'impression du dit bill.

Votre comité a aussi examiné le Bill constituant la Corporation des Huissiers du district de *Montréal*, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Lafontaine* propose, secondé par M. *David*, Que cette Chambre concoure dans le quatrième paragraphe du neuvième rapport du comité permanent des divers bills privés, présenté à cette Chambre le 25 du courant ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Larochelle*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Charles Tanguay* et autres, demandant l'érection de la municipalité de village de *Weedon-Centre*, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Stanislas Tremblay* et autres demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de *Bagotville*, qui lui a été référée de nouveau par votre honorable Chambre, et ne croit pas que les explications données devant lui, par les parties intéressées, sont suffisantes pour lui permettre de rapporter favorablement la dite pétition.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour ériger en municipalité la paroisse de *Sainte-Elizabeth de Warwick*.

Ordonné, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour ériger une certaine partie de la paroisse de *Saint-Janvier de Weedon* en municipalité de village.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 13 de la 41 et 42^{èmes} Victoria, relatif aux assurances sur la vie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte incorporant "La Canadienne" compagnie d'assurance sur la vie"; auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte incorporant "La Canadienne" compagnie d'assurance sur la vie" soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 1er avril 1887, demandant copie de toutes correspondances, règlements, documents, états et rapports du commissaire nommé en vertu de la 43-44 Victoria, chapitre 13, se rapportant au règlement de l'emprunt municipal de *Sainte-Cécile de Beauharnois*. (Documents de la Session, No. 60.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 1er avril 1887, demandant copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, l'agent des terres de *Waterloo*, *Robert Brack* et autres, concernant le lot No. 25, 2ème rang de *Grantham*, et tous documents se rattachant à cette affaire. (Documents de la Session, No. 61.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 12 avril 1887, demandant : 1. Copie des instructions données au conducteur des travaux de colonisation exécutés durant l'été et l'automne de 1886, dans la route appelée "route d'*Eusèbe Arseneau*" sur la terre d'*Alfred Trélat*, dans la paroisse de *Saint Charles de Caplan*, dans le comté de *Bonaventure*.

2. Copie des résolutions passées par le conseil de la municipalité de *Saint-Charles de Caplan* à propos de cette route.

3. Un état détaillé des sommes dépensées pour les travaux, etc., faits dans cette route et le nom du conducteur des travaux. (Documents de la Session, No. 62.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente d'une certaine propriété appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant *J.-B. L'Heureux* à construire un pont sur la rivière *Yamaska*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte autorisant la construction d'un pont de péage sur la branche sud de la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Pie*,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend alors le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. *Tadlon* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, pour les besoins du service public, mais regrette que le gouvernement persiste à condamner la politique de progrès suivie dans cette province depuis 1867.

Que cette Chambre est d'opinion que cette politique méritait, comme de fait, elle a obtenu l'approbation de l'immense majorité des électeurs de la province.

Que cette politique de progrès a favorisé les intérêts commerciaux, manufacturiers et agricoles de la province de *Québec*, en assurant la construction d'un vaste réseau de voies ferrées, notamment le chemin de fer du Nord, de *Québec* à *Ottawa*, le chemin de fer de *Québec* au lac *Saint-Jean*, le chemin de fer *Lévis* et *Kennébec* et le *Québec Central*, le chemin de fer du Sud-Est, ceux des *Piles*, de *Fraserville* à *Edmunston*, de la *Baie des Chaleurs*, du Nord de *Montréal*, de la *Gatineau* et de la jonction de *Pontiac* et *Pacifique*.

Que plusieurs des membres du gouvernement actuel sont responsables et solidaires de cette politique large et véritablement nationale.

Que cette Chambre est d'opinion que la dette contractée pour construire et subventionner le réseau de chemin de fer dont la province a été dotée depuis la Confédération a été créée dans l'intérêt public.

Que plusieurs de ces chemins de fer ainsi subventionnés, au montant de plusieurs millions de piastres, notamment ceux de *Québec* au *Lac Saint-Jean*, des *Piles*, du nord de *Montréal*, de *Lévis* et de *Kennébec*, de *Fraserville* à *Edmunston*, de la *Baie des Chaleurs*, ouvriraient une immense étendue de terres encore incultes à la colonisation.

Que le gouvernement actuel a admis que cette politique de chemins de fer, si avantageuse à la province, avait été la cause de la création de la plus grande partie de la dette provinciale ; que cette admission se trouve dans les lignes suivantes du discours du Trône :

“ La construction d'une immense voie ferrée et celle des édifices parlementaires, du palais législatif et du palais de justice à *Québec*, et les subsides généreux, accordés aux compagnies de chemin de fer, ont forcé les gouvernements précédents à recourir à des emprunts considérables durant les dernières douze années. ”

Que le gouvernement précédent a administré avec efficacité et économie les affaires de la province sans recourir à aucun emprunt permanent ; qu'il a réalisé des surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et qu'il a réussi à augmenter considérablement le revenu sans imposer de nouvelles charges aux contribuables.

Que cette Chambre croit devoir exprimer son profond regret de ce que l'Honorable Trésorier ait soumis à cette Chambre des états financiers incorrects et de nature à nuire au crédit de la province. ”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 27 avril 1887.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la province de Québec, appelle *Jules Tessier*, écuyer, membre pour le district électoral de *Portneuf* pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Tessier* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *McShane*, que le député de *Laval*, qui avait alors la parole, ayant répété en anglais un discours qu'il avait déjà prononcé en français et qu'il avait déclaré terminé dans cette langue, il ne peut faire un second discours sur cette même question en français.

M. l'Orateur suppléant maintient l'objection.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et appel étant fait à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR SUPPLÉANT :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR SUPPLÉANT :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>couata,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Tailon, et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—26.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est confirmée.

Et le débat se continuant :

M. Deschênes (*Témiscouata*) propose, seconde par M. Villeneuve, que le débat soit ajourné : et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,	Desjardins,	Johnson,	Owens,
Beauchamp,	Dorais,	Lapointe,	Picard,
Blanchet,	Duplessis,	LeBlanc,	Poupore,
Caron,	Faucher de Saint-	Lynch,	Robertson,
Casgrain,	Maurice,	Martin (Bonaventure),	Spencer,
Charlebois	Flynn,	McIntosh,	Taillon, et
Cormier,	Hall,	Nantel,	Villeneuve.—28.
Deschênes (<i>Témiscouata</i>),			

CONTRE :

Messieurs.

Basinet,	Déchêne (l'Islet),	Larochelle,	Rinfret,
Bernatchez,	Duhamel,	Lemieux,	Robidoux,
Bisson,	Forest,	Lussier,	Rocheleau,
Bourbonnais,	Gagnon,	Martin (Rimouski),	Shekyn,
Boyer,	Girouard,	McShane,	St-Hilaire,
Brassard,	Gladu,	Mercier,	Sylvestre
Cameron,	Lafontaine,	Morin,	Tessier.
Cardin,	Laliberté,	Murphy,	Trudel, et
David,	Lareau,	Pilon,	Turcotte.—36.

Ainsi il est résolu négativement.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la province de Québec, appelle R.-F. Rinfret dit Malouin, écuyer, membre pour le district électoral de Québec-Centre, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Rinfret dit Malouin prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et le débat se continuant ;

Objection est faite par l'Honorable M. Gagnon, que M. Martin (Bonaventure) ayant discontinué de parler pour entrer en conversation particulière prolongée avec le député du comté de Laval, il ne lui est pas permis de prendre la parole.

M. l'Orateur suppléant maintient l'objection.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et appel étant fait à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR SUPPLÉANT :

Messieurs.

Bazinet,	Duhamel,	Larochelle,	Rinfret,
Bernatchez,	Forest,	Lemieux,	Robidoux,
Bisson,	Gagnon,	Martin (Rimouski),	Rocheleau,
Bourbonnais,	Girouard,	McShane,	Shehyn,
Boyer,	Gladu,	Mercier,	Sylvestre,
Cameron,	Lafontaine,	Morin,	Tessier,
Cardin,	Laliberté,	Murphy,	Trudel and
Déchène (L'Islet),	Lareau,	Pilon,	Turcotte.—32.

CONTRE :

Messieurs

Baldwin,	Desjardins,	Johnson,	Owens,
Beauchamp,	Dorais,	Lapointe,	Picard,
Blanchet,	Duplessis,	LeBlanc,	Poupore,
Caron,	Faucher de Saint-	Lynch,	Robertson,
Casgrain,	Maurice,	Martin (Bonaventure),	Spencer,
Charlebois,	Flynn,	McIntosh,	Taillon et
Cormier,	Hall,	Nantel,	Villeneuve.—23.
Deschênes (Témiscouata),			

Ainsi la décision de M. l'Orateur suppléant est confirmée.

Et le débat se continuant de nouveau.

Et objection étant faite par l'Honorable M. Gagnon, que M. Picard, qui a la parole, ne se restreint pas dans son discours à discuter l'amendement qui est maintenant devant la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Sur la proposition que la Chambre se forme en comité des subsides, la discussion peut embrasser les questions diverses se rattachant à la politique du gouvernement ; une grande latitude étant toujours accordée dans cette occasion. Mais quand un amendement a été proposé à cette motion, la discussion doit être restreinte au sujet de l'amendement. (Bourinot, pages 479 et 480.)

" En conséquence, je maintiens l'objection, et je prie l'honorable député de se limiter à discuter les sujets contenus dans l'amendement.

" Je ne lui refuserai pas cependant une certaine latitude pour répondre aux arguments de ceux de ses adversaires qui, dans le débat, auraient dépassé cette limite."

M. Caron propose, secondé par M. Lapointe, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et un débat s'en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Boyer,—la Pétition de D. Maguire et autres, de la ville de Saint-Jean.

Par M. Hall,—la Pétition de John Fraser, de la cité de Montréal,—et deux Pétitions de The Protestant Ministerial Association of Montreal.

Par M. Rocheleau,—la Pétition du Révérend J. Primeau et autres, de Boucherville.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le bureau provincial de médecine à admettre Théodule L'Ecuyer au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour régulariser la cléricature de Théodule L'Ecuyer."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de Salaberry de Valleyfield, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de Saint-Jean et d'Iberville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant la Corporation des huissiers du district de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautuil, et M. *Lussier* fait apport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui, Quo cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

La Chambre reprend alors le débat sur l'amendement proposé, hier, à la motion portant, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fautuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.) lequel amendement était, — que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre est prête à voter le subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public, mais regrette que le gouvernement persiste à condamner la politique de progrès suivie dans cette province depuis 1867.

Que cette Chambre est d'opinion que cette politique méritait, comme de fait, elle l'a obtenu, l'approbation de l'immense majorité des électeurs de la province.

Que cette politique de progrès a favorisé les intérêts commerciaux, manufacturiers et agricoles de la province de Québec, en assurant la construction d'un vaste réseau de voies ferrées; notamment le chemin de fer du Nord, de Québec à Ottawa, le chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean, le chemin de Lévis et Kennébec et le Québec Central, le chemin de fer du Sud-Est, ceux des Piles, de Fraserville à Edmunston, de la Baie des Chaleurs, du Nord de Montréal, de la Gatineau et de la Jonction de Pontiac et Pacifique.

Que plusieurs des membres du gouvernement actuel sont responsables et solidaires de cette politique large et véritablement nationale.

Que cette Chambre est d'opinion que la dette contractée pour construire et subventionner le réseau de chemins de fer dont la province a été dotée depuis la Confédération a été créée dans l'intérêt public.

Que plusieurs de ces chemins de fer ainsi subventionnés, au montant de plusieurs millions de piastres, notamment ceux de Québec au Lac Saint-Jean, des Piles, du Nord de Montréal, de Lévis et de Kennébec, de Fraserville à Edmunston, de la Baie des Chaleurs, ouvriront une immense étendue de terres encore incultes à la colonisation.

Que le gouvernement actuel a admis que cette politique de chemins de fer, si avantageuse à la province, avait été la cause de la création de la plus grande partie de la dette provinciale; que cette admission se trouve dans les lignes suivantes du discours du Trône :

"La construction d'une immense voie ferrée et celle des édifices parlementaires, du palais législatif et du palais de justice à Québec, et les subsides généreux accordés aux compagnies de chemin de fer, ont forcé les gouvernements précédents à recourir à des emprunts considérables durant les dernières douze années."

Que le gouvernement précédent a administré avec efficacité et économie les affaires de la province sans recourir à aucun emprunt permanent; qu'il a réalisé des surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et qu'il a réussi à augmenter considérablement le revenu sans imposer de nouvelles charges aux contribuables.

Que cette Chambre croit devoir exprimer son profond regret de ce que l'Honorable Trésorier ait soumis à cette Chambre des états financiers incorrects et de nature à nuire au crédit de la province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes (Timis-</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>couata),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazin,</i>	<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>David,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret.</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire exécuter l'acte des manufactures de *Québec*, 48 *Victoria*, chapitre 33 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Boyer informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 28 Avril 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Casgrain,—la Pétition de *Joseph Hamel* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. Cameron,—la Pétition de *The Quebec Young Men's Christian Association* ;
et la Pétition *The Protestant Ministerial Association of Montreal*.

Conformément à l'Ordre du Jour les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *F.-V. Sherriff* et autres,—de *J.-M. Brown* et autres,—de *H.-H. Smith* et autres,—de *Roderick McKenzie* et autres,—de *Robert McLeod* et autres,—de *N.-D. Hitchcock* et autres,—de *S.-J. Bangs* et autres,—de *William Thompson* et autres,—de *J. N. Kilgour* et autres,—de *Thomas Christie* et autres,—du Révd. *M. Pratt* et autres,—de *J.-W. Gorland* et autres,—de *Thomas Chapman* et autres,—de *Alexander Scott* et autres,—de *H.-M. Jackson* et autres,—de *T.-H. Bissett* et autres,—de *Adam Reay* et autres,—de *James T. Gillies* et autres,—de *John Burnett* et autres,—de *James Fleck* et autres,—de *R. Smith* et autres,—de *James Curran* et autres,—de *L.-W. French* et autres,—de *V. Corey* et autres, tous représentants des branches de "*The Montreal Auxiliary of the British and Foreign Bible Society* ; " demandant respectivement que le Bill relatif au serment et à l'administration du serment, ne devienne pas loi.

De *Solomon Ramsay* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean*, district d'*Iberville* ; demandant que le Bill incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean* et d'*Iberville*, ne devienne pas loi.

De la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montréal* et *Charlevoix* ; demandant que le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer *Québec* et *Saguenay*, ne devienne pas loi.

Du conseil de la Chambre de Commerce de *Québec* ; demandant que certains amendements à la charte de la cité de *Québec* ne deviennent pas loi.

De *L.-E. Morin* et autres, - et de *J.-A. Demers* et autres ; demandant, respectivement, un subside en faveur de la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, et que ce subside soit affecté au paiement de certaines dettes de la compagnie.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Compagnie des tramways de *Montréal*.

Bill pour remettre en force la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée de la Gatineau*.

Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa*.

Ordonné, Que le Bill amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la *Vallée d'Ottawa* et de la *Gatineau* ; et le Bill amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa*, soient renvoyés de nouveau au dit comité.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant le chapitre 83 du Statut 45 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer le crédit mobilier et agricole de *Québec*, " et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Montréal*.

Bill ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage, en rapport avec la succession de feu *Charles Phillips*.

Et Bill amendant la charte de la cité de *Montréal*.

M. *Bernatchez*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi le dernier jeudi d'octobre de chaque année comme devant être le jour de la Fête des arbres dans la province de *Québec*.

Votre comité recommande de plus que les arbres qui seront plantés ou fournis par le gouvernement de cette province pour être plantés, devront être achetés de pépiniéristes dans la province de *Québec*.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable M. *Lynch*, du comité spécial sur le Bill pourvoyant à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, et de notaire et de celle d'arpenteur provincial, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Lynch* pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Votre comité recommande de plus, que le nombre additionnel de deux cents copies anglaises et deux cents copies françaises du dit bill soient imprimées pour distribution.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que la Pétition de " *The Quebec Young Men's Christian Association*, " présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte autorisant *Hugh Patton* à construire un pont sur une branche de la rivière des *Prairies*, " sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte autorisant *The New-York Life Insurance Company* " à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec*.

Et Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie dite : *The Dominion Lime Company*. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie dite " *The Dominion Lime Company* " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant " *The New-York Life Insurance Company* " à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec* " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 mars 1887, demandant : 1. Liste des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, indiquant le nombre d'actions souscrites au capital-actions de cette compagnie, le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire, le montant payé sur ces actions par chaque actionnaire, le nombre des actions libérées, émises en vertu du statut 49-50 *Victoria*, chapitre 80, les noms des porteurs de ces actions et le nombre appartenant à chaque porteur, les considérations pour lesquelles ces actions ont été données à chaque porteur.

2. Copie de tous les contrats payés par la Compagnie pour la construction de son chemin de fer et pour l'embranchement de *Matapédia*.

3. Un état du montant des obligations (*bonds*) émises par la Compagnie et du produit de ces obligations, faisant voir comment elles ont été placées et négociées. (Documents de la Session, No. 63.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1887, demandant : 1. Copie des ordres en conseil par lesquels le Lieutenant-Gouverneur en conseil, tel que prescrit par l'acte concernant les chemins de colonisation, a indiqué comme chemins de colonisation les chemins qui ont été faits comme tels, en tout ou en partie, ou ouverts, ou améliorés, depuis le 30 juin 1884 jusqu'au 1^{er} février 1887, distinguant les chemins, en chemins de première, de seconde et de troisième classe.

2. Un état de l'aide municipal donné ou payé pour chaque tel chemin, tel que prescrit par la section 5 de l'acte concernant les chemins de colonisation.

3. Un état faisant voir, pour chaque cas, la coopération exigée par le Lieutenant-Gouverneur, par ordre du conseil, tel que prescrit par la section 6 du dit du dit acte, et fournie par la municipalité et le montant total dépensé sur chaque chemin. (Documents de la Session, No. 64.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 avril 1887, demandant tous arrêtés du conseil, correspondances, rapports, preuves et autres documents se rapportant à la réclamation de la banque Jacques Cartier contre le gouvernement de la province de *Québec*. (Documents de la Session, No. 65.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1887, demandant copie des instructions écrites données à *J.-B. Charleson*, par le département des travaux publics et de l'agriculture ou tout autre département, depuis le 1er février 1887, jusqu'à ce jour. (Documents de la Session, No. 66.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1887, demandant copie de toutes les instructions écrites ou données à *M. Chs. Cyr*, au sujet des dépenses des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*. (Documents de la Session, No. 67.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 18 avril 1887, demandant copie de toutes correspondances et de tous documents échangés entre certaines personnes et le gouvernement, au sujet de l'établissement d'un asile d'aliénés pour les malades protestants et anglais. (Documents de la Session, No. 68.)

Ordonné, Que *M. Gladu* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, concernant la loi des licences de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Hall* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 521 du Code municipal concernant les voitures d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill pour amender les sections 269 et 270 de l'acte électoral de *Québec* de 1875.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Boyer*,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre devant la Chambre, à cette session et tel qu'énoncé dans le discours du Trône, le rapport du commissaire sur la construction, le fonctionnement et la vente du chemin de fer *Q. M. O. & O*?

Réponse par l'Honorable *M. Mercier*,—Oui, l'impression de ce rapport est commencée et poussée avec toute la célérité possible.

Par l'Honorable M. Lynch,—M. J.-B. Rouillard est-il actuellement employé par le gouvernement ? Si oui, depuis quand, et en vertu de quelle autorité ? S'il est employé, en quelle capacité ; quels sont ses devoirs et quel est son salaire ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier,—Non.

Sur motion de l'Honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en conseil No. 337, du 14 août 1886, acceptant la déclaration de la part de la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* optant pour la conversion de son subside en terres en un subside en argent, en conformité de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Brassard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la requête adressée par les membres de la corporation du collège commercial de *Varenes* au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour obtenir une subvention.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant quelles sommes d'argent ont été remises au gouvernement, par le Shérif du district d'*Iberville*, durant les trois dernières années en rapport :

1. Avec la taxe collectée par lui sur les saisies et ventes d'immeubles.
2. Avec les intérêts perçus par lui sur les montants déposés entre ses mains comme prix d'adjudication sur telles ventes.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies de toutes correspondances entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres, durant l'année dernière, concernant la destruction illégale de l'orignal et du caribou, et les moyens d'empêcher cette destruction illégale.

Sur motion de l'Honorable M. Lynch, secondé par l'Honorable M. Blanchet,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir mettre devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. les noms et résidences de tous les possesseurs de limites dans la province de *Québec*.

2. Les dates auxquelles ces limites ont été respectivement acquises, ainsi que leur étendue.

3. Le montant payé pour telles limites dans chaque cas.

4. Le montant total payé comme rente foncière pour chaque telles limites, depuis la date de leur concession respective.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Brassard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée en 1877, entre le gouvernement et le percepteur du district judiciaire de *Montmagny* ou toutes autres personnes, concernant l'octroi d'une licence pour détailler des liqueurs spiritueuses, etc., etc., à M. *Joseph Picard*, marchand, en la paroisse de *Saint-Pierre* de la Rivière du Sud, comté de *Montmagny*.

M. Casgrain propose, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous documents et correspondances relatifs à la destitution de W.-C. Languedoc, écuyer, avocat, comme interprète de la cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, pour le district de Québec.

Et un débat s'en suivait ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin

Vendredi, 29 avril, 1887.

Et la question étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'Honorable Secrétaire Provincial Gagnon présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 avril 1887, demandant copie de tous documents et correspondances relatifs à la destitution de W.-C. Languedoc, écuyer, avocat, comme interprète auprès la Cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, pour le district de Québec (Documents de la Session, No. 66.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 29 Avril 1887.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De "The Protestant Ministerial Association" de Montréal; demandant que le Bill incorporant "La Compagnie de Jésus," ne devienne pas loi.

De "The Protestant Ministerial Association" de Montréal; demandant des amendements à la loi des licences.

De D. Maguire et autres, de la ville de Saint-Jean; demandant que la clause 13 du bill incorporant "La Compagnie hydraulique et manufacturière de Saint-Jean et d'Iberville," ne devienne pas loi.

De John Fraser, de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte déclarant que l'Edit de 1743 de Louis XV, Roi de France, enregistré au Conseil Supérieur, est encore en vigueur dans cette province.

L'Honorable M. Turcotte, du comité permanent de divers bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill de Conseil Législatif, intitulé: Acte incorporant "La Canadienne" Compagnie d'assurance sur la vie.

Et bill incorporant La Compagnie de Jésus.

Sur motion de l'Honorable M. *Shehyn*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,
Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les résolutions proposées suivantes :

Résolu, 1. Qu'en sus des droits payables en vertu de la section 63 de la loi des licences de *Québec* de 1878, telle que amendée par l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, section 17, il sera payé sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes, excepté pour les fins médicales, une somme additionnelle de dix piastres.

Résolu, 2. Que sur chaque licence de prêteurs sur gages il sera payée la somme de deux cent cinquante piastres.

Résolu, 3. Que chaque infraction à la loi des licences de *Québec* de 1878, et ses amendements, par les porteurs de licences pour la vente des liqueurs enivrantes, sera punissable, pour la première offense, d'une amende de pas moins de trente ni de plus de soixante quinze piastres,—pour la seconde offense, d'une amende de soixante et quinze piastres,—et pour la troisième offense, d'une amende de soixante quinze piastres et la perte de la licence.

Résolu, Que toute personne qui vendra des liqueurs sans licence sera, pour la seconde fois qu'elle aura été convaincue de l'offense, passible d'une amende double à celle imposée la première fois,—et pour la troisième fois, elle sera condamnée à l'emprisonnement, dans la prison commune, pour un terme de pas moins de trois mois ni plus de six.

L'Honorable M. *Shehyn* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 12 avril 1886, demandant un état des recettes et des dépenses de la province depuis le 1er jour de juillet 1886, jusqu'au 1er avril 1887. (Documents de la Session, No 7b.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 18 avril 1887, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance ou documents quelconques, depuis le 9 juin dernier, se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Sorel*, relativement au fonds d'emprunt municipal. (Documents de la Session, No 70.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 21 avril 1887, pour copie des différents reçus signés par le Dr *J. P. Pelletier*, *Joseph Beaulieu*, *Vital Roy* et *Hilary Roy*, gardes-forestiers pour le comté de *Rimouski*, pour tous les montants à eux payés pendant les douze mois expirés le 30 juin 1886; aussi copie des reçus signés par *G. Sylvain*, écri., agent des terres de la couronne, pour tout montant à lui payé pour perception, pour les mêmes douze mois. (Documents de la Session, No 71.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 avril 1887, pour copie de la requête de *M. D. E. Arsenault*, de *Saint-Gervais de Bellechasse*, adressée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil. (Documents de la Session, No 72.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er avril 1887, pour copie de la pétition et de toute correspondance concernant l'octroi d'une charte au "*Megantic Fish and Game Club*"; ainsi que toutes pétitions pour et contre l'octroi de telle charte; et aussi copie du bail consenti au club, l'ordre en conseil et la correspondance qui s'y rapportent. (Documents de la Session, No 73.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 avril, 1887, pour : 1. Les noms, prénoms, profession et lieu de domicile de toutes les personnes employées pour la présente session, comme clercs, messagers ou autrement, tant dans les départements qu'au service de cette Chambre, avec mention de l'emploi et du salaire à chacune de ces personnes.

2. Le nom de la personne ou des personnes qui ont recommandé chacune de ces nominations. (Documents de la Session, No. 74.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté les résolutions de l'Assemblée Législative au sujet de la mesure soumise au Parlement Impérial, à propos de l'Irlande, avec l'amendement suivant : dans le premier paragraphe, après le mot "humanité," tous les mots suivants du dit paragraphe sont retranchés jusqu'au mot " retirée " inclusivement.

M. *Saint-Hilaire*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport : Que le préambule du Bill intitulé : Acte autorisant la Compagnie industrielle du *Canada*, (limitée), à construire un chemin de fer depuis un point dans le canton de *Templeton*, jusqu'à un autre point dans les environs de la hauteur des terres, n'est pas prouvé à sa satisfaction pour les raisons suivantes :

Que cette compagnie, ayant sa charte par lettres patentes du gouvernement fédéral, aurait dû procéder pour obtenir les pouvoirs qu'elle demande à cette législature au nom de ses membres individuels comme pétitionnaires, au lieu d'avoir procédé en son nom corporatif ; votre comité est d'opinion que cette législature n'a pas le droit d'intervenir en pareille matière ; et que donner à cette compagnie le droit de construire le chemin de fer projeté serait ruiner deux autres compagnies qui sont en état de construire deux chemins de fer partant à peu près du même endroit.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants :

Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée Gatineau*, et Bill amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa*, référés de nouveau à ce comité par votre honorable Chambre, et fait rapport de ces Bills avec les amendements faits à sa dernière séance.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport, que le préambule du Bill intitulé : Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Saguenay*, n'est pas prouvé à sa satisfaction, une autre compagnie sérieuse existant pour promouvoir le même projet.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes suivantes, savoir : Pour le département du secrétaire provincial, \$1,500.00 ; département du registraire, \$750.00 ; département de l'agriculture et des travaux publics, \$3,050.00 ; département de l'instruction publique, \$400.00 ; dépenses contingentes spéciales, \$500.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice, savoir : Insuffisance du crédit pour faire face aux bordereaux de paie, etc., au 30 juin 1887, pour les traitements des shérifs, \$2,850.00 ; protonotaires, etc., \$4,931.00 ; cour d'appel etc., \$720.00 ; honoraires et déboursés des coroners, etc., \$1,499.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix et des magistrats de police ; pour l'année finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles d'industrie et de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt-dix-neuf piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission centrale d'hygiène, C. S. C. chapitre 28, pour payer des dettes contractées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de terrain pour l'agrandissement du Palais de Justice de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Rinfret dit *Malouin* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit ;

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent cinquante et une piastres et soixante et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative, savoir : clercs sessionnels surnuméraires, \$3,262.30 ; messagers sessionnels surnuméraires, \$643.06 ; papeterie, \$1,966.13 ; journaux, \$80.25 ; divers, \$3,000.00 ; impressions, \$8,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour les clercs sessionnels ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et six piastres et soixante sept cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du directeur des chemins de fer, transféré le 1^{er} février 1887, du chapitre des dépenses contingentes, à \$2,000.00 par année, dont \$1,600.00 couvertes par 40 Victoria, chapitre 9, et laissant à voter, \$166.67 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux arrérages de livres de prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour payer des engagements déjà contractés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu*, *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'arpentage par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux pêcheurs en détresse de la Côte Nord du Saint-Laurent ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Boyer rapporte du comité des subsides une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction des nouveaux édifices du parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La dite résolution étant lue la seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill a l'effet d'autoriser la nomination d'une commission royale pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable M. *Shekyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. *Blanchet* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'il soient remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait décidé de confier à une commission royale le soin de rechercher les causes des difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force de la loi passée en 1885, relativement à ces établissements.

Que la création de cette commission entraînera des dépenses considérables qui auraient été évitées si le gouvernement eût assumé la responsabilité qui lui incombe.

Que cette Chambre regrette de plus, que le gouvernement ait décidé de ne pas lui faire connaître les instructions qu'il entend donner à cette commission royale.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.,

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte concernant la transcription des anciens registres de l'état civil" auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de " Le club de raquettes le Trappeur de *Montréal*. "

Et Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu *Antoine Paiement dit Larivière*. "

Sur motion de *M. Rocheleau*, secondé par *M. Lussier*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte concernant la transcription des anciens registres de l'état civil " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie des tramways de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Beauchamp* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ait décidé de confier à une commission royale le soin de rechercher les causes des difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force de la loi passée en 1885 relativement à ces établissements.

Que la création de cette commission entrainera des dépenses considérables qui auraient été évitées, si le gouvernement eût assumé la responsabilité qui lui incombe.

Que cette Chambre regrette de plus, que le gouvernement ait décidé de ne pas lui faire connaître les instructions qu'il entend donner à cette commission royale. "

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 30 avril 1887.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Blanchet,
Caron,
Casgrain,
Charlebois,

Cormier,
Desjardins,
Dorais,
Duplessis,
Faucher de Saint-
Maurice.

Flynn,
Lapointe,
LeBlanc,
Lynch,
Martin (Bonaventure),
McIntosh,

Nantel,
Owens,
Picard,
Spencer et
Taillon.—22.

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte. — 30.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Larochele,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des débats de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 2. Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture, 3 à \$800 chacune ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture pour les aider à établir des beurrieres et des fromageries, 3 à \$1000 chacune, payables en 3 ans, troisième et dernier versement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 5. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurrieres et fromageries, traitements et dépenses de voyage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 8. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des édifices publics etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Ecole Normale *McGill*, pour agrandir la bâtisse en usage pour l'école primaire, la bâtisse actuelle étant trop petite et malsaine ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 11. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de nouvelles fondations au palais de justice et prison d'*Arthabaska* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 12. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'appareils de chauffage dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 13. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 14. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 15. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centims soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le *Fautefil*, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné. Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu. Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Samedi, 30 Avril 1887.

Onze heures A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hall,—la Pétition de W. S. Walker et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Hamel et autres, de la cité de Québec; demandant que certains amendements à la charte de la cité de Québec ne deviennent pas loi.

Du Révérend J. Cormichael et autres, représentant "The Protestant Ministerial Association," de Montréal; demandant des amendements à la loi des licences.

M. Spencer, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de "The Young Men's Christian Association," de Québec, demandant des amendements à sa charte et a trouvé que les avis donnés sont suffisants.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au 7 de mai prochain inclusivement.

Ordonné, Que les règles 49, 53 et 57 de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill amendant l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*, et plaçant les biens fonds appartenant à l'association entre les mains de fidéi-commissaires.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte électoral de Québec.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Tessier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 953 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Déchène (*l'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour abroger la section 10 du chapitre 4 de l'acte 34 Victoria et la section 13 du chapitre 6 de l'acte 35 Victoria.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relativement à la réclamation de la banque Jacques-Cartier contre le Gouvernement de la province de Québec.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions touchant les licences, étant appelé ;

L'Honorable M. Shehyn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'en sus des droits payables en vertu de la section 63 de la loi des licences de Québec de 1878, telle que amendée par l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, section 17, il sera payé sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes, excepté pour les fins médicales, une somme additionnelle de dix piastres.

Résolu, 2. Que sur chaque licence de prêteurs sur gages il sera payé la somme de deux cent cinquante piastres.

Résolu, 3. Que chaque infraction à la loi des licences de Québec de 1878, et ses amendements, par les porteurs de licences pour la vente des liqueurs enivrantes,

sera punissable, pour la première offense, d'une amende de pas moins de trente ni de plus de soixante piastres,—pour la seconde offense, d'une amende de soixante et quinze piastres,—et pour la troisième offense, d'une amende de soixante et quinze piastres et la perte de la licence.

Résolu, 4. Que toute personne qui vendra des liqueurs sans licence sera, pour la seconde fois qu'elle aura été convaincue de l'offense, passible d'une amende double à celle imposée la première fois,—et pour la troisième fois, elle sera condamnée à l'emprisonnement, dans la prison commune, pour un terme de pas moins de trois mois ni plus de six mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'en sus des droits payables en vertu de la section 63 de la loi des licences de Québec de 1878, telle que amendée par l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, section 17, il sera payé sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes, excepté pour les fins médicales, une somme additionnelle de dix piastres.

Résolu, 2. Que sur chaque licence de prêteurs sur gages il sera payé la somme de deux cent cinquante piastres.

Résolu, 3. Que chaque infraction à la loi des licences de Québec de 1878, et ses amendements, par les porteurs de licences pour la vente des liqueurs enivrantes, sera punissable, pour la première offense, d'une amende de pas moins de trente ni de plus de soixante et quinze piastres,—pour la seconde offense, d'une amende de soixante et quinze piastres,—et pour la troisième offense, d'une amende de soixante et quinze piastres et la perte de la licence.

Résolu, 4. Que toute personne qui vendra des liqueurs sans licence sera, pour la seconde fois qu'elle aura été convaincue de l'offense, passible d'une amende double à celle imposée la première fois,—et pour la troisième fois, elle sera condamnée à l'emprisonnement, dans la prison commune, pour un terme de pas moins de trois mois ni plus de six mois.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un Bill concernant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill à l'effet d'autoriser la nomination d'une commission royale pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Rinfret dit Malouin fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. *Lynch*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants qu'il rapporte à votre honorable Chambre sans amendement :

Bill amendant les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université et changeant ce nom en celui de " La Maternité de *Montréal*."

Bill amendant l'acte incorporant " Le cimetière de *Mount Hermon*."

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Québec*.

Bill autorisant *The Imperial Fire Insurance Company* à passer des contrats, à poursuivre et à être poursuivi, dans la province de *Québec*, au nom de la Compagnie et pour d'autres fins.

Votre comité est de plus convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au 7 de mai prochain inclusivement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant les Statuts refondus de la province de *Québec*," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant les statuts refondus de la province de *Québec*," lequel est lu deux fois, et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 2 Mai 1887.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *W. S. Walker* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte 48 Victoria, chapitre 74, à l'effet de protéger les propriétaires, dans les cas de chemins de fer aériens.

M. *Gladu*, du comité permanent des Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné le Bill intitulé : " Acte pour amender le Code civil, le Code de procédure civile et certains statuts qui affectent ces mêmes codes, " et qu'il le rapporte avec des amendements.

Votre comité a aussi examiné le Bill intitulé : " Acte amendant l'acte concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, " et le Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 232 du Code de procédure civile, " et il les rapporte sans amendement.

Enfin, votre comité fait rapport qu'il n'a pas admis le principe du Bill intitulé : " Acte concernant la procédure en matières commerciales " non plus que le principe du Bill intitulé : " Acte pour amender la constitution de la Cour supérieure, siégeant en révision. "

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de *Notre-Dame de Granby*.

Et Bill incorporant l'Union Nationale Française et de Refuge.

Ordonné, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill concernant les commis voyageurs et les marchands ambulants et pour abolir les taxes municipales maintenant prélevées sur eux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 mars 1887, pour : 1. Un état de toutes les sommes d'argent données pour la colonisation dans le comté de *Bonaventure*, en 1878 et 1879.

2. Une liste des noms de tous les conducteurs de travaux, avec les différents montants employés par chacun d'eux, durant cette même période. (Documents de la Session, No. 75.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 avril 1887, pour : 1. Etat des sommes d'argent octroyées depuis le 1er juillet 1886, pour les fins de la colonisation, dans le comté de *Joliette*.

2. A qui ces sommes ont été payées et à quelle date.

3. Pour quelles paroisses du comté de *Joliette* ces sommes ont été octroyées. (Documents de la Session, No. 76)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 19 avril 1887, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec* et les propriétaires des asiles d'aliénés en cette province, concernant la loi, chapitre 34, de la 48ème Victoria ; aussi, copie des règlements faits par le bureau médical de chacun des asiles de *Saint-Jean de Dieu* et de *Beauport*, sous l'autorité de cette loi, et généralement copie de tous documents se rattachant à cette loi. (Documents de la Session, No. 77.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 avril 1887 demandant copie de l'ordre en conseil No. 337, du 14 août 1886, acceptant la déclaration de la part de la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* optant pour la conversion de son subside en terres en un subside en argent, en conformité de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76. (Documents de la Session, No. 78.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 avril 1887, pour copie de toute correspondance au sujet de la construction du chemin de fer *Montréal et Occidental*, depuis le 22 avril 1885, jusqu'au 7 mars 1886. (Documents de la Session, No. 79.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 22 avril 1887, demandant copie de la pétition de droit accordée à *John Langelier*, en novembre 1884, et de toute la correspondance échangée entre lui et ses avocats d'une part, et le gouvernement ou aucun des membres du gouvernement, de l'autre part. (Documents de la Session, No. 80.)

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le treizième rapport du comité permanent des divers bills privés et dans le dixième rapport du comité permanent des ordres permanente.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour remettre en force la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte 45 Victoria, chapitre 85 intitulé : " Acte incorporant le crédit mobilier et agricole de *Québec* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 45 Victoria, chapitre 85, concernant le crédit mobilier et agricole de *Québec*. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage en rapport avec la succession de feu *Charles Phillips* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte incorporant " la Canadienne " compagnie d'assurance sur la vie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la Vallée de la *Gatineau* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lapointe* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Villeneuve* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université et changeant ce nom en celui de " La Maternité de *Montréal* ; " et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte d'incorporation du cimetière *Mount Hermon*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McIntosh* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Québec*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Compagnie dite "*The Imperial Fire Insurance Company*," à contracter, à poursuivre et être poursuivie dans la province de *Québec* au nom de la compagnie, et pour d'autres fins; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Baldwin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie de Jésus étant lu;

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*, que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil;

M. *Casgrain* propose comme amendement, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Attendu que la Compagnie de Jésus qui demande un acte d'incorporation par le présent Bill est une communauté religieuse;

Attendu que Son Eminence le Cardinal Taschereau, et six autres Archevêques et Evêques Catholiques Romains de la province ecclésiastique de *Québec*, ont signifié leur désir que l'adoption de ce Bill soit remise pour leur permettre d'en considérer les dispositions;

Il soit *Résolu*, Que cette Chambre ne se forme pas en comité général maintenant sur ce Bill, mais dans six mois.

Et un débat s'en suivant ;

L'Honorable M. Flynn propose, secondé par M. Desjardins, Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :—

POUR :

Messieurs

<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>couata),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer.—16.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Gagnon,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Cormier,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dukamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Trudel, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Villeneuve.—34.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>couata),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer.—16</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Gagnon,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Cormier,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bazinet,</i>	<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dukamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Villeneuve.—34.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 3 Mai 1887.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Tessier fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité, soit pris en considération, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Poupore, — Quel est le montant de rente foncière, par mille carré, payé pour les limites, dans la province d'Ontario ?

Quelle proportion de territoire sous licence, en cette province, est maintenant exploitée ?

Quelle proportion de ce territoire sous licence, est réputée boisée en épinette et en pin respectivement ?

Réponse par l'Honorable M. Gagnon, — 1. Le gouvernement n'est pas en mesure de répondre à cette question.

2. La proportion approximative des limites boisées en pin et en épinette, actuellement sous licence de coupe de bois, est comme suit : Boisées en pin, 69 par cent égale à 32,364 milles carrés. Boisées en épinette 41 par cent égale à 14,524 milles carrés.

Cette proportion est déduite des comptes rendus des opérations forestières de l'année 1885-86.

3. Superficie des limites à bois qui n'ont jamais été exploitées depuis la date de leur octroi : 14,197 et un tiers milles carrés.

Par M. Bernatchez, — Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi, pendant cette session, de manière à permettre au gouvernement de distraire des limites, les lots classés comme terres à bois de chauffage, afin de pouvoir les vendre aux particuliers ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier, — Cette question est sous considération.

Par l'Honorable M. Blanchet, — Quelles sont les sommes payées par le gouvernement pour les patients publics internés aux asiles de Beauport, de Saint-Jean de Dieu et de Saint-Ferdinand d'Halifax, chaque année, et à chacun de ces établissements depuis 1880-81, jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'Honorable M. Sheehy, — Paiements à l'Asile de Beauport :

Année:—1880-81.....	\$120,794 83
1881-82.....	148,020 92
1882-83.....	144,060 42
1883-84.....	118,293 11
1884-85.....	126,886 16
1885-86.....	124,464 87
1886-87 jusqu'au 29 avril.....	107,412 45
	<hr/>
	\$889,932 76

Paievements à l'Asile *Saint-Jean de Dieu* :

Année:—1880-81.....	\$ 75,748 50
1881-82.....	81,407 71
1882-83.....	84,074 72
1883-84.....	106,276 78
1884-85.....	98,382 65
1885-86.....	100,401 47
1886-87 jusqu'au 29 avril.....	77,723 04
	<hr/>
	\$624,014 87

Paievements à l'Asile d'*Halifax* :

Année:—1880-81.....	\$ 3,456 67
1881-82.....	3,156 83
1882-83.....	3,864 86
1883-84.....	2,800 63
1884-85.....	2,076 11
1885-86.....	4,599 08
1886-87 jusqu'au 29 avril.....	3,585 50
	<hr/>
	\$23,539 68

Par M. *Pilon*.—Combien de fois le bureau de la trésorerie institué par la 46ème Victoria, chapitre 4, section 15, a-t-il siégé? Un salaire est-il accordé au secrétaire de ce bureau? Si oui, quel est ce salaire, et sur quelle appropriation est-il payé?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*.—1 Une fois.

2. Oui.

3. Quatre cents piastres par année à même les appropriations pour dépenses contingentes du bureau de la trésorerie, sous l'autorité des Ordres en conseil No 285 du 28 juillet 1882 et No 604 du 22 décembre 1883.

Par M. *Deschênes (Témiscouata)*.—Le gouvernement est-il disposé à réintégrer dans leurs fonctions de gardes-forestiers pour la division *Grandville*, les MM. *Jules Bélanger* et *Lotus Pelletier*?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Non.

Par M. *Casgrain*.—Le gouvernement a-t-il cessé de considérer s'il va abroger ou modifier l'acte 49 50 Victoria, chapitre 27, de cette province, intitulé: "Acte relatif au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire?"

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Non, pas encore; il convient de bien connaître les vues des autorités religieuses et du corps enseignant en général sur cette loi, avant de faire quoi que ce soit à cet égard.

Par M. *Hall*.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer le bureau d'émigration à *Montréal*?

2. Et si oui, est-ce son intention de garder M. *John Lespérance* comme agent.

Réponse par l'Honorable M. *McShane*.—Ce bureau sera probablement continué mais les dépenses en seront considérablement diminuées. Quant à M. *Lespérance*, le gouvernement fera ce qu'il croira être dans l'intérêt public.

Par M. *Desjardins*.—Quelles sommes sont dues au gouvernement par la cité de *Québec* et pour quelles causes?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*.—

Fonds de bâtisses et de jurés.....	\$ 5,112 00
Maintien des aliénés.....	17,705 51
“ des prisons communes.....	7,407 45
Taxe du palais de justice de <i>Québec</i>	16,000 00

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 3 mai 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Hall*.—la Pétition de *L.-Z. Beaudry* et autres, marchands des *Trois-Rivières*.—la Pétition de *Félix Gourdeau* et autres, marchands de *Québec*.—la Pétition de *Thomas May & Cie* et autres, marchands de *Montréal*.—et la Pétition de *A. Paton* et autres, marchands de *Sherbrooke*.

Par M. *Rocheleau*.—la Pétition de *C.-A. Demers* et autres, de la paroisse de *Boucherville*.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill érigeant une certaine partie de la paroisse de *Saint-Janvier* de *Weedon* en municipalité de village et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Blanchet*, Ordonné, Que le Bill incorporant la Compagnie générale de fidéi-commis du *Canada* soit renvoyé de nouveau au comité permanent des divers bills privés.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 avril 1887, pour copie du Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie relativement aux dernières élections générales, dans la province, avec la date des rapports des officiers rapporteurs de chaque comté, et la date de la publication de l'élection de chaque député, des notes explicatives, dans chaque cas, sur les causes du retard, et les noms et résidences des officiers rapporteurs. (Documents de la Session, No. 81.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 avril 1887, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le Révd. M. *Perrault*, relativement à un octroi d'argent au collège de *Sainte-Genève*, comté de *Jacques-Cartier*. (Documents de la Session, No. 82.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'assemblée Législative, du 20 avril 1887, demandant : 1. Copie de la correspondance échangée entre *C. F. Langlois*, écuyer, et le gouvernement de la province, au sujet du township de *Buckland*, et aussi de la concession faite à M. *Langlois* de divers lots du township de *Buckland*.

2. La liste des lots dans le township de *Buckland* concédés par la Couronne, la désignation par numéros, tenants et aboutissants, le nom des personnes auxquelles chaque lot a été concédé ; le prix de concession, la date de la concession et les conditions de la concession.

3. La liste des lots, désignés comme susdit, qui appartiennent encore à la Couronne, dans le township de *Buckland*.

4. Copie de la correspondance entre le gouvernement de Sa Majesté et M. *Bellingham*, ancien député d'*Argenteuil*, à propos de certaine terres situées dans le township de *Buckland*. (Documents de la Session, No. 84.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 avril 1887, pour copie de toute correspondance échangée en 1877, entre le gouvernement et le percepteur du district judiciaire de *Montmagny* ou toutes autres personnes, concernant l'octroi d'une licence pour détailler des liqueurs spiritueuses, etc., etc., à M. *Joseph Picard*, marchand, en la paroisse *Saint-Pierre Rivière du Sud*, comté de *Montmagny*. (Documents de la Session, No. 84.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, appuyé par l'Honorable M. *Lynch*,

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans l'amendement fait par le Conseil Législatif au premier paragraphe des résolutions adoptées par cette Chambre le 18 avril dernier, au sujet de la mesure soumise au Parlement Impérial concernant l'Irlande.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Shehyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par M. *Casgrain*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire constater que le parti libéral s'est toujours déclaré contre le maintien du Conseil Législatif.

Que le cabinet actuel qui représente ce parti, répudie maintenant cet article de son programme.

Qu'une semblable répudiation de principe sur un sujet aussi important dans le but de se maintenir au pouvoir, est contraire aux saines traditions de parti et à l'esprit de la constitution.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à Montréal, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill incorporant la Compagnie de Jésus, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise au vote, que le Bill passe et que le titre soit : " Acte incorporant la Compagnie de Jésus ", la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Sylvestre fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Union Nationale française et de refuge ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question; soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire constater que le parti libéral s'est toujours déclaré contre le maintien du Conseil Législatif.

Que le cabinet actuel, qui représente ce parti, répudie maintenant cet article de son programme.

Qu'une semblable répudiation de principes sur un sujet aussi important dans le but de se maintenir au pouvoir, est contraire aux saines traditions du parti et à l'esprit de la constitution."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel.</i>	<i>Villeneuve.—21.</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Flynn,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Déchêne (L'Islet.)</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>David,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 4 Mai 1887.

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouvel hôtel du parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouveau palais de justice de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour construire une Cour de Circuit dans le comté de Kamouraska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de timbres, licences etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant d'aliénés, Montréal, en vertu de la résolution de l'Assemblée Législative du 13 mai 1885 ; \$15,000.00 étant un emprunt à 5 pour cent d'intérêt, à rembourser en dix versements annuels, le premier payable au bout de cinq ans à dater de l'emprunt, les autres \$10,000.00 à rembourser sur le produit de la vente de la ferme Leduc, mise de côté pour cet asile, pendant un certain nombre d'années, mais trouvée impropre à cette fin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Compagnie des chemins macadamisés du comté de Beauharnois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime du Saguenay, \$15,000 payables \$3000 par année pendant 5 ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour acquitter des comptes à payer pour la construction du chemin de fer Q. M. O. et O. (déjà voté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des réclamations, frais d'exploitation du Q. M. O. et O. (déjà voté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Rinfret dit Malouin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Rinfret dit Malouin informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le bill concernant la loi des licences de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 4 mai 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lafontaine,—la Pétition de la municipalité du village de la Côte Saint-Louis.

Par M. Hall,—la Pétition de la chambre de commerce de Montréal.

Par M. Murphy,—deux Pétitions de la chambre de commerce de Québec.

M. Lareau, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill amendant l'acte incorporant "*The Québec Young Men's Christian Association*," et plaçant les biens-fonds appartenant à l'association entre les mains de fidéicommissaires.

Et Bill pour amender l'acte 45 Victoria, chapitre 103.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill érigeant la paroisse de *Sainte-Elizabeth* de *Warwick* en municipalité.

Et Bill amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les actes qui l'amendent," et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 57, amendant le dit acte."

M. Casgrain, du comité permanent de Législation et lois expirantes présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre, qu'il a examiné le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte électoral de Québec," et qu'il le rapporte sans amendement.

Qu'il a aussi examiné le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des élections contestées" et le Bill intitulé : "Acte amendant les sections 12 et 21 de l'acte électoral de Québec," et qu'ils les rapporte avec des amendements.

Qu'au sujet du Bill intitulé : "Acte pour amender certains articles du code de procédure civile," votre comité recommande que, vu l'importance des suggestions qui lui sont faites et le nombre de projets de loi qui affectent ce code, une commission soit nommée pour réviser et refondre le code de procédure civile.

M. Casgrain propose, secondé par M. LeBlanc, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Flynn, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Ordonne, Que M. Cameron ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant l'éducation.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la loi des licences de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

M. Beauchamp propose comme amendement, secondé par M. Lapointe, Que tous les mots après "Bill" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions d'amender l'article 6, de manière à en restreindre l'application aux municipalités de cités et de villes."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix;

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Secrétaire Provincial Gagnon présente,—le supplément à la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 avril 1887, demandant tous arrêtés du conseil, correspondances, rapports, preuves et autres documents se rapportant à la réclamation de la Banque Jacques-Cartier contre le gouvernement de la province de Québec. (Documents de la Session, No. 55.)

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport (*Presentment*) des grands jurés du district judiciaire de Montmagny, en date du 26 mars 1886, et autres documents y ayant rapport.

Sur motion de M. Bisfret dit Malouin, secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Union Musicale de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Baldwin, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Association agricole indépendante des comtés de Stanstead et de Compton, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Dorais, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Hôtel Dieu de Nicolet, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Blanchet,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *Hall*, secondé par *M. Johnson*,
Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université et changeant ce nom en celui de "La Maternité de *Montréal*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *M. David*, secondé par *M. Lemieux*,
Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur la Bill incorporant l'association connue sous le nom de Club de Raquettes le Trappeur de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *M. Morin*, secondé par *M. Bisson*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état indiquant le montant d'argent versé dans le coffre public, provenant de la coupe des bois, dans le canton *Callières*, dans le comté de *Charlevoix*, depuis le premier juillet 1883, jusqu'au 1er avril 1887.

2. A quelles dates ces sommes ont été payées, et par quelles personnes elles l'ont été.

3. Quel est le montant payé pour coupe de billots et pour bois de corde.

INTERPELLATIONS AU MINISTRE ET RÉPONSES.

Par *M. LeBlanc*,—Le nommé *Joseph Delaunay*, récemment nommé juge de paix, pour le district de *Trois-Rivières*, est-il le même *Joseph Delaunay*, de la paroisse de *Saint-Etienne*, comté de *Saint-Maurice*, qui a, autrefois, purgé une sentence de six mois de prison, à *Trois-Rivières*, pour faux en écriture ? Si oui, sur l'avis de qui le cabinet actuel a-t-il recommandé la nomination du dit *Joseph Delaunay* à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ?

Réponse par l'Honorable *M. Turcotte*,—1. Le gouvernement a constaté qu'un nommé *Joseph Delaunay*, autrefois de *Saint-Barnabé* et maintenant de *Saint-Etienne*, dans le comté de *Saint-Maurice*, a été, en 1869, condamné à trois mois de prison pour abus de confiance.

Le gouvernement ignore si c'est le même *Joseph Delaunay*, qui a été récemment nommé juge de paix, pour le district de *Trois-Rivières*. Il va s'enquérir de la chose, et si c'est le même son devoir sera de le destituer.

2. La nomination d'un nommé *Joseph Delaunay*, de *Saint-Etienne*, comté de *Saint-Maurice*, comme juge de paix, a été recommandée au cabinet par *L. A. Lord*, *M. P.*, *Yamachiche*, comté de *Saint-Maurice*.

Par *M. Desjardins*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de percevoir la taxe spéciale imposée au district de *Québec*, pour la construction du Palais de Justice de ce district ?

Réponse par l'Honorable *M. Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par *M. Hall*,—Vu le grand nombre de causes d'élections contestées devant la cour supérieure du district de *Montréal*, le gouvernement se propose-t-il de venir en aide aux honorables juges de ce district afin de leur permettre de procéder dans les affaires ordinaires ?

Réponse par l'Honorable *M. Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *LeBlanc*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger le remboursement, par les municipalités des comtés de *Chicoutimi* et *Saguenay*, de la somme de \$20,030,40, et les intérêts sur icelle, dus en vertu du statut de cette province 30 Victoria, chapitre 2 ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *LeBlanc*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire exécuter le jugement rendu contre la municipalité de la ville de *Chicoutimi*, pour frais d'entretien de certains aliénés aux asiles de la Province ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *LeBlanc*,—Est-ce l'intention du gouvernement de maintenir les deux écoles normales, Laval et Jacques-Cartier, telles qu'elles existent aujourd'hui ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question ne s'est pas encore présentée.

Par M. *Desjardins*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'inviter l'Honorable *Edward Blake*, chef de la loyale opposition de Sa Majesté, dans la Chambre des Communes du Canada, à la conférence interprovinciale annoncée dans le discours du Trône ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Nantel*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder la pétition de droit de *F. X. Cimon*, écuyer, membre de la Chambre des Communes, réclamant \$70,000 à compte de la construction de l'hôtel des ministères ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill érigeant une certaine partie de *Saint-Janvier de Weedon* en municipalité de village ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les lois relatives à la cour d'appel et à la cour supérieure est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le Révérend M. G. *Gagné* et le gouvernement ou aucun de ses membres, au sujet d'un registre pour la *Baie des Chaleurs*, de 1759 à 1795.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de la somme totale perçue depuis le premier jour de juillet 1884, de la taxe spéciale imposée au district de Québec, pour l'intérêt et l'amortissement des \$200,000 de débentures, dont l'émission a été autorisée pour prélever une partie des fonds nécessaires au paiement des frais de construction du palais de justice de ce district.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du bill pour annexer le comté de *Bellechasse* au district judiciaire de *Québec*, étant lu ;

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 5 mai 1887.

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par M. *Déchène (L'Isle)*, Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois à compter d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la question.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *Déchène (L'Isle)*, secondé par M. *Sylvestre*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 5 mai, 1887.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la Pétition de A. *Pitt* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *David*,—la Pétition du conseil de la chambre de commerce de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Thomas May* et autres, marchands, de la cité de *Montréal*,—de *Félix Gourdeau* et autres, marchands, de la cité de *Québec*,—de *A. Paton* et autres, marchands, de la cité de *Sherbrooke*,—et de *L. Z. Beaudry* et autres, marchands, de la cité de *Trois-Rivières*; demandant, respectivement, la passation d'un acte pour abolir les taxes municipales prélevées sur les commis voyageurs.

M. Bisson, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le code municipal présente à la Chambre le second rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport :

Qu'un grand nombre de projets de loi et amendements lui ont été soumis, mais qu'il a jugé à propos et prudent de n'admettre que les plus urgents qui sont au nombre de quatorze;—qu'il a réunis dans un seul Bill, intitulé : "Acte pour amender le Code municipal de la province de *Québec*," qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant les conseils municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles; et est d'opinion que les dispositions y contenues peuvent être bonnes en principe, mais paraissent assez difficiles à mettre en pratique, et considère qu'il n'est pas désirable, pour le moment, qu'il soit adopté; il le renvoie en conséquence, comme étant une matière qui demande plus d'étude que votre comité peut en consacrer à cette fin.

Votre comité recommande de plus, que le projet du Bill, intitulé : "Acte pour amender le Code municipal de la province de *Québec*," soit imprimé de nouveau pour distribution.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Lareau, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dix septième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité, conformément à votre ordre de référence du 3 courant, a examiné de nouveau le Bill pour incorporer la Compagnie générale de fidéj-commis du *Canada*, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant le chapitre 94 des Statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : "Acte pour incorporer la société de l'Union Saint Pierre de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Burgis Major* au nombre de ses membres."

Et Bill, intitulé : "Acte amendant l'acte incorporant la société de passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe* et l'acte qu'il l'amende."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Nicolet*" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour considérer une certaine résolution proposée relativement à la réclamation de la banque Jacques-Cartier contre le gouvernement de la province de *Québec*.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que l'Honorable *Thomas McGreevy*, qui a construit pour le compte de la province de *Québec*, la section-est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *Québec* et *Saint-Martin*, a fait valoir en 1881 une réclamation de plus d'un demi million de piastres dont le gouvernement était disposé de reconnaître une partie importante ;

Attendu que le dit Honorable *Thomas McGreevy* a signé, le 2 juin 1881, une traite de cent mille piastres, dans les termes suivants :

“ *Québec*, 2 juin 1881.

“ Honorable J.-A. *Chapleau*,
Commissaire de l'agriculture et des travaux publics,
Québec,

“ Monsieur,

“ Veuillez payer à la banque *Jacques-Cartier*, ou ordre, la somme de cent mille piastres (\$100,000.00,) sur les argents qui peuvent m'être dûs par le gouvernement de la province de *Québec*, pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *Montréal* et *Québec*, pour valeur reçue et débiter mon compte d'autant.

Votre obéissant serviteur,
(Signé,) THOMAS MCGREEVY.”

Attendu que l'Honorable M. *Chapleau* a accepté cette traite, le même jour dans les termes suivants :

“ J'accepte la présente traite et je conviens d'en payer le montant (\$100,000.00) sur les argents qui peuvent être ou devenir dus par le gouvernement de *Québec* à l'Honorable *Thomas McGreevy* pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

(Signé,) J.-A. CHAPLEAU,
“ Commissaire de l'agriculture et des travaux publics.”

“ *Québec*, 3 juin 1881.”

Attendu que le 5 juillet 1881, le dit Honorable M. *Chapleau* écrivit la lettre suivante :

“ *Montréal*, 5 juillet 1881.”

Confidentielle.
“ A. *Desjardins*, Ecr,
Président de la Banque *Jacques-Cartier*,
Montréal.

“ Mon cher Président,

“ Vous me demandez qu'elle est la valeur de la traite de *Thomas McGreevy*, endossée par moi comme commissaire de l'agriculture et des travaux publics.”

“ Voici ma réponse :

“ En livrant au gouvernement le chemin de fer de la rive nord en 1879, M. *McGreevy* demanda que ses réclamations pour la construction de la division-est du Q. M. O. et Q. soient de suite réglées. L'Honorable M. *Joly*, alors premier ministre, accepta cette offre dont le gouvernement actuel prit la responsabilité. “ M. *Light*, l'ingénieur du gouvernement, chargé de faire les estimés de ces réclamations, m'a fait un rapport régulier accordant plus d'un demi million à M. *McGreevy*.

“ J'ai alors fait offrir à l'Honorable M. *McGreevy* de régler pour \$250,000.00 et “ et j'aurais recommandé cette somme pour règlement.

“ Je serais encore prêt à le faire.

“ M. *McGreevy* refusa cette offre et demanda le droit de poursuivre le gouvernement, et ce dernier ne crut pas devoir ouvrir une porte par laquelle trop de monde eut voulu passer.

“ Nous avons accordé un arbitrage où M. *Light* sera le principal témoin du gouvernement.

“ Je n'ai aucun doute que M. *McGreevy* aura de cet arbitrage au moins “ \$250,000.00.

“ Je considère le gouvernement responsable pour plus que le montant de la “ traite de M. *McGreevy* endossée par moi, c'est-à-dire pour plus de \$100,000.00 et “ j'engage le gouvernement à retenir cette somme pour votre banque si elle “ accepte cette traite.

Votre très humble

(Signé,) J.-A. CHAPLEAU,

“ Commissaire d'agriculture et des travaux publics.”

Attendu qu'il paraît évident que, pour escompter la traite de M. *McGreevy*, la banque mit, comme condition, que le gouvernement fit un dépôt de cent mille piastres sur lequel elle paierait un intérêt de quatre pour cent ; ce à quoi l'Honorable M. *Chapleau* consentit.

Attendu que la dite banque avait alors trois dépôts à demande du gouvernement, formant un total de \$188,610.86 ; que ces montants pouvant être retirés à tout instant, la banque voulait se protéger et garder en main une somme suffisante pour couvrir la responsabilité du gouvernement ; attendu que tout étant bien convenu, la dite banque escompta la traite de M. *McGreevy* à six pour cent, et que le 25 janvier 1882, l'Honorable M. *Chapleau* déposa \$100,000.00 à la banque Jacques-Cartier à quatre pour cent d'intérêt, remboursable dans un an.

Attendu que le 14 juin 1882, les trois arbitres, savoir : MM. *Shanly*, *Odell* et *Fleming*, nommés en vertu d'un compromis entre le gouvernement et M. *McGreevy*, accordèrent à M. *McGreevy*, par sentence arbitrale une somme de \$147,473.00, laquelle sentence fut acceptée par le gouvernement par un arrêté en conseil en date du 21 septembre 1882, lequel arrêté en conseil se lit comme suit :

“ No. 376.

“ Concernant la réclamation de l'Honorable *Thomas McGreevy* contre le gouvernement de la province de Québec.

PRÉSENTS ;

L'Honorable M. *Chapleau*,
 " *Loranger*,
 " *Lynch*,
 " *Flynn*,

L'Honorable M. *Pdquet*,
 " *Wurtele*,
 " *Dionne*,

" L'Honorable commissaire des chemins de fer, dans un rapport en date du 21 juin courant (1882) expose que le quatorzième jour de juin courant, MM. *Walter Shanly*, *Chs. Odell* et *Sandford Fleming*, arbitres, experts et amiables compositeurs nommés par ordre en conseil No. 150 du 2 mai 1881 sur la réclamation de l'Honorable *Thomas McGreevy*, provenant de la construction de la partie Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, ont rendu leur sentence arbitrale par laquelle ils ont jugé que le dit Honorable *Thomas McGreevy* était en droit de réclamer du gouvernement de cette province une somme de cent quarante-sept mille quatre cent soixante-treize piastres (\$147,473.00,) laquelle sentence arbitrale a été signifiée au gouvernement et au dit Honorable *Thomas McGreevy*, à *Québec*, le quinzième jour de juin courant.

" Que, par l'ordre de référence aux dits arbitres de la réclamation en question, il est décrété que la sentence à être rendue sera finale à toutes fins que de droit et sans appel, le tout sous une pénalité de vingt-cinq mille piastres courant (\$25,000.00) pour celle des deux parties qui refuserait de l'accepter.

" Qu'il (l'honorable commissaire) croit qu'il importe d'acquiescer à la sentence arbitrale ci-dessus citée et d'en donner avis à l'Honorable *Thomas McGreevy* sans délai.

L'Honorable commissaire recommande en conséquence qu'il soit déclaré que le gouvernement acquiesce à la dite sentence, et que la somme de cent quarante-sept mille quatre cent soixante et treize piastres (\$147,473.00) soit payée au dit Hon. *Thomas McGreevy*, sur laquelle cependant le gouvernement retiendra celle de cent trois mille huit cent onze piastres et quatre-vingt centins (\$103,811.80) que le gouvernement s'est engagé de retenir en sa possession pour payer à la banque *Jacques-Cartier*, à l'acquit du dit Honorable *Thomas McGreevy*, à la demande et sur l'ordre de ce dernier, et en outre, la somme de huit mille cent soixante et cinq piastres et soixante et six centins, (\$8,165.66) étant la moitié des frais encourus par les dits arbitres sur le dit arbitrage, en vertu de la clause quatrième du dit ordre de référence, savoir : l'ordre en conseil ci-dessus cité, No. 150 du 2 mai dernier, et que copie du présent acte d'acquiessement soit signifiée au dit Honorable *Thomas McGreevy*.

" Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

(Signé) J. A. CHAPLEAU, "

Président du comité. "

" Approuvé le 21 sept. 1882.

(Signé) Théodore ROBITAILLE. "

Attendu que, dans sa déclaration solennelle reçue le 16 avril 1886, faisant partie du document de cette session, (No. 65), l'honorable M. *Chapleau* dit ce qui suit :

" Le 21 juin 1882, je fis passer un Ordre en Conseil portant acceptation de la sentence arbitrale, et en exécution de ma promesse d'acquitter la traite sur les deniers revenant à M. *McGreevy*, il y fut dit que le gouvernement en retiendrait

“ le montant sur cet argent. Des événements politiques qui amenèrent un changement de ministère, furent cause que cet Ordre en Conseil ne put être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur qu'au mois de septembre suivant. Au commencement de ce mois, avant mon départ pour l'Europe je fus consulté par le premier ministre et le trésorier de la province, et je leur déclarai que le gouvernement était tenu de payer la traite sur la somme adjugée par les arbitres. Je ne m'explique pas ce qui a pu déterminer le gouvernement à payer la banque de Montréal de préférence à la banque Jacques-Cartier. J'en fis l'observation plus tard à l'Honorable M. Wurtelle, alors trésorier provincial ; il me répondit, si je m'en souviens bien, qu'il demanderait aux Chambres un bill d'indemnité pour toute somme payée aux deux banques au-delà du montant de la sentence arbitrale. Je lui dis, sur cela, que le gouvernement aurait mieux fait de rembourser tout d'abord la banque Jacques-Cartier, qui avait en sa faveur un Ordre en Conseil confirmant et légalisant pour ainsi dire l'endossement conditionnel de la traite. On ne pouvait avoir de doute sur la nature de l'engagement que j'avais pris, car je sus de l'Honorable M. Wurtelle lui-même, que la banque lui avait communiqué une copie de la lettre confidentielle remise au président.

“ Tout en niant formellement que le dépôt à la banque Jacques-Cartier fût affecté au paiement de la traite, je suis d'avis que le gouvernement était par l'Ordre en Conseil du 21 juin 1882, obligé d'acquitter cette traite sur le montant adjugé par les arbitres à M. McGreevy.”

Attendu que la banque Jacques-Cartier a obtenu, le 4 octobre 1886, le droit de poursuivre le gouvernement de cette province au sujet de cette traite ; et que, par sa pétition, elle demande que compensation soit faite entre les montants de cette traite et du dépôt, et que le gouvernement soit condamné à payer une somme de douze mille sept cent dix-sept piastres et quatre-vingt-un centins (\$12,717.81) pour intérêts.

Attendu que la promesse de payer cette traite de cent mille piastres (\$100,000) a été faite au nom du gouvernement, par le premier ministre et le commissaire des travaux publics.

Attendu que l'honneur de la province exige que cette promesse soit remplie ; et qu'il est de l'intérêt public d'arrêter le procès qui est sur le point de commencer ; En conséquence,

Il est résolu :

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à régler la réclamation de la dite banque Jacques-Cartier, à admettre la compensation demandée, et à payer à la dite banque tels intérêts que de droit.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a passé une résolution.

Et la question étant mise aux voix, — Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. David, fait en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que l'Honorable Thomas McGreevy, qui a construit pour le compte de la province de Québec la section Est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Québec et Saint-Martin, a fait valoir, en 1881, une réclamation de plus d'un demi million de piastres dont le gouvernement était disposé de reconnaître une partie importante.

Attendu que le dit Honorable *Thomas McGreevy* a signé le 2 juin 1881, une traite de cent mille piastres, dans les termes suivants :

“ Québec, 2 juin 1881.

“ Honorable *J.-A. Chapleau*,

“ Commissaire de l'agriculture et des travaux publics,

Québec,

“ Monsieur,

“ Veuillez payer à la banque Jacques-Cartier, ou ordre, la somme de cent mille piastres (\$100,000.00,) sur les argents qui peuvent m'être dus par le gouvernement de la province de Québec, pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Montréal et Québec, pour valeur reçue et débiter mon compte d'autant.

Votre obéissant serviteur,

(Signé,) THOMAS MCGREEVY.”

Attendu que l'Honorable *M. Chapleau* a accepté cette traite, le même jour, dans les termes suivants :

“ J'accepte la présente traite et je conviens d'en payer le montant (\$100,000.00) sur les argents qui peuvent être ou devenir dus par le gouvernement de Québec à l'Honorable *Thomas McGreevy* pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

(Signé,)

J.-A. CHAPLEAU,”

Commissaire de l'agriculture et des travaux publics.”

“ Québec, 3 juin 1881.”

Attendu que le 5 juillet 1881, le dit Honorable *M. Chapleau* écrivit la lettre suivante :

“ Montréal, 5 juillet 1881.”

“ Confidentielle,

“ *A. Desjardins*, Ecr,

“ Président de la Banque Jacques-Cartier,

Montréal.

“ Mon cher Président,

“ Vous me demandez quelle est la valeur de la traite de *M. McGreevy*, endossée par moi comme commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

“ Voici ma réponse :

“ En livrant au gouvernement le chemin de fer de la rive Nord en 1879, *M. McGreevy* demanda que ses réclamations pour la construction de la division-est du Québec, Montréal, Ottawa et Occidental soient de suite réglées. L'Honorable *M. Joly*, alors premier ministre, accepta cette offre dont le gouvernement actuel prit la responsabilité.

“ *M. Light*, l'ingénieur du gouvernement, chargé de faire les estimés de ces réclamations, m'a fait un rapport régulier accordant plus d'un demi million à *M. McGreevy*.

“ J'ai alors fait offrir à l'Honorable *M. McGreevy* de régler pour \$250,000.00 et j'aurais recommandé cette somme pour règlement.

“ Je serais encore prêt à le faire.

“ M. *McGreevy* refusa cette offre et demanda le droit de poursuivre le gouvernement, et ce dernier ne crut pas devoir ouvrir une porte par laquelle trop de monde eût voulu passer.

“ Nous avons accordé un arbitrage où M. *Light* sera le principal témoin du gouvernement.

“ Je n'ai aucun doute que M. *McGreevy* aura de cet arbitrage au moins \$250,000.00.

“ Je considère le gouvernement responsable pour plus que le montant de la traite de M. *McGreevy* endossée par moi, c'est-à-dire pour plus de \$100,000.00 et j'engage le gouvernement à retenir cette somme pour votre banque si elle accepte cette traite.

Votre très humble,

(Signé), J.-A. CHAPLEAU,”

Com. agr., et travaux publics.”

Attendu qu'il paraît évident que, pour escompter la traite de M. *McGreevy*, la banque mit comme condition que le gouvernement fit un dépôt de cent mille piastres sur lequel elle paierait un intérêt de quatre pour cent ; ce à quoi l'Honorable M. *Chapleau* consentit.

Attendu que la dite banque avait alors trois dépôts à demande du gouvernement formant un total de \$188,610.86 ; que ces montants pouvant être retirés à tout instant, la banque voulait se protéger et garder en main une somme suffisante pour couvrir la responsabilité du gouvernement ; attendu que tout étant bien convenu, la dite banque escompta la traite de M. *McGreevy* à six pour cent, et que le 25 janvier 1882, l'Honorable M. *Chapleau* déposa \$100,000.00 à la banque Jacques-Cartier à quatre pour cent d'intérêt, remboursable dans un an.

Attendu que le 14 juin 1882, les trois arbitres, savoir : MM. *Shanley*, *Odell* et *Fleming*, nommés en vertu d'un compromis entre le gouvernement et M. *McGreevy*, accordèrent à M. *McGreevy*, par sentence arbitrale, une somme de \$147,473.00, laquelle sentence fut acceptée par le gouvernement par un arrêté en conseil en date du 21 septembre 1882, lequel arrêté conseil se lit comme suit :

“ No. 376.

“ Concernant la réclamation de l'Honorable *Thomas McGreevy* contre le gouvernement de la province de Québec.

PRÉSENTS :

L'Honorable M. *Chapleau*,
 “ *Loranger*,
 “ *Lynch*,
 “ *Flynn*,

L'Honorable M. *Pâquet*,
 “ *Würtele*,
 “ *Dionne*.

“ L'Honorable Commissaire des chemins de fer, dans un rapport en date du 21 juin courant (1882) expose que le quatorzième jour de juin courant, MM. *Walter Shanley*, *Chs. Odell* et *Sandford Fleming*, arbitres, experts et amiables compositeurs nommés par ordre en conseil, No. 150, du 2 mai 1881, sur la récla-

“ mation de l'Honorable *Thomas McGreevy*, provenant de la construction de la
 “ partie Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ont rendu
 “ leur sentence arbitrale par laquelle ils ont jugé que le dit honorable *Thomas*
 “ *McGreevy* était en droit de réclamer du gouvernement de cette province une
 “ somme de cent quarante-sept mille quatre cent soixante-treize piastres (\$147,473.00.)
 “ laquelle sentence arbitrale a été signifiée au gouvernement et au dit honorable
 “ *Thomas McGreevy*, à *Québec*, le quinzième jour de juin courant.

“ Que, par l'ordre de référence aux dits arbitres de la réclamation en question,
 “ il est décrété que la sentence à être rendue sera finale à toutes fins que de droit,
 “ et sans appel, le tout sous une pénalité de vingt-cinq mille piastres courant
 “ (\$25,000.00) pour celle des deux parties qui refuserait de l'accepter.

“ Qu'il (l'honorable commissaire) croit qu'il importe d'acquiescer à la sentence
 “ arbitrale ci-dessus citée et d'en donner avis à l'Honorable *Thomas McGreevy*
 “ sans délai.

“ L'Honorable Commissaire recommande en conséquence qu'il soit déclaré
 “ que le gouvernement acquiesce à la dite sentence, et que la somme de cent
 “ quarante-sept mille quatre cent soixante et treize piastres (\$147,473.00) soit payée
 “ au dit Honorable *Thomas McGreevy*, sur laquelle cependant le gouvernement
 “ retiendra celle de cent trois mille huit cent onze piastres et quatre-vingt centins
 “ (\$103,811.80) que le gouvernement s'est engagé de retenir en sa possession pour
 “ payer à la banque *Jacques-Cartier*, à l'acquit du dit Honorable *Thomas McGreevy*,
 “ à la demande et sur l'ordre de ce dernier, et en outre, la somme de huit mille
 “ cent soixante et cinq piastres et soixante et six centins, (\$8,165.66) étant la
 “ moitié des frais encourus par les dits arbitres sur le dit arbitrage, en vertu de
 “ la clause quatrième du dit ordre de référence; savoir : l'ordre en conseil ci-
 “ dessus cité, No. 150, du 2 mai dernier, et que copie du présent acte d'acquies-
 “ sement soit signifiée au dit Honorable *Thomas McGreevy*.

“ Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du
 “ Lieutenant-Gouverneur.

“ (Signé) J. A. CHAPLEAU,
 “ Président du Comité.”

“ Approuvé le 21 septembre, 1882.

“ (Signé), THÉODORE ROBITAILLE.”

Attendu que, dans sa déclaration solennelle reçue le 16 avril 1886, faisant
 partie du document de cette session, (No. 65), l'Honorable *M. Chapleau* dit ce qui
 suit :

“ Le 21 juin 1882, je fis passer un ordre en conseil portant acceptation de la
 “ sentence arbitrale, et, en exécution de ma promesse d'acquitter la traite sur les
 “ derniers revenant à *M. McGreevy*, il y fut dit que le gouvernement en retiendrait
 “ le montant sur cet argent. Des événements politiques qui amenèrent un change-
 “ ment de ministère, furent cause que cet Ordre en Conseil ne put être approuvé
 “ par le Lieutenant-Gouverneur qu'au mois de septembre suivant. Au commen-
 “ cement de ce mois, avant mon départ pour l'Europe, je fus consulté par le
 “ premier ministre et le trésorier de la province, et je leur déclarai que le gouver-
 “ nement était tenu de payer la traite sur la somme adjugée par les arbitres. Je
 “ ne m'explique pas ce qui a pu déterminer le gouvernement à payer la banque
 “ de *Montréal* de préférence à la banque *Jacques-Cartier*. J'en fis l'observation
 “ plus tard à l'Honorable *M. Wurtelle*, alors trésorier provincial ; il me répondit,
 “ si je m'en souviens bien, qu'il demanderait aux Chambres un bill d'indemnité
 “ pour toute somme payée aux deux banques au-delà du montant de la sentence
 “ arbitrale. Je lui dis, sur cela, que le gouvernement aurait mieux fait de rem-
 “ bourser tout d'abord la banque *Jacques-Cartier*, qui avait en sa faveur un
 “ Ordre en Conseil confirmant et légalisant pour ainsi dire l'endossement condi-

“ tionnel de la traite. On ne pouvait avoir de doute sur la nature de l’engage-
“ gement que j’avais pris, car je sus de l’Honorable M. *Wurtele* lui-même, que la
“ banque lui avait communiqué une copie de la lettre confidentielle remise au
“ président.

“ Tout en niant formellement que le dépôt à la banque Jacques-Cartier fût
“ affecté au paiement de la traite, je suis d’avis que le gouvernement était, par
“ l’ordre en conseil du 21 juin 1882, obligé d’acquitter cette traite sur le montant
“ adjugé par les arbitres à M. *McGreevy*.”

Attendu que la banque Jacques-Cartier a obtenu, le 4 octobre 1886, le droit de poursuivre le gouvernement de cette province au sujet de cette traite ; et que, par sa pétition, elle demande que compensation soit faite entre les montants de cette traite et du dépôt, et que le gouvernement soit condamné à payer une somme de douze mille sept cent dix-sept piastres et quatre-vingt-un centins (\$12,717.81) pour intérêts.

Attendu que la promesse de payer cette traite de cent mille piastres (\$100,000) a été faite au nom du gouvernement, par le premier ministre et le commissaire des travaux publics.

Attendu que l’honneur de la province exige que cette promesse soit remplie ; et qu’il est de l’intérêt public d’arrêter le procès qui est sur le point de commencer ; En conséquence,

Il est résolu :

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à régler la réclamation de la dite banque Jacques-Cartier, à admettre la compensation demandée, et à payer à la dite banque tels intérêts que de droit.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l’ordre, se forme en comité sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : “ Acte concernant la transcription des anciens registres de l’état civil ” ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sylvestre* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande leurs concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l’amendement proposé hier à la question portant, Que le bill pour annexer le comté de *Bellechasse* au district judiciaire de *Québec*, soit maintenant lu la seconde fois, et lequel amendement comporte,—que le mot “ maintenant ” soit retranché, et que les mots “ d’aujourd’hui en six mois, ” soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest.</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin, (Rimouski,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn and</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>Cardin,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel and</i>
<i>couata),</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois d'aujourd'hui en six mois.

L'Honorable M. *Lynch* déclare qu'il a voté par inadvertance pour la motion en amendement, tandis que son intention était de voter contre cet amendement et demande à ce que son vote soit inscrit contre cette motion en amendement.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Un membre, qui, ayant entendu poser la question, vote par inadvertance, dans le sens contraire à son intention, ne peut plus corriger son erreur et son vote doit rester tel qu'il a été enregistré. (*May*, édition de 1883, page 409 ; *Bourinot*, page 389 ; Décision donnée par M. l'Orateur *Würtele*, page 392, *Journaux de l'Assemblée Législative, Québec*, 1886.) ”

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le code civil, le code de procédure civile et certains statuts qui affectent ces mêmes codes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cardin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'article 232 du code de procédure civile; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte électoral de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Brassard fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte électoral de Québec, (38 Victoria, chapitre 7)."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que la 31^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill concernant la loi de libelle en matières civiles.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. Blanchet, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le Bill pour amender les lois relatives à la cour d'appel et à la cour supérieure et qu'il est d'opinion de ne pas adopter le dit Bill, mais de faire les suggestions suivantes:

1. D'amender la loi actuelle relativement à la constitution de la cour d'appel, de manière à ne laisser à cette cour que la juridiction civile et criminelle en appel.

2. En permettant au Gouverneur Général, de nommer quatre juges *ad hoc*, choisis parmi les juges de la cour supérieure, dont deux siégeront alternativement avec trois des juges de la dite cour d'appel pendant les six jours suivants, jusqu'à ce que le rôle des causes inscrites en appel soit épuisé, sauf pendant la vvacance.

3. D'amender la loi passée en 1884 (47 Vict., ch. 7) en donnant au Gouverneur Général le droit de nommer un des juges de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, pour y exercer tous les pouvoirs du juge en chef de la dite cour dans le dit district.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 6 mai 1887.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Chambre de Commerce de la cité de *Québec* ; demandant que le Bill pour abolir les taxes prélevées sur les commis voyageurs, ne devienne pas loi.

De la Chambre de Commerce de la cité de *Québec* ; demandant que le Bill autorisant les conseils municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles, ne devienne pas loi.

De la Chambre de Commerce de la cité de *Montréal* ; demandant que le Bill incorporant la Compagnie des Tramways de *Montréal* ne devienne pas loi.

L'Honorable M. *Lynch*, du comité spécial nommé pour examiner le Bill pour pourvoir à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire, et de celle d'arpenteur provincial, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport : Que le comité nommé pour considérer le Bill pourvoquant à la nomination d'un Bureau provincial d'examineurs pour les aspirants à l'étude du droit, de la médecine et du notariat, et de la profession d'arpenteur provincial, ayant soigneusement examiné les dispositions du Bill et ayant pris l'opinion des différents corps professionnels y concernés et des principaux hommes qui s'occupent d'éducation dans la province, à l'honneur de vous soumettre qu'ils trouvent que certaines dispositions de ce Bill sont très importantes et méritent la plus sérieuse attention de la Législature ; mais afin de consacrer plus de temps à l'examen des dispositions du Bill par toutes les personnes qui y sont intéressées, et de murir un projet de loi qui rencontrera, autant que possible, les suggestions qui ont été faites, votre comité à l'honneur de recommander que plus ample considération du Bill soit renvoyée jusqu'à la prochaine session de la Législature.

Et votre comité est d'opinion que l'Honorable M. *Lynch* a droit aux remerciements de cette Chambre pour lui avoir soumis cette importante question.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte incorporant La Canadienne, Compagnie d'assurance sur la vie, " sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant le chapitre 131 des Statuts de la province de la Nouvelle-Écosse, " intitulé : " Acte incorporant la Société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et expliquer le Statut de *Québec*, 32 Victoria, chapitre 73, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province. "

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant le conseil exécutif et les départements publics de la province, ainsi que la loi relative au service civil. "

Bill intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Gonzalve Lesieur Desaulniers* au nombre de ses membres. "

Bill intitulé : " Acte incorporant *The Victoria Hospital and Convalescent's Home* pour les enfants protestants malades. "

Bill intitulé : " Acte incorporant la Congrégation des Petits Frères de Marie, dits Frères Maristes. "

Bill intitulé : " Acte incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte incorporant la Société Belge Canadienne. "

Et Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie de Prêts et de Mont de Piété. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville, (40 Victoria, chapitre 29.) "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie de Prêts et de Mont de Piété " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville, (40 Victoria, chapitre 29 ") lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte 36, Victoria, chapitre 52, intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Nicolet* " lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que *M. Laliberté* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente, — la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 14 avril 1887, pour copie de l'enquête préliminaire faite par *Joseph Nicole*, écuyer, J. P., à *Montmagny*, en 1882, *in re* la Reine vs *Lépine*. (Documents de la Session, No. 85.)

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Sheehy*,

Résolu, — Que lorsque cette Chambre s'ajournera ce jour, vendredi, elle restera ajournée jusqu'à demain, samedi, à 2 heures P. M., et que les mesures du gouvernement auront la priorité à cette séance, après les affaires de routine.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour amender et interpréter l'article 712 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Résolu, Que lorsque la Chambre s'ajournera lundi, elle s'ajourne à mardi, le 10 courant, à 3 heures de l'après-midi, et qu'il y ait ce jour-là deux séances différentes, la première finissant à six heures de l'après-midi, la seconde commençant à 8 heures de l'après-midi et se continuant jusqu'à l'ajournement; et que les jours suivants il y ait 3 séances, dont la 1ère commencera à onze heures A. M., et finira à 1 heure P. M., la seconde commencera à 3 heures P. M., et finira à six heures P. M., et la troisième à huit heures du soir jusqu'à l'ajournement, que les ordres du gouvernement aient priorité à toutes ces séances, en outre des séances, de chaque jour, où ils ont actuellement cette priorité.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de la certaine résolution rapportée du comité général, hier, relativement à la réclamation de la banque Jacques-Cartier, contre le gouvernement de la province de *Québec*;

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Gagnon*, que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois;

M. *Nantel* propose comme amendement, secondé par M. *Owens*, Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que l'administration de l'Honorable M. *Ross* a, le ou vers le 26 octobre dernier, décidé de référer à la décision des tribunaux du pays cette question de la réclamation de la banque Jacques-Cartier, et cela sur demande de cette banque ;

Attendu que la Cour Suprême du *Canada* est en ce moment saisie de la question de la pétition de droit de l'Honorable *Thomas McGreevy* en nullité de sentence arbitrale et que le jugement qui peut s'en suivre aura un rapport direct avec la question soulevée par la présente résolution.

Il soit résolu, que, dans l'opinion de cette Chambre, il est mieux, au point de vue de l'intérêt de la province, que les tribunaux du pays aient régulièrement prononcé sur le mérite de cette question avant que cette Chambre ou le gouvernement ne prenne aucune action ultérieure."

Et un débat s'en suivent ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.,

L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Aete amendant l'article 513 du Code municipal," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Owens, secondé par M. Hall,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte amendant l'article 513 du Code municipal " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie des Tramways de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant, Que la résolution rapportée du comité général, hier, relativement à la réclamation de la banque Jacques-Cartier contre le gouvernement de la province de *Québec*, soit maintenant lue pour la deuxième fois ; lequel amendement comporte, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Attendu que l'administration de l'Honorable M. Ross a, le ou vers le 26 octobre dernier, décidé de référer à la décision des tribunaux du pays, cette question de la réclamation de la banque Jacques-Cartier, et cela sur la demande de cette banque ;

Attendu que la Cour Suprême du *Canada* est en ce moment saisie de la question de la pétition de droit de l'Honorable *Thomas McGreevy* en nullité de sentence arbitrale et que le jugement qui peut s'en suivre aura un rapport direct avec la question soulevée par la présente résolution ;

Il soit résolu, que, dans l'opinion de cette Chambre, il est mieux, au point de vue de l'intérêt de la province que les tribunaux du pays aient régulièrement prononcé sur le mérite de cette question avant que cette Chambre ou le gouvernement ne prenne aucune action ultérieure. "

Et l'amendement était mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer, et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—19. }</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Bourbournais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Boyer.</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Villeneuve.—33.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Aiors, la question principale étant mise aux voix,—Elle est résolu affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Boyer rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix sept mille quatre cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure etc., et \$4,000 pour la codification ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, y compris la reliure etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en chancellerie, traitement couvrant les dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du bureau du Greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le clerc sessionnel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante sept mille cent quatre-vingt piastres et quatre-vingt dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la police, juge des sessions de la paix, Québec, et magistrats de police, Montréal, et officiers ; traitements et dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt quatre mille quatre cent cinquante deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'instruction supérieure proprement dit ; la somme de cinq par cent de la part allouée aux catholiques, sera retenue annuellement pour être distribuée, en telle proportion que le Lieutenant-

Gouverneur en conseil déterminera, parmi les institutions de sourds muets et aveugles dans les institutions catholiques de la province ; et la somme de cinq par cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pour être employée par le conseil de l'instruction publique à l'achat de livres écrits et publiés dans la province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent ; et \$6,000 seront payées sur cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq par cent. De la part accordée pour l'éducation protestante supérieure, \$200 seront appliquées pour venir en aide à l'association des instituteurs de la province, et \$500 pour le salaire d'un inspecteur des écoles supérieures, des académies, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Lycées, *Québec et Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour allocations aux Lycées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes ; Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera retenu annuellement pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille huit cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, *Mile End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, français, (*Enseignement primaire*) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la reconstruction du collège *Sainte-Thérèse*, 4ème et dernier versement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Rimouski*, 4ème et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de l'*Île Perrot, Vaudreuil*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs SS. Noms de Jésus et Marie, *Saint-Barthélemi*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Sainte-Genève, Jacques-Cartier*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Rémi, Napierville*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville, Rouville*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montréal*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Sainte-Anne de Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et distribution des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sciences naturelles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission permanente d'hygiène, 49-50 *Victoria*, chapitre 38; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'approvisionnement du vaccin; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la chambre des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Boyer, rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction du Collège d'agriculture de *Richmond*, \$2000 payables \$1000 par année pendant deux ans, (dernier versement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de médecine vétérinaire, française ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de médecine vétérinaire, anglaise ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'Agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association d'agriculture ; prix pour le bétail canadien et pour autres fins, à la disposition du Commissaire d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France : traitement et allocation pour loyer de bureau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. Chapitre 103 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante sept mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de comptes ouverts par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement de l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Boyer rapporte du comité des subsides deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire exécuter l'acte des manufactures de Québec, 48 Victoria, chapitre 33 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Rinfret dit Malouin rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de timbres, licences etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant d'aliénés, *Montréal*, en vertu de la résolution de l'Assemblée Législative du 13 mai 1885 ; \$15,000.00 étant un emprunt à 5 pour cent d'intérêt, à rembourser en dix versements annuels, le premier payable au bout de cinq ans à dater de l'emprunt, les autres \$10,000.00 à rembourser sur le produit de la vente de la ferme *Leduc*, mise de côté pour cet asile, pendant un certain nombre d'années, mais trouvée impropre à cette fin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Compagnie des chemins macadamisés du comté de *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime du *Saguenay*, \$15,000 payables \$3000 par année pendant 5 ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Nantel,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre Son Eminence le Cardinal *Taschereau* et l'Honorable Premier Ministre au sujet du Bill No. 23, acte incorporant la Compagnie de Jésus.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'Honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toutes correspondances entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes municipalités, au sujet du paiement, par les municipalités, de sommes d'argent pour l'entretien des aliénés.

Une liste des patients internés dans chaque asile, pendant l'année 1886, indiquant la municipalité responsable pour l'entretien de ces aliénés, la date de l'admission et la date du renvoi.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et copies des requêtes envoyées à aucun des membres du gouvernement, à propos de la nomination, en date du 28 mars dernier, et publiée dans la *Gazette officielle* du 2 avril courant, de MM. *Pierre Legault*, *Alexis Lemieux*, *Dosithée Daoust*, *Firmin LeCavalier*, *Raphaël Rolland*, *Isidore Daoust* et *Charles Roy*, comme commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de *Saint-Stanislas* de *Koska*, comté de *Beauharnois*, et la révocation de la commission du douze juillet 1882.

Sur motion de M. *Villeneuve*, secondé par M. *Hall*,
Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : " Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de *Saint-Jean Baptiste* de *Montréal* et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre M. *Lavigne* et le département des Travaux Publics, à propos de l'évaluation des pupitres de l'Assemblée Législative.

Sur motion de M. *Déchêne (l'Islet)*, secondé par M. *Dorais*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport pour l'année 1886, de A. *Vallée*, surintendant médical de l'asile de *Beauport*.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,
Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant le chapitre 131 des statuts de la ci-devant province du *Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : " Acte incorporant la Société de l'Union Saint-Joseph de *Montréal*, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant le chapitre 94 des statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer la société de l'Union Saint-Pierre de *Montréal*, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, au sujet du maintien de l'école de navigation.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier* secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,
Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Compagnie de Jésus, soit remis.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 7 Mai 1887.

2 heures P. M.

Conformément à l'Ordre du Jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A. Pitt et autres, marchands de la cité de Québec ; demandant que le Bill pour abolir les taxes prélevées sur les commis voyageurs, ne devienne pas loi.

De la Chambre de Commerce de la cité de Montréal ; demandant que le Bill autorisant les conseils municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles, ne devienne pas loi.

M. Lareau, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre, le dix-huitième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendement de nouveau les actes qui incorporent la Cité de Québec, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à considération de votre honorable Chambre.

Votre Comité désire recommander la ré-impression du dit Bill pour l'usage des membres de votre honorable Chambre.

Votre comité désire aussi recommander que les diverses sommes d'argent payés par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du comptable de l'Assemblée Législative, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais conformément à la pratique suivie depuis 1872.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Rinfret dit Malouin ait la permission de présenter un Bill expliquant l'acte 12 Vict, chap. 115 et amendement les actes concernant la commission des chemins à barrières de la Rive-Nord.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Quo M. Déchêne (l'Islet) ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre. 74.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de Saint-Jean et d'Iberville. " avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte concernant la transcription des anciens registres de l'état civil " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean et d'Iberville*."

Les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

Ordonné. Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Lours Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender certains articles du code municipal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le Bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

M. *Boyer* rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

Résolu, 1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des débats de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 2. Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture, 3 à \$800 chacune; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture pour les aider à établir des beurreries et des fromageries, 3 à \$1000 chacune, payables en 3 ans, troisième et dernier versement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 5. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries, traitements et dépenses de voyage; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et repatriement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 8. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des édifices publics etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Ecole Normale *McGill*, pour agrandir la bâtisse en usage pour l'école primaire, la bâtisse actuelle étant trop petite et malsaine; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 11. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de nouvelles fondations au palais de justice et prison d'*Arthabaska*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 12. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'appareils de chauffage dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 13. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 14. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolu, 15. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Rinfret dit Malouin, rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour construire une Cour de Circuit dans le comté de Kamouraska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour acquitter des comptes à payer pour la construction du chemin de fer Q. M. O. et O. (déjà voté); pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des réclamations, frais d'exploitation du Q. M. O. et O. (déjà voté); pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme maintenant en comité général sur le bill amendant les actes concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, étant lu;

M. Spencer propose, secondé par M. Owens, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil;

M. Lafontaine propose comme amendement, secondé par M. Déchène (*L'Islet*), Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bazinet,
Bernatchez,
Cardin,
Déchène (*L'Islet*),
Duhamel,

Gagnon,
Lafontaine,
Lareau,
Lemieux,
Martin (*Rimouski*),

McShane,
Mercier,
Murphy,
Pilon,
Rinfret.

Robidoux,
Rocheleau,
Saint-Hilaire, and
Tessier.—19.

CONTRE :

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Blanchet,
Cameron,
Casgrain,

Desjardins,
Faucher de Saint-
Maurice.
Hall,

Johnson,
Lynch,
McIntosh,
Nantel,

Owens,
Picard,
Spencer et
Taillon.—16.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité permanent de législation et lois expirantes, savoir :

Bill pour amender les articles 255 et 2181 du Code civil.

Bill pour amender l'article 298 du Code civil du *Bas-Canada*.

Et Bill concernant la procédure en matières commerciales.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour abroger les sections 278 à 288 inclusivement de l'acte électoral de *Québec* de 1875 ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 39 Victoria, chapitre 20, intitulé : " Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province. "

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 13 de la 41^{ème} et 42^{ème} Victoria relatif aux assurances sur la vie étant lu ;

M. *Lemieux* propose, secondé par M. *Déchène (L'Islet)*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde du Bill pour amender l'acte électoral de Québec ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautuil, et l'Honorable M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Résolu, Qu'un comité spécial composé des Honorables MM. *Shehyn, McShane, Turcotte, Gagnon, Duhamel, Taillon, Lynch* et de MM. *Robidoux, Murphy, Boyer, Pilon, Faucher de Saint-Maurice, Hall, Lareau, Cameron, Trudel, Rocheleau, Morin* et *Déchène (L'Islet)* soit nommé pour agir de la part de cette Chambre comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 521 du Code municipal concernant les voitures d'hiver étant lu ;

M. *Nantel* propose, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 30 mars 1887, demandant : 1. Liste de toutes les personnes qui ont pris des lots de terrain dans le canton *Loranger* et de l'étendue prise par chaque personne, et indiquant la somme payée par chaque personne, à compte de son lot ou de ses lots et la résidence de chacune de ces personnes.

2. Copie de tous les rapports faits par A.-B. *Filion*, de *Greenville*, agent des terres de la couronne, au sujet de ces lots et des plaintes de ces colons. (Documents de la Session, No. 86.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 12 avril 1887, pour copie de toute correspondance échangée entre M. *Azarie Lavigne* de *Montréal* et le gouvernement, au sujet de la confection des pupitres pour l'Assemblée Législative; ainsi que copie de tous les plans faits à cet égard. (Documents de la Session, No. 87.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 6 mai, 1887, demandant: Copie de toute correspondance échangée entre Son Eminence le Cardinal *Taschereau* et l'Honorable Premier Ministre au sujet du Bill (No. 23,) incorporant la Compagnie de Jésus. (Documents de la Session, No. 88.)

M. *Robidoux*, du comité permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre, le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le Bill pour amender les articles 2144a et 2147a du Code civil du *Bas-Canada* et qu'il le rapporte sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest* en 1885, et le rapporte avec un amendement.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité permanent de législation et lois expirantes, savoir: *

Bill pour amender certains articles du Code civil.

Bill pour amender les articles 2040 et 2041 du Code civil.

Bill pour amender l'article 1170 du Code de procédure civile.

Bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11 concernant la loi des licences de *Québec*.

Bill pour amender les sections 269 et 270 de l'acte électoral de *Québec* de 1875.

Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Bill pour amender l'article 953 du code civil.

Bill pour abroger la section 10 du chap 4, de l'Acte 34 Victoria, et la section 13 du chap. 6, de l'acte 35 Victoria."

Le Bill pour amender et interpréter l'article 712 du Code municipal, est, en conformité de l'ordre lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour considérer tous les bills pour amender le Code municipal.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi concernant l'éducation, étant lu;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher* de *Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'article 513 du Code municipal. "

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Lynch fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec un amendement auquel elle demande leur concours

★ INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Blanchet*. — A quel montant s'élève, maintenant, le fonds de pension des fonctionnaires de " l'Enseignement Primaire, " en vertu de la 49-50ième V., c. 27; et quel est le nombre de ceux qui ont été admis à leur pension ?

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*. — Le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire s'élève maintenant à \$148,407. Le nombre de ceux qui ont été admis à leur pension est de 98.

Par M. *Desjardins*. — A-t-il été fait quelque paiement à M. *Whelan*, entrepreneur du Palais de Justice à Québec, depuis le 29 janvier dernier ? Si quelque somme a été payée, pour quelle cause l'a-t-elle été, et quel est le montant de ce paiement ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*. — Il n'a été fait aucun paiement en argent à M. *Whelan*, l'entrepreneur du palais de justice de Québec, depuis le 29 janvier dernier, mais il lui a été donné des lettres de crédit pour une somme totale de \$80,000 (quatre-vingt mille piastres), dont \$70,000 en à compte de travaux en cours d'exécution. Le tout en conformité des rapports de l'ingénieur du département de l'agriculture et des travaux publics.

Par M. *Desjardins*. — A-t-il été fait quelque paiement à M. *Charlebois*, entrepreneur du Palais Législatif à Québec, depuis le 29 janvier dernier ? Si quelque somme a été payée, pour quelle cause l'a-t-elle été, et quel est le montant de ce paiement ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*. — Il n'a rien été payé à M. *Charlebois*, l'entrepreneur du Palais Législatif, depuis le 29 janvier dernier, mais il a été donné des lettres de crédit pour une somme totale de \$60,000.00, en à compte sur ses recommandations admises, le tout en conformité de rapports et recommandations de l'ingénieur du département de l'agriculture et des travaux publics.

Par M. Desjardins,—A-t-il été ordonné, depuis le 29 janvier dernier, des travaux non compris dans le contrat passé entre le gouvernement et M. Charlebois, pour la construction du Palais Législatif et quels sont ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. McShane,—Des travaux en menuiserie, en peinture et en plomberie ont été ordonnés depuis le 29 janvier dernier, ainsi que la construction d'un caveau à charbon, à l'extérieur de l'édifice, le nivellement et le pavage des caves, et l'ouverture de croisées pour éclairer ces mêmes caves,—le tout d'après rapports et recommandations de l'ingénieur du département de l'agriculture et des travaux publics.

Par M. Desjardins,—A-t-il été ordonné, depuis le 29 janvier dernier, des travaux non compris dans le contrat passé entre le gouvernement et M. Whelan, pour la construction du Palais de Justice, à Québec, et quels sont ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. McShane,—L'exécution des travaux pour terminer la dernière des salles, (la salle de la cour criminelle,) a été ordonnée depuis le 29 janvier dernier, ainsi que la pose des tuiles additionnelles et quelques légers changements dans le logement du gardien, conformément aux recommandations de l'ingénieur du département de l'agriculture et des travaux publics.

Par M. Desjardins,—A quelles compagnies ont été payées les \$245,846.50, à compte des subventions en argent autorisées par ordres en conseil, pour la conversion des concessions de terres à certains chemins de fer ?

Réponse par l'honorable M. McShane :

Québec et Lac Saint-Jean.....	\$151,534 00
Baie des Chaleurs.....	35,000 00
Basses Laurentides et Saguenay.....	56,000 00
L'Assomption	3,312 50
	<hr/>
	\$245,846 50

Par M. Lussier,—Vu les proportions considérables de l'immigration européenne, le gouvernement a-t-il l'intention de favoriser l'œuvre du repatriement de nos compatriotes émigrés aux *Etats-Unis*. Si oui, par quels moyens ?

Qu'il nous les indique.

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette question est sous la sérieuse considération du gouvernement.

Par M. Lareau,—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, à cette session, un projet pour donner plus d'extension aux franchises électorales ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette mesure est forcément remise à la prochaine session.

Par M. Desjardins,—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer l'abrogation du chapitre 26, 45 Victoria, et du chapitre 16, 46 Victoria autorisant le prélèvement d'une somme de \$200,000 sur le district de Québec, pour les frais de la construction du nouveau Palais de Justice de ce district, et de faire remise de cette somme de \$200,000 aux contribuables du district de Québec ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 9 Mai 1887.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la Pétition de *Zéphirin Pâquet* et autres, marchands et commerçants de la cité de *Québec*.

Par M. *Hall*,—la Pétition de *Warden King* et autres, propriétaires de terrains de la cité de *Montréal*.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mai 1887, pour la somme totale perçue depuis le premier jour de juillet 1884, de la taxe spéciale imposée au district de *Québec*, pour l'intérêt et l'amortissement des \$200,000 de débentures, dont l'émission a été autorisée pour prélever une partie des fonds nécessaires au paiement des frais de construction du palais de justice de ce district. (Documents de la Session, No. 89.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mai 1887, pour : 1. Un état constatant le montant d'argent versé dans le coffre public, provenant de la coupe des bois dans le canton *Callières*, dans le comté de *Charlevoix*, depuis le premier juillet 1883, jusqu'au 1er avril 1887.

2. À quelles dates ces sommes ont été payées, et par quelles personnes elles l'ont été.

3. Quel est le montant payé pour coupe de billots et pour bois de corde. (Documents de la Session No. 90.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai 1887, pour copie du rapport, pour l'année 1886, de *A. Vallée*, surintendant médical de l'asile de *Beauport* (Documents de la Session, No. 91.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le dix-septième rapport des inspecteurs des prisons, asiles etc., de la province de *Québec*, pour l'année 1886. (Documents de la Session, No. 92.)

Aussi, le quatrième rapport de l'Inspecteur des assurances de la province de *Québec*, pour l'année 1886. (Documents de la Session No. 8.)

Sur motion de l'Honorable M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Duhamel*, Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois concernant la constitution de la Cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte incorporant "*The Quebec Young Men's Christian Association*" et plaçant les biens-fonds appartenant à l'association entre les mains de fidéi-commis-saires ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte incorporant la ville de *Richmond* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Baldwin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 57, amendant le dit acte," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Déchène (L'Islet)* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la compagnie générale de fidéi-commis du *Canada*, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Bisson*.—Le gouvernement a-t-il érigé ou fourni des fonds pour faire ériger une bâtisse servant de beurrerie-école sur une terre appartenant à, ou ci devant appartenant à *Ed. A. Barnard*, du département de l'agriculture ? Si oui, quel usage en a-t-on fait ? En la possession de qui est-elle, et combien a-t-elle coûté au gouvernement ?

Réponse par l'Honorable M. *Shehyn*.—Le gouvernement a demandé à monsieur *Barnard* lui-même un rapport sur le sujet.

Par M. *Duplessis*.—Est-ce l'intention du gouvernement de payer la balance restant due sur les sommes d'argent octroyées pour les fins de la colonisation lors de la dernière session, pour les ouvrages demandés pour les comtés du *Saint-Maurice* et de *Maskinongé* ?

Réponse par l'Honorable *Shehyn*.—C'est l'intention du gouvernement de payer les balances qui seraient actuellement dues sur ces allocations, pour travaux déjà exécutés. Des instructions générales ont été adressées dernièrement à tous les conducteurs de travaux de colonisation, dans les différents comtés de la province, leur défendant de faire exécuter aucun ouvrage ultérieur payable sur la balance non encore dépensée des allocations votées dans la dernière session de la Législature.

Sur motion de M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Lemieux*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre Nos Seigneurs les Evêques de la province et le gouvernement, ou aucun des ministres ou le Surintendant de l'Instruction Publique, concernant l'éducation depuis 1879 ; copie du rapport de la commission royale nommée en 1881, pour s'enquérir des affaires des écoles catholiques de la cité de *Montréal*, ainsi que copie de la déposition de M. l'abbé *Rousselot*, donnée devant la dite commission.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Déchène (L'Islet)*, secondé par M. *Lafontaine*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, entre le gouvernement et les directeurs de l'école d'agriculture de *Sainte-Anne de Lapocatière*, au sujet de l'établissement d'une ferme expérimentale attachée à la dite école.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une listes des archives déposées au bureau du registraire de la province, en les divisant en trois séries :

1. Sous la domination française.
2. Depuis la cession jusqu'à la confédération.
3. Depuis la confédération.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Robidoux*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant *The Victoria Hospital and Convalescent Home for sick Protestant children*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Murphy*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendement l'acte d'incorporation du cimetière *Mount Hermon for Sick Protestant children*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Québec et Saguenay*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université-Laval à *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Déchêne* (*l'Islet*.)

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Union Nationale Française et de Refuge, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval, à *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Blanchet*,

Ordonné, Que les mots suivants soient ajoutés à la règle 83 de cette Chambre après les mots "cinq députés": "Si, par inadvertance, un député vote dans un sens contraire à son intention, il lui sera permis, avec le consentement unanime de la Chambre, de corriger cette erreur, après sa déclaration qu'il a voté contrairement à son intention."

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Bernatchez*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, et de tous documents concernant les limites de la seigneurie de *Courval*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre, qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste détaillée de toutes les personnes qui ont reçu ou qui doivent recevoir, d'après les ordres permanents en force, les documents reliés de la session de 1886, en indiquant dans chaque cas, en vertu de quel ordre l'envoi doit se faire ou se fait.

Sur motion de M. *Tessier*, secondé par M. *Bernatchez*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la correspondance échangée entre les directeurs du *Quebec Skating Club* et le gouvernement, au sujet de faire disparaître leur *Rink*.

Sur motion de *Bourbonnais*, secondé par M. *Pilon*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre après examen, *Gonzalve Lesieur Desaulniers* au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant la Compagnie industrielle du *Canada* à construire un chemin de fer depuis un point dans le canton de *Templeton* jusqu'à un autre point dans les environs de la haute terre, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte des élections contestées; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender les sections 12 et 24 de l'acte électoral ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le Code municipal de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Forest* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre d'aujourd'hui pour que la Chambre se forme de nouveau en comité demain sur le Bill amendant l'acte incorporant la Ville de *Richmond* soit rescindé.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes (Témiscouata)* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 45 Victoria, chapitre 103, incorporant la ville de *Richmond*. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill érigeant la paroisse de *Sainte-Elizabeth de Warwick* en municipalité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Dorais*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger impérieusement des municipalités qui y sont tenues par les statuts de cette province, la moitié de l'entretien des aliénés aux différents asiles de cette province ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'encourager l'établissement d'une école industrielle dans chaque comté, ou tout au moins, dans les grands centres ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger des compagnies incorporées sous les lois en force dans la province, les rapports annuels qu'elles sont tenues de fournir pour l'information de la Législature ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Oui.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire refondre, amender et corriger le code municipal, et d'en faire distribuer un exemplaire à chaque municipalité ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement se propose de faire distribuer des exemplaires du code municipal, avec les derniers amendements, aux conseils municipaux.

Par M. *LeBlanc*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire résilier la vente des sections Est et Ouest du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement attendra le rapport du commissaire chargé de faire une enquête au sujet de ce chemin, avant de prendre aucune décision à cet égard.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour étendre la juridiction territoriale de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de *Québec*, étant lu ;
M. *Larochelle* propose, secondé par M. *Picard*, que ce Bill soit maintenant lu pour la seconde fois.

L'Honorable M. *Blanchet* propose, comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à compter d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la question.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 10 mai 1887.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

*Baldwin,
Beauchamp,
Bernatchez,
Blanchet,
Casgrain,*

*Dorais,
Duplessis,
Gagnon,
Johnson,*

*Lareau,
LeBlanc,
Lynch,
McIntosh,*

*Nantel,
Pilon,
Poupore, et
Spencer.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Cameron.
Cardin,
Déchéne (L'Islet),
Deschênes (Témis-
couata),
Desjardins.*

*Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Forest,
Larochele,
Lemieux,*

*Martin (Rimouski),
Mercier,
Murphy,
Rinfret,
Robidoux,*

*Rocheleau,
Shehyn,
Sylvestre,
Tessier, et
Trudel.—20.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nominations de certains officiers du Conseil Législatif " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 95, concernant les statuts de la province de Québec, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nomination de certains officiers du Conseil Législatif " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Duhamel*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 95, concernant les statuts de la province de Québec " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 10 mai, 1887.

Trois heures P. M.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Hall*,—La Pétition du conseil de la Chambre de Commerce de *Montréal*.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 mars 1887, demandant copie de la correspondance échangée entre M. *François Coursol* et le département des Terres de la Couronne au sujet de l'exploitation d'un pouvoir d'eau dans le canton *Lyttan*. (Documents de la Session No. 93.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1887, pour un rapport de l'opération d'arpentage fait par MM. *Blacklock* et *O'Dwyer* en 1886, touchant la ligne de division entre le canton de *Farnham* et la seigneurie de *Saint-Hyacinthe* et toute autre correspondance. (Documents de la Session No. 94.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 21 avril 1887, demandant copie du rapport de *W. Smith*, écuyer, du 10 juillet 1886, inspecteur des bureaux du gouvernement, ayant trait à certaines irrégularités au bureau du protonotaire d'*Arthabaska*; copie de la correspondance et de l'ordre en conseil se rapportant à la destitution de MM. *Barwis* et *Théroux*, et à leur remplacement. (Documents de la Session No. 95.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai 1887, pour copie de la correspondance et copies des requêtes envoyées à aucun des membres du gouvernement, à propos de la nomination, en date du 28 mars dernier, et publiée dans la *Gazette Officielle* du 2 avril courant, de MM. *Pierre Legault*, *Alexis Lemieux*, *Dosithée Daoust*, *Firmin LeCavalier*, *Raphaël Rolland*, *Isidore Daoust* et *Charles Roy*, comme commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de *Saint-Stanislas de Kostka*, comté de *Beauharnois*, et la révocation de la commission du douze juillet 1882. (Documents de la Session No. 96.)

Et aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 mars 1887, demandant : 1. Copie des instructions données durant l'été et l'automne de 1886, aux différents conducteurs des travaux de colonisation dans chacune des paroisses du comté de *Témiscouata*.

2. Un état détaillé de toutes les sommes dépensées pour travaux de colonisation dans la même époque.

3. Copie des retours faits par les conducteurs des dits travaux.

4. Etat des sommes qui restent dues pour les dits travaux. (Documents de la Session No. 97.)

M. *Bernatchez*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir étudié le mémoire du premier congrès des cercles agricoles, et après avoir entendu ses délégués, a l'honneur de soumettre à la considération de votre honorable Chambre, les remarques suivantes :

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

Les sociétés d'agriculture méritent d'être maintenues, mais votre comité recommande qu'un contrôle et un système d'inspection plus efficaces soient exercés sur ces sociétés, par l'intermédiaire du Conseil d'Agriculture.

CERCLES AGRICOLES.

Les Cercles Agricoles sont appelés à rendre de grands services à la cause de l'agriculture, et méritent qu'on leur accorde de l'aide pécuniaire. Pour cela une partie des sommes d'argent qui sont votées, chaque année, en faveur des sociétés d'agriculture et qui ne sont pas réclamées, pourraient être affectées à l'encouragement des cercles agricoles, pourvu que chaque cercle subventionné n'ait pas moins de vingt-cinq membres actifs.

Le Conseil d'agriculture exercerait le même contrôle sur les cercles agricoles que sur les sociétés d'agriculture.

L'octroi accordé aux cercles agricoles devrait être égale à la somme souscrite par les membres, sans toutefois dépasser \$50.00 pour chaque cercle.

Les cercles, pour obtenir cet octroi, devraient remplir les conditions imposées par le gouvernement, c'est-à-savoir :

1. D'élire des officiers tous les ans ;
2. De faire des procès verbaux de leurs opérations et de les conserver ;
3. D'avoir au moins six réunions par année, suffisamment annoncées, et de ne s'occuper, dans ces réunions, que de questions agricoles ;
4. D'envoyer tous les ans, au conseil d'agriculture, un rapport de leurs opérations, et de l'emploi de leurs finances ;
5. De ne se servir des fonds du cercle que dans l'intérêt de la cause agricole.

Des conférenciers compétents devraient être mis à la disposition des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture ; chaque cercle ayant le droit d'avoir une conférence au moins une fois par année.

FERMES EXPÉRIMENTALES.

La création d'une ou plusieurs fermes expérimentales est une question d'une grande importance et qui mérite la sérieuse considération de votre honorable Chambre.

ÉCOLES D'AGRICULTURE.

Votre comité croit qu'en donnant une somme discrétionnelle, par année, à chaque école d'agriculture, on leur fournirait la part qu'elles méritent pour compléter leur musée et leur laboratoire, et le moyen de s'assurer les services de personnes parfaitement compétentes pour donner l'enseignement et diriger les expériences.

Les avantages si bien expliqués dans le mémoire du congrès, se trouveraient réunis dans chaque école et il y aurait ainsi trois stations agronomiques au lieu d'une, représentant chacune une région différente, sans compter celle fondée par le gouvernement fédéral qui est à la disposition du public.

Quand à l'enseignement agricole pour les filles, votre comité recommande de prendre en considération toute proposition qui serait faite au gouvernement par le conseil de l'instruction publique, ou par l'autorité religieuse.

PLANTATION D'ARBRES.

Pour obvier aux grands inconvénients du déboisement, votre comité recommande à votre honorable Chambre d'encourager la plantation d'arbres. Mais cet

encouragement, stimulé par les autorités religieuses et civiles, devrait s'étendre jusqu'à la plantation des arbres fruitiers, à raison de leurs revenus considérables.

Pour cela, un octroi spécial pourrait être voté pour la culture, l'acclimatation et la propagation des arbres fruitiers des vieux pays, dans toute la partie est de la province, comme la chose se pratique dans la partie ouest. Une société pourrait se former, à cet effet s'engageant à remettre mille pommiers greffés sur racine, pour être distribués, pendant plusieurs années consécutives à chaque société d'agriculture.

La société d'horticulture du comté de l'*Islet*, qui a déjà exhibé des produits admirables, serait de suite en état de propager ces arbres fruitiers dans nos différentes campagnes.

VIGNE SAUVAGE.

La maison *Barré et Cie*, nous ayant exhibé dernièrement un échantillon de ses vins canadiens, faits avec la vigne sauvage, votre comité recommande, de plus, à votre honorable Chambre, d'encourager la culture de cette vigne, afin d'engager les cultivateurs à fabriquer les vins délicieux qui devraient faire concurrence aux boissons fortes et les remplacer entièrement.

Les sociétés d'agriculture pourraient accorder un prix pour la culture la mieux réussie de la vigne sauvage, et celle des arbres fruitiers.

ÉLEVAGE DES BESTIAUX.

Votre comité est d'opinion que la distribution d'un certain nombre d'exemplaires du livre de *M. Couture* sur l'élevage des bestiaux serait grandement avantageuse aux cultivateurs.

COMMISSION.

Comme il importe de décider sûrement sur les importantes innovations qui ont été tant de fois suggérées à ceux qui s'occupent de l'avancement de l'agriculture dans cette province, votre comité recommande la nomination d'une commission chargée de faire des investigations au sujet de tout ce qui se rattache à notre système d'agriculture, et de s'enquérir si nos diverses institutions agricoles atteignent bien le but désiré, en donnant à cette commission tous les pouvoirs jugés nécessaires pour rendre son travail efficace.

M. Murphy, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport : Qu'il a nommé *Owen Murphy*, écuier, pour son président *pro tempore*, et il recommande l'impressions des documents sessionnels pour 1887, mentionnés dans la liste ci-annexée :

16. Le *Labrador Canadien*, copie du dernier rapport de *Henri de Puyjalon*.

17. *Bender E. P.* Opérations de la pêche sur la rive Nord.

21. Impôts, péages, amendes et pénalités.

-
- 23. Taxes imposées par l'acte 43 Vict. chap. XXII, jugement rendu.
 - 24. Acte fédérale des licences 1883, jugement concernant l'—
 - 26. Remises d'arrérages d'intérêts, *Bellechasse*.
 - 27. Compagnie de chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*.
 - 30. *Louis Tellicr*, état des montants qui lui ont été payés depuis 1875.
 - 31. *M. Gauthier*, correspondance en rapport avec la nomination d'un successeur à.—
 - 37. Ecole de navigation de *Québec*, montants requis pour son maintien.
 - 38. Discours de *L. G. Desjardins*, coût d'impression du.—
 - 44. District de *Saint-François*, recettes et dépenses de 1867 à 1885.
 - 47. Livres de prix, écoles catholiques romaines et protestantes.
 - 49. *Jérémie Demers*, concernant sa destitution.
 - 52. Fondation d'un établissement agronome.
 - 53. Ordres en Conseil, destitution d'employés publics.
 - 54. Copie du factum de *R. P. Paradis* contre l'administration des Terres de la Couronne.
 - 56. Montants perçus accompte du fonds d'emprunt municipal.
 - 57. Honorable *M. Savage*, copie de sa résignation etc.
 - 63. Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, liste des actionnaires.
 - 64 Chemins de colonisation, allocations municipales accordées ou payées à ces chemins.
 - 65. Réclamation de la banque *Jacques-Tartier* contre le gouvernement.
 - 69. *W. C. Languedoc*, concernant sa destitution.
 - 78. Chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, ordre en conseil 337.
 - 80. Pétition de droit accordée à *Jean Langelier* en novembre 1884.
 - 81. Copie du rapport du greffier de la Couronne en chancellerie.
 - 87. *Azarie Lavigne*, correspondance en rapport avec la confection de pupitres.
 - 88. La Société de Jésus, correspondance en rapport avec le Bill d'incorporation de.—

L'Honorable *M. Shehyn* remet à *M. l'Orateur* un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par *M. l'Orateur*, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

L. R. MASSON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative de nouvelles estimations supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887, ainsi que les estimations supplémentaires pour l'année finissant le 30 juin 1888; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimations à la considération favorable de la Chambre. (Documents de la Session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 10 mai 1887.

Ordonné, Que le dit message et les estimations qui les accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *DeBoucherville*, *Champagne*, *Dorion*, *Ferrier*, *Gilman*, *Gingras*, *Lavolette*, *Méthot*, *D. A. Ross* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité conjoint des impressions.

Le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nomination de certains officiers du Conseil Législatif, " est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour la seconde séance de ce jour.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 95, concernant les statuts de la province de *Québec* ; "

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu;

L'Honorable Trésorier *Shehyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fautueil;

M. *Nantel* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils

soient remplacés par les suivants : " Cette Chambre est prête à voter les sub-sides à Sa Majesté, mais regrette de constater, par la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 13 avril 1887, que cent vingt-six clercs et employés sessionnels ont été nommés dans les différents départements, la bibliothèque et l'Assemblée Législative, pour la présente session.

Que la nomination de cent vingt-six employés sessionnels, aux salaires mentionnés dans la dite réponse, fait encourir à la province une dépense de deux cent-seize piastres et cinquante centins par jour.

Que le nombre de ces clercs et employés sessionnels est hors de proportion avec les besoins du service public et fait encourir à la province des dépenses qui excèdent considérablement celles faites par l'administration précédente, pour les mêmes fins. "

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le conseil Legislatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte amendant l'article 513 du Code municipal " sans amendement.

Aussi, le conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*.

Bill intitulé : " Acte autorisant la construction d'un pont de péage sur la branche sud de la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Pie*. "

Bill intitulé : " Acte à l'effet d'autoriser la nomination d'une commission royale pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de *Montréal*. "

Et le Bill intitulé : Acte incorporant " La Compagnie de chemin de fer aérien de *Montréal*.

Et étant six heures P. M, M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M, aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise.

Huit heures P. M.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Zéphirin Paquet* et autres, marchands et commerçants, de la cité de *Québec* ; demandant que le Bill pour abolir les taxes prélevées sur les commis voyageurs, ne devienne pas loi.

De *Warden King* et autres, propriétaires de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte consolidé des chemins de fer de *Québec* 1880, et à l'acte 48 Vict., ch. 74, à l'effet de protéger les propriétaires dans les cas de chemins de fer élevés ou à la surface du sol, dans la cité de *Montréal*.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Trudel*,

Ordonné, Que le Bill incorporant la compagnie des Tramways de *Montréal*, soit inscrit sur les ordres du jour pour être pris de nouveau en considération par un comité général, demain, mercredi.

Sur motion de l'Honorable M. *McShane*, secondé par l'Honorable M. *Turcotte*,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer aérien de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides),—et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater par la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 13 avril 1887, que cent vingt-six clercs et employés sessionnels ont été nommés dans les différents départements, la bibliothèque et l'Assemblée Législative pour la présente session.

Que la nomination de ces cent vingt six employés sessionnels, aux salaires mentionnés dans la dite réponse, fait encourir une dépense de deux cent seize piastres et cinquante centins par jour.

Que le nombre de ces clercs et employés sessionnels est hors de proportion avec le service public et fait encourir à la province des dépenses qui excèdent considérablement celles faites par l'administration précédente pour les mêmes fins."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve. — 25.</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte. — 34.</i>
<i>Déchêne (L'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Législatif, indemnité additionnelle de \$200 à chaque conseiller, à raison de la longue durée de la session et des fréquents voyages nécessités par les ajournements; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative, indemnité additionnelle de \$200 à chaque député, à raison de la session et des fréquents voyages nécessités par les ajournements; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille huit cent quarante cinq piastres et quatre-vingt quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, savoir :

Balance de salaire de 2 messagers nommés permanents, le 1er juillet 1886, par M. l'Orateur *Würtele*, à \$500 par année, \$356.94; Salaire de deux femmes de journée nommées le 1er juillet 1886, par M. l'Orateur *Würtele* à \$160 par année \$320; Traitements de tous les messagers sessionnels sous le sergent d'armes pour la présente session, pris à six semaines au-delà du temps calculé dans les estimations de la dernière session, pour la présente session \$2,919; Papier à envelopper, papier à privées, savon, balais, ficelle, *record-sticks*, brosses à parquets, etc., \$250; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt quatre piastres et soixante et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour acquitter des comptes impayés, payer les clercs sessionnels, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des comptes reconnus et admis par l'Honorable *J. Blanchet*, ci-devant secrétaire de la province, en faveur de *N. S. Hardy*, pour transcription, impression et publication des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir le déficit dans la dépense pour les écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire honneur à un engagement contracté par lettre, en date du 5 août 1886, de l'Honorable *M. J. J. Ross*, ex-premier ministre, au sujet d'un pont sur la rivière à la Tortue, comté de *Laprairie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocation additionnelle pour la construction du pont sur la rivière *Oulawaiss*, entre *Bryson* et l'*Ile au Calumet*, en exécution d'une promesse faite par le ci-devant commissaire de l'agriculture et des travaux publics, l'Honorable *J. J. Ross*, par lettre en date du 14 décembre 1886; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'installation, ameublement, etc., des bureaux de l'Orateur, des employés permanents et des comités; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'ouvrage de *Deschamps*—Liste des municipalités et des paroisses—1400 exemplaires, balance des 2,000 exemplaires acceptés par résolution de la Législature le 2 juin 1886, à \$4 le volume; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le conseil municipal de *Saint-Berthélemi*, comté de *Berthier*, pour macadamiser le chemin entre l'église et la gare du chemin de fer du Nord, tel que mentionné dans la lettre de l'Honorable *J. J. Ross*, ex-premier ministre, en date du 23 juillet 1886, adressée au révérend *M. Moreau*, l'ouvrage devant être fait sous la direction de l'inspecteur du gouvernement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'un quai, d'un mur de revêtement, d'une digue, etc., à la chute de *Saint-Justin*, comté de *Maskinongé*, balance de \$2,000.00 promise par lettre en date du 9 septembre 1886, de l'Honorable *J. J. Ross*, ex-premier ministre au révérend *M. N. Gérin*, prêtre, curé de *Saint-Justin*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal d'agriculture pour remplacer le montant déduit en trop; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide additionnelle aux beurreries et aux fromageries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses pour l'agriculture; pour l'organisation et les dépenses contingentes du nouveau département de l'agriculture et de la colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le livre d'or ou livre généalogique canadien du bétail, pour payer les frais de la commission nommée à cette fin, impression de bulletins, etc., y compris le traitement du médecin vétérinaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'exposition provinciale à *Québec*, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que le montant fourni par la cité de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'exposition agricole du district de *Trois-Rivières* et la construction d'édifices permanents sur la propriété du gouvernement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie des frais de l'exploration des comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au deuxième rapport du comité de l'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour drainer, etc., la erique *Norton*, comté de *Châteauguay*, afin de rendre

exploitables plus de 5,000 acres de sol d'alluvion—\$2,500 payables en cinq ans, à raison de \$500 par année; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour drainer entre les rivières *Laguerre* et *Saint-Louis*, comté de *Huntingdon*, afin de rendre exploitables 10,000 acres de sol d'alluvion dans les paroisses de *Sainte-Barbe* et de *Saint-Anicet*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration, l'empierrement, d'un chemin de Côteau *Landing* à Côteau Station et l'ouverture d'un chemin de Côteau Station à un point dans le township de *Newton*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des altérations nécessaires aux nouveaux pupitres de l'Assemblée Législative, 35 à \$6 chacun; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le coût du Fauteuil de l'Orateur de l'Assemblée Législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, demain.

M. *Boyer* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le Bill pour amender certains articles du Code municipal, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Sheehy*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que, mercredi prochain, à sa première séance, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures a. m. demain.

Mercredi, 11 mai 1887.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre, un état des recettes et des dépenses de l'Assemblée Législative, pour l'année finissant le 30 juin 1886, lequel est lu comme suit :

A l'Honorable J. S. C. WURTELE,

Officier de la Légion d'honneur,

Officier de l'Instruction Publique,

Orateur de l'Assemblée Législative, etc., etc.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport: Qu'il a examiné les livres de comptes pièces justificatives, etc., se rapportant à la comptabilité générale de l'Assemblée Législative, ainsi que l'état de la comptabilité de la bibliothèque des deux branches de la Législature, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1886, et qu'il a trouvé le tout correct.

Que l'état ci-joint marqué A, démontre que des *warrants* au montant de \$130,931 17 ont été émanés par le département du Trésor en faveur du comptable de l'Assemblée Législative et que les dépenses par lui faites pour les divers services de la Législature, suivant le dit état, ont été de \$130,930.08, laissant entre ses mains, au 30 juin 1886, la somme de \$1.09, qu'il a versée entre les mains de l'Honorable Trésorier Provincial.

Que celui marqué B, démontre que le dit comptable a reçu, du Trésor, des *warrants* au montant de \$6,600, en y ajoutant la balance précédente de \$114.83 ce qui forme \$6,714.83 pour rencontrer les dépenses de la bibliothèque des deux branches de la Législature, qui se sont élevées à la somme de \$6,712.63, laissant entre ses mains une balance de \$2.20, qu'il a aussi versée entre les mains de l'Honorable Trésorier Provincial, le 30 juin dernier.

Que le soussigné a certifié les dits états A. et B. qui accompagnent ce rapport comme corrects en tous points.

Le tout humblement soumis,

N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des comptes du

Comptable de l'Assemblée Législative.

Québec, le 19 juillet 1886.

BUREAU DU COMPTABLE

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 30 juin 1886.

TABLEAU des sommes reçues et déboursées pour l'Assemblée Législative, depuis le 1er juillet 1885 au 30 juin 1886.

DOIT		CAISSE		CONTRA		AVOIR	
1885							
Juillet 1...	Assemblée Législative.....	\$7,500 00		Indemnité		\$40,338 20	
" 13...	"	2,000 00		Salaires.....		28,500 00	
" 24...	"	6,100 00		Écrivains surnuméraires.....	\$8,239 48		
Août 19...	"	6,000 00					
" 22...	"	5,500 00					
Sept. 22...	"	1,000 00					
Oct. 5...	"	2,000 00		Remboursé par la Bibliothèque	150 00	8,089 48	
" 13...	"	4,500 00		Messagers		3,520 25	
" 27...	"	5,000 00					
Nov. 23...	"	3,700 00		Papeterie.....		5,381 60	
Déc. 15...	"			Impression et reliure.....		25,680 19	
1886				Journaux.....		754 53	
Janvier 16...	"	3,500 00		Divers	\$9,785 09		
Février 23...	"	4,000 00		Remboursé par les Travaux publics	1,399 79	8,386 20	
Mars 9...	"	2,000 00		Codification		9,700 19	
" 31...	"	7,300 00		Fonds de pension.....		79 44	\$130,930 08
Avril 12...	"	4,000 00		Département du Trésor.....			1 09
" 21...	"	6,000 00					
" 28...	"	10,039 00					
" 30...	"	4,000 00					
Mai 11...	"	8,000 00					
" 26...	"	6,658 00					
Jun 1...	"	5,000 00					
" 8...	"	5,000 00					
" 12...	"	10,000 00					
" 22...	"	12,138 17					
		\$130,931 17					\$130,931 17

Québec, 6 juillet 1886.

Examiné et trouvé correct

(Signé.)

L. SIMONEAU.

Comptable Assemblée Législative.

(Signé.)

N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des comptes de l'Assemblée Législative.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre :

Qu'il a examiné le Bill pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les Compagnies de chemin de fer, dans certains cas ; ainsi que le Bill pour amender les lois relatives à la Cour d'Appel et à la Cour Supérieure, et qu'il les rapporte avec des amendements.

Sur motion de M. *Brassard*, secondé par M. *Lussier*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Société de Bienfaisance de Saint-Jean Baptiste de *Notre-Dame de Granby*, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un Bill pour amender le statut 48 Victoria, chapitre 13, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'attirer l'attention du conseil d'agriculture de la province, sur l'importance de faire distribuer, soit en prix, soit dans les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture ?

1. Le rapport du premier congrès des cercles agricoles, de *Saint-Isidore le Laboureur*, tenu à *Trois-Rivières*, les 20, 21 et 22 janvier 1886 ?

2. Le petit traité sur le dessèchement et le drainage des terres, pouvant servir de texte aux conférences des cercles agricoles, par M. *Barnard*, directeur de l'agriculture de la province de *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Owens*,—Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour l'approvisionnement du charbon pour les bâtisses du parlement et les autres bâtisses du gouvernement dans la cité de *Québec* pour l'année courante ?

A-t-il donné des contrats à cet effet ? Si oui, à qui et à quel prix ?

Réponse par l'Honorable M. *McShane*,—1. Non.

2. Il n'a été donné aucun contrat.

Par M. *Casgrain*,—*Achille Carrier*, écuier, a-t-il été chargé par le gouvernement d'une mission ou charge quelconque, par le gouvernement actuel, autre que celle d'interprète près de la cour criminelle à *Québec* ?

Si oui, quelle est la nature de cette charge ou mission ?

Quel est le salaire ou indemnité alloué au dit *Achille Carrier* pour remplir la dite mission ou charge ?

Ses frais de voyages sont-ils payés ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Non.

Par M. *Casgrain*,—Est-il à la connaissance du gouvernement qu'*Achille Carrier*, écrivain, interprète près de la cour du Banc de la Reine, à Québec, est parti pendant le terme actuel de la dite cour, siégeant au criminel, pour aller contester l'élection de *L. Z. Joncas*, écrivain, député de *Gaspé* au Parlement Fédéral ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Ce n'est pas à la connaissance du gouvernement.

Par M. *Casgrain*,—Est-il à la connaissance du gouvernement ou de l'Honorable Procureur Général, que *Godfroi Prendergast* a remplacé *Achille Carrier* comme interprète à la Cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, dans le district de Québec ? Par qui le dit *Godfroi Prendergast* est-il payé ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—C'est à la connaissance et avec le consentement du Procureur Général. M. *Prendergast* est payé par M. *Carrier*.

Par M. *LeBlanc*,—Le gouvernement, ou aucun de ses membres, a-t-il reçu copie de la résolution que vient d'adopter, à l'unanimité, le conseil de ville de *Montréal*, demandant l'abolition des commissaires des incendies pour la cité de *Montréal* ?

Si oui, le gouvernement se propose-t-il d'abolir cette charge ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement n'a pas encore reçu telle résolution, mais reçoit, à l'instant, un mémoire signé par Son Honneur le maire et le greffier de la cité de *Montréal* demandant l'abolition de telle charge.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des arrangements ou des contrats fait par le gouvernement avec tous imprimeurs ou autres, pour toutes les impressions officielles sous le contrôle du gouvernement, du Conseil Législatif, et de l'Assemblée Législative.

Sur motion de N. *Nantel*, secondé par M. *LeBlanc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des demandes de soumissions, des soumissions et de tous documents se rapportant à l'octroi par le gouvernement-Ross, des contrats pour l'impression de la *Gazette Officielle*, des rapports et de tous papiers officiels tant des départements publics que de l'Assemblée Législative et du Conseil Législatif.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Murphy*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents relatifs à la demande faite par la corporation de la paroisse de *Saint-Sacrement* d'une aide en argent, pour la construction de certains ponts.

M. *Hall* propose secondé par M. *Johnson*,—Que l'Honoraire de \$100 payé sur le incorporant l'associations des épiciers de *Montréal* soit remis, moins les frais de traductions, et d'impression ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Faucher* de *Saint-Maurice*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de

l'ordre en conseil adopté par le gouvernement-Ross, distribuant les \$155,000 votées pour les chemins de colonisation pour 1886-87; et copie de tous les documents et suggestions faites pour l'emploi des sommes accordées aux comtés de *Saint-Maurice* et de *Maskinongé*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette chambre,—copie de toutes pétitions, résolutions des conseils et correspondances adressées au département de l'agriculture et des travaux publics, au sujet de la construction de deux ponts, dont l'un sur la rivière *Barachois* et l'autre sur la rivière *Clorydorne*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances au sujet de la suspension des agents des terres de la couronne *Roy* et *Annett*, et de tout autre officier du département des terres de la couronne, depuis le 29 janvier dernier.

M. *Faucher de Saint-Maurice*, propose secondé par M. *Nantel*, —Que, vu que, le 5 mai 1887, lors de la division prise sur le Bill pour annexer le comté de *Bellechasse* au district judiciaire de *Québec*, l'Honorable député de *Brome* a déclaré, à la même séance du 5 mai 1887, que son nom a été inscrit erronément sur la liste de division, et que son nom devrait être inscrit contre la motion en amendement remettant la considération du Bill à six mois ;

Vu que, si ce vote eût été suivant l'intention de l'Honorable député de *Brome*, le résultat de la division n'eût pas été le rejet du Bill intitulé : " Acte pour annexer le comté de *Bellechasse* au district judiciaire le Québec " ;

Il soit ordonné que ce Bill soit remis sur les ordres du jour pour la deuxième lecture, et que l'entrée faite de la division soit lue et rescindée.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Gagnon*, que cette motion ne peut pas être soumise à la Chambre :

1. Parce qu'il faut d'abord demander la lecture des journaux contenant la question telle que décidée antérieurement par la Chambre.

2. Parce que la même question ne peut pas être soumise plus d'une fois durant la même session.

M. l'Orateur décide que cette motion n'est pas dans l'ordre pour les deux raisons plus haut mentionnées, et il cite *Bourinot*, page 339 et *May*, page 328.

Sur motion de M. *Cameron*, secondé par M. *Bisson*.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant l'acte incorporant " *The Quebec Young Men's Christian Association* " et pour autres fins, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Cardin*, secondé par M. *Sylvestre*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le gouvernement et MM. *Gilmour* et Cie., relative à M. *Octave Ethier*, colon de *Lytton*

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Le nombre total des cantons dans la province de *Québec*.

2. Liste des cantons entièrement colonisés.
3. Liste de ceux colonisés en partie et dans quelle proportion.
4. Liste des cantons prétendus être sous réserve forestière, (par ordre en conseil du mois d'avril 1883.)

Sur motion de M. *Morin*, secondé par M. *Bisson*,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes d'argent, dépensées dans le comté de *Charlevoix*, depuis le 1er juillet 1886, jusqu'au 1er février 1887, pour colonisation, avec le nom des personnes à qui ces sommes ont été payées, et l'endroit où ces sommes ont été dépensées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui.

3 heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

Du conseil de la Chambre de commerce de la cité de *Montréal* ; demandant que le Bill concernant les commis-voyageurs et les marchands ambulants, et l'abolition des taxes municipales prélevées sur eux, devienne loi.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 mars 1887, demandant copie du procès-verbal qui doit être tenu par le secrétaire du département des travaux publics, en vertu de la section 11 du statut 32 Victoria, chapitre 15, de tous les ordres donnés au sujet de l'exécution des travaux dont le prix a été payé en sus du prix convenu dans les contrats faits pour la construction du palais de justice de *Québec* et du nouvel hôtel du parlement, le tout, année par année, et date par date, ainsi que de tout ce qui s'est fait dans le dit département, au sujet de l'exécution des dits travaux et du paiement d'iceux, le tout tel que prescrit par l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, aussi tous documents et correspondances se rattachant aux dits contrats et à l'exécution d'iceux. (Documents de la Session No. 98.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mai, 1887, pour copie du rapport (*Presentment*) des grands jurés du district judiciaire de *Montmagny*, en date du 26 mars 1886, et autres documents y ayant rapport. (Documents de la Session No. 99.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mai, 1887, pour copie de tous documents et correspondances relatifs à la demande faite par la corporation de la paroisse de *Saint-Sacrement*, d'une aide en argent pour la construction de certains ponts. (Documents de la Session No. 100.)

Ordonné. Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif et

la nomination de certains officiers du Conseil Législatif"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime à Gaspé, de la Rivière aux Renards à Sainte-Anne des Monts, \$3,000 payables \$1,000 par année durant trois ans; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du "*Ladies Protestant Home*" de Québec, pour l'année 1886. (Documents de la session No 6)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Rinfret dit Malouin,—la Pétition de Sir N. F. Belleau et autres, de la cité de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporant la compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill amendant les actes concernant l'Hôpital de la Maternité de l'Université, et changeant ce nom en celui de La Maternité de *Montréal*.

Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville *Salaberry de Valleyfield*, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62.

Et Bill intitulé : " Acte autorisant la compagnie dite "*The Imperial Fire Insurance Company*" à contracter, à poursuivre et être poursuivie dans la province de *Québec* au nom de la compagnie, et pour d'autres fins."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de la colonisation d'*Ottawa*," lequel est lu deux fois, et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

M. *Bisson*, du comité spécial nommé pour examiner tous les Bills pour amender le Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour amender et interpréter l'article 712 du code municipal.

Votre comité est d'opinion que la loi telle qu'elle est ne doit pas être modifiée, et que l'amendement proposé doit être rejeté, parce qu'il pourrait donner lieu à des abus, et aussi que son application ne pourrait que difficilement être contrôlée, et serait nécessairement défectueuse.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour incorporer la compagnie générale de fidei-commis du *Canada* et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour amender l'acte 36 Vict. ch. 60, intitulé : " Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent et l'acte 42-43 Vict., ch. 57 amendant le dit acte " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte incorporant la compagnie du chemin de fer aérien de *Montréal*, " est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le Bill incorporant la Compagnie de Tramways de *Montréal*, étant lu ;

M. *Bourbonnais* propose, secondé par M. *Beauchamp*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Lemieux*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>Cormier,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte.—30</i>
<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ;

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 12 mai 1887.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures a. m. aujourd'hui.

Jeudi, 12 mai 1887.

Onze heures A. M.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité désire informer votre honorable Chambre, que le promoteur du Bill confirmant, reconnaissant et ratifiant l'acte du parlement fédéral (43 Victoria, chapitre 74), intitulé : " Acte à l'effet d'incorporer l'association des commis voyageurs de la puissance " et exemptant les membres de cette association de payer certaines taxes municipales, ayant demandé la permission de retirer son Bill, recommandation est, en conséquence, faite à votre honorable Chambre, de lui accorder sa demande et de permettre que le dépôt par lui fait entre les mains du comptable de cette Chambre, lui soit remis, moins les frais d'impression et de traduction du Bill.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport,

L'Honorable M. *Shehyn* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L.-R. MASSON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* autorise l'Honorable Trésorier de la province à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'emprunt projeté de \$3,500,000 et l'émission de débetures provinciales, pour le paiement de la dette flottante de la province, et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 11 mai, 1887.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour considérer certaines résolutions proposées concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, le 31 janvier 1887, la dette flottante de la province de *Québec* se composait, entre autres, des montants suivants :

a. Pour emprunts temporaires et fonds en fidéi-commis.....	\$729,227 67
b. Pour mandats non payés.....	16,196 78
c. Pour balance sur les subsides accordés à certaines compagnies de chemins de fer, avant l'année 1886.....	579,732 25
d. Pour paiement des premiers 35 centins des subsides en argent.....	1,084,328 50
Et aussi, pour paiement des premiers 35 centins des mêmes subsides, à convertir en argent.....	464,100 00
	<u>1,548,428 50</u>

Le tout en vertu du statut 49-50 Victoria, chapitre 77, (1886.)

e. Pour paiement des travaux à exécuter à l'hôtel du parlement et au palais de justice, à <i>Québec</i> , sur laquelle somme \$160,000.00 étaient alors dues.....	427,937 06
f. Pour balance due sur achats de terrains et autres dettes admises, en rapport avec le chemin de fer Q. M. O. et O.....	64,070 00
g. Pour autant à rembourser au fonds d'amortissement établi par la loi et perdu sur dépôt à la banque d'Echange.....	27,000 00
h. Pour estimation de l'insuffisance des revenus ordinaires de l'exercice en cours (1886-87).....	<u>370,842 06</u>

Attendu que divers montants s'élevaient le 31 janvier 1887, à trois millions sept cent soixante-trois mille quatre cent trente-quatre piastres et trente deux centins.....

\$3,763,434 32

Attendu que, en sus de cette somme, les suivantes sont requises pour les besoins du service public, au-delà des dépenses ordinaires :

i. Pour l'agrandissement du palais de justice à <i>Montréal</i>	\$ 200,000 00
k. Pour encourager la construction de ponts en fer dans les municipalités.....	25,000 00

<hr/>	
l. Pour payer partie du coût de l'exploration recommandée par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886, pour les comtés de <i>Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska</i> et <i>Wolfe</i>	\$ 10,000 00
m. Pour montant du budget supplémentaire additionnel de l'exercice en cours (1886-87).....	39,190 57
Attendu que ces derniers montants, s'élevant à deux cent soixante quatorze mille, cent quatre-vingt-dix piastres et cinquante-sept centins.....	274,190.57
forment réunis à la somme de trois millions sept cent soixante-trois mille quatre cent trente-quatre piastres et trente-deux centins.....	3,763,434.32
Un chiffre total de quatre millions trente-sept mille six cent vingt-quatre piastres et quatre-vingt-neuf centins.....	\$4,037,624.89

Attendu qu'il y avait en outre, le 31 janvier 1887, contre le gouvernement de la province, des réclamations contestées pour un montant très considérable ;

Attendu que la province a certaines réclamations à faire valoir, mais qu'il est impossible, vu leur nature et les circonstances, de fournir même approximativement le montant qui pourra en être perçu ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public de régler cette dette flottante et de mettre le gouvernement, en état de rencontrer toutes les obligations légitimes de la province ;

Attendu que les circonstances sont favorables à un emprunt permanent, destiné à consolider la dette flottante et à prévenir des emprunts temporaires dont le taux d'intérêt sera nécessairement plus élevé que celui d'un emprunt permanent.

En conséquence, il est :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province, à emprunter un montant n'excédant pas trois millions et demi de piastres, au moyen d'obligations ou débentures qui seront émises sur le crédit de la province, et dont il sera disposé de temps à autres, selon que les besoins de la province le demanderont et selon que l'opportunité s'en présentera.

Résolu, 2. Que le produit de l'émission de ces obligations ou débentures sera appliqué au paiement de la dette flottante de la province.

Résolu, 3. Que ces obligations ou débentures seront émises pour des montants de pas moins de cinq cents piastres chacune ou d'un chiffre correspondant en louis sterling ou en francs, et porteront intérêt à un taux de pas plus de quatre par cent, payable semi-annuellement, le premier de janvier et le premier de juillet, chaque année.

Résolu, 4. Que ces obligations ou débentures porteront les dates fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 4. Que ces obligations ou débentures seront rachetables à trente ou quarante ans, de la date de leur émission et seront payables ainsi que les intérêts sur icelles, le tout suivant qu'il sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

Attendu que, le 31 janvier 1877, la dette flottante de la province de *Québec* se composait, entre autres, des montants suivants :

a. Pour emprunts temporaires et fonds en fidéi-commis.....	\$ 729,227 67
b. Pour mandats non-payés.....	16,196 78
c. Pour balance sur les subsides accordés à certaines compagnies de chemins de fer, avant l'année 1886.....	579,732 25
d. Pour paiement des premiers 35 centins des subsides en argent.....	1,084,328 50
Et aussi, pour paiement des premiers 35 centins des mêmes subsides, à convertir en argent.....	464,100 00
	<u>1,548,428 50</u>

Le tout en vertu du statut 49-50 Victoria, chapitre 77, (1886).

e. Pour paiement des travaux à exécuter à l'hôtel du parlement et au palais de justice à <i>Québec</i> , sur laquelle somme \$160,000.00 étaient alors dues.....	427,937 06
f. Pour balance due sur achats de terrains et autres dettes admises, en rapport avec le chemin de fer Q. M. O. et O.....	64,070 00
g. Pour autant à rembourser au fonds d'amortissement établi par la loi et perdu sur dépôt à la banque d'Echange.....	\$27,000 00
h. Pour estimation de l'insuffisance des revenus ordinaires de l'exercice en cours (1886-87).....	<u>370,842 06</u>
i. Attendu que ces divers montants s'élevaient le 31 janvier 1887, à trois millions sept cent soixante-trois mille quatre cent trente-quatre piastres et trente-deux centins.....	<u><u>3,763,434 32</u></u>

Attendu que, en sus de cette somme, les suivantes sont requises pour les besoins du service public, au-delà des dépenses ordinaires :

j. Pour l'agrandissement du palais de justice de <i>Montréal</i>	\$ 200,000 00
k. Pour encourager la construction de ponts en fer dans les municipalités.....	25,000 00

<hr/>	
l. Pour payer partie du coût de l'exploration recommandée par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886, pour les comtés de <i>Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska</i> et <i>Wolfe</i>	\$ 10,000 00
m. Pour montant de budget supplémentaire additionnel de l'exercice en cours (1886-87).....	39,190 57
Attendu que ces derniers montants, s'élevant à deux cent soixante quatorze mille, cent quatre-vingt-dix piastres et cinquante-sept centins.....	274,190.57
forment réunis à la somme de trois millions sept cent soixante trois mille quatre cent trente-quatre piastres et trente-deux centins	3,763,434.32
Un chiffre total de quatre millions trente-sept mille six cent vingt-quatre piastres et quatre-vingt-neuf centins.....	4,037,624.89
	<hr/>

Attendu qu'il y avait en outre le 31 janvier 1887, contre le gouvernement de la province, des réclamations contestées pour un montant très considérable ;

Attendu que la province a certaines réclamations à faire valoir, mais qu'il est impossible, vu leur nature et les circonstances, de fournir même approximativement le montant qui pourra en être perçu ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public de régler cette dette flottante et de mettre le gouvernement en état de rencontrer toutes les obligations légitimes de la province.

Attendu que les circonstances sont favorables à un emprunt permanent, destiné à consolider la dette flottante et à prévenir des emprunts temporaires dont le taux d'intérêt sera nécessairement plus élevé que celui d'un emprunt permanent ;

En conséquence, il est :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province, à emprunter un montant n'excédant pas trois millions et demi de piastres, au moyen d'obligations ou débentures qui seront émises sur le crédit de la province, et dont il sera disposé de temps à autre, selon que les besoins de la province le demanderont et selon que l'opportunité s'en présentera.

Résolu, 2. Que le produit de l'émission de ces obligations ou débentures sera appliqué au paiement de la dette flottante de la province.

Résolu, 3. Que ces obligations ou débentures seront émises pour des montants de pas moins de cinq cents piastres chacune, ou d'un chiffre correspondant en louis sterling ou en francs, et porteront intérêt à un taux de pas plus de quatre par cent, payable semi-annuellement, le premier de janvier et le premier de juillet, chaque année.

Résolu, 4. Que ces obligations ou débentures porteront les dates fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 5. Que ces obligations ou débentures seront rachetables à trente ou quarante ans, de la date de leur émission et seront payables ainsi que les intérêts sur icelles, le tout suivant qu'il sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues une seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet* secondé par l'Honorable M. *Lynch*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M. aujourd'hui.

3 heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De Sir *N. F. Belleau* et autres, demandant que le Bill expliquant l'acte 12 Vict, chap. 115, et amendant les actes concernant la commission des chemins à barrières de la Rive Nord, ne devienne pas loi.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Brassard*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Bureau provincial de médecine à admettre, après examen, *Thésdule L'Ecuyer* au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le Code municipal de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

O donné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Code municipal."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour incorporer la compagnie des Tramways de *Montréal* ; et la question étant proposée que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la chambre aujourd'hui.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

L'honorable M. *Blanchet* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait refusé de lui faire connaître les questions que le cabinet entend soumettre à la conférence annoncée dans le discours du trône, et dans les circonstances, cette Chambre est d'opinion que la conférence proposée n'est pas désirable. "

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 8 heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la corporation des huissiers du district de *Montréal*," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage en rapport avec la succession de feu *Charles Phillips*."

Bill intitulé : " Acte incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Québec*."

Et Bill intitulé : " Acte incorporant la Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de *Notre-Dame de Granby*."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la corporation des huissiers du district de *Montréal*," lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Forest*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Un état, année par année, de toutes les sommes payées par la province, à quel titre que ce soit, à MM. *Lacoste*, *Globensky* et *Bizaillon*, avocats de *Montréal*, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887.

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées.

Ordonné. Que la dite adresse soient présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender les articles 2144a et 2147a du Code civil du *Bas-Canada*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bisson* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Code Civil du *Bas Canada*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 49 50 Victoria, chapitre 33, section 1, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice de professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest* en 1885; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice de professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest* en 1885."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pour étendre la juridiction territoriale de la Cour supérieure et de la Cour de circuit du district de *Québec*, étant lu;

M. *Larochelle* propose, secondé par M. *Picard*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil;

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Blanchet*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve.—24.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchène (L'Islet.)</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lareau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié,

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour étendre la juridiction territoriale de la Cour supérieure et de la Cour de circuit du district de Québec"; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement comporte,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ait refusé de lui faire connaître les questions que le cabinet entend soumettre à la conférence annoncée dans le discours du Trône, et dans les circonstances, cette Chambre est d'opinion que la conférence proposée n'est pas désirable."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp.</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis.</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—26.</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>St. Hilaire,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—34.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction de ponts de fer dans les municipalités, à certaines conditions (à titre d'expérience) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission royale sur les asiles d'aliénés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fournir des exemplaires du Code municipal aux conseils municipaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui à la prochaine séance de la Chambre.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 13 mai, 1887.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, aujourd'hui, concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins.

Et la question étant proposée, — Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

M. Desjardins propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Taillon,

Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que les emprunts temporaires peuvent être renouvelés, et qu'il est facile d'emprunter temporairement les sommes qui pourraient être requises pour rencontrer les obligations de la province imputables au capital ;

Attendu que les subventions à être payées aux chemins de fer, tant pour les conversions de concessions de terres, en argent, que pour les subsides antérieurement autorisés, ne seront pas gagnées ni dues, — pour une partie notable, avant plusieurs années ;

Attendu que le 31 mars 1887, le gouvernement avait une balance de \$335,651.-64, et qu'il lui était dû plus de deux millions de piastres ;

Attendu qu'il est du devoir du gouvernement de percevoir, autant que possible, ce qui lui est dû, pour rencontrer les obligations contractées envers les compagnies de chemin de fer qui remplissent les conditions qui leur donnent droit aux subventions autorisées, et payer les autres dépenses imputables au capital ;

Attendu qu'un emprunt permanent de \$3,500,000 imposerait à la province la dépense de \$140,000 annuellement pour l'intérêt de cet emprunt ;

Attendu qu'il serait contraire aux intérêts de la province de lui imposer cette obligation annuelle de 140,000.00 tandis que des sommes au montant de plus de \$2,000,000.00 sont dues au gouvernement ;

Attendu que de la somme de \$600,000.00 reçue à compte du prix de vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, \$205,000 00, sont en dépôt dans divers banques au taux d'intérêt de quatre pour cent, et attendu qu'il est incertain que le gouvernement puisse continuer à recevoir cinq pour cent de la somme de \$113,500.00 déposée dans d'autres banques, il serait dans l'intérêt public d'amender le chap. 21 de la 41^{ème} Vict., de manière à autoriser l'emploi des \$600,000.00 reçues à compte du prix de vente du chemin de fer du Nord, au paiement des subventions aux chemins de fer qui deviendront dues ;

Attendu que le gouvernement a déclaré dans le discours du trône qu'il voulait tenir une convention des représentants des provinces, dans le but d'obtenir une subvention additionnelle du gouvernement fédéral ;

Attendu que le gouvernement a déclaré dans le discours du trône qu'il ne lui restait d'autre alternative que de faire un nouvel emprunt, parce qu'il n'avait pas eu le temps de mûrir aucun projet propre à créer les ressources nécessaires aux éventualités du moment ; et

Attendu qu'il serait dans l'intérêt public que le gouvernement mûrisse quelque projet propre à créer les ressources, plutôt que de contracter immédiatement un nouvel emprunt permanent ;

Que, pour toutes les raisons ci-mentionnées, il soit
Résolu, Quo cette Chambre ne croit pas devoir autoriser maintenant l'émission de débetures provinciales au montant de trois millions et demi de piastres."

Et l'amendement, étant mis aux voix,--la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon.—25.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	
<i>Cormier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Shehyn* ait la permission de pré-entér un Bill concernant l'émission des débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit lu la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Vendredi, 13 mai 1887.

Onze heures, A. M.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lareau,—la Pétition de Wm. Mead Pattison et autres, de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, comté de Missisquoi et de Saint-George de Henryville et de Saint-Sébastien, comté d'Iberville,—la Pétition de T. Saint-Aubin et autres, de la paroisse de Saint-George de Henryville et de Saint-Sébastien, tous du comté d'Iberville,—et la Pétition de F. Lafond et autres, de la paroisse de Saint-George de Henryville.

Ordonné, Que la Pétition de F. Lafond et autres, de la paroisse de Saint-George de Henryville,—de Wm. Mead Pattison et autres, de Saint-George de Clarenceville et Saint-Sébastien, dans le comté d'Iberville, et du Révérend T. Saint-Aubin, et autres de la paroisse de Saint-George de Henryville, présentées aujourd'hui, soient maintenant lues et reçues, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ces pétitions.

Et les dites pétitions sont lues et reçues; demandant respectivement l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'Iberville, Dunham et Clarenceville.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Tessier,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du bill concernant les commis voyageurs et les marchands ambulants et pour abolir les taxes municipales maintenant prélevées sur eux, étant lu;

M. Hall propose, secondé par M. Lemieux, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Tessier propose comme amendement, secondé par M. Murphy, Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "d'aujourd'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et un débat s'ensuivant;

Sur motion de l'Honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures P. M.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—Que le bill concernant les commis voyageurs et les marchands ambulants et pour abolir les taxes municipales maintenant prélevées sur eux soient maintenant lu la seconde fois; et lequel amendement comporte,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "d'aujourd'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et objection étant faite, par l'Honorable M. Turcotte, que la Chambre ne peut pas procéder sur ce Bill, parce qu'il est présenté comme une mesure publique et qu'il ne doit être considéré que comme Bill privé ;

M. l'Orateur décide comme suit :

On a prétendu dans le débat sur cette question d'ordre ;

1. Que ce bill est présenté dans l'intérêt exclusif d'une corporation, savoir :
" l'Association des commis-voyageurs de la puissance. "

2. Qu'il affecte les droits particuliers des villes de *Québec* et de *Trois Rivières*, comme corporations ; Et que, pour ces deux raisons, il est d'une nature privée ou pour le moins *hybride*.

On objecte en outre que cette mesure n'est pas dans l'ordre, parcequ'étant la reproduction d'un bill privé présenté au début de la session, elle en est la continuation.

" Un bill privé se distingue d'un bill public, en ce qu'il se rapporte directement aux affaires particulières des individus ou des corporations, et non à des " matières d'une portée générale (*of public policy*) qui intéressant la société. " (Bourinot page 585 ; May, édition 1883, page 745 et suivantes.)

Rien dans le Bill en question n'indique qu'il est fait dans l'intérêt d'une corporation particulière ; il est au contraire d'une portée générale et tombe évidemment dans la catégorie des mesures d'intérêt public (*of public policy*). C'est-à-dire que c'est un bill public et qu'il répond à la définition des bills publics donnée par les autorités parlementaires, ainsi que le fait voir la citation suivante empruntée à Bourinot, page 609 :

" As a rule, it may be stated that when bills treat of matters of general " policy, such as sanitary, or public, or commercial, or fiscal regulations, they " may be considered as public measures. In fact, all bills affecting the general " interest of the community and involving considerations of public policy, are " out of the category of private bills dealing with these interests of corporations " associations. "

Ce bill ne particularise aucun individu, ni aucune corporation, il s'applique à une universalité de personnes dans la société et à toutes les corporations municipales. C'est ce qui le distingue à mon avis, des mesures d'une nature privée et le range incontestablement dans la classe des bills publics. Cette portée générale lui enlève également le caractère d'un bill *hybride*, dont on trouvera la description dans le passage suivant de May, édition de 1883, page 787 :

" Bills of a local character, to which the Standing Orders of the House are " applicable are occasionally brought in, by order, as public bills, without the " form of a petition They are also liable to the payment of fees, but in the " greater number of cases, the objects are so far of a public nature that the fees " are remitted. They are generally bills for carrying out national works, or " relating to crown property or other public objects, in which the government " are concerned ; and are familiarly known as " hybrid bills. "

C'est à tort que l'on a voulu donner au bill maintenant soumis à la Chambre, ce caractère *hybride*, en invoquant le fait qu'il enlève à certaines municipalités le droit d'imposer une taxe sur certaines classes de la société. S'il fallait adopter cette manière de voir, notre Législature serait restreinte dans son action et tenue, toutes les fois qu'elle serait appelée à adopter une mesure d'intérêt général, de faire la recherche et l'étude de toutes les lois conférant des droits aux corporations ou aux individus, pour s'assurer si elle n'y portent pas atteinte. L'intérêt général serait ainsi subordonné à l'intérêt particulier et la procédure parlementaire entravée.

Comme exemple et comme précédent, je pourrais citer la législation sur les licences. Autrefois les corporations municipales, les unes par leurs chartes particulières, les autres par la loi générale, avaient le privilège d'imposer d'une manière illimitée les débitants de boissons alcooliques. Notre loi des licences a restreint ce privilège à des taux qu'elle a indiqués, en enlevant, par là même, à

ces corporations des droits acquis et particuliers de leur nature. Et cependant il n'a jamais été question de donner à cette loi le caractère d'un bill *hybride*.

La dernière objection ne me paraît pas, non plus, fondée.

Les autorités citées à son appui vont à dire qu'un bill présenté comme bill privé ne peut être régulièrement changé dans le cours de la procédure en bill public. Dans le cas actuel ceci n'est pas arrivé.

Il est vrai qu'au début de la session un bill privé a été soumis, intitulé : Acte confirmant, reconnaissant et ratifiant l'acte du parlement fédéral (43 Victoria, chapitre 74,) intitulé : "Acte à l'effet d'incorporer l'Association des commis voyageurs de la Puissance," et exemptant les membres de cette association de payer certaines taxes municipales.

Mais ce bill, qui fut subséquemment retiré, n'a eu, dans le cours de la procédure parlementaire, aucune relation avec le bill présentement soumis et celui-ci ne peut pas être considéré comme en étant la continuation. C'est une mesure distincte et le fait que les deux bills contiennent quelques dispositions analogues ne suffit pas, dans mon opinion, à leur donner l'identité qu'on a voulu établir.

Pour toutes ces raisons j'écarte l'objection.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Caron,
Duplessis,*

*Gagnon,
Martin (Rimouski),
Murphy,*

*Rinfret,
Shehyn,*

*Tessier et
Turcotte.—10]*

CONTRE :

Messieurs

*Baldwin,
Bazinet,
Beauchamp,
Bisson,
Blanchet,
Bourbonnais,
Boyer,
Brassard,
Cameron,
Cardin,
Casgrain,
Charlebois,
Cormier,*

*Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Forest,
Gladu,
Hall,
Johnson,
Lafontaine,
Laliberté,*

*Lapointe,
Lareau,
Larochele,
LeBlanc,
Lemieux,
Lynch,
Martin (Bonaventure),
McIntosh,
McShane,
Mercier,
Morin,
Nantel,*

*Owens,
Picard,
Pilon,
Poupore,
Robertson,
Robidoux,
Rocheleau,
Spencer,
Sylvestre,
Taillon
Trudel et
Villeneuve.—48.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. Hall propose, secondé par M. Lemieux, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

M. Murphy propose comme amendement, secondé par M. Rinfret dit Malouin, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "le Bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Murphy, M. Rinfret dit Malouin, l'Honorable M. Lynch, l'Honorable M. Shehyn, l'Honorable M. Blanchet, M. Hall et M. Tessier, pour en faire rapport à la Chambre"

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité aura la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui à la prochaine séance.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné la pétition de F. Lafond et autres, de la paroisse de Saint-George d'Henryville, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie du chemin de fer d'Iberville, Dunham et Clarenceville, et trouve qu'aucun avis n'a été publié; cependant les explications qui ont été données devant votre comité démontrent que l'entreprise serait pour le plus grand avantage des localités que le dit chemin de fer devra traverser; toutefois votre comité est d'opinion de laisser à votre honorable Chambre de décider de l'opportunité de suspendre la 51ème règle en pareil cas.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elle se rapportent au bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Iberville, Dunham et Clarenceville.

Ordonné, Que l'Honorable M. Duhamel ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle reste ajournée jusqu'à demain, à onze heures A. M., et qu'il y ait deux séances distinctes ce jour-là; la première commençant à onze heures A. M., et finissant à 1 heure P. M., et la seconde de trois heures P. M., jusqu'à six heures P. M.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant quarante mille neuf cents piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des instituteurs 43-44 Victoria, chapitre 22 et 49-50 Victoria, chapitre 27 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant mise aux voix que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix, que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant proposée, — Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Nantel, propose comme amendement, secondé par M. LeBlanc, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait refusé de reconnaître clairement la nécessité de maintenir en opération la loi concernant le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 49-50 V., c. 27, ainsi qu'il appert aux interpellations et réponses faites à ce sujet, pages 91 et 264 des Votes et Délibérations de 1887.

Que cette loi a été adoptée unanimement par la Législature à sa dernière session, à la demande de la grande majorité du corps enseignant de cette province, énergiquement appuyée par les deux comités du Conseil de l'instruction publique ; et que ce refus est de nature à jeter l'inquiétude et le découragement parmi les fonctionnaires de l'enseignement primaire qui ont déjà fait des sacrifices considérables pour obtenir le bénéfices de cette loi et qui ont des droits acquis à l'exécution fidèle et permanente de cette loi. "

M. Larochelle propose comme sous amendement, secondé par M. Lussier, Que les mots, " mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait refusé de reconnaître clairement la nécessité de maintenir en opération la loi concernant le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 49-50 V., c. 27, ainsi qu'il appert aux interpellations et réponses faites à ce sujet, pages 91 et 264 des Votes et Délibérations de 1887.

Que cette loi a été adoptée unanimement par la Législature à sa dernière session, à la demande de la grande majorité du corps enseignant de cette province, énergiquement appuyée par les deux comités du Conseil de l'instruction publique ; et que ce refus est de nature à jeter l'inquiétude et le découragement parmi les

fonctionnaires de l'enseignement primaire qui ont déjà fait des sacrifices considérables pour obtenir le bénéfice de cette loi et qui ont des droits acquis à l'exécution fidèle et permanente de cette loi," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette chambre se déclare satisfaite des explications ministérielles, au sujet de la loi du fonds de retraite des instituteurs. "

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet.</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson.</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>St. Hilaire,</i>
<i>Boyer.</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—34</i>
<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure)</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—26.</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question sur l'amendement, à la question originale ainsi amendée étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente. Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix, Ordonné, Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois. La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et de *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant proposée que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose comme amendement, secondé par M. *Nantel*, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants; "tout en concourant dans cette résolution, la Chambre désire rappeler que le premier mai 1885, M. *Gagnon*, maintenant secrétaire de la province, soumit à l'Assemblée Législative une motion pour que le Bill concernant les asiles d'aliénés fut amendé en retranchant toutes les clauses qui imposaient aux municipalités l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que le vote sur cette motion fut pris le même jour, et que les Honorables MM. *Mercier*, *Gagnon*, *Turcotte*, membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Lemieux*, *Rinfret dit Malouin*, et autres députés qui, tous appartenaient au parti libéral et qui siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent dans l'affirmative.

Que le 17 juin 1886, M. *McShane*, maintenant ministre de l'agriculture et des travaux publics, soumit à cette Chambre une motion blâmant le gouvernement de ce qu'il maintenait l'obligation imposée aux municipalités de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que le vote sur cette motion fut pris le même jour, et que les honorables MM. *Mercier*, *Gagnon*, *McShane*, tous membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Girouard*, *Latiberté*, *Rinfret dit Malouin*, *Robidoux* et autres députés, qui tous appartenaient au parti libéral et siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent dans l'affirmative.

Que, pendant la dernière campagne électorale, le parti libéral agita la même question et reprocha au parti conservateur d'avoir imposé aux municipalités, et d'avoir maintenu l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que, par ses déclarations, le parti libéral a pris envers le public l'engagement d'amender la loi de manière à supprimer cette obligation.

Que le cabinet actuel qui représente le parti libéral n'a pas rempli cet engagement.

Que ces conditions sont regrettables et que cette Chambre ne peut que les blâmer."

M. *Boyer* propose comme sous amendement, secondé par M. *Lemieux*, que les mots "tout en concourant dans cette résolution, cette Chambre désire rappeler que le premier mai 1885, M. *Gagnon*, maintenant secrétaire de la province, soumit à l'Assemblée Législative une motion pour que le Bill concernant les asiles d'aliénés fut amendé en retranchant toutes les clauses qui imposaient aux municipalités l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que le vote sur cette motion fut pris le même jour, et que les honorables MM. *Mercier*, *Gagnon*, *Turcotte*, membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Lemieux*, *Rinfret dit Malouin*, et autres députés, qui tous appartenaient au parti libéral et qui siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent dans l'affirmative.

Que le 17 juin 1886, M. *McShane*, maintenant ministre de l'agriculture et des travaux publics, soumit à cette Chambre une motion blâmant le gouvernement de ce qu'il maintenait l'obligation imposée aux municipalités de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que le vote sur cette motion fut pris le même jour, et que les honorables MM. *Mercier*, *Gagnon*, *McShane*, tous membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Girouard*, *Latiberté*, *Rinfret dit Malouin*, *Robidoux* et autres députés, qui tous appartenaient au parti libéral et siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent dans l'affirmative.

Que, pendant la dernière campagne électorale, le parti libéral agita la même question et reprocha au parti conservateur d'avoir imposé aux municipalités, et d'avoir maintenu l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Que, par ses déclarations, le parti libéral a pris envers le public l'engagement d'amender la loi de manière à supprimer cette obligation.

Que le cabinet actuel qui représente le parti libéral n'a pas rempli cet engagement.

Que ces conditions sont regrettables et que cette Chambre ne peut que les blâmer," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre a confiance que le gouvernement règlera d'une manière satisfaisante les difficultés qui existent actuellement au sujet de ces asiles et rendra justice aux municipalités."

Et le sous-mendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>St. Hilaire,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Duhamel,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de St-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—25.</i>
<i>Cornier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Saint-Patrice pour les orphelins, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholique romains, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth pour les enfants pauvres, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, y compris la ci-devant maison de refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et école d'industrie, Institut *Hervey, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Charles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des

Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de santé de *Belmont*, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoît*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennas*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, (Salle d'asile des petits enfants,) *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la providence, *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Paulin, *Saint-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants,) *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu Saint-Valier, *Chicoutimi*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

M. *LeBlanc* propose en amendement, secondé par M. *Casgrain*, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion :

" Mais cette Chambre désire rappeler :

" Que le parti libéral dans la Législature de *Québec* a reproché au parti conservateur d'avoir diminué les octrois aux institutions de bienfaisance, et ce, tant en cette Chambre, notamment pendant la session de 1884, que dans les dernières élections générales ;

" Que les Honorables MM. *Gagnon*, *Mercier*, *McShane*, tous trois membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Lemieux*, *Rinfret dit Malouin*, *Robidoux*, et autres députés, qui tous appartenaient au parti libéral et siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent, le 4 juin 1884, pour une motion soumise par l'Honorable M. *McShane*, secondé par l'Honorable M. *Gagnon*, à l'effet de reprocher au parti conservateur cette diminution des octrois aux institutions de charité ;

" Que ces déclarations faites au nom du parti libéral obligeraient ce parti à rétablir ces octrois tels qu'ils étaient avant cette diminution.

" Que le cabinet actuel qui représente le parti libéral n'a pas rempli cet engagement, et que cette Chambre ne peut que regretter ces contradictions."

M. *LaLiberté* propose comme sous amendement, secondé par M. *Girouard*, Que les mots " Mais cette Chambre désire rappeler :

" Que le parti libéral dans la Législature de *Québec* a reproché au parti conservateur d'avoir diminué les octrois aux institutions de bienfaisance, et ce, tant en cette Chambre, notamment pendant la session de 1884, que dans les dernières élections générales ;

" Que les Honorables MM. *Gagnon*, *Mercier*, *McShane*, tous trois membres du cabinet actuel, et MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Lemieux*, *Rinfret dit Malouin*, *Robidoux*, et autres députés, qui tous appartenaient au parti libéral et siégeaient alors dans les rangs de l'opposition, votèrent, le 4 juin 1884, pour une motion soumise par l'Honorable M. *McShane*, secondé par l'Honorable M. *Gagnon*, à l'effet de reprocher au parti conservateur cette diminution des octrois aux institutions de charité ;

" Que ces déclarations faites au nom du parti libéral obligeraient ce parti à rétablir ces octrois tels qu'ils étaient avant cette diminution."

" Que le cabinet actuel qui représente le parti libéral n'a pas rempli cet engagement, et que cette Chambre ne peut que regretter ces contradictions," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " parce que cette Chambre constate avec plaisir que le gouvernement n'a pas diminué de dix par cent les allocations aux institutions de charité, comme la chose a été faite antérieurement."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest.</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret.</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Boyer.</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs .

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc.</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon, et</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—24.</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>			
<i>couata),</i>			

Ain-i il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement sur le même division que la précédente.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

M. Boyer, rapporte, du comité des subsides, deux résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Législatif, indemnité additionnelle de \$200 à chaque conseiller, à raison de la longue durée de la session et des fréquents voyages nécessités par les ajournements; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative, indemnité additionnelle de \$200 à chaque député, à raison de la longue durée de la session et des fréquents voyages nécessités par les ajournements; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordé à Sa Majesté, pour la construction du nouvel hôtel du parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouveau palais de justice de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant mise aux voix, Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix, Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix, Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de *Montréal*," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant les commis voyageurs et les marchands ambulants et pour abolir les taxes municipales maintenant prélevées sur eux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. (*Déchène*) (*l'Islet*) fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné. Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte concernant les commis-voyageurs et l'abolition des taxes maintenant prélevées sur eux."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que M. *Pilon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemins de fer dans certains cas ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, jeudi, le 14 avril dernier, que le Bill pour pourvoir aux investigations quant aux malversations, abus de confiance etc., des corporations ou de la part de leurs membres ou de leurs officiers, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher une partie de la municipalité de *Kingsey Falls*, dans le comté de *Drummond*, et l'annexer à la municipalité du canton *Warwick*, dans le comté d'*Arthabaska*, pour toutes fins quelconques, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour détacher une partie de la municipalité de *Kingsey Falls*, dans le comté de *Drummond*, et l'annexer à la municipalité du canton *Warwick*, dans le comté d'*Arthabaska*, pour toutes fins quelconques."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 14 Mai 1887.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, mercredi, le 4 mai courant, — Que cette Chambre concure dans le troisième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes.

Et la question étant alors mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant pour la seconde lecture du Bill concernant la constitution de la Cour supérieure ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité : et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusements étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cormier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Hall*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de *Québec*, au sujet des frontières ouest, nord et est de la province de *Québec*, échangée à propos de l'adresse votée par la Législature de *Québec* le 19 juin 1886, page 427 et 428 des Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, depuis le 8 avril jusqu'au 21 juin 1886, ces deux jours inclus, dans les quarante neuvième et cinquantième années du règne de Notre Souveraine Dame la Reine Victoria

Cette adresse se lit comme suit :

“ A Son Excellence le Très Honorable Henry Charles Keith Petty FitzMaurice,

Marquis de Lansdowne, G. C. M. G., Gouverneur-Général

du Canada et Vice-Amiral d'icelui.

“ QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

“ Les loyaux sujets de Sa Majesté, siégeant en Assemblée Législative, pour la province de *Québec*, croient qu'il est de leur devoir d'exposer humblement;

“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et est, de la province de *Québec* sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre *Ontario* et *Québec*, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la *Baie James*, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière *East Maine*; vers le nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source; de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des *Esquimaux*, *Ashuanipi* ou *Hamilton*, et par la rive gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la *Baie du Rigolet—Hamilton inlet*; vers l'est et le nord-est, par le méridional du point le plus oriental des sources de la Rivière *Saint-Paul* ou petite *Esquimaux*, et, par cette même rivière vers l'est, jusqu'au 52^e degré de latitude nord, et suivant cette parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'*Anse au Blanc Sablon*, frontière actuellement reconnue de la province de *Québec*.

“ Qu'en conséquence, l'Assemblée Législative de *Québec* ose s'approcher de Votre Excellence, pour la prier de vouloir bien soumettre au Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, l'humble demande suivante, savoir :

“ Que cet Honorable Conseil Privé veuille bien adopter ou faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive les dites limites Ouest, Nord et Est, de la dite province de Québec, tel que ci-dessus indiquées.”

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du nombre d'employés sessionnels, tant de l'Assemblée Législative que des différents départements, pour les sessions de 1883, 1884 et 1885, avec les salaires payés à chacun d'eux.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec le conseil de ville de *Montréal*, au sujet de l'abolition des commissaires des incendies pour la cité de *Montréal*; aussi copie des résolutions adoptées à cet effet par le conseil municipal de la cité de *Montréal*.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Lussier*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état faisant voir, année par année, pour les années 1884-85, 1885-86 et 1886-87, le nombre des clercs sessionnels de l'Assemblée Législative et de chacun des départements, ainsi que le montant total, pour chaque année, payé pour ces clercs sessionnels, par l'Assemblée Législative et les différents départements.

2. Un état faisant voir, année par année, pour les années susdites, le nombre de messagers sessionnels employés à l'Assemblée Législative, ainsi que dans les différents départements, et le montant total payé chaque année à ces messagers par l'Assemblée Législative et les différents départements;

3. Le nombre de documents demandés chaque année par la Chambre et le nombre de ces documents qui ont été préparés chaque année et déposés sur le bureau de la Chambre.

4. Le nombre de bills présentés chaque année, durant les mêmes années, le nombre de pages formées chaque année par ces bills et le nombre de ces bills qui ont été passés chaque année.

5. Le nombre de jours qu'a duré chaque session, durant les mêmes années, le montant des dépenses de l'Assemblée Législative pour chacune de ces sessions et le coût, par jour, de chaque session, (a) pour les salaires des employés sessionnels, (b) pour le traitement des employés permanents; (c) le total de toutes ces dépenses, jour par jour, y compris l'indemnité et les frais de voyage des députés.

6. Un état faisant voir année, par année, pour les mêmes années, excepté l'année 1886-87, les sommes payées pour les impressions par l'Assemblée Législative.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement, depuis le 9 mars 1885, au sujet des

argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse, ainsi que les détails des sommes appliquées aux chemins, le nom des chemins, le nom des conducteurs de travaux, etc., etc.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 11 heures A. M.

Samedi, 14 mai 1887.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le Statut 48 Victoria, chapitre 13 concernant la tenue des Cours supérieure et de circuit ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné la Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 13, concernant la tenue des Cours supérieure et de circuit et le Code de procédure civile."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour aider à prévenir les accidents contre le feu dans les maisons d'écoles et les hôtels ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Owens fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable Secrétaire-Provincial Gagnon présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai, 1887, pour copie de la correspondance échangée entre les directeurs du *Quebec Skating Club* et le gouvernement, au sujet de faire disparaître leur *Rink*. (Documents de la Session, No. 101.)

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, une résolution laquelle est lue comme suit :

Resolu, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. LeBlanc propose comme amendement, secondé par M. Casgrain, Que tous les mots " mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé J. B. Charleson à un emploi de confiance sous la Couronne, en rapport avec cette partie importante du service public," soient ajoutés à la fin de la dite résolution.

M. Déchène (*L'Islet*) propose comme sous amendement, secondé par M. Lafontaine, que les mots, " mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé J.-B. Charleson à un emploi de confiance sous la Couronne, en rapport avec cette partie importante du service public," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Et en accordant cette somme, la Chambre déclare que c'est son désir que le gouvernement prenne les moyens de découvrir et de punir toutes les fraudes qui peuvent avoir été commises en rapport avec l'emploi des argents de colonisation."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

3 heures P. M.

M. Saint-Hilaire, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre ;

Bill incorporant la Compagnie de chemin de fer aérien de Montréal.

Ordonné, Que M. *Déchène* (*L'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour amender le Statut 43-44 Victoria, chapitre 43 intitulé : "Acte consolidé des chemins de fer de Québec, 1880."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Statut 43-44 Victoria, chapitre 25.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance et la Chambre, lundi prochain.

L'honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1887, pour un état, année par année, de toutes les sommes perdues ou non perçues par l'imprimeur de la reine, pour annonces dans la *Gazette Officielle de Québec* ou abonnements à cette gazette. (Documents de la Session No. 102.)

Aussi, réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 9 mai 1887, pour copie de la correspondance, entre le gouvernement et les directeurs de l'école d'agriculture de *Sainte-Anne de Lapocatière*, au sujet de l'établissement d'une ferme expérimentale attachée à la dite école. (Documents de la Session No. 103.)

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous amendement proposé aujourd'hui à l'amendement fait à la motion portant,—Que la résolution rapportée du comité des subsides aujourd'hui soit maintenant lue la seconde fois, et lequel amendement était que les mots "mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé *J. B. Charleson* à un emploi de confiance sous la Couronne, en rapport avec cette partie importante du service public," soient ajoutés à la fin de la motion et lequel sous amendement était que les mots "mais cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé *J. B. Charleson* à un emploi de confiance sous la Couronne, en rapport avec cette partie importante du service public," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Et en accordant cette somme, la Chambre déclare que c'est son désir que le gouvernement prenne les moyens de découvrir et de punir toutes les fraudes qui peuvent avoir été commises en rapport avec l'emploi des argents de colonisation."

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rockeleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Cormier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins.</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—23</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question originale, ainsi amendée, étant proposée de nouveau ;

M. *Dorais* propose comme amendement, secondé par M. *Villeneuve*, Que les mots "mais cette Chambre est d'opinion que cela peut se faire sans que le gouvernement ait à requérir et à payer les services de personnes autres que les employés ordinaires du département de l'agriculture ou des autres départements," soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, Que ces mots soient ajoutés, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>ture.)</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Villeneuve.—23.</i>
<i>Cormier,</i>			

Messieurs

CONTRE :

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel—31.</i>
<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret.</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question originale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée ;

M. *Nantel* propose comme amendement, secondé par M. *Johnson*, Que les mots " Et si toutefois, le gouvernement emploie pour cette fin des personnes autres que des employés ordinaires et permanents du département de l'agriculture ou des autres départements, il comprendra l'importance de choisir, pour une mission aussi délicate, des hommes dignes de la confiance publique," soient ajoutés à la fin de la question.

M. *Pilon* propose comme sous amendement, secondé par M. *Tessier*, Que les mots " Et si toutefois, le gouvernement emploie pour cette fin des personnes autres que les employés ordinaires et permanents du département de l'agriculture ou des autres départements, il comprendra l'importance de choisir, pour une mission aussi délicate, des hommes dignes de la confiance publique," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants " Et cette Chambre est convaincue que, dans ce but, le gouvernement ne fera que des nominations dignes de l'approbation publique."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazin</i> ,	<i>Duhamel</i> ,	<i>Lussier</i> ,	<i>Robidoux</i> ,
<i>Bernatchez</i> ,	<i>Forest</i> ,	<i>Martin (Rimouski)</i> ,	<i>Rocheleau</i> ,
<i>Bisson</i> ,	<i>Gaynon</i> ,	<i>McShane</i> ,	<i>Shehyn</i> ,
<i>Bourbonnais</i> ,	<i>Girouard</i> ,	<i>Mercier</i> ,	<i>St-Hilaire</i> ,
<i>Brassard</i> ,	<i>Gladu</i> ,	<i>Morin</i> ,	<i>Sylvestre</i> ,
<i>Cameron</i> ,	<i>Lafontaine</i> ,	<i>Murphy</i> ,	<i>Tessier</i> et
<i>Cardin</i> ,	<i>Laliberté</i> ,	<i>Pilon</i> ,	<i>Trudel</i> .—31.
<i>Déchêne (L'Islet)</i> ,	<i>Lemieux</i> ,	<i>Rinfret</i> ,	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin</i> ,	<i>Cormier</i> ,	<i>Flynn</i> ,	<i>Nantel</i> ,
<i>Beauchamp</i> ,	<i>Desjardins</i> ,	<i>Johnson</i> ,	<i>Owens</i> ,
<i>Blanchet</i> ,	<i>Dorais</i> ,	<i>Lapointe</i> ,	<i>Poupore</i> ,
<i>Caron</i> ,	<i>Duplessis</i> ,	<i>LeBlanc</i> ,	<i>Robertson</i> ,
<i>Casgrain</i> ,	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure)</i> ,	<i>Taillon</i> et
<i>Charlebois</i> ,	<i>Maurice</i> ,	<i>McIntosh</i> ,	<i>Villeneuve</i> .—23.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement sur la même division que la précédente.

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie de Jésus."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 232 du Code de procédure civile."

Et Bill intitulé : "Acte incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à Montréal."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 48 Vict., chapitre 7, relativement à l'agriculture."

Et Bill intitulé : "Acte pour amender la loi des licences de Québec."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 98, en ce qui a rapport au cautionnement des officiers publics" auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Sheehy,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 98, en ce qui a rapport au cautionnement des officiers publics," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender la loi des licences de Québec" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture" lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cardin.—L'ordre en conseil passé dans le mois d'août 1883, concernant la réserve forestière, a-t-il oui ou non force de loi ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Cette question est, depuis le 10 du courant, devant les officiers en loi de la Couronne pour leur décision.

Par M. Cardin.—Quelle différence y a-t-il entre les terres à coloniser dans la province de Québec et les terres mises sous réserve forestière, quant à la nature du sol et quant au bois ?

Y a-t-il des cantons arpentés et non colonisés ?

Y a-t-il des cantons arpentés dont l'acquisition est prohibée aux colons ?

S'il y a de ces cantons, depuis combien de temps ont-ils été ainsi arpentés ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Toutes les terres comprises dans la réserve forestière, sont celles recouvertes d'une quantité considérable d'arbres de pin ou d'épinette, etc., etc., propres à faire du bois marchand, que ces terres soient convenables ou non à l'agriculture.

Un grand nombre de cantons sont subdivisés et ne sont pas colonisés.

Plusieurs cantons sont subdivisés dont les lots ne sont pas offerts en vente.

L'arpentage de quelques uns de ces cantons date de plusieurs années en arrière. Pour détails voir le Guide du colon publié en 1886 et que l'on peut se procurer au département des terres de la couronne.

Par M. Cardin.—Pourquoi le département des terres a-t-il refusé de confirmer la vente de certains lots du canton d'Egan à des colons de bonne foi qui ont demandé pour s'y établir depuis le mois de novembre 1886, au mois de mars 1887 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Parceque, d'après les rapports d'inspections, ces lots compris dans la réserve forestière, contiennent des quantités considérables de bois de commerce.

Par M. Cardin.—Quel est le nombre d'applications faites depuis le 1er octobre 1886 jusqu'à ce jour pour acquisition de lots dans le canton d'Egan, et combien dans Lytton ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Aucunes demandes directes n'ont été faites à ce département. Sept ventes faites dans le canton d'Egan par l'agent, depuis le 1er octobre dernier, ont été suspendues, en attendant des informations plus complètes, parceque les terrains en question faisaient partie de la réserve, et contenaient, d'après les données obtenues jusqu'ici, une quantité considérable de bois marchands. Aucunes demandes n'ont été reçues à ce bureau, pour des terrains compris dans le canton de Lytton.

Par M. Cardin.—Quelle est la population respective de chacun des cantons de Egan et Lytton d'après le dernier recensement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Les informations requises sont contenues dans le recensement que l'on peut consulter à ce sujet.

Par M. Cardin.—Quels sont les cantons qui possèdent des scieries pour les besoins locaux ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—D'après les plans, la plupart des cantons renferment des scieries, mais il est impossible de préciser le nombre exact de ces moulins ; ce n'est que par l'entremise des agents locaux, qu'il serait possible d'obtenir les renseignements voulus.

Par M. Cardin,—Est-il à la connaissance du gouvernement que certains colons exploitent le bois sans payer de droits au département ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Il appert que, tous les ans, il se fait par les colons, sur tous les points de la province, du bois en contravention à la loi, et chaque fois que, après inspections faites par les gardes-forestiers, ces faits sont constatés, les droits de coupe sont exigés sur les bois ainsi coupés.

Par M. Cardin,—Est-il à la connaissance du gouvernement que les marchands de bois paient des droits sur le bois qu'ils achètent de tels colons ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Quand des colons sans titres, *squatters* coupent du bois sur des terrains sous licences, les licenciés sont tenus responsables des droits de coupe. Lorsque des colons ayant régulièrement acquis de la Couronne, coupent des bois dans leurs défrichements, et les vendent aux marchands de bois, les droits de coupe sont retenus de ces derniers, et sont ensuite imputés à la balance du prix d'achat des terrains, s'il y a lieu.

Par M. Cardin,—A-t-on produit les documents relatifs à l'affaire *Coursol*, du canton de *Lytton* ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Copies des documents se rapportant à l'affaire *Coursol*, ont été transmises à l'Honorable Secrétaire Provincial le 10 du courant.

Par M. Cardin,—Où en est rendue la question des colons d'*Egan*, au sujet de leurs difficultés avec la Compagnie *Gilmour* ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Vu le procès institué par les acquéreurs de lots dans le canton *Egan*, contre MM. *Gilmour* et Cie., le département des terres a cru devoir suspendre toutes actions en cette affaire, attendant le jugement final des tribunaux au sujet de cette contestation.

Par M. Cardin,—Est-il à la connaissance du gouvernement que certains colons exploitent leur bois au détriment du gouvernement et de quelle manière ?

Réponse par l'Honorable M. Mercier.—Il arrive fréquemment que des colons spéculent, au détriment du gouvernement, en achetant des terrains sous prétexte de colonisation, mais dans le seul but d'y faire du bois de commerce. Ceci arrive particulièrement dans le cas de marchands de bois non propriétaires de limites, qui se procurent ainsi de quoi alimenter leur commerce, sans être tenus d'acheter de limites et de payer des rentes foncières pour les conserver, en acquérant des terrains bien boisés par l'entremise de ces prétendus colons.

Par M. Cardin,—Le gouvernement connaît-il la manière dont le colon prétendu spéculateur vend son bois, à qui il le vend, et quel profit il en retire ? Le bois, ainsi coupé sur les lots du colon, se vend-il plus cher que celui provenant des limites proprement dites ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement n'est jamais entré dans aucuns détails, touchant les transactions privées entre colons et marchands des bois.

Par M. *Cardin*.—Le gouvernement sait-il que les marchands de bois aient souffert quelques torts des colons prétendus spéculateurs, et en quoi ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Plusieurs fois chaque année, dans presque toutes les agences de la province, des marchands de bois porteurs de licences, se plaignent que l'on soustrait de leurs territoires, nombre de lots très bien boisés sous prétexte de colonisation, afin de s'emparer à leur détriment, des bois qui croissent sur ces lots.

Par M. *Cardin*.—Les colons prétendus spéculateurs sont-ils propriétaires des lots sur lesquels ils exploitent le bois, et en vertu de quels titres ont-ils ce droit de propriété ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Les colons spéculateurs achètent un ou deux lots, sous des noms souvent empruntés, paient un versement, afin de se donner un droit d'exploiter le bois dans un semblant de défrichement.

Par M. *Cardin*.—Les marchands de bois ont-ils actuellement un temps limité pour l'exploitation de leurs limites, ou peuvent-ils en jouir à perpétuité ?

Réponse par l'Honorable M. *Mercier*.—Tous les lots occupés pour les fins de la colonisation, partout où elle peut se faire, sont après vente, retraits des licences de coupe de bois, et si les obligations d'établissement y sont régulièrement remplies par les acquéreurs, ces terrains ne rentreront plus dans la licence dont ils faisaient partie. D'après les règlements pour tous les terrains non arpentés où la colonisation ne se poursuit pas actuellement, la limite de la durée de la licence est indéterminée.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à lundi prochain à onze heures, A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Lundi, 16 Mai 1887.

Onze heures, A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Duhamel*.—la Pétition du Révérend V. *Gatineau* et autres, des paroisses de *Saint-Alexandre* et *Saint-Athanase*, dans le comté d'*Iberville*.

Ordonné, Que la Pétition du Révérend *V. Gatineau* et autres, des paroisses de *Saint-Alexandre* et *Saint-Athanase*, dans le comté d'*Iberville*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Iberville*, *Dunkam* et *Clarenceville* devienne loi.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill concernant l'émission des débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, étant lu ;

L'Honorable *M. Shehyn* propose, secondé par l'Honorable *M. Mercier*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Shehyn*, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures, P. M.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente, — la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 mai 1887, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec le conseil de ville de la cité de *Montréal*, au sujet de l'abolition des commissaires des incendies pour la cité de *Montréal* ; aussi copie des résolutions adoptées à cet effet par le conseil municipal de la cité de *Montréal*. (Documents de la Session, No 104)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, Que le bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin, (Rimouski,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brassard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>M. rin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron.</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel.--31.</i>
<i>Dechéne (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon, et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve.—25.</i>
<i>Cormier,</i>	<i>Johnson,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte autorisant l'émission de débiteures provinciales."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille huit cent quarante cinq piastres et quatre-vingt quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, savoir :

Balance de salaire de 2 messagers nommés permanents, le 1er juillet 1886, par M. l'Orateur *Würtele*, à \$500 par année, \$356.94 ; Salaire de deux femmes de journée nommées le 1er juillet 1886, par M. l'Orateur *Würtele* à \$160 par année \$320 ; Traitements de tous les messagers sessionnels sous le sergent d'armes pour la présente session, pris à six semaines au-delà du temps calculé dans les estimations de la dernière session, pour la présente session \$2,919 ; Papier à envelopper, papier à privées, savon, balais, ficelle, *record-sticks*, brosses à parquets, etc., \$250 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt quatre piastres et soixante et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour acquitter des comptes impayés, payer les clercs sessionnels, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des comptes reconnus et admis par l'Honorable *J. Blanchet*, ci-devant secrétaire de la province, en faveur de *N. S. Hardy*, pour transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir le déficit dans la dépense pour les écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire honneur à un engagement contracté par lettre, en date du 5 août 1886, de l'Honorable M. *J. J. Ross*, ex-premier ministre, au sujet d'un pont sur la rivière à la Tortue, comté de *Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocation additionnelle pour la construction du pont sur la rivière *Oulaouais*, entre *Bryson* et l'*Ile au Calumet*, en exécution d'une promesse faite par le ci-devant commissaire de l'agriculture et des travaux publics, l'Honorable *J. J. Ross*, par lettre en date du 14 décembre 1886; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'installation, ameublement, etc., des bureaux de l'Orateur, des employés permanents et des comités; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'ouvrage de *Deschamps*—Liste des municipalités et des paroisses—1400 exemplaires, balance des 2,000 exemplaires acceptés par résolution de la Législature le 2 juin 1886, à \$4 le volume; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le conseil municipal de *Saint-Berthélemi*, comté de *Berthier*, pour macadamiser le chemin entre l'église et la gare du chemin de fer du Nord, tel que mentionné dans la lettre de l'Honorable *J. J. Ross*, ex-premier ministre, en date du 23 juillet 1886, adressée au révérend *M. Moreau*, l'ouvrage devant être fait sous la direction de l'inspecteur du gouvernement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'un quai, d'un mur de revêtement, d'une digue, etc., à la chute de *Saint-Justin*, comté de *Maskinongé*, balance de \$2,000.00 promise par lettre en date du 9 septembre 1886, de l'Honorable *J. J. Ross*, ex-premier ministre au Révérend *M. N. Gérin*, prêtre, curé de *Saint-Justin*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal d'agriculture pour remplacer le montant déduit en trop; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide additionnelle aux beurreries et aux fromageries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses pour l'agriculture; pour l'organisation et les dépenses contingentes du nouveau département de l'agriculture et de la colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le livre d'or ou livre généalogique canadien du bétail, pour payer les frais de la commission nommée à cette fin, impression de bulletins, etc., y compris le traitement du médecin vétérinaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'exposition provinciale à *Québec*, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que le montant fourni par la cité de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'exposition agricole du district de *Trois-Rivières* et la construction

d'édifices permanents sur la propriété du gouvernement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie des frais de l'exploration des comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au deuxième rapport du comité de l'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour drainer, etc., la crique *Norton*, comté de *Chateauguay*, afin de rendre exploitables plus de 5,000 acres de sol d'alluvion—\$2,500 payables en cinq ans, à raison de \$500 par année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour drainer entre les rivières *Laquerre* et *Saint-Louis*, comté de *Huntingdon*, afin de rendre exploitables 10,000 acres de sol d'alluvion dans les paroisses de *Sainte-Barbe* et de *Saint-Anicet* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration, l'empierrement, d'un chemin de Côteau *Landing* à Côteau Station et l'ouverture d'un chemin de Côteau Station à un point dans le township de *Newton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des altérations nécessaires aux nouveaux pupitres de l'Assemblée Législative, 35 à \$6 chacun ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le coût du Fauteuil de l'Orateur de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime à *Gaspé*, de la *Rivière aux Renards* à *Sainte Anne des Monts*, \$3,000 payables \$1,000 par année pendant 3 ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction de ponts de fer dans les municipalités, à certaines conditions (à titre d'expérience) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission royale sur les asiles d'aliénés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fournir des exemplaires du Code municipal aux conseils municipaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$404,674. 14, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente

juin, mil huit cent quatre vingt sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,131,760.93, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre vingt huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$404,674.14, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin, mil huit cent quatre vingt sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,131,760.93 pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre vingt huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1887 et le 30 juin 1888, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la Compagnie générale de fidéi-commis du *Canada*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné. Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bil passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer aérien de *Montréal*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe avec les amendements.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec divers amendements auxquels elle demande leur concours.

Le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer *d'Iberville, Dunham et Clarendville* est, en conformité de l'ordre lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Caron*,—Est-ce l'intention du gouvernement de régler les réclamations des commerçants de foin du district de *Trois-Rivières*, (lesquelles réclamations sont maintenant devant lui,) pour les pertes par eux subies, en 1880-81, sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*?

Réponse par l'honorable M. *McShane*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Casgrain*,—Le nommé *Jean-Baptiste Beaulieu*, de *Saint-Roch* de *Québec*, ancien détective, actuellement hôtelier, est-il à l'emploi du gouvernement de la province de *Québec*?

Quelle est la nature de son emploi?

Depuis quand est-il employé?

Quel est le montant de son salaire?

Réponse par l'honorable M. *McShane*,—Non, il n'est pas employé par le gouvernement.

Par M. *Dorais*,—1. Combien l'honorable M. *Turcotte* et l'honorable M. *Ross*, ministres sans portefeuille, ont ils reçu du gouvernement, depuis qu'ils sont dans le cabinet, pour perte de temps, frais de voyage, pension, etc.?

2. Combien recevront-ils à l'avenir par mois?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Rien.

2. Rien.

Par M. *Dorais*,—Le gouvernement a-t-il loué une propriété dans la ville de *Trois-Rivières* pour y installer les bureaux publics. Si oui, quel est le montant du loyer et le coût approximatif des réparations que le gouvernement entend y faire?

Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un gardien ou messenger pour les dits bureaux?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Oui, dans l'intérêt public, le gouvernement a loué de Madame *W. C. Pentland*, une propriété dans la cité de *Trois-Rivières* pour y installer tous ses bureaux publics.

2. Le bail a été fait pour cinq ans et le montant du loyer est de trois cents piastres par année; le coût des réparations absolument nécessaires que le gouvernement entend y faire sera très léger.

3. S'il est nécessaire d'y nommer un gardien ou un messager, le gouvernement le nommera.

Par M. Tessier, — Le gouvernement a-t-il donné instructions au Dr *George Leclerc*, secrétaire du Conseil d'Agriculture, de transporter son bureau au département de l'Agriculture, à *Québec*; si oui, quand ces instructions ont-elles été données?

Est-ce l'intention du gouvernement de faire respecter sa décision sur ce sujet?

Réponse par l'honorable M. *McShane*, — Le gouvernement a donné instructions à M. *Leclerc* de transporter son bureau au département de l'Agriculture, à *Québec*, d'abord par lettre du 19 février 1886, puis par lettre du 10 mai 1887. Le gouvernement entend faire respecter sa décision.

Sur motion de l'honorable M. *Duhamel*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,
Ordonné, Que la 60^{ème} règle de cette chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de *Iberville*, *Dunham* et *Clarenceville*, afin que ce Bill soit pris en considération sans délai et sans avis par le comité des chemins de fer.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie de tous documents, lettres, télégrammes et papiers relatifs à la résignation ou démission de M. L. Z. *Joncas*, ancien shérif de *Gaspé*, et à la nomination de son successeur.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable secrétaire-provincial *Gagnon*, présente, — la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 16 mai 1887, pour copie de tous documents, lettres, télégrammes et papiers relatifs à la résignation ou démission de M. L. Z. *Joncas*, ancien shérif de *Gaspé*, et à la nomination de son successeur. (Documents de la Session No. 105.)

Sur motion de M. *Déchêne* (*L'Islet*), secondé par M. *Tessier*,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie des requêtes et représentations de la commission des syndics des chemins à barrières près de *Québec*, (Rive Nord), faites au gouvernement; entre autres, le rapport des commissaires, MM. *DeBlois*, *Defoy*, et *Mackay*, nommés par le gouvernement de cette province, en 1875, daté le 4 décembre 1875, pour s'enquérir de l'administration de cette commission et des causes de déficit dans les revenus, ainsi que les états de compte annuels, rendus par les dits syndics de la Rive Nord depuis 1875; aussi les états de compte annuels rendus, depuis 1875, au gouvernement, par les syndics des chemins à barrières de la Rive Sud; aussi copie de la requête des porteurs de débentures et créanciers de la dite commission des chemins à barrières de la Rive Nord. Et copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les syndics des chemins à barrières de la Rive Sud, au sujet du chemin de *Beaumont*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de *M. Lussier*, secondé par *M. Basinet*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la pétition présentée au gouvernement par *M. Lapalme* et autres, de Massachusetts, au sujet du repatriement de nos compatriotes émigrés aux Etats-Unis.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,
Résolu, Que l'honoraire de \$400 payé sur le bill amendant le chapitre 85 du statut 45 Victoria, intitulé: "Acte incorporant le Crédit Mobilier et Agricole de Québec" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec 1875 et ses amendements, étant lu ;

M. Laliberté propose, secondé par *M. Girouard*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A. M., demain.

Mardi, 17 Mai, 1887.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par *M. Caron*,—la pétition de *Hector Champagne* et autre de *Saint-Gabriel de Brandon* ;—la pétition du Révérend *F. Mondor* et autres de *Saint-Michel des Saints* ; —et la pétition du Révérend *D. Guérin* et autres, de *St. Justin*, comté de *Maskinongé*.

M. Saint-Hilaire, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, qu'il soumet à votre honorable Chambre avec amendements : "Bill incorporant la compagnie du chemin de fer d'*Iberville*, *Dunham* et *Clarenceville*."

Ordonné, Que la 65ième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Iberville*, *Dunham* et *Clarenceville*.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité sur le dit Bill. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteil, et *M. Boyer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi de chasse de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des pêcheries de *Québec*."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant le barreau de la province de *Québec* (49-50 Victoria chapitre 34.)"

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé*."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant l'éducation."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Lac Maskinongé*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant l'éducation " lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable M. *Gagnon* secondé par l'Honorable M. *McShane*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte amendant la loi de chasse de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte amendant la loi de pêcheries de *Québec* " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Sur motion de M. *Robidoux*, seconde par M. *Lareau*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant le barreau de la province de *Québec* (49-50 Victoria, chapitre 34) " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill, avec les amendements, passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec divers amendements, auxquels elle demande leur concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle reste ajournée jusqu'à quatre heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Quatre heures P. M.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 9 mai 1887, demandant copie de toute correspondance échangée entre Nos Seigneurs les Evêques de la province et le gouvernement, ou aucun des ministres ou le surintendant de l'Instruction Publique, concernant l'éducation, depuis 1879 ; copie du rapport de la commission royale nommée en 1881, pour s'enquérir des affaires des écoles catholiques de la cité de *Montréal*, ainsi que copie de la déposition de M. l'abbé *Rousselot*, donnée devant la dite commission. (Documents de la Session No. 106)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 mai 1887, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec*, au sujet des frontières ouest, nord, et est de la province de *Québec*, échangée à propos de l'adresse votée par la Législature de *Québec*, le 19 juin 1886, pages 427 et 428 des Journaux de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, depuis le 8 avril jusqu'au 21 juin 1886, ces deux jours inclus, dans les quarante neuvième et cinquantième années du règne de Notre Souveraine Dame la Reine Victoria.

Cette adresse se lit comme suit :

“ A Son Excellence le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitz Maurice.

Marquis de Lansdowne, G. C. M. G., Gouverneur-Général

du Canada et Vice-Amiral d'icelui.

“ QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

“ Les loyaux sujets de Sa Majesté, siégeant en Assemblée Législative, pour la province de *Québec*, croient qu'il est de leur devoir d'exposer humblement ;

“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières Ouest, Nord et Est de la province de *Québec* sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière
 “ actuelle entre *Ontario* et *Québec*, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la *Baie*
 “ *James*, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière *East*
 “ *Maine* ; vers le nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure
 “ jusqu'à sa source ; de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper
 “ les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des *Esquimaux*, *Ashuanipi* ou
 “ *Hamilton*, et par la rive gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la
 “ *Baie du Rigolet—Hamilton inlet* ; vers l'est et le nord-est, par le méridien du point
 “ le plus oriental des sources de la *Rivière Saint-Paul* ou petit *Esquiman*, et, par cette
 “ même rivière vers l'est, jusqu'au 52e degré de latitude nord, et suivant cette
 “ parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'*Anse au Blanc Sablon*, frontière
 “ actuellement reconnue de la province de *Québec*.

“ Qu'en conséquence, l'Assemblée Législative de *Québec* ôse s'approcher de Votre
 “ Excellence, pour la prier de vouloir bien soumettre au Conseil Privé de Sa Ma-
 “ jesté pour le *Canada*, l'humble demande suivante, savoir :

“ Que cet Honorable Conseil Privé veuille bien adopter ou faire adopter les
 “ mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive les dites
 “ limites Ouest, Nord et Est, de la dite province de *Québec*, tel que ci dessus indi-
 “ quées. (Documents de la Session No. 107.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 mai, 1887, pour copie
 d'une pétition présentée au gouvernement par M. *Lapalme* et autres, de l'état de
Massachusetts, au sujet du rapatriement de nos compatriotes émigrés aux *Etats-Unis*.
 (Documents de la Session No. 108.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill octroyant à Sa Majesté les
 deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant
 le 30 juin 1887 et le 30 juin 1888 et pour d'autres fins du service public, étant lu ;

L'Honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que le bill
 soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre
 se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son
 concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif
 intitulé : “ Acte pour amender la loi de chasse de *Québec* ; ”

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général
 de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi
 siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport
 que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix, que le bill, ainsi modifié en comité général
 soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est
 résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill avec les amendements, passent ;
 la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande leur concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusements" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusements," lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte amendant la loi des pêcheries de Québec" étant lu :

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec divers amendements auxquels elle demande leur concours.

M. Robidoux, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre, qu'il a examiné le bill pour amender les articles 298 et 493 du code civil du *Bas-Canada*, ainsi que le bill pour amender les sections 269 et 270 de l'acte électoral de *Québec*, de 1875, et qu'il les rapporte avec des amendements, et aussi le bill pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 11, concernant la loi des licences de *Québec*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les sections 269 et 270 de l'acte électoral de *Québec* de 1875 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné. Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte électoral de Québec, (38 Vict., chap. 7.)"

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier* secondé par M. *Sheehy*.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle restera ajournée jusqu'à dix heures P. M. aujourd'hui.

Et alors la chambre s'ajourne.

Dix heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill, intitulé : "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer aérien de *Montréal*," sans amendement.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé "Acte amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 57, amendant le dit acte," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte amendant l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 57, amendant le dit acte," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Saint-Hilaire*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copies de tous rapports, correspondances et autres documents quelconques relatifs aux argents de colonisation dépensés dans le comté de *Pontiac*, depuis 1882 ; et spécialement pour les argents dépensés pour le pont de *Bryson* à l'*Île au Calumet*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, concernant la loi des licences de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé "Acte amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 45 Victoria, chapitre 103, incorporant la ville de *Richmond*."

Bill intitulé "Acte pour amender l'acte 39 Victoria, chapitre 20, intitulé : "Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Union nationale française et de refuge."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*, et plaçant les biens fonds appartenant à l'association entre les mains de fidéi-commissaires."

Bill intitulé : "Acte érigeant une certaine partie de la paroisse de *Saint-Javier de Weedon* en municipalité de village."

Bill intitulé : "Acte pour régulariser la cléricature de *Théodule L'Ecuyer*."

Et Bill intitulé : "Acte érigeant la paroisse de *Sainte-Elizabeth de Warwick* en municipalité."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 298 du Code civil du *Bas Canada* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Morin* fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à Onze heures, A. M.

Mercredi, 18 Mai 1887.

Onze heures, A. M.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Gladu*,
La Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui.

Trois heures, P. M.

L'honorable M. Mercier, du comité conjoint des deux chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Owen Murphy, écr., comme son président, et qu'il a réduit son quorum à sept membres.

Votre comité recommande l'impression des documents suivants :

No. 94. Copie du rapport de l'arpentage fait par MM. Blaiklock et O'Dwyer, touchant la ligne de division entre le canton de Farnham et la Seigneurie de Saint-Hyacinthe.

No. 98. Copie du procès-verbal tenu par le secrétaire du département des travaux public de tous les ordres donnés pour travaux additionnels pour la construction du Palais de justice et des bâtisses du parlement de Québec.

No. 105. Documents relatifs à la démission ou à la résignation de L. Z. Joncas.

Votre comité recommande de plus l'impression des dépositions de MM. J-B. Derome et S. Lesage, prises le 17 mai courant devant le comité des comptes publics, avec les états y annexés.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de M. Déchêne (L'Islet), secondé par M. Morin,

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le bill incorporant la compagnie des Tramways de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant.

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé. "Acte pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, concernant la loi des licences de Québec."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte électoral de Québec," (38 Victoria, chapitre. 7.)

Bill "Acte intitulé : "Acte amendant l'acte pour incorporer le cimetière de Mount Hermon."

Bill intitulé : "Acte pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemins de fer dans certains cas."

Bill intitulé : "Acte concernant les commis voyageurs et l'abolition des taxes actuellement prélevées sur eux."

Bill intitulé : "Acte pour amender les lois concernant la constitution de la Cour supérieure."

Bill intitulé : "Acte autorisant l'émission de débetures provinciales."

Bill intitulé : "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1887 et le 30 juin 1888, et pour d'autres fins du services public."

Bill intitulé : "Acte incorporant la compagnie du chemin fer d'Iberville, Dunham et Clarenceville."

Et Bill intitulé : "Acte pour détacher une partie de la municipalité de Kingsey Falls du comté de Drummond et l'annexer à la municipalité du canton de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, pour toutes fins quelconques."

Et aussi le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi de la chasse."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des pêcheries de Québec."

L'Honorable Secrétaire Provincial *Gagnon* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 29 mars 1887, demandant un état des sommes dépensées pour les travaux de colonisation dans le comté de *Berthier*, durant les années 1882, 1883, 1884, 1885 et 1886; une liste des travaux exécutés, et copie des rapports faits au département de la colonisation et des travaux publics par les conducteurs des travaux, et par l'inspecteur, et de toute correspondance échangée au sujet de ces travaux. (Documents de la Session No 109.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er avril 1887, pour 1.—copie de différentes demandes d'argent pour travaux de colonisation dans le comté de *Rimouski*, depuis le premier juillet 1886.

2. Un état des argents accordés pour les dits travaux.

3. Copie de chaque rôle de paie. (Documents de la Session, No 110.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 avril 1887,—pour copie de toutes correspondances entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres, durant l'année dernière, concernant la destruction illégale de l'original et du caribou, et les moyens d'empêcher cette destruction illégale. (Documents de la Session, No 111.)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 9 mai 1887, demandant copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, et de tous documents concernant les limites de la seigneurie de *Courval*. (Documents de la Session, No 112.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Turcotte*,
La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé: "Acte concernant l'école polytechnique de *Montréal*," sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill incorporant la compagnie générale de fidéi-commis du *Canada*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte à l'effet d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé : " Acte pour incorporer le Collège Théologique Wesleyen de *Montréal*."

Acte incorporant " *La Canadienne*," compagnie d'assurance sur la vie.

Acte incorporant la Compagnie de chemin de fer aérien, de *Montréal*.

Acte concernant la transcription des anciens registres de l'état civil.

Acte amendant l'article 513 du Code municipal.

Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 95, concernant les statuts de la province de *Québec*.

Acte pour amender la loi de la chasse.

Acte pour amender l'acte des pêcheries de *Québec*.

Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nomination de certains officiers du Conseil Législatif.

Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 98, en ce qui a rapport au cautionnement des officiers publics.

Acte concernant les Statuts Refondus de la province de *Québec*.

Acte pour amender les lois concernant le Conseil Exécutif et les départements publics de la province, ainsi que la loi relative au service civil.

Acte concernant l'école polytechnique de *Montréal*.

Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Gonzalve Lesieur-Desaulniers*, au nombre de ses membres.

Acte amendant le chapitre 141 des statuts de la ci-devant province du *Bas-Canada*, 19-20 Victoria, intitulé : Acte incorporant la société de l'Union Saint-Joseph, de *Montréal*."

Acte amendant le chapitre 94 des statuts de la ci-devant province du *Canada*, 25 Victoria, intitulé : " Acte pour incorporer la société de l'Union Saint-Pierre de *Montréal*."

Acte pour amender l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 82, intitulé : " Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Montréal* et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37."

Acte incorporant l'Union musicale de *Québec*.

Acte incorporant l'association connue sous le nom de : " Le Club de Raquettes, le Trappeur de *Montréal*."

Acte constituant en corporation la Compagnie de prêts et de Mont-de-Piété.

Acte incorporant " *The Victoria Hospital and Convalescent Home for sick Protestant children* "

Acte autorisant " *The New-York Life Insurance Company*," à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la province de *Québec*.

Acte autorisant *Hugh Paton*, à construire un pont sur une branche de la Rivière des *Prairies*.

Acte incorporant le Club *Yamaska*.

Acte incorporant la Compagnie de Jésus.

Acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Alfred Burgis Major* au nombre de ses membres.

Acte amendant l'acte incorporant la société de passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe* et l'acte qui l'amende.

Acte pour amender les actes concernant " *The University Maternity Hospital*," et changer ce nom en celui de " *The Montreal Maternity*."

Acte incorporant la " Fraternité du Tiers-Ordre de *Saint-François d'Assise de Montréal*."

Acte amendant de nouveau l'acte 36 Victoria, chapitre 52, intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Nicolet*."

Acte incorporant la Congrégation des Petits Frères de Marie, dits "Frères Maristes."

Acte incorporant l'Association agricole Indépendante des comtés de *Stanstead* et de *Compton*.

Acte incorporant la Compagnie dite "*Dominion Lime Company*."

Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de *Nicolet*.

Acte incorporant l'Association des épiciers de *Montréal*.

Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Lac Maskinongé*.

Acte amendant la charte de la cité de *Montréal*.

Acte autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu *Antoine Paiement* dit *Larivière*.

Acte constituant la Corporation des Huissiers du district de *Montréal*.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Salaberry de Valleyfield*, 37 Victoria, chapitre 48, tel qu'amendé par 42-43 Victoria, chapitre 62.

Acte pour amender l'Acte des clauses générales des corporations de villes, (40 Victoria, chapitre 29)

Acte pour amender l'article 232 du Code de procédure civile.

Acte incorporant la Société belge canadienne.

Acte autorisant la vente de certains biens appartenant à la succession de feu *William Wallace Scott*.

Acte ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage, en rapport avec la succession de feu *Charles Phillips*.

Acte incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Montréal*.

Acte incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à *Québec*.

Acte pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses dans l'ancien territoire de *Notre-Dame de Montréal*.

Acte pour détacher une partie de la municipalité de *Kingsey Falls*, du comté de *Drummond* et l'annexer à la municipalité du canton de *Warwick*, dans le comté de *Arthabaska*, pour toutes fins quelconques.

Acte autorisant la construction d'un pont de péage sur la branche sud de la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Pie*.

Acte amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*.

Acte pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemins de fer, dans certains cas.

Acte pour amender la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.

Acte pour amender et expliquer le statut de *Québec*, 32 Vict., ch. 73, concernant l'incorporation des Evêques catholiques romains de cette province.

Acte pour régulariser la cléricature de *Théodule L'Ecuyer*.

Acte érigeant la paroisse de *Sainte-Elizabeth de Warwick* en municipalité.

Acte incorporant la société de bienfaisance *Saint-Jean-Baptiste*, de *Notre-Dame de Granby*.

Acte amendant l'acte pour incorporer le cimetière de *Mount Hermon*.

Acte amendant l'acte 45 Vict., chap. 103, incorporant la ville de *Richmond*.

Acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de *Saint-Jean* et d'*Iberville*.

Acte pour amender l'acte 39 Vict., ch. 20, intitulé: "Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes des décès dans la Province."

Acte amendant l'acte 36 Vict., ch. 60, intitulé: "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent," et l'acte 42-43 Vict., ch. 57, amendant le dit acte.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Ottawa* et de la *Vallée de la Gatineau*.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'*Ottawa*.

Acte érigeant une certaine partie de la paroisse de *Saint-Juvier de Weedon* en municipalité de village.

Acte autorisant la compagnie dite, *The Imperial Fire Insurance Company*, à contracter, à poursuivre et être poursuivie, dans la province de *Québec*, au nom de la compagnie, et pour d'autres fins.

Acte incorporant l'Union nationale française et de refuge.

Acte à l'effet d'autoriser la nomination d'une commission royale pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de *Montréal*.

Acte pour amender l'acte incorporant "*The Quebec Young Men's Christian Association*," et placer les biens-fonds appartenant à l'Association entre les mains de fidéi-commissaires.

Acte pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 11, concernant la loi des licences de *Québec*.

Acte pour amender l'acte électoral de *Québec*, 38 Vict., chap. 7.

Acte pour amender la loi des licences de *Québec*.

Acte concernant les commis voyageurs et l'abolition des taxes actuellement prélevées sur eux.

Acte pour amender les lois concernant l'éducation.

Acte pour amender les lois concernant la constitution de la Cour supérieure.

Acte concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusements.

Acte autorisant l'émission de débentures provinciales.

Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer d'*Iberville, Dunham et Clarenceville*.

Alors, l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Au nom de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1887, et le 30 juin 1888, et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

En vous relovant de vos travaux législatifs, je vous remercie de votre assiduité et vous félicite de la bonne harmonie qui a régné durant les débats.

Vous avez bien répondu à l'invitation qui vous a été faite par Son Honneur l'Administrateur de cette Province, le 16 mars dernier, et je suis heureux de constater que vos délibérations ont été conduites avec dignité et que vos discussions ont été faites avec calme et modération. Parmi les lois qui ont été adoptées, il y en a une qui devra favoriser considérablement les intérêts de l'agriculture et de la colonisation, et l'emprunt que vous avez consenti, va mettre mon gouvernement en état de régler la dette flottante, et de payer les subsides dus aux compagnies de chemins de fer.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je vous remercie de la générosité avec laquelle vous avez voté les subsides nécessaires au service public et soyez assurés que je verrai à ce qu'ils soient dépensés suivant la loi et la plus stricte économie.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

L'exposition provinciale aura lieu à Québec cette année et je vous invite tous à y prendre part et à en assurer le succès par votre influence et votre concours, de manière à ce qu'elle puisse faire honneur à cette province et à sa capitale.

Maintenant, au nom de Sa Majesté, je vous relève de vos travaux législatifs et prie Dieu de vous bénir vous et vos familles, ainsi que tous les habitants de ce pays.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative :

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à mardi le douzième jour de juillet prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à mardi, le douzième jour de juillet prochain.

INDEX

DU

VINGTIÈME VOLUME.

50 VICTORIA, 1887.

ABUS PRÉJUDICIALES A L'AGRICULTURE :—*Voir Agriculture, 3.*

ACCIDENTS PAR LE FEU :—Bill pour aider à prévenir les—dans les maisons d'écoles et les hôtels, (L'Honorable M. *Lynch*), 97. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Rapporté progrès, 271.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD DE 1867 :—Projet de convention pour la révision de l'—*Voir Documents, P.*

ACTE ÉLECTORAL :—

1. Bill pour amender l'acte des élections contestées, (M. *Lareau*), 34. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 77. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; Rapporté progrès, 217.
2. Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, (M. *Lareau*), 35. Sur la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 78. Rapporté amendé, 180. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 195.
3. Bill pour abroger les sections 278 à 281 inclusivement de l'acte électoral de *Québec* de 1875, (M. *Déchène* (*L'Islet*)), 82. Lu la seconde fois ; Renvoyé au comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 209.
4. Bill pour amender les sections 12 et 21 de l'acte électoral de *Québec*, (M. *Brassard*), 88. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 141. Rapporté amendé, 180. Considéré en comité général ; Rapporté progrès, 218.
5. Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, (M. *Hall*), 155. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 210.

ACTE ÉLECTORAL :—*Suite.*

6. Bill pour amender les sections 269 et 270 de l'acte électoral de Québec de 1875, (M. *Bourbonnais*), 155. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 211. Rapporté amendé, 291. Considéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 291. Par le Conseil, 294. S. R., 298. (50 Vic., ch. 10.)
7. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, (M. *LeBlanc*), 165. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 211.
8. Bill pour amender l'acte des élections contestées de 1875 et ses amendements, (M. *Laliberté*), 197. Motion pour seconde lecture négative, 287.

ACTE FÉDÉRAL DES LICENCES :— Voir *Documents*, 24.

ACTES PUBLICS ET PRIVÉS :— Demandant que les—Suivants soient amendés :

- S. R. B. C. ch. 15. Voir *Instruction Publique*.
- 15 V., ch. 115. Voir *Chemins à barrières*.
- 32 V., ch. 73. Voir *Evêques Catholiques Romaines*.
- 34 V., ch. 4. Voir *Victoria 34 et Cour Supérieure*.
- 35 V., ch. 52. Voir *Nicolet*.
- 36 V., ch. 60. Voir *Lévis*.
- 39 V., ch. 20. Voir *Statistiques*.
- 41-42 V., ch. 13. Voir *Assurances sur la vie*.
- 43 V., ch. 74. Voir *Commis Voyageurs*.
- 43-44 V., ch. 11. Voir *Licences*.
- 44-43 V., ch. 25. Voir *Victoria 43-44 et Créanciers Hypothécaires*.
- 4 -44 V., ch. 43. Voir *Chemins de fer*.
- 44-45 V., ch. 25. Voir *Maîtres et Serviteurs*.
- 44-45 V., ch., 82. Voir *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*.
- 45 V., ch. 85. Voir *Crédit Mobilier*.
- 45 V., ch. 103. Voir *Richmond*.
- 48 V., ch. 13. Voir *Cour Supérieure*.
- 48 V., ch. 74. Voir *Chemins de fer aériens*.
- 49-50 V., ch. 33. Voir *Expédition du Nord-Ouest*.
- 49-50 V., ch. 34. Voir *Barreau*.
- 49-50 V., ch. 74. Voir *Victoria 49-50*, Voir *Gases Combustibles*.
- 49-50 V., ch. 95. Voir *Statuts de la province de Québec*.
- 49-50 V., ch. 98. Voir *Cautionnements des Officiers Publics*.

ACTON :—Fonds d'emprunt municipal :—Voir *Documents*, Z.

Adresses :

A SA MAJESTÉ LA REINE :—

1. Exprimant à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'avènement de Sa Majesté au Trône les sentiments d'affection, de loyauté et de dévouement du peuple de cette province, 83. Devant être grossoyée et signée par l'Orateur, 83. Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre cette adresse, 84. Message du Conseil Législatif, 109. Ces deux adresses adoptées par le Conseil, 122, 123.

AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

2. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 18, 22, 24. Adoptée, 28. Renvoyée à un comité spécial, 28. Adresse rapportée, 28. Adoptée; Ordre d'en faire la grosse; Devant être présentée par toute la Chambre, 31. La Chambre se rend auprès de Son Honneur; M. l'Orateur rapporte la réponse, 35.
3. *Metgermette etc.* :—Priant Son Honneur d'émettre son mandat pour la somme de \$1,000 en faveur des colons des cantons de—, Jersey et Marlow, 55.
4. *Dépenses contingentes* :—Priant Son Honneur d'émettre son mandat en faveur du trésorier pour la somme de \$20,000 pour faire face aux dépenses contingentes de la Chambre, 83.

AGRICULTURE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'agriculture, 86, 100. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 100. Le comité délibère; Résolution rapportée et adoptée, 100. Bill basé sur cette résolution, voir *infra*, 2.
2. Bill pour amender l'acte 48 Vict., chap. 7, relativement à l'agriculture; (L'Honorable M. *McShane*), 101. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 124. Considéré; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil avec amendements, 276. Considérés, 276.
3. Bill pour amender le chapitre 26 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, concernant les abus préjudiciables à l'agriculture (M. *Pilon*), Présenté, 267.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 15, 38. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*, 52. *Quorum* réduit à neuf membres, 52. Adopté, 53. Membres ajoutés à ce comité, 76, 115. Second rapport, 66. Troisième rapport, fixant le dernier jeudi d'Octobre pour être la Fête des Arbres, 153. Adopté, 153. Quatrième rapport, 221. Adopté, 252.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à la division du département de l'agriculture et des travaux publics en deux départements, 85, 100. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 100. Le comité délibère; Résolutions rapportées et adoptées, 100. Bill basé sur ces résolutions, voir *Conseil Exécutif*.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire:—Voir *Documents* 2.

ALIÉNÉS :—Entretien des—par les municipalités :—Voir *Documents* A.

ARCHIVES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents* B.

ARGENTS DE COLONISATION :—Voir *Bellechasse, Bonaventure, Charlevoix, Joliette, Pontiac, Rimouski.*

ARSENAULT, D. E :—Pétition de—et al., de St. Gervais :—Voir *Documents*, 72.

ARTHABASKA :—Rapport de *W. Smith*, Ecr : Voir *Documents*, 95.

ASILE D'ALIÉNÉS :—Correspondance au sujet de la loi 48 V., ch. 34. Voir *Documents*, 77.

ASILE D'ALIÉNÉS PROTESTANTS :—Voir *Documents*, 68.

ASILE DE BEAUPORT :—Voir *Documents*, 11, 42, 91.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur; A la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 4, 7. Pour la sanction d'un bill, 120. A la clôture de la session, 296.

2. Message nommant les membres de la commission de l'économie interne, 22.

3. Recettes et dépenses du l—pour l'année finissant le 30 Juin 1886; Rapport de l'auditeur, 230.

4. Etat demandé indiquant, depuis 1884, le nombre de clercs sessionnels, messages, nombre de bills présentés, nombre de jours qu'a durés chaque session etc., 270-

Réunions et ajournements de la Chambre :

5. Continue à siéger après minuit, 71, 79, 107, etc. En comité 173, 178.

6. Devant siéger le samedi, 134, 197. Deux séances, 255.

7. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 255. Trois séances, 198.

8. Ajourne du 28 janvier au 2 février, 7. Du 2 février au 16 mars, 8.

9. Ajourne du 24 au 28 mars, 35. Du 1er au 12 avril, 56.

10. Motion pour ajourner la Chambre, négativée, 148 et 150.

11. Ajourne à une heure plus tôt qu'à l'ordinaire, 31, 164, 279, 292. Plus tard, 289.

12. Suspend ses délibérations pour permettre à un comité de siéger, 68.

ASSOCIATIONS LITTÉRAIRES ET D'AMUSEMENTS :—Bill concernant l'incorporation des —(M. Hall), 236. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 268. Par le Conseil avec amendements, 29. Considérés et adoptés, 291. S. R., 298. (50 V., ch. 41.)

ASSURANCES :—Rapport de l'inspecteur des—Voir *Documents*, 8.

ASSURANCES SUR LA VIE :—Bill pour amender le chap. 13 de la 41ème et 42ème Victoria relatif aux—(M. Lemieux), 143. Motion pour seconde lecture négative, 210.

AUDITEUR DES COMPTES du Comptable de l'Assemblée Législative—Son rapport, 231.

AVOCATS :—Bill pour permettre aux—de pratiquer devant la Cour de circuit sans être obligés de porter la robe et le rabat, (M. Lareau), 35.

BAGOTVILLE :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de—, 57. Avis insuffisants, 81. Pétition renvoyée de nouveau au comité des Ordres permanents, 136. Rapport contre, 142.

BAIE DES CHALEURS :—Registre pour la—de 1759 à 1795.—Voir *Documents*, C.

BAIE DES CHALEURS :—Cie du chemin de fer de la —

1. Liste des actionnaires etc.—Voir *Documents* 63.

2. Déclaration de la Cie—optant pour la conversion de son subside.—Voir *Documents*, 78.

BANQUE JACQUES-CARTIER :—

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions relativement à la réclamation de la—contre le gouvernement 185, 185. Le comité délibère, 186. Résolutions rapportées, 189. Adoptées sur division, 193, 199.

2. Voir *Documents*, 65. Voir aussi *Votes et Divisions*, 3.

BARACHOIS ET CHLORYDORME :—Ponts sur les rivières :—Voir *Documents*, D.

BARREAU :—Bill pour amender l'acte concernant le Barreau de la province de Québec (49-50 V., ch. 34) ; (Du Conseil Législatif) ; Présenté ; Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 288.

BARWIS ET THEROUX :—Voir *Documents*, 95.

BEAUHARNOIS :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de—35. Avis, 42. Bill (M. Bisson), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 49. 60ième règle suspendue, 49. Rapporté amendé, 66. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 76. Par le Conseil avec amendements, 118. Considérés et adoptés, 118. S. R., 120. (50 Vic., ch. 70.)

BEAUPORT, ASILE DE :—Voir *Documents*, 11, 42, 91.

BELLECHASSE :—

1. Bill pour annexer le comté de—au district judiciaire de *Québec*, (*M. Faucher de Saint-Maurice*), 74. Motion pour seconde lecture; Amendement pour renvoyer la seconde lecture à 6 mois; Débat, ajourné, 184. Débat repris; Amendement adopté, 193. Motion demandant que ce bill soit remis sur les ordres du jour; M. l'Orateur déclare cette motion hors d'ordre, 235.
2. Au sujet de certaines pétitions mises devant la Chambre.—Voir *Documents*, E.
3. Au sujet des argents de colonisation.—Voir *Documents*, P.
4. Voir *Documents*, 26; Voir aussi *Votes et Divisions*, 4.

BENDER, E. P. :—Voir *Documents*, 17.

BERTHIER :—Sommes payées pour travaux de colonisation depuis 1882 dans le comté de—Voir *Documents* 109.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—de la Législature. Voir *Documents*, G.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Comité conjoint de la—Membres nommés par le Conseil, 41.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Rapport du Bibliothécaire.—Voir *Documents* G.

Bills :

1. Présentés : Lu les trois fois et passés, 276, 288.
2. Présentés; Lus la seconde fois et renvoyés à un comité, 74, 120, 141, 144.
3. Présentés; Lus la seconde fois sur division et renvoyés à un comité, 77, 106, 124, 132.
4. Seconde lecture renvoyée à trois mois, 78. A six mois, 193.
5. Motions pour seconde lecture négativées, 210, 287.
6. Motion pour renvoyer un bill à un comité spécial, négativée, 255.
7. Motion pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, négativée, 171, 220. Adoptée, 184.
8. Motion pour renvoyer un comité général sur bill à six mois; adoptée, 208. Négativées, 239, 247.
9. Lus la seconde fois; Renvoyés à un comité général; Considérés; Rapportés; Passés, 79, 122, 131, 149, 166, 177, 210, 211.
10. Lus la seconde fois; Renvoyés à un comité général; Considérés; Amendés; Rapportés; Passés, 209, 212.

BILLS :—Suite.

11. Renvoyés à un comité spécial, 56, 131, 141.
12. Renvoyé de nouveau à un comité, 175.
13. Passé sans être renvoyé à un comité, 276.
14. Un comité se lève sans faire de rapport, 199.
15. Plusieurs projets de loi réunis en un seul, 185.
16. Ré-impression ordonnée, 143, 185, 206.
17. Bills retirés, 142, 240.
18. Amendés par le Conseil, 140, 155, 167, 185, 196, 206, etc.
19. Amendements du Conseil considérés et adoptés de suite, 140, 155, 167, 197, 206, 226, 237, 246, 276.
20. Considérés et ordonnés pour la seconde lecture plus tard, 276.
21. Bills du Conseil, 112, 144, 161, 198, 226, 288.
22. Bills du Conseil, amendés par la Chambre, 193, 212, 220, 285.
23. Bills du Conseil, do do , adoptés par le Conseil, 196, 206, 226, 292, 294.
24. Sanctionnés, 120, 296.

Bills Privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 15, 38. Premier rapport recommandant réduction du *quorum* : *Quorum* devant être de sept, 48. Autres rapports sur divers bills, 53, 67, 68, 72, 96, 107, 114, 124, 153, 157, 167, 168, 175, 180, 185, 206, 240. Membres ajoutés, 141.
2. Bills renvoyés à ce comité, 49, 77, 85, 113, 123, etc.
3. La Chambre suspend ses délibérations pour permettre au comité des bills privés de siéger, 68.
4. Partie du 9ème rapport adoptée, 142.
5. Rapport renvoyé de nouveau au comité avec instructions de l'amender, 68. Bill renvoyé de nouveau à un comité, 175.
6. Préambule d'un bill non prouvé, 159, 168.
7. Rapports recommandant l'extention du temps pour recevoir pétitions, rapports et bills privés, 47, 48, 66, 67, 68.

BILLS PRIVÉS :—Suite.

8. Délai pour recevoir rapports sur certains bills prolongé sur motion spéciale, 67, 68, 165, 167.

9. Prise en considération des bills privés en vertu de la 19^{ème} règle, 69, 162, 117, 123, 143 etc.

10. Honoraires remis, 181, 205, 216, 217, 233, 234, 245, 287, 294. Non remis, 234.

11. Rapport recommandant que les diverses sommes payées pour bills privés soient remises aux traducteurs, 206.

12. Rapport que le promoteur d'un bill désire le retirer, 142.

13. Règles 51 suspendue, 81, 115.

14. Règles 49 et 53 suspendues, 140.

15. Règle 65 suspendue, 287.

16. Que la 49^{ème} règle de cette Chambre, en tant qu'elle s'applique aux bills privés, soit mise en force comme si le 16 mars était le premier jour de la session, 8.

BISHOP'S COLLEGE :—Pétition demandant le privilège de conférer certains degrés, 56.

BLAIKLOCK ET O'DWYER :—Rapport touchant la ligne de division entre le canton de Farnham et la Seigneurie de Saint-Hyacinthe :—Voir *Documents*, 94.

BOIS :—Droits pour coupe de bois. —Voir *Documents*, H.

BONAVENTURE :—

1. Argents de colonisation dépensés dans le comté de — Voir *Documents*, 67.

2. Argents donnés pour la colonisation en 1878 et 1879. — Voir *Documents*, 75.

BORTHWICK, RÉV. M :—Voir *Documents*, 39.

BRACK, ROBERT :—Voir *Grantham*.

BUCKLAND, TERRES DANS :—Octroyées à C.-A. Langlois :—Voir *Documents*, 83.

BUREAU PROVINCIAL D'EXAMINATEURS :—

1. Bill pourvoyant à la nomination d'un—des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial, (L'Honorable M. Lynch), 43. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 141. Premier rapport ; *Quorum* réduit ; Recommandant que deux cents copies extra de ce bill soient imprimées pour distribution, 183. Second rapport, recommandant que l'examen de ce Bill soit renvoyé à la prochaine session, 186.

2. Pétition en faveur du bill, 80.

CALLIÈRES, CANTON DE :—Voir *Documents*, 90.

CANADIENNE, LA :—Acte incorporant "La Canadienne," Compagnie d'Assurance sur la vie, 21. Avis 47. Bill (du Conseil Législatif); Lu les première et seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 144. Rapporté amendé, 157. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 170. Amendements adoptés par le Conseil, 196. S. R., 296. (50 Vic., ch. 62.)

CANTONS :—Liste des Cantons de la Province :—Voir *Documents*, I.

CARIBOU, DESTRUCTION DU :—Voir *Documents*, 111.

CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 98, en ce qui a rapport au :— (Du Conseil Législatif); Présenté; Lu les trois fois et Passé, 276. S. R., 296. (50 Vic., ch. 9.)

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, J.

CHAMBLY, BASSIN DE :—Documents se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la corporation du Bassin de *Chambly* au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir *Documents*, 60.

CHARLESON, J.-B. :—Voir *Documents*, 66.

CHARLEVOIX :—Sommes dépensées pour la colonisation dans :—Voir *Documents*, K.

CHARTIER, RÉV. M. :—Voir *Documents*, 52.

CHASSE :—

1. Bill pour amender la loi de la chasse de *Québec*, (Du Conseil Législatif), 288. Lu la seconde fois; Renvoyé à un comité général; Considé; Amendé; Rapporté sur division; Lu la troisième fois et passé sur division, 290. Amendements adoptés par le Conseil, 395. S. R., 296. (50 Vic., ch. 16).

Pétition des amendements à la loi de chasse, 80.

2. Voir *Documents*, 111.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Commissaire des— de la Rive Nord et de la Rive Sud :— Voir *Documents*, L.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Bill expliquant l'acte 12 Vict., ch. 115 et amendant l'acte concernant la commission des —, (M. Rinfret dit Malouin,) 206. Pétition contre ce Bill, 245.

CHEMINS DE COLONISATION :—

1. Distribution des \$150,000 pour —. Voir *Documents*, M.
2. Copie des ordres en Conseil indiquant les chemins de colonisation.—Voir *Documents*, 64.

CHEMINS DE FER :—Bill pour amender le Statut 43-44 Victoria, chapitre 43, intitulé :
"Acte consolidé des chemins de fer de Québec, 1880," (M. *Déclère*, (L'Islet));
Présenté, 273.

CHEMINS DE FER AÉRIENS :—Pétition demandant des amendements à l'acte 48 Vict.,
ch. 74, à l'effet de protéger les propriétaires dans les cas de —, 167.

CHEMINS DE FER, COMITÉ DES :—

1. Nomination du comité des chemins de fer, 15, 38. Premier rapport, *quo-
rum* réduit à cinq membres, 52. Autres rapports sur divers Bills, 66, 80,
93, 142, 152.—Bills renvoyés à ce comité, 49, 85, 89, 113, etc.

2 Membre substitué à un autre dans ce comité, 52.

3. Rapporte que la préambule de certain bill n'est pas prouvée, 159.

CIMETIÈRE DE MOUNT HERMON :—Pétition demandant un acte amendant l'acte in-
corporant le — 72. Avis, 94. Bill, (M. *Murphy*), 96. Lu la seconde fois
et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté, 167. Considéré en
comité général; Rapporté; Passé, 171. Par le Conseil, 294. Honoraire
remboursé, 216, S. R., 297. (50 Vic., ch. 63).

CIRCULAIRE relative aux élections fédérales :—Voir *Documents*, 50.

CLERCS, Messagers etc.—Voir *Documents*, 74.

CLERCS SESSIONNELS :—Voir *Documents*, N.

CLUB DE RAQUETTES LE TRAPPEUR :—Voir *Montréal, Club de Raquettes*.

CLUB YAMASKA :—Pétition demandant un acte incorporant le—35 Avis, 42. Bill,
(L'Hon. M. *Mercier*), 42. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills
privés, 49. 60ème, règle suspendue, 49. Rapporté, 53. Considéré en comité
général; Amendé; Rapporté; Passé, 64. Par le Conseil avec un amendement,
140. Considéré et adopté, 140. S. R., 296. (50 Vic., ch. 51.)

CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender certains articles du Code Civil, (M. *Laflamme*), 44. Lu la
seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.

2. Bill pour amender les articles 255 et 2181 du Code Civil (M. *Girouard*), 48.
Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 209.

3. Bill pour amender l'article 2033 du Bas Canada etc. (M. *Lemieux*), 53.

4. Bill pour amender le Code Civil, le Code de Procédure Civile et certains
statuts qui affectent ces mêmes codes, (M. *David*), 57. Lu la seconde fois
et renvoyé au Comité de Législation, 106. Rapporté amendé, 168. Con-
sidéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 194.

CODE CIVIL : — Suite.

5. Bill pour amender l'article 298 du Code Civil du Bas-Canada, (M. Gladu), 57. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 209. Rapporté amendé, 291. Considéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 293.
6. Bill pour amender les articles 2144a et 2147a du Code Civil du Bas-Canada (M. Laliberté), 82. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 141. Rapporté, 211. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 247.
7. Bill pour amender les articles 2040 et 2041 du Code Civil, (M. Laliberté), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.
8. Bill pour amender l'article 953 du — du Bas-Canada (M. Tessier), 165. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender l'article 1170 du —, (M. Tessier), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.
2. Bill pour amender l'article 232 du Code de Procédure Civile, (M. Lareau), 35. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 78. Rapporté, 163. Considéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 195. Par le Conseil, 276. S. R., 297. (50 Vic., ch. 13.)
3. Bill pour amender certains articles du Code de Procédure Civile, (M. Déchène, L'Islet), 69. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 132. Rapporté, 180.
4. Bill pour amender l'article 496 du Code de Procédure Civile du Bas Canada, (M. Girouard), 69. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation. 141.

CODE MUNICIPAL :—

1. Bill pour amender le Code Municipal, (M. Laliberté), 44. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131. Voir *infra*, 13.
2. Bill pour amender le Code Municipal, (M. Bisson), 44. Motion pour seconde lecture négative, 106.
3. Bill pour amender l'article 926 du Code Municipal, (M. Lareau), 73. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131. Voir *Infra*, 13.
4. Bill pour amender certains articles du Code Municipal, (L'Hon. M. Gagnon), 73. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 101. Considéré; Rapporté, 207. Lu la 3me fois et Passé, 230.

CODE MUNICIPAL :—Suite.

5. Bill pour amender l'article 561 du Code Municipal, (M. Cameron), 88. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131. Voir *Infra*, 13.
6. Bill pour amender l'article 788 du Code Municipal, (M. Bazinet), 88. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131. Voir *Infra*, 13.
7. Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal, (M. Pilon), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131. Voir *Infra*, 13.
8. Bill pour amender le Code Municipal, (M. Cardin), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 131.—Voir *infra*, 13. Amendements au Code examinés par le Comité et réunis à ce Bill et rapportés, 185. Réimpression ordonnée, 185. Considéré en Comité général; Rapporté progress, 207, 218. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 245.
9. Bill pour amender et interpreter l'article 712 du Code municipal, (M. LeBlanc), 198. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial, 211.—Voir *infra*, 13. Rapport contre, 238.
10. Bill pour amender l'article 521 du Code municipal concernant les voitures d'hiver, (M. Nantel), 155. Motion pour seconde lecture négative, 210.
11. Bill pour amender l'article 513 du Code municipal, (Du Conseil Législatif), 198. Lu la seconde fois; Renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 212. Amendements adoptés par le Conseil, 226. S. R., 296. (50 Vic., ch. 14.)
12. Pétition demandant des amendements à l'article 1080 du Code municipal, 87.
13. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal, 92. Premier rapport; *Quorum* réduit, 114. Second rapport réunissant en un bill une partie des amendements soumis au comité, 185.—Voir ci-dessus 11. Bill ré-imprimé, 185. Troisième rapport, 238. Bills renvoyés à ce Comité, 131, 141.

COLLEGE BISHOP :—Pétition demandant le privilège de pouvoir conférer certains degrés, 56.

COLLÈGE STE. GENEVIÈVE :—Voir *Documents*, 82.

COLLÈGE THÉOLOGIQUE WESLEYEN, Montréal :—Voir *Wesleyen*, etc.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 15, Motion pour la formation d'un comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer; Adoptée, 31, Premier Rapport, 34. Second Rapport, 38. Voir *Privileges*, *Ordres Permanents*, *Chemins de Fer*, *Canaux*, etc., *Bills Privés*, *Législation*, *Impressions*, *Comptes Publics*, *Agriculture*, *Immigration et Colonisation*, *Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.

COMITÉS :—*Suite.*

2. Comités spéciaux 45, 93, 141. Voir *Code Municipal, Débats de la Chambre.*
3. Membres ajoutés à des comités, 76 etc.
4. Comités généraux, 99, 100, 101.
5. La Chambre suspend ses délibérations pour permettre à des comités de siéger (bills privés et ordres permanents), 68.
6. Rapporte progrès et demande permission de siéger un autre jour, 218.
7. Partie d'un rapport adoptée, 142.
8. Appel à M. l'Orateur de la décision du président d'un comité 146, 147.
9. Instructions à un comité de reconsidérer les délais au sujet des Bills, 68.
10. Un comité, auquel divers Bills ont été renvoyés, fait rapport qu'ils les a remis en un seul Bill, 185.
11. Un comité se lève sans faire de rapport, 199.

Rapports des divers comités permanents et spéciaux suivants, savoir :

12. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport 52. Adopté, 53. Second, 66. Troisième, 153. Quatrième, 221. Adopté, 252.
13. *Bills privés* :—Premier rapport, 48. Second, 53. Troisième, 67. Troisième rapport renvoyé de nouveau au comité, 67. Rapporté, 68. Quatrième, 72. Cinquième, 96. Sixième, 107. Septième, 114. Huitième, 121. Neuvième, 136. Partie du neuvième rapport adoptée, 136. Dixième, 142. Onzième, 153. Douzième, 157. Treizième, 167. Adopté, 169. Quatorzième, 168. Quinzième, 175. Seizième, 180. Dix-septième, 185. Dix-huitième, 206. Dix-neuvième, 240.
14. *Bureau d'examineurs aux professions légales* :—Premier rapport, 153. Second rapport, 196.
15. *Chemins de fer, etc.* :—Premier rapport, 52. Second, 66. Troisième, 80. Quatrième, 93. Cinquième, 142. Sixième, 152. Septième, 159. Huitième, 272. Neuvième, 287.
16. *Code Municipal* :—Premier rapport, 114. Second, 185. Troisième, 238.
17. *Comptes publics* :—Premier rapport, 73.
18. *Débats de la Législature* :—Premier rapport, 66.
19. *Impressions* :—Premier rapport, 223. Second rapport, 294.

COMITÉS :—*Suite.*

20. *Industries* :—Premier rapport, 87.
21. *Législation* :—Premier rapport, 84. Second, 168. Troisième, 180. Quatrième, 195. Cinquième, 211. Sixième, 233. Septième, 291.
22. *Liste des membres devant composer les comités permanents* :—Premier rapport, 34. Second, 38.
23. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 41. Second, 47. Troisième, 66, 68. Quatrième, 72. Cinquième, 80. Sixième, 94. Septième, 108. Huitième, 115. Neuvième, 142. Dixième, 164. Onzième, 255.
24. *Statuts Refondus* :—Premier rapport, 94.

Voir *Subsides et Voies et moyens.*

Rapports des Comités généraux auxquels ont été renvoyées certaines résolutions relatives à —

25. Acte des licences de Québec, 165.
26. Agriculture, 101.
27. Banque Jacques Cartier, 186, 189.
28. Département de l'agriculture et des travaux publics, 100.
29. Ecole polytechnique, 99.

COMITÉ CATHOLIQUE DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, 48

COMMISSION ROYALE :—Bill à l'effet d'autoriser la nomination d'une — pour faire une enquête sur certains faits concernant l'administration des affaires municipales de la cité de Montréal, (L'Hon. M. *Mercier*), 121. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général, 161. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 166. Par le Conseil, 226. S. R., 298. (50 Vic., ch. 55.)

COMMISSAIRES POUR LA DÉCISION SOMMAIRE DES PETITES CAUSES pour la paroisse de St. Stanislas de Kostka.—Voir *Documents*, 96.

COMMISSION DES CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Voir *Chemins à Barrières.*

COMMISSIONS DES CHEMINS A BARRIÈRES :—Voir *Documents*, L.

COMMIS VOYAGEURS :—

1. Pétition demandant un acte ratifiant l'acte du parlement fédéral (43 Vict., chap. 74), intitulé : " Acte à l'effet d'incorporer l'Association des—de la Puissance et exemptant les membres de cette Association de payer certaines taxes municipales, 88. Avis, 115, 51ème règle suspendue; Bill présenté, (M. *Lemieux*); 115. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 142. Rapport que le promoteur désire retirer ce Bill; Adopté, 240. Pétitions contre ce Bill, 206.

COMMIS VOYAGEURS :—*Suite.*

2. Bill concernant les commis voyageurs et les marchands ambulants et l'abolition des taxes municipales prélevées sur eux, (M. Hall) 168. Motion pour seconde lecture ; Amendement pour renvoyer la seconde lecture à six mois ; débat, ajourné, 252. Débat repris ; amendement négatif ; Bill lu la seconde fois, 253. Motion pour le renvoi du comité général à six mois, négative ; Renvoyé à un comité général ; Rapporté progrès, 255. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 267. Par le Conseil, 294. S. R. 298. (50 Vic., ch. 15.) Voir *Votes et Divisions*, 5.

Pétitions contre ce Bill, 196, 206. 224.

Pétition en faveur du bill, 235.

3. Pétitions demandant un acte pour abolir les taxes prélevées contre les—, 185.

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE " LA CANADIENNE " :—Voir "*Canadienne, La.*"

COMPAGNIE D'ASSURANCE " IMPERIAL FIRE " ETC :—Voir *Imperial Fire Insurance Company*.

COMPAGNIE du chemin de fer aérien de Montréal :—Voir *Montréal*.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—

1. Documents soumis par les—ayant droit à des subventions.—Voir *Documents* O.

2. Liste de celles qui ont fourni un tracé de leur chemin.—Voir *Documents*, 45.

3. Rapports annuels des— : Voir *Documents*, 45.

COMPAGNIES incorporées par lettres patentes :—Voir *Documents*, FF.

COMPAGNIE générale de fidéi-commis du Canada :—Pétition demandant un acte incorporant la— 27. Avis, 42. Bill (L'Hon. M. Lynch), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills Privés, 49. Rapporté, 142. Renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 175. Rapporté amendé, 185. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 213. Considéré de nouveau, 238. Amendé ; Rapporté ; Passé, 284. Honoraire remboursé, 295.

COMPAGNIE de Jésus :—

1. Pétition demandant un acte incorporant la —, 72. Avis, 94. Bill (L'Honorable M. Mercier), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 123. Rapporté amendé, 157. Motion pour Comité général ; Amendement pour renvoyer le Comité général à 6 mois ; Débat ; Motion pour ajourner le débat rejetée sur division ; Amendement négatif ; Motion pour Comité, adoptée ; Considéré ; Amendé, 171. Rapporté ; Passé, 177. Par le Conseil, 276. Honoraire remis, 205. S. R., 296. (50 Vic., ch. 28.) Pétition contre ce bill, 157.

2. Voir *Documents*, 88 ; Voir aussi *Votes et Divisions*, 6.

COMPAGNIE industrielle du Canada (limitée) :—

1. Pétition demandant un acte ratifiant sa charte et étendant ses pouvoirs, 87. Avis, 94.
2. Bill autorisant la--à construire un chemin de fer depuis un point dans le canton de Templeton jusqu'à un autre point dans les environs de la hauteur des terres, (M. *Bpurbonnois*), 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 118. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 159. Honoraire remboursé, 217.

COMPAGNIE de Prêts et de Mont de Piété :—Pétition demandant un acte incorporant la —, 27. Avis, 42. Bill (M. *Robidoux*), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 96. Ré-impression ordonnée, 113. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 112. Considéré de nouveau; Rapporté; Passé, 118. Par le Conseil avec amendements, 197. Considérés et adoptés, 197. S. R., 296. (50 Vic., ch. 45.)

COMPAGNIE des Tramways de Montréal :—Pétition demandant un acte incorporant la —, 87. Avis, 94. Bill (M. *Bourbonnais*), 96. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 113. Rapporté amendé 153. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 162. Considéré de nouveau; Le Comité se lève sans faire de rapport, 199. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour Comité général, 227. Ordre pour Comité général; Motion pour renvoyer le Comité général à six mois, négative; Motion principale adoptée; Bill renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté, 239. Lu la 3ème fois sur division et Passé, 245. Honoraire remis, 294. Voir *Votes et Divisions*, 7.

Pétition contre ce bill, 196.

COMPAGNIE dite Dominion Lime Compagny :—Voir *Dominion Lime Company*.

COMPAGNIE du chemin de fer de jonction de Beauharnois :—Voir *Beauharnois*.

COMPAGNIE du chemin de fer des Comtés Unis :—Voir *Comtés Unis*.

COMPAGNIE du chemin de fer d'Iberville, Dunkam et Clarenceville :—Voir *Iberville etc.*

COMPAGNIE du chemin de fer de Montréal et du Lac Maskinongé :—Voir *Montréal et Lac Maskinongé*.

COMPAGNIE du chemin de fer de Colonisation d'Ottawa :—Voir *Ottawa*.

COMPAGNIE du chemin de fer de l'Ottawa et de Vallée de la Gatineau :—Voir *Ottawa et Vallée de la Gatineau*.

COMPAGNIE du chemin de fer de Québec et du Saguenay :—Voir *Québec et du Saguenay*.

COMPAGNIE hydraulique et manufacturière de Saint-Jean et d'Iberville :—Voir *Saint-Jean et d'Iberville*.

COMPTABLE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

1. Tableau préparé par lui des sommes reçues et déboursées par l'Assemblée Législative pour l'année fiscale 1885-86, 232.
2. Chargé de remettre aux traducteurs français et anglais de la Chambre une partie des honoraires sur bills privés, 206.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommés 15, 38. Premier rapport ; recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de cinq membres, 73.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, 3.

COMTÉS-UNIS :—Pétition demandant un acte pour amender et remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer des— etc, 72. Avis, 80. Bill (L'Hon. M. Mercier), 81. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 89. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 169.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Bill pour amender les lois concernant le—et les départements publics de la Province, ainsi que la loi relative au service civil ; (L'Hon. M. Mercier), 100. Lu la seconde fois sur division ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Lu la troisième fois et passé sur division, 122. Passé par le Conseil Législatif, 197. S. R., 296. (50 Vic, ch. 7.)

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des Impressions, 210.
2. Demandant son concours à une adresse à la Reine à l'occasion du 50ème anniversaire de son avènement au Trône, 109.
3. Priant Leurs Honneurs de vouloir considérer l'opportunité d'adopter certaine résolution que le principe du *Home Rule* soit accordé à l'Irlande, 91.

Messages du Conseil :

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie, du comité collectif de la Bibliothèque, 41.
5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des Impressions, 225.
6. Adoptant avec un amendement une résolution de la Chambre au sujet du *Home Rule* pour l'Irlande, 159. Amendement adopté par la Chambre, 176.
7. Communiquant ses bills, et demandant le concours de la Chambre, 112, 144, 161, 198, 220, 226, 288.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Suite.

8. Adoptant les bills de la Chambre, 118, 140, 155, 161, 167, 185, 196, 206, 226, 237, 246, 276, 288, 291, 292, 293, 294, 295.—Voir *Bills*.

9. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 196, 204, 226, 292.

10. Bill concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nomination de certains officiers du Conseil Législatif, (Du Conseil), 220. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général, 225. Considéré en Comité; Rapporté; Passé, 236. S. R., 296. (50 Vic., ch. 8.)

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir Documents 48.

CONSTRUCTEURS :—Bill relatif aux—et fournisseurs de matériaux dans les constructions, (M. David), 57. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 106.

CONVENTION DES PROVINCES :—Au sujet de la révision de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.—Voir *Documents*, P.

CORNEILLIER ET AL :—Voir Documents, Q.

CORPORATIONS :—Bill pourvoyant aux investigations quant aux malversations et abus de confiance etc, des corporations ou de la part de leurs membres ou de leurs officiers, (M. Hall), 44. Motion pour seconde lecture; débat, ajourné, 78. Débat repris; motion négative, 267.

CORPORATIONS DE VILLES :—Bill pour amender l'acte des clauses générales des—(M. Robidoux), 34. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 77. Considéré en comité général; Rapporté; Lu la troisième fois sur division et passé, 105. Par le Conseil avec amendements, 197. Considérés et adoptés, 197. S. R. 297. (50 Vic., ch. 54.) Voir *Votes et Divisions*, 8.

COTEAU DU LAC :—Asile de la Providence, Etat d'affaires.—Voir *Documents*, 6,

COUR D'APPEL :—Bill pour amender les lois relatives à la—et à la cour supérieure, (M. David), 73. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 184. Rapporté; Amendé, 195.

COURS DES COMMISSAIRES :—Bill pour amender les actes concernant les—pour la décision sommaire des petites causes, (M. Spencer), 69. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 141. Rapporté, 168. Motion pour Comité général; Amendement pour renvoyer le Comité général à six mois, Adopté; Motion amendée, adoptée, 208.

COUR SUPÉRIEURE :—

1. Bill pour amender les lois concernant la constitution de la—, (L'Hon. M. Blanchet), 214. Lu la seconde fois; Renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 268. Par le Conseil, 294. S. R., 297. (50 Vic., ch. 12.)

2. Bill pour amender la constitution de la —siégeant en révision, (M. Tessier), 53. Lu la seconde fois sur division et renvoyé du Comité de Législation, 79. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 168.

COUR SUPÉRIEURE :—*Suite.*

3. Bill pour amender la loi concernant la constitution de la —, (M. David), 73. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général, 107. Considéré en Comité; Amendé; Rapporté; Passé, 119. Par le Conseil, 197. S. R., 298. (50 Vic., ch. 11.)

COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT :—

1. Bill pour amender l'acte 48 Vict., chap. 13, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de procédure civile, (M. Cardin), 233. Lu la seconde fois; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 271.
2. Bill pour étendre la juridiction territoriale de la — et de la cour de Circuit du district de Québec, (M. Larochelle), 136. Ordre pour seconde lecture; Amendement pour renvoyer la seconde lecture à six mois, négativé; Bill lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général, 219. Motion pour Comité général; Amendement pour renvoyer le Comité à six mois, négativé; Motion principale adoptée; Bill renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Lu la troisième fois et passé sur division, 247. Voir *Votes et Divisions*, 9.

COURVAL, SEIGNEURIE DE :—Voir *Documents*, 112.

CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES :—Bill pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 25. (M. Lafontaine), 273.

CRÉDIT MOBILIER ET AGRICOLE DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte pour amender le chap. 87 du Statut 45 Vict., intitulé : Acte pour incorporer le—87. Avis, 108. 51^{ème} règle suspendue; Bill présenté (M. Faucher de Saint-Maurice), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 124. Rapporté, 153. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 169. Honoraire remboursé, 287.

CYR, CHARLES :—Voir *Documents*, 67.

DÉBATS DE LA CHAMBRE :—Comité spécial chargé d'examiner l'opportunité de publier les—et de décider à quelles conditions ces débats seront publiés, 45. Premier rapport, 66.

DÉBENTURES PROVINCIALES :—Voir *Emprunt*, *Votes et Divisions*, 11.

DELISLE, COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE ST-JEAN WS. :—Voir *Documents*, 58.

DEMERS, JÉRÉMIE :—Voir *Documents*, 49.

DÉPENSES CONTINGENTES DE LA CHAMBRE :—Voir *Adresses*, 4.

Députés :

1. Liste des députés élus XII à XV.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 1, 11.
3. Un député déclare qu'il a voté par inadvertance pour une motion en amendement, tandis que son intention était de voter contre, 194.

DESAULNIERS, GONZALVE LESIEUR :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre après examen—, au nombre de ses membres, 72. Avis, 80. Bill (M. *Bourbonnais*), 82. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 89. Rapporté, 121. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 137. Par le Conseil, 197. Honoraire remboursé, 215. S. R., 296. (50 Vict., ch. 79.)

DESJARDINS, M. ALPHONSE :—Voir *Débats de la Chambre*.

DESJARDINS, L. G. :—Voir *Documents*, 38.

DISCOURS DU TRÔNE :—Voir *Adresses*, 2.

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS :—Voir *Documents*, 44.

Documents : (*)

MIS DEVANT LA CHAMBRE. Relatifs à—		ORDONNÉS.	PRÉ-SENTÉS.
No des Doc. de la Session.			
1. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1887 ; estimés supplémentaires pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1888. Renvoyés au comité des subsides, 24. (Voir <i>Subsides</i>). (Document No. 1.)	Par Message,	64	
1. Estimés supplémentaires pour 1887 et 1888. Renvoyés au Comité des Subsides. (Voir <i>Subsides</i>). (Document No. 1.)	Par Message,	224	
2. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport général du commissaire de l'—de la Province de Québec pour l'année 1886.....(Document No. 2.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	39	
3. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886 Document No. 3.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	39	
4. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1886.....(Document No. 1.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	39	
5. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1885-86...(Document No. 5.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	48	
5. Etat financier du Surintendant de l'—pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1886. (Document No. 5)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	57	

(*) REMARQUE.—Dans l'index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont la plupart ont été imprimés ; (voir liste à la fin de l'index) et ceux portant des lettres A. B., etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la Chambre.

DOCUMENTS :—(Suite.)

No. des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS.

PRÉ-
SENTÉS.6. *Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux* :—
Rapports annuels, &c., des—ci-dessous men-
tionnés, savoir :

La Providence,	Côteau du Lac.	.....
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	11
Di-tributing Home,	Knowlton.	.....	93
Union St. Joseph,	Lachine.	.....	8
Hospice de,	Laprairie.	.....	69
Asile des Orph. des Dames Protestantes,	Montréal.	.....	8
Asile de la Providence,	do	.....	11
Asile St. Joseph du B. P., rue Fullum,	do	.....	8
Asile des orphelines protestantes	do	.....	8
Asile des Servantes Catholiques,	do	.....	11
Church Home,	do	.....	8
Dispensaire,	do	.....	56
Monastère de N.-D. de Charité du B. P.,	do	.....	8
Hôpital Notre-Dame,	do	.....	57
Salle d'Asile St. Vincent de Paul,	do	.....	8
Hospice de la Miséricorde,	Quebec.	.....	8
Asile des Dames protestantes,	do	.....	237
Women's Christian Association,	do	.....	11
Asile Finlay,	do	.....	8
Asile des orphelines protestantes,	do	.....	11
Union St. Joseph à St. Roch,	do	.....	21
Asile des orphelins de l'Église d'Angleterre,	do	.....	8
Hospice des Sœurs de la Charité,	do	.....	11
Hospice St. Charles,	do	.....	21
Association des Dames Charitables,	do	.....	11
Asile du Bon Pasteur,	do	.....	21
Union St. Joseph à St. Sauveur,	do	.....	27
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.	.....	8
Hôpital,	St. Jean.	.....	11
Salle d'Asile,	do	.....	11
Congrégation St. Michel,	Sorel.	.....	69
Hospice St. Joseph,	Ste. Anne de la Pocatière.	.....	8
Asile de la Providence,	St. Vincent de Paul.	.....	8
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.	.....	8
Hôpital Général,	Sorel.	.....	27
Asile de la Providence,	Trois-Rivières.	.....	18
Providence St. Joseph,	do	.....	18
Hospice Ste. Anne,	Yamachicho.	.....	8
(Document No. 6.)			
7a. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat des—de la Province			
provenant de toutes sources du 1er Juillet			
1886 au 31 Janvier 1887.....(Document No. 7a.)			
			44
✓ 7b. <i>Recettes et dépenses</i> :—De la Province du 1er Juillet			
1886 au 1er août 1887.....(Document No. 7b.)			
		Adresse	
		63	158

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉES.	PRÉ- SENTÉES.
No. des Doc. de la Session.		
8. <i>Assurances</i> :—Quatrième rapport de l'inspecteur des —de la Province. (<i>Impression ordonnée</i> , 214.....(<i>Document No. 8.</i>))	Par Acte.	214
9. <i>Rapports municipaux</i> :—De la Province de Québec pour l'année 1886.....(<i>Document No. 9.</i>))	.....	11
10. <i>Statistiques Judiciaires</i> :—Extraits des rapports des —pour l'année 1886.....(<i>Document No. 10.</i>))	.....	11
✓ 11. <i>Thouin</i> :—Copie de la preuve faite dans la cause du meurtre d'un nommé—à l'Asile de Beauport. (<i>Document No. 11.</i>))	Ordre du 30 avril 1884.	17
✓ 12. <i>Elections</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie du résultat des dernières élec- tions générales. (<i>Impression ordonnée</i> , 134.....(<i>Document No. 12.</i>))	76.	83
13. <i>Ecoles Normales</i> :—Etat indiquant le nombre des élèves, etc.—Extrait des délibérations du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction publique, etc.....(<i>Document No. 13.</i>))	Adresse du 24 avril 1885.	17
14. <i>Montmagny</i> :—Copie du <i>nolle prosequi</i> , en 1882, <i>in re</i> <i>La Reine vs Lépine</i>.....(<i>Document No. 14.</i>))	Adresse du 17 mai 1886.	17
15. <i>Employés surnuméraires</i> :—Etat indiquant les noms des—dans chaque département, depuis le 30 juin 1883.....(<i>Document No. 15.</i>))	Ordre du 17 mai 1886.	17
16. <i>Puyjalon, Henri de</i> :—Dernier rapport par—sur le Labrador Canadien. (<i>Impression ordonnée</i> , 223.....(<i>Document No. 16.</i>))	Ordre du 31 mai 1886.	17
17. <i>Bender, E. P.</i> :—Correspondance se rattachant à l'organisation d'une compagnie pour l'explo- itation des pêcheries de la Côte Nord. (<i>Impression ordonnée</i> , 223.....(<i>Document No. 17.</i>))	Adresse du 17 mai 1886.	17
18. <i>Sorel</i> :—Documents se rattachant à la réclamation du gouvernement contre la ville de—au sujet du fonds d'emprunt municipal. (<i>Document No. 18.</i>))	Adresse du 9 juin 1886.	22
19. <i>Service Civil</i> :—Nominations et promotions dans le Service Civil depuis la dernière session. (<i>Document No. 19.</i>))	.....	22

DOCUMENTS:— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRE- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
20. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués, et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Document No. 20.)	Par Message.	22
21. <i>Remises d'amendes</i> : Etat détaillé des droits, taxes, confiscations, amendes, remis par le Lieutenant-Gouverneur, du 13 avril 1886 au 16 mars 1887. <i>Impression ordonnée</i> , 223.....(Document No. 21.)	.....	23
✓ 22. <i>Fête des arbres</i> :—Copie de toutes correspondances depuis le 1 ^{er} mars 1885 concernant la—; nombre d'arbres plantés, etc....(Document No. 22.)	Ordre du 6 juin 1886.	23
✓ 23. <i>Taxe sur compagnies</i> :—Documents se rapportant à la—imposéé par la 45 ^e Vict. ch. 22, parlement de Québec. <i>Impression ordonnée</i> , 224.....(Document No. 23.)	Ordre du 16 mars 1885.	23
✓ 24. <i>Licences</i> :—Document se rapportant à la constitutionnalité de l'acte fédéral des licences de 1883. <i>Impression ordonnée</i> , 224.....(Document No. 24.)	Adresse du 16 mars 1885.	24
✓ 25. <i>Statuts Refondus</i> :—Huitième rapport de la Commission de refonte des statuts.(Document No. 25)	.....	27
✓ 26. <i>Bellechasse</i> :—Copie des noms et résidences de ceux à qui, dans Bellechasse, des remises d'arrérages d'intérêts ont été faites depuis le 1 ^{er} Janvier, 1882. <i>Impression ordonnée</i> , 224.....(Document No. 26.)	Ordre du 12 avril 1886.	27
✓ 27. <i>Montréal et Sorel</i> :—Copie de la correspondance au sujet d'une demande d'octroi par la compagnie du chemin de fer de—. <i>Impression ordonnée</i> , 224....(Document No. 27.)	Ordre du 19 mai 1886.	36
✓ 28. <i>Fraserville et Edmundston</i> :—Copie de toute correspondance au sujet des lettres patentes ou chartes qui peuvent avoir été obtenues pour la construction d'un chemin de fer de Fraserville à Edmundston, etc., etc.....(Document No. 28.)	Adresse du 14 juin 1886.	44
✓ 29. <i>Lamontagne, Romuald</i> :—Copie de la Commission nommant W. Smith, Esq, commissaire pour faire une enquête sur la défalcation de—. (Document, No. 29.)	Adresse, 36.	45

DOCUMENTS :— Suite.	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 30. <i>Tellier, Louis</i> :—Copie de toutes les sommes payées par le Gouvernement à—, Ecr, avocat de St-Hyacinthe, depuis 1876. <i>Impression ordonnée, 224..... (Document No. 30.)</i>	Ordre du 19 mai 1886.	49
✓ 31. <i>Gauthier, M.</i> :—Correspondance relative à la nomination du successeur de feu—, comme membre du Conseil d'Agriculture. <i>Impression ordonnée, 224..... (Document No. 31.)</i>	Adresse, 36	54
✓ 32. <i>Ecoles de réforme</i> :—Etat indiquant comment ont été réparties entre les diverses— les sommes votées en 1884.....(<i>Document No. 32.</i>)	Ordre du 16 avril 1885.	17
✓ 33. <i>Exposition Coloniale</i> :—Catalogue de l'exposition scolaire de la Province de Québec, à l'exposition Coloniale et des Indes, tenue à Londres en 1886.....(<i>Document No. 33.</i>)		57
✓ 34. <i>Lefebvre, Jean</i> :—Copie des instructions données à— au sujet des travaux de colonisation dans la paroisse de Carleton en 1885-86. <i>(Document No. 34.)</i>	Adresse, 36	75
✓ 35. <i>Hamilton, Canton de</i> :—Documents &c., se rattachant au lot No. 1 du 3 ^{me} rang du canton d'Hamilton.....(<i>Document No. 35.</i>)	Adresse, 36	75
✓ 36. <i>Quebec Central</i> :—Correspondance relativement à la suspension de la circulation des trains sur le— <i>(Document No. 36.)</i>	Par ordre, 54	75
✓ 37. <i>Ecole de Navigation, Québec</i> :—Etat des sommes dépensées pour le maintien de l'— depuis sa création. <i>Impression ordonnée, 224. (Document No. 37.)</i>	Par ordre, 35	75
✓ 38. <i>Desjardins, L. G.</i> :—Correspondance au sujet de l'impression du discours de—, Ecr, en 1883. <i>Impression ordonnée, 224..... (Document No. 38.)</i>	Adresse du 5 juin 1884.	75
✓ 39. <i>Borthwick, Rev. M.</i> :—Document se rapportant à l'augmentation du salaire du—, chapelain protestant de la prison de Montreal. <i>(Document No. 39.)</i>	Adresse, 75.	82
✓ 40. <i>Québec et Lac St-Jean</i> :—Copie de toute correspondance depuis le 1 ^{er} juillet 1886, au sujet du parachèvement du chemin de fer de— <i>Impression ordonnée, 113..... (Document No. 40.)</i>	Adresse, 51.	82

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 41. <i>Pêcheurs du Labrador</i> :—Ordre en Conseil concernant l'établissement des— dans les cantons de Metgermette et autres.....(<i>Document No. 41.</i>)	Adresse, 51.	82
✓ 42. <i>Liddle, Madame</i> :—Documents relativement à l'internement à l'Asile de Beauport de— (<i>Document No. 42.</i>)	Adresse, 70.	83
✓ 43. <i>Mandats spéciaux</i> :—Liste des Mandats spéciaux émanés depuis le 30 juin 1885. (<i>Document No. 43.</i>)	Ordre du 19 avril 1886.	88
✓ 44. <i>District de St. François</i> :—Recettes et dépenses du— du 30 juin 1867 au 30 juin 1885. <i>Impression ordonnée, 224.....</i> (<i>Document No. 44.</i>)	Ordre du 9 juin 1886.	88
✓ 45. <i>Compagnies de Chemins de fer</i> :—Copies de tous les rapports que les— sont obligées de transmettre chaque année au Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics.....(<i>Document No 45.</i>)	Adresse, 40.	88
✓ 46. <i>Kempt, O. B.</i> :—Copies des trois derniers rapports de— sur l'Agence des bois et terres de la Couronne dans le comté de Bonaventure—et copie des rapports de W. Maguire(<i>Document No. 46.</i>)	Adresse, 46.	98
✓ 47. <i>Libres de prix</i> :—Liste des— donnés actuellement dans les écoles de la Province. <i>Impression ordonnée, 247.....</i> (<i>Document No. 47.</i>)	Par ordre, 63.	98
✓ 48. <i>Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique</i> :—Copies des lettres des membres du—en réponse à une lettre de l'Hon. J. A. Mousseau à l'Hon. Gédéon Ouimet....(<i>Document No. 48.</i>)	Adresse, 77.	98
✓ 49. <i>Demers, Jérémie</i> :—Documents relatifs à la démission de— comme garde forestier. <i>Impression ordonnée, 224.....</i> (<i>Document No. 49.</i>)	Adresse, 71.	98
✓ 50. <i>Elections fédérales</i> :—Liste des employés du département des Terres de la Couronne auxquels a été envoyée une circulaire relative à la part qu'ils pourraient prendre aux dernières— (<i>Document No. 50.</i>)	Par ordre, 75.	98
✓ 51. <i>Maîtres et serviteurs</i> :—Correspondance au sujet de la passation d'une loi relative aux—et à l'amélioration et à la protection des classes ouvrières.....(<i>Document No. 51.</i>)	Adresse, 91.	98

DOCUMENTS : — Suite.	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 52. <i>Chartier, Revd. M.</i> :—Correspondance entre le gouvernement et le—du séminaire de Saint-Hyacinthe au sujet de l'établissement d'une station agronomique. <i>Impression ordonnée, 224.....(Document No. 52.)</i>	Adresse, 63.	109
✓ 53. <i>Employés publics</i> :—Copie des ordres en conseil démettant les employés publics à cause de leur intervention en politique, etc. <i>Impression ordonnée, 224.....(Document No. 53.)</i>	Adresse, 69-70.	109
✓ 54. <i>Paradis, Révd. P.</i> :—Copie du <i>factum</i> du—contre l'administration du Département des Terres de la Couronne dans le canton Egan— <i>Impression ordonnée, 224.....(Document No. 54.)</i>	Adresse, 36.	121
✓ 55. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Liste—qui ont fourni un plan du tracé de leur chemin—Liste de celles dont les plans fournis ont été trouvés corrects.....(<i>Document No. 55.</i>)	Par ordre, 75.	121
✓ 56. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat détaillé, par municipalités, des soumissions perçues du—pendant l'exercice financier 1885-86. <i>Impression ordonnée, 224.....(Document No. 56.)</i>	Par ordre, 92.	121
✓ 57. <i>Savage Hon. M.</i> :—Documents se rapportant à la résignation de l'—comme Conseiller Législatif et à la nomination de son successeur. <i>Impression ordonnée, 224.....(Document No. 57.)</i>	Adresse, 119.	137
✓ 58. <i>Delisle vs Commissaires d'Ecoles de St-Jean</i> :—Correspondance au sujet du règlement des frais dans une cause de Delisle contre les commissaires d'écoles de la Paroisse de St. Jean, Isle d'Orléans.....(<i>Document No. 58.</i>)	Adresse, 134.	137
✓ 59. <i>Rimouski</i> :—Etat détaillé des argents versés au trésor, depuis le 1er mai 1884, par les magistrats de district, les juges de paix, etc., du district de Rimouski pour amendes imposées par eux. <i>(Document No. 59.)</i>	Par ordre, 55.	137
✓ 60. <i>Ste-Cécile de Beauharnois</i> :—Documents se rapportant au règlement de l'emprunt municipal de— <i>(Document No. 60.)</i>	Adresse, 55.	144
✓ 61. <i>Grantham</i> :—Correspondance concernant le lot No 25 du 2e rang de.....(<i>Document, No. 61.</i>)	Adresse, 55.	144

DOCUMENTS:—*Suite.*

No. des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
✓ 62. <i>St. Charles de Caplan</i> :—Copies des instructions données au conducteur des travaux exécutés en 1886 dans la route d'Eusèbe Arseneau, dans la paroisse de—.....(<i>Document No. 62.</i>)	Adresse, 62.	144
✓ 63. <i>Baie des Chaleurs, Compagnie du Chemin de fer de la</i> :— Liste des actionnaires, copie des contrats, &c. <i>Impression ordonnée, 224</i>.....(<i>Document No. 63.</i>)	Adresse, 40.	154
✓ 64. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Copies des Ordres en Conseil par lesquels le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a indiqué comme—les chemins qui ont été faits depuis le 30 juin 1883. <i>Impression ordonnée, 224</i>.....(<i>Document No. 64.</i>)	Adresse, 48.	154
✓ 65. <i>Banque Jacques-Cartier</i> :—Documents se rapportant à la réclamation de la—contre le gouvernement de cette province. <i>Impression ordonnée, 224</i>.....(<i>Document No. 65.</i>)	Adresse, 76.	155, 181
✓ 66. <i>Charleson, J. B.</i> :—Copie des instructions écrites données à— par le département des travaux publics depuis le 1er février 1887. (<i>Document No. 66.</i>)	Adresse, 116.	155
✓ 67. <i>Cyr, Charles</i> :—Copie des instructions données à—, au sujet des dépenses des argents de colonisation dans le comté de Bonaventure (<i>Document No. 67.</i>)	Adresse, 119.	155
✓ 68. <i>Asile d'aliénés protestants</i> :—Documents au sujet de l'établissement d'un— pour les malades protestants anglais.....(<i>Document No. 68.</i>)	Adresse, 91.	155
✓ 69. <i>Languedoc, W. C.</i> :—Copie de tous documents relatifs à la destitution de—, Eccl., comme interprète de la Cour du Banc de la Reine, à Québec. (<i>Document No. 69.</i>)	Adresse, 157.	157
✓ 70. <i>Sorel</i> :—Copies des Ordres en Conseil depuis le 9 juin dernier (1886); se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de Sorel, relativement au fonds d'emprunt municipal. (<i>Document No. 70.</i>)	Adresse, 91.	158
✓ 71. <i>Gardes-Forêtiers</i> :—Copies des différents reçus signés par le Dr. J. P. Pelletier, Joseph Beaulieu, Vital Roy et Hilaire Roy, gardes forestiers pour le comté de Rimouski, pour tous les montants à eux payés en 1886...(<i>Document No. 71.</i>)	Adresse, 119.	158

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 72. <i>Arsenault, D. E.</i> :—Copie de la requête de M.— de St Gervais de Bellechasse...(<i>Document No. 72.</i>)	Par ordre, 140.	158
✓ 73. <i>Megantic Fish and Game Club</i> :—Pétition et correspondances concernant l'octroi d'une charte au—.....(<i>Document No. 73.</i>)	Par ordre, 55.	158
✓ 74. <i>Employés sessionnels</i> :—Etat indiquant les noms, lieu de résidence, etc., de toutes les personnes employées au service de la Chambre pour la présente session.....(<i>Document No. 74.</i>)	Par ordre, 71.	158
✓ 75. <i>Bonaventure</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent données en 1878 et 1879, pour la Colonisation dans le comté de—.....(<i>Document No. 75.</i>)	Par ordre, 51.	168
✓ 76. <i>Joliette</i> :—Etat des sommes d'argents octroyées depuis le 1er juillet 1886 pour les fins de la Colonisation, dans le comté de— (<i>Document No. 76.</i>)	Par ordre, 92.	168
✓ 77. <i>Asiles d'aliénés</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les propriétaires des asiles au sujet de la loi 48 Vict., ch. 34.....(<i>Document No. 77.</i>)	Adresse, 92.	168
✓ 78. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil No. 337 acceptant la déclaration de la part de la Cie du chemin de fer de la—optant pour la conversion de son subside en terres ou un subside en argent. <i>Impression ordonnée, 224.</i>.....(<i>Document No. 78.</i>)	Adresse, 156.	169
✓ 79. <i>Montréal et Occidental</i> :—Correspondance au sujet de la construction du chemin de fer—depuis 22 avril 1885.....(<i>Document No. 79.</i>)	Par ordre, 116.	169
✓ 80. <i>Langelier, John</i> :—Copie de la pétition de droit accordée, en novembre 1884, à— <i>Impression ordonnée, 224.</i>.....(<i>Document No. 80.</i>)	Adresse, 134.	169
✓ 81. <i>Greffier de la Couronne en Chancellerie</i> :—Copie de son rapport relativement aux dernières élections générales. <i>Impression ordonnée, 134.</i>.....(<i>Document No. 81.</i>)	Par ordre, 92.	175
✓ 82. <i>Collège St-Geneviève</i> :—Correspondance avec le Rév. M. Perreault au sujet d'un octroi d'argent au— (<i>Document No. 82.</i>)	Par ordre, 92.	176

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 83. <i>Langlois, C. F.</i> :—Correspondance au sujet de la concession faite à M.—de divers lots du township de Buckland.....(<i>Document No. 83.</i>)	Adresse, 113.	176
✓ 84. <i>Picard, Joseph</i> :—Correspondance concernant l'octroi d'une licence pour détailler des liqueurs spiritueuses à M.—.....(<i>Document No. 84.</i>)	Par ordre, 156.	176
✓ 85. <i>Nicole, Joseph, Ecr.</i> :—Copie de l'enquête préliminaire faite par—J. P. à Montmagny, en 1882 in re <i>La Reine vs Lépine</i> ...(<i>Document No. 85.</i>)	Par ordre, 76.	197
✓ 86. <i>Loranger, Canton</i> :—Liste des personnes qui ont pris des lots dans le—, Rapport fait par A. B. Filion, etc.....(<i>Document No. 86.</i>)	Adresse, 46.	210
✓ 87. <i>Pupitres de l'Assemblée Législative</i> :—Correspondance entre M. Azarie Lavigne, de Montréal et le Gouvernement au sujet de la confection des— <i>Impression ordonnée, 224</i>.....(<i>Document No. 87.</i>)	Par ordre, 63.	211
✓ 88. <i>Compagnie de Jésus</i> :—Correspondance entre le Cardinal Taschereau et l'Hon. Premier ministre au sujet du Bill incorporant la— <i>Impression ordonnée, 224</i>.....(<i>Document No. 88.</i>)	Adresse, 204.	211
✓ 89. <i>Palais de Justice, Québec</i> :—Etat de la somme totale perçue depuis le 1er juillet 1884 de la taxe spéciale imposée au district de Québec pour l'interêt et l'amortissement des \$200,000 de débentures pour la construction du palais de justice de Québec.....(<i>Document No. 89.</i>)	Par ordre, 184.	214
✓ 90. <i>Callières</i> :—Etat des sommes d'argent provenant de la coupe des bois dans le Canton— du 1er juillet 1883 au 1er aout 1887. (<i>Document No. 90.</i>)	Par ordre, 182.	214
✓ 91. <i>Vallée, A.</i> :—Copie du rapport pour l'année 1886 de A. Vallée, surintendant médical de l'Asile de Beauport.....(<i>Document No. 91.</i>)	Par ordre, 205.	214
✓ 92. <i>Prisons, Asiles</i> :—Dix-septième rapport des inspecteurs des—, etc., de la Province de Québec pour l'année 1886.....(<i>Document No. 92.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gov.	214
✓ 93. <i>Lytton</i> :—Correspondance au sujet de l'exploitation d'un pouvoir d'eau dans le Canton— (<i>Document No. 93.</i>)	Adresse, 40.	221

DOCUMENTS :—*Suite.*

No. des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ 94. <i>Blaklock et O'Dwyer</i> :—Rapport par MM.—, touchant la ligne de division entre le Canton de Farnham et la Seigneurie de Saint-Hyacinthe. Impression ordonnée, 294.....(<i>Document No. 94</i>)	Par ordre, 47.	221
✓ 95. <i>Arthabaska</i> :—Copie du rapport de W. Smith, Ecr, inspecteur des bureaux du gouvernement, du 10 juillet 1886, ayant trait à certaines irrégularités au bureau du protonotaire d'Arthabaska. (<i>Document No. 95</i> .)	Adresse, 117.	221
✓ 96. <i>St. Stanislas de Kostka</i> :—Correspondance au sujet de la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de—et de la révocation de l'ancienne commission.....(<i>Document No. 96</i>)	Par ordre, 205.	221
✓ 97. <i>Témiscouata</i> :—Copie des instructions données, en 1886, aux conducteurs des travaux de colonisation dans chacune des paroisses du comté de Témiscouata.....(<i>Document No. 97</i> .)	Adresse, 41.	221
✓ 98. <i>Palais de Justice et Parlement</i> :—Copie du procès-verbal de tous les ordres donnés au sujet de l'exécution des travaux dont le prix a été payé en sus du prix convenu dans les contrats faits pour la construction du— Impression ordonnée, 294.....(<i>Document No. 98</i> .)	Adresse, 40.	236
✓ 99. <i>Montmagny, Grands Jurés</i> :—Rapport des grands jurés du district judiciaire de—en date du 26 mars 1886.....(<i>Document No. 99</i> .)	Par ordre, 181.	236
✓ 100. <i>St. Sacrement</i> :—Copie des documents relatifs à la demande faite par la paroisse de—d'une aide en argent pour la construction de certains ponts.....(<i>Document No.</i>)	Par ordre, 235.	236
✓ 101. <i>Quebec Skating Club</i> :—Correspondance entre les directeurs du—et le Gouv. au sujet de faire disparaître leur rink.....(<i>Document No. 101</i> .)	Par ordre, 217.	271
✓ 102. <i>Gazette Officielle</i> :—Etat de toutes les sommes perdues par la "Gazette Officielle.".....(<i>Document No. 102</i> .)	Par ordre, 46.	273
✓ 103. <i>Ste Anne Lapocatière</i> :—Correspondance entre le gouv. et les directeurs de l'Ecole d'agriculture de—au sujet de l'établissement d'une ferme expérimentale attachée à la dite école. (<i>Document No. 103</i> .)	Par ordre, 216.	273

DOCUMENTS:—(Suite.)	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
✓ 104. <i>Montréal, Commissaires des incendies</i> :—Correspondance au sujet de l'abolition des Commissaires des incendies pour la cité de Montréal. (Document No. 104.)	Adresse, 270.	280
✓ 105. <i>Joncas L. Z.</i> :—Documents relatifs à la résignation ou démission de— <i>Impression ordonnée, 294.....</i> (Document No. 105.)	Adresse, 286.	286
✓ 106. <i>Education</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les Evêques de la Province depuis 1879, concernant l'éducation..... (Document No. 106.)	Adresse, 216.	289
✓ 107. <i>Frontières</i> :—Correspondance au sujet des frontières Ouest, Nord et Est de la Province. (Document No. 107.)	Adresse, 269.	289
✓ 108. <i>Repatriement</i> :—Copie de la petition de M. Lapalme et autres de Massachusetts, au sujet du rapatriement des Canadiens.. (Document No. 108.)	Par Ordre 287.	290
✓ 109. <i>Berthier</i> :—État des sommes payées depuis 1882 pour travaux de colonisation dans le comté de— (Document No. 109.)	Adresse, 41.	295
✓ 110. <i>Rimouski</i> :—Copie des différentes demandes d'argent pour travaux de Colonisation dans le Comté de—depuis le 1er Juillet 1886. (Document No. 110.)	Par ordre, 55.	295
✓ 111. <i>Chasse</i> :—Correspondance durant l'année dernière concernant la destruction illégale de l'orignal et du caribou..... (Document No. 111.)	Par ordre, 156.	295
✓ 112. <i>Seigneurie de Courval</i> :—Correspondance et documents concernant les limites de la Seigneurie de Courval..... (Document No. 112.)	Adresse, 217	295
A. <i>Aliénés</i> :—Correspondance au sujet du paiement par les municipalités de sommes d'argent pour l'entretien des aliénés.	Par ordre, 204.	
B. <i>Archives</i> :—Liste des archives déposées au bureau du registraire de la Province. 1o Sous la domination française; 2o Depuis la cession jusqu'à la Confédération; 3o Depuis la Confédération.	Par ordre, 216.	

DOCUMENTS :—(Suite)	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
C. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Correspondance concernant un registre pour la Baie des Chaleurs de 1759 à 1795.	Par ordre, 184.	
D. <i>Barachois et Clorydorme</i> :—Correspondance, etc., au sujet de la construction de deux ponts dont l'un sur la rivière Barachois et l'autre sur la rivière Clorydorme.	Par ordre, 235.	
E. <i>Bellechasse</i> :—Motions pour que certaines pétitions pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec soient mi-es devant la Chambre ; débat ; ajourné, 92. Débats repris. Objection. M. l'Orateur décide que la motion doit être modifiée. Modifiée et adoptée.	Par ordre, 92, 132.	
F. <i>Bellechasse</i> :—Correspondance depuis le 9 mars 1885 au sujet des argents de colonization dépensés dans le comté de —.	Par ordre, 270.	
G. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du bibliothécaire.	111ème Règle	11
H. <i>Bois, coupe de</i> :—Extrait des règles et règlements du Département des Terres de la Couronne concernant les droits exigés des colons sur le bois coupé par eux sur leurs lots.	Adresse, 118.	
I. <i>Cantons</i> :—Etat indiquant le nombre total de Cantons dans la Province, ceux colonisés, ceux sous réserve forestière, etc.	Par ordre, 235.	
J. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—, donnés par les officiers publics du Gouvernement de la Province de Québec, du 15 avril 1886 au 22 mars 1887.	.....	24
K. <i>Charlevoix</i> :—Etat des sommes dépensées dans—, depuis le 1er juillet 1886 pour Colonisation.	Par ordre, 236.	
L. <i>Chemins à barrières</i> :—Divers documents concernant les commissaires des chemins à barrières de la Rive Nord et de la Rive Sud.	Adresse, 235.	
M. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil adopté par le Gouvernement Ross distribuant les \$155,000 pour chemins de colonisation pour 1886-87.	Adresse, 235.	

DOCUMENTS :—*Suite.*

No. des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
N. <i>Clercs Sessionnels</i> :—États pour les années 1884-85-86-87 du nombres de clercs sessionnels de la Chambre et des départements; nombre des bills présentés, etc., etc.	Adresse, 270.	
O. <i>Compagnies de Chemins de fer</i> :—Copie de tous les documents soumis par les—ayant droit à des subventions en terrains d'après 45 Vict., ch. 23.	Adresse, 40.	
P. <i>Convention des Provinces</i> :—Correspondance au sujet de la—pour la révision de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.	Adresse, 71.	
Q. <i>Corneillier, et al.</i> :—Correspondance ayant rapport à la cause de la Reine vs. Corneillier, et al.	Address, 92.	
R. <i>Documents de la Session</i> :—Liste de toutes les personnes qui ont reçu ou qui doivent recevoir les documents reliés de la Session de 1886.	Par ordre, 217.	
S. <i>Ecole de Navigation</i> :—Correspondance au sujet du maintient de l'—	Par ordre, 205.	
T. <i>Egan</i> :—Copie de tous documents au sujet de l'établissement des colons dans le canton de—, comté d'Ottawa.	Adresse, 51.	
U. <i>Elections</i> :—Rapport indiquant le nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat lors de la dernière élection dans chaque division où un poll a été tenu.	Par ordre, 76.	
V. <i>Employés Sessionnels</i> :—Etat du nombre des—tant de la chambre que des départements pour les session de 1883-84-85.	Par ordre, 270.	
W. <i>Emprunts</i> :—Etat des sommes empruntées par le gouvernement actuel.	Par ordre, 36.	
X. <i>Ethier, Octave</i> :—Correspondance entre le gouvernement et MM. Gilmour & Cie, relative à M.—colon de Lytton.	Par ordre, 235.	
Y. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Correspondance se rattachant à la réclamation du gouvernement contre la ville de Longueuil et la corporation du Bassin de Chambly au sujet du fonds d'emprunt municipal.	Adresse, 55.	
Z. Documents relatifs à la dette du canton d'Acton—au fonds d'emprunt municipal.	Adresse, 92.	

DOCUMENTS:—(Suite.)

No. des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS,

PRÉ-
SENTÉS.AA. *Gaspé, Chemins de Colonisation* :—Rapport de L. A. Vallée, Ecr., sur son inspection des chemins et ponts de colonisation dans le comté de Gaspé.Adresse,
117.BB. *Gazette Officielle* :—Copie des soumissions et de tous documents se rapportant à l'octroi par le gouvernement Ross des contrats pour l'impression de la—Par ordre,
234.CC. *Iberville, Shérif d'*—Etat indiquant quelles sommes d'argent ont été remises au gouvernement par le—durant les trois dernières années.Par ordre,
156.DD. *Impressions* :—Copie des arrangements ou des contrats pour toutes les impressions officielles sous le contrôle du gouvernement.Par ordre,
234.EE. *Lacoste, Globenski et Bisquillon* :—Etat de toutes les sommes payées à quelque titre que ce soit, depuis le 30 juin 1880, à MM.—.Adresse,
247.FF. *Lettres Patentes* :—Liste de toutes les compagnies incorporées par—, sous le grand sceau de la Province.Par ordre,
134.GG. *Limites, possesseurs de* :—Noms et résidence de tous les—, dans la province de Québec.Adresse,
156.HH. *Mandats spéciaux* :—Etats des rapports du Conseil Exécutif et Mandats spéciaux émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, clause 47.

15

II. *Pelletier, George* :—Copie des roles de paie produits par— et Herménégilde Gagnon pour travaux faits en paiement de grains de semence en juin 1886, dans le comté de Rimouski.Par ordre,
140.JJ. *Pontiac* :—Documents relatifs aux argents de colonisation dépensés depuis 1882, dans le comté de Pontiac.Par ordre,
202.KK. *Correspondance entre M. Lavigne et le département des travaux publics à propos de l'évaluation des pupitres de l'Assemblée Législative.*Par ordre,
205.LL. *Remises aux colons* :—Etat détaillé des remises faites aux colons depuis le 1er Juillet 1885.Adresse,
46.

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRE- SENTÉS.
No. des Doc. de la Session.		
MM. <i>Roy et Annett</i> :—Correspondance au sujet de la suspension des agents des terres de la Couronne,—	Par ordre, 235.	
NN. <i>Sociétés de Colonisation</i> :—Copie de tous les certificats fournis par les sociétés de colonisation—sur lesquels certificats certaines sommes mentionnées à la Page 9 des Comptes Publics ont été payées.	Adresse, 51.	
OO. <i>Témiscouata, Cie chemin de fer de</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la—compagnie du chemin de fer de Témiscouata au sujet de la coupe du bois par la compagnie sur les terres de la couronne.	Adresse, 111.	
PP. <i>Travaux de colonisation</i> :—Copie des rôles de paie fournis par les différents constructeurs des—depuis 1883, pour les comtés de Terrebonne, Argenteuil, Ottawa et Montcalm.	Adresse, 111-113.	
QQ. <i>Varennés, Collège de</i> :—Copie de la requête des membres de la corporation du—pour obtenir une subvention.	Par ordre, 156.	

DOCUMENTS DE LA SESSION :—Personnes ayant droit de recevoir ceux de la session de 1886. (Voir *Documents R.*)

DOMINION LIME COMPANY :—Petition demandant un acte incorporant la Compagnie dite—, 27. Avis, 42. Bill, (l'Hon. M. *Robertson*), 42. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des Chemins de fer, 49. Rapporté amendé. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 88. Par le Conseil avec amendements, 154. Considérés et adoptés, 154. S. R., 297. (50 Vict., ch. 63.)

EDUCATION:

1. Bill pour amender les lois concernant l'— (M. *Cameron*), 180. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 24. Par le Conseil avec amendements, 288. Considérés et adoptés, 288. S. R., 298. (50 Vic., ch. 20.)

2. Voir *Documents*, 106.

ECOLE DE NAVIGATION, Québec :—Voir *Documents*, 37, S.

ECOLE DE RÉFORME :—Voir *Documents*, 32.

ÉCOLES NORMALES :—Voir *Documents*, 13.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'—à Montréal, 85-90. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 99. Le comité délibère ; Résolutions rapportées, 99. Adoptées, 99. Bill basé sur ces résolutions, Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant l'—de Montréal, (L'Hon. M. Gagnon) 99. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 122. Par le Conseil, 295. S. R., 296. (50 Vict., ch. 21.)

EGAN :—

1. Colons du canton de—Voir *Documents*, T.
2. Factum du Rév. P. Paradis, Voir *Documents* :—54. Voir *Interpellations*.

EGLISE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—Voir *Saint-Jean-Baptiste*.

ELECTIONS :—

1. Mandats émis durant la Session :

District Electoral	En remplacement de	Pourquoi.
St-Hyacinthe.....	Hon. H. Mercier.	Nommé Proc-Général, 8.
Montréal-Centre.....	James McShane, Ecr.	" Min. Agric. et Tr. Publ., 8.
Iberville.....	George Duhamel, Ecr.	Nommé Solliciteur Gén. 8.
Kamouraska.....	Ch. A. E. Gagnon, Ecr.	" Secr.-Provincial, 8.
Québec-Est.....	Joseph Shehyn, Ecr.	" Trés. de la Prov. 8.

2. Jugement de la cour d'élection relatif à l'élection pour Rouville, 32.

3. Voir *Greffier de la Couronne en Chancellerie et Documents*, 12, 81, U.

ELECTIONS CONTESTÉES :—Voir *Acte électoral*.

ELECTIONS FÉDÉRALES :—Voir *Documents*, 50.

ELECTIONS GÉNÉRALES :—Copie du rapport du greffier de la couronne en chancellerie, Voir *Documents*, 81.

EMPLOYÉS DU DÉPARTEMENT DES TERRES :—Circularaire relative aux élections.—Voir *Documents*, 50.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Intervention en politique.—Voir *Documents*, 50, 53.

EMPLOYÉS SESSIONNELS :—Voir *Documents*, 74, N. et V.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Voir *Documents*, 15, 74.

EMPRUNT :—

1. La Chambre devant se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province, 230. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 240. Le Comité délibère, 241. Résolutions rapportées 242. Motion pour que les dites résolutions soient lues la seconde fois ; Amendement de M. Desjardins, Négative ; Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 251. Bill basé sur ces résolutions. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, (L'Hon. M. Shehyn), 251. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un Comité général, 256. Considéré en Comité sur division et rapporté, 272. Motion pour troisième lecture ; débat ; ajourné, 280. Débat repris ; Motion adoptée ; bill lu la troisième fois et passé, 280. Par le Conseil, 294. S. R., 298. (50 Vic., ch. 2.)

3. Voir *Documents*, W. *Votes et divisions*, 11.

ENRÉGISTREMENT DES PROCURATIONS :—Voir *Procurations*.

EPICIERS DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, *Association des*—

ERECTION CIVILE DES PAROISSES dans l'ancien territoire de Montréal :—Voir *Paroisses*.

ESTIMÉS : Voir *Documents*, 1. *Subsides*, 1.

ETHIER, OCTAVE :—Voir *Documents* X

EVÊQUES CATHOLIQUES ROMAINS DE CETTE PROVINCE :—Bill pour amender et expliquer le Statut de Québec, 32 Vict., chap. 73 concernant l'incorporation des— (M. David), 74. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Rapporté ; Passé, 131. Par le Conseil Législatif, 196. S. R., 297. (50 Vict., ch. 27.)

EXPÉDITION DU NORD-OUEST :—Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 33 concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'—en 1885, (M. Lafontaine), 69. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Rapporté progrès, 106. Considéré de nouveau, 141. Renvoyé au Comité de Législation, 141. Rapporté amendé 211. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 247.

EXPLORATION DES COMTÉS DU SUD :—Voir *Interpellations*, page 37.

EXPOSITION COLONIALE :—Voir *Documents*, 33.

EXPOSITION SCOLAIRE :—Catalogue de l'—tenue à Londres en 1886.—Voir *Documents*, 33.

FARNHAM :—Ligne de division entre—et la seigneurie de St-Hyacinthe.—Voir *Documents*, 94.

FÊTE DES ARBRES :—Voir *Documents*, 22.

FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS :—Voir *Documents*, 44.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir *Documents*, 18, 56, 60, 70, Y, Z.

FRASER, JOHN :—Pétition demandant un acte déclarant que l'Edit de 1743 de Louis XV, roi de France, est encore en vigueur dans cette province, 157.

FRASERVILLE ET EDMUNDSTON :—Cie du chemin de fer de—.—Voir *Documents*, 28.

FRÈRES MARISTES :—Pétition demandant un acte incorporant la congrégation des Petits Frères de Marie, dits—27. Avis, 72. Bill, (M. Lafontaine), 73. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapporté amendé, 115. Considé en comité général ; Rapporté ; Passé, 123. Par le Conseil, 197. Honoraire remis, 215. S. R., 297. (50 Vict., ch. 29.)

FRONTIÈRES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, 107.

GAGNON, HERMÉNÉGILDE :—Voir *Documents* II.

GASPÉ, CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Documents* AA.

GATINEAU, VALLÉE :—Cie de chemin de fer de la—Voir *Ottawa*.

GAUTHIER, M. :—Voir *Documents*, 31.

GARDES FORESTIERS :—Rapports des—, Voir *Documents*, 35.

GAZES COMBUSTIBLES :—Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, (M. Dechêne, L'Islet), 206.

GAZETTE OFFICIELLE :—Voir *Documents*, 102, BB.

GRAINS DE SEMENCE :—Travaux faits dans Rimouski en payement de —. Voir *Documents*, II.

GRANTHAM :—Lot No. 25 du 2ème Rang :—Voir *Documents*, 61.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—

1. Reçoit du Greffier de la Couronne en Chancellerie une liste des noms des membres élus, 1.
2. Déclare l'Hon. *F. G. Marchand* élu Orateur, 3.
3. Reçoit durant la vacance certains documents, 5. 9.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELDERIE :—

1. Remet au Greffier de la Chambre une liste des membres élus, 1.
2. Transmet au Greffier de la Chambre certains documents, 5. 9.
3. Devant préparer un rapport des élections de 1886, 92.
4. Rapport devant être imprimé, 134.
5. Rapports mis devant la Chambre, 83, 175.—Voir *Documents*, 12, 81. D. U

HAMILTON, CANTON DE :—Voir *Documents*, 35.

HÔME RULÉ :—Voir *Irlande*.

HOISSIERS :—Pétition demandant un acte constituant la corporation des — du district de Montréal, 52. Avis, 66. Bill (*M. David*), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 102. Rapporté amendé, 142. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 150. Par le Conseil avec un amendement, 246. Considéré et adopté, 246. S. R., 297. (50 Vic., ch. 43.)

HYPOTHÈQUES :—

1. Bill pour faciliter la radiation et décharge des—consenties par les compagnies de chemins de fer dans certains cas, (*M. Lareau*), 73. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 132. Rapporté amendé, 233. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 267. Par le Conseil, 294. S. R., 297. (50 Vict., chap. 66.)
2. Bill concernant la constitution d'hypothèques sur le capital des rentes constituées représentant des droits seigneuriaux et l'enregistrement de ces hypothèques, (*M. Girouard*), 48. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 133.

IBERVILLE, DUNHAM ET CLARENCEVILLE, Compagnie du chemin de fer de— Pétitions demandant l'incorporation de cette compagnie; 49ème règle suspendue; pétitions reçues et lues, 252. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, mais néanmoins recommandant la suspension de la 51ème règle, 255. Règles suspendues; Bill présenté (L'Hon. *M. Duhamel*), 255. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 285. 60ème règle suspendue par rapport à ce Bill, 286. Rapporté amendé, 287. 65ème règle suspendue; Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 287. Par le Conseil, 294. S. R., 298. (50 Vic., ch. 67.)

Pétitions en faveur du bill; Reçues et lues, 252, 280.

IBERVILLE :—Shérif d'—.—Voir *Documents*, CC.

IMPERIAL FIRE INSURANCE COMPANY :—Pétition demandant un acte autorisant The — à contracter, à poursuivre et être poursuivie dans la province de Québec au nom de la compagnie et pour d'autres fins, 27, *Avs*, 66, 49 et 51ème règles suspendues ; Bill présenté (l'Hon. M. McShane) ; Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 140. Rapporté amendé 167. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 170. Par le Conseil, 238. S. R., 298. (50 Vict, ch. 65.)

IMPRESSIONS :—

1. Comité collectif des— ; Membres nommés par l'Assemblée ; Message envoyé au Conseil, 210. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 225. Premier rapport 223. Adopté 281. Second rapport, 294. Adopté, 294.
2. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 223, 294.
3. Documents dont l'impression est ordonnée sans renvoi au Comité, 113, 134, 214.
4. Liste des documents dont l'impression est ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.

IMPRESSIONS OFFICIELLES DU GOUVERNEMENT :—Voir *Documents* DD.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir *Documents*, 20, 102.

INCENDIES :—Bill pour aider à prévenir les accidents par le feu dans les écoles et les hotels, (l'Hon. M. Lynch), 97.—Voir *Accidents par le feu*.

INDUSTRIES :—Comité permanent des—, nommé, 15, 36. Membre substitué à un autre dans ce comité, 76. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 81.

INHUMATIONS :—Bill concernant les—dans les charniers privés ou de famille, (M Larcau), 53.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HOPITAUX :—Rapports annuels des— Voir *Documents*, 6.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill pour amender le chapitre quinze des Statuts Refondus pour le Bas-Canada concernant l'—(M. Lemieux), 53.
2. Rapport du Surintendant et État financier du Surintendant.—Voir *Documents*, 5.
3. Comité catholique du conseil de l'—, Voir *Documents*, 48.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Bernatchez, 116, 173.
 Bisson, 215.
 Blanchet, 178, 212.
 Boyer, 155.
 Cardin, 279, 280.
 Caron, 285.
 Casgrain, 50, 110, 174, 233, 285.
 David, 59.
 Déchène (L'Islet), 39, 74, 89, 116.
 Deschênes (Témiscouata), 60, 174.
 Desjardins, 39, 49, 57, 133, 140, 175, 182, 212.
 Dorais, 218, 285.
 Duplessis, 90, 215.
 Faucher de Saint-Maurice, 37, 39, 45, 54, 60, 62, 74, 109, 139, 219, 283.
 Girouard, 45.
 Hall, 38, 110, 175, 182.
 Lafontaine, 90.
 Laliberté, 60.
 Lareau, 212.
 LeBlanc, 182, 183, 219, 234.
 Lemieux, 109.
 Lussier, 139, 202.
 Lynch, 90, 156.
 Martin (Bonaventure), 50, 58.
 Martin (Rimouski), 51, 61.
 Morin, 89.
 Nantel, 37, 59, 60, 90, 110, 123, 138, 183.
 Owens, 234.
 Picard, 59, 90.
 Pilon, 174.
 Poupore, 173.
 Rinfret, 89.
 Rocheleau, 61, 90, 119.
 Taillon, 110.
 Tessier, 45, 285.
 Trudel, 58, 111.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Agriculture, comité d'— :—Second rapport du — de 1886, 38.
 Agriculture, enseignement de l'—, 74.
 Aliénés, entretien des — par les municipalités, 218.
 Archambault, M., 61.
 Armand et Whitworth, bois coupé dans, — 58.
 Asile de Beauport, 173.
 Asiles, quels sont les médecins visiteurs des —, 60.
 Asiles, quelles sont les sommes payées par le gouv. pour les patients publics, 173.
 Asiles, si le gouv. doit amender la loi des —, 111.
 Assemblée Législative, impressions de l'— 37.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Barnard, Ed.-A., 215, 233.
Beaulieu, J.-B., de St-Roch de Québec, 285.
Bélanger, Jules, 174.
Belleau, Jacques-François, 37, 138.
Beurrerie école, 215.
Blake, Edward, 183.
Bois exploités sans que les droits soient payés, 278.
Bonaventure, travaux de colonisation dans,—58.
Brack, Robert, 45.
Bureau de la trésorerie, 174.
Bureau d'immigration, Montréal, 175.
- Cadieux et Dérome, Librairie, 62.
Cantons arpentés et non colonisés, 277.
Caribou et de l'Original, protection du—110.
Carrier, Achille, 110, 233, 234.
Cercles agricoles, 233.
Cercles, Congrès des—139.
Cimon, F.-X., 183.
Chambly, rapport de l'élection de—109.
Charbon pour les bâtisses du parlement, 233.
Charlebois Mr. A-t-il été fait quelque payement à—depuis le 1^{er} Février 1887, 212.
Charleson, J.-B., 50.
Chasse ; protection du Caribou et de l'Original, 110.
Chaudière, Pont sur la rivière, 109.
Chemins à barrières de la Rive Sud, 60.
Chicoutimi et Saguenay, remboursement des sommes dues par—183.
Code municipal, distribution du—aux municipalités, 219.
Code municipal, Impression du—90.
Collèges électoraux, redistribution des—110.
Colons spéculateurs, 281.
Comité d'agriculture, second rapport, 37.
Commissaires des incendies, Montréal, 234.
Commission royale annoncée dans le Discours du Trône, 138.
Commission royale au sujet des asiles, 110.
Compagnie Gilmour, 280.
Compagnies de chemins de fer, conversions des subsides aux—213.
—Rapports que doivent faire les—39, 219.
—Quelles sont celles qui ont converti leur subvention en un subside en argent, 49.
Concours agricoles des paroisses, 39.
Conférence interprovinciale, 111, 139.
Conseil des Arts et Métiers, Ecole du soir sous le contrôle, 139.
Contrats pour impressions sessionnelles, 37, 59, 138.
Corporations commerciales, 133.
Coursol, affaire, 280.
Cyr, Charles, 58.
- Dansereau, Clement-Arthur, 61.
Delaunay, Joseph, 182.
Demers, Jérémie, 50.
Dessèchement et drainage des terres par A. Barnard, 233.
Dominion of Canada Land and Colonization Co., 59.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Ecoles des Arts, Québec, Bâtisse pour l'—89.
Ecoles du soir, 139.
Ecole industrielle, 219.
Ecoles Normale Laval et Jacques-Cartier, 183.
Egan, lots dans—277.
Egan et Lytton, quelle est la population ? 277.
Emprunts faits par le gouvernement, 39.
Enseignement de l'agriculture, 74.
Exploration des Comtés du Sud, 37.
Exposition provinciale, 45.
- Fête des Arbres, 90.
Fonds de pension des instituteurs, 51. 212.
Fonds d'emprunt municipal, sommes dues au—39, 57, 140.
Franchises électorales, 213.
- Gazette Officielle, rectification de la,—133.
Gilmour Compagnie, 280.
Girouard, A. 50.
Gouvernement Ross et Taillon, traitements des membres du—,116.
Grains de semence, Rimouski, 61.
Grandville, gardes forestiers de—, 174.
Grantham, lot No. 27 du 2^{me} rang, 45.
- Impressions sessionnelles, 37, 59, 138.
Inspecteur, sous l'acte des manufactures, 110.
Instruction agricole, 39.
- Joncas, L.-Z,—234.
Jubilé de la Reine, 62.
Jugements et délibérations du conseil souverain de la Nouvelle France, 37.
Juges du district de Montréal, 182.
Jurés, petits, augmentation de l'allocation des—, 38.
- Kempt, M. 45.
- Laflamme, M. 61.
Lafond, B. 45.
Lavigne, A. 74.
Leclerc, D.-George, 286.
L'Espérance, John, 175.
Limites de bois, montant approximatif des—, 173.
Lois des asiles, 111.
Lytton, lots dans—, 277.
- Manufactures, inspecteurs sous l'acte des—, 110.
Maskinongé, somme octroyée pour colonisation, 215.
Martin, H., 54.
Martin, J. A., 54.
McShane, Hon. M. Indemnité de 1883, 110.
Médecins visiteurs des Asiles, 60.
Mégantic Fish et Game Club, 55.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Métapédiac, Pont emporté sur la—, 51.
Minéralogie et géologie de l'abbé Laflamme.
Montréal, Palais de Justice, 59
Montréal, Propriétés du gouv., ruelle Claude, 54.
Montréal, sommes dues au gouv. par la Cité de—90.
- Oiseaux du Canada, par C. E. Dionne, 62.
- Palais de Justice, Québec, Taxe spéciale, 182, 213.
—Québec, quelle somme a été perçue pour taxe spéciale, 60.
—Abolition de la taxe pour construction, 213.
—A-t-il été ordonné depuis le 1er Janvier 1887 des travaux non compris dans les contrats, 213 ?
Papineauville, Hartwell, octroi pour chemin dans—90.
Parlement, nouvelles bâtisses, a-t-il été ordonné depuis le 1er Janvier 1887 des travaux non compris dans les contrats, 213 ?
Pelletier, G., 61,
Pelletier, L. G., 61.
Pelletier, Lotus, 174.
Pentland, Mme. W. D., 285.
Poissons du Canada par A. N. Montpetit, 62.
Pont sur la Chaudière, 109.
Prendergast, Godfroi, 234.
Prix à être distribués dans les écoles, 62.
Propriétés du gouv., rue Claude, Montréal 54.
Pupitres, confection des—pour l'Assemblée Législative, 74.
- Québec, quelles sommes sont dues au gouvernement par, 175.
Q. M. O et O., Rapport du Commissaire, 155.
—Est l'intention du gouvernement de résilier la vente des sections Est et Ouest, 219 ?
—Réclamations des commerçants de foin, 285.
- Rapatriment des Canadiens aux Etats-Unis, 213.
Réclamations des commerçants de foin, 285.
Rentes foncières dans Ontario pour limites à bois, 173.
Réserve forestière, 277.
Rimouski, grains de semence. 61.
Rimouski, octroi de la société d'agriculture de—54.
Rocheleau, Ant, 45.
Ross et Taillon, traitements des membres du Gouvernement, 116.
Ross et Turcotte, combien ont-ils reçu du Gouvernement, 285 ?
Remillard, J.-B., 156.
- Saguenay, entretien du chemin du—89.
Sainte Angèle de Monnoir, quelle somme est due par—pour entretien des aliénés, 60.
Saint Ferdinand d'Halifax, Asile de—174.
Saint-Isidore le Laboureur, 233.
Saint Jean de Dieu, Asile de, 174.
Saint Maurice, somme octroyée pour colonisation, 215.
Saint-Michel de Bellechasse, somme due au fonds d'emp. mun., 45.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Scieries pour les besoins locaux, 277.
 Société de Colonisation du Diocèse de Montréal, 90.
 Squatters, 280.
- Talbot, Godfroi, 116.
 Taschereau, Cardinal—, Montant contribué par la Chambre pour l'installation du—, 39.
 Taxe spéciale pour la construction du Palais de Justice Québec, 60, 182, 213.
 Témiscouata, Cie du ch. de fer de—, 58.
 Témiscouata Cie. ch. fer de—, droit de couper du bois, 111.
 Terres à bois de chauffage, 173.
 Terres à coloniser ou sous réserve forestière, 277.
 Travaux de colonisation dans Bonaventure, 58.
 Trois-Rivières, bureaux publics aux—, 285.
 Turcotte et Ross, combien les Hon. MM. ont reçu du gouvernement, 285.
- Vallières, Philippe, 74.
 Verchères, terres dans—, coupées par la Cie, du chemin de fer Montréal et Sorel, 139.
 Vincent, Elz. et Fils, 138.
- Whelan, W., A-t-il été fait quelque paiement à—, depuis le 1er janvier 1887, 212.

IRLANDE :—Résolution exprimant les sentiments de regrets de voir qu'on a soumis au Parlement Impérial une mesure extrême de coercition et demandant que le principe du *Home Rule* soit accordé à l'Irlande. Copies de cette résolution devant être transmises à Lord Salisbury, au Très Hon. W. C. Gladstone et à Chs S. Parnell, 91. Message au Conseil, 91. Résolution amendée et adoptée par le Conseil, 159. Amendement du Conseil adopté par la Chambre, 176.

JACQUES-CARTIER, Banque :—Voir *Banque Jacques Cartier*.

JEFFERY HALE HOSPITAL :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 57. Avis, 72.

JOLIETTE :—

1. Hôpital de la Providence :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
2. Sommes octroyées pour la colonisation dans le Comté de—. Voir *Documents*, 76.

JONCAS, L. Z. :—Voir *Documents*, 105.

JUBILÉ DE LA REINE :—Voir *Adresse*, 1.

KEMPT, O. B. :—Voir *Documents*, 46.

KINGSEY FALLS :—Pétition demandant un acte pour détacher une partie de— du comté de Drummond et l'annexer à la municipalité du canton de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, 36. Avis, 42. Bill, (M. Girouard), 116. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 268. Par le Conseil, 294. S. R., 297. (50 Vic., ch. 22.)

Pétition contre ce Bill, 135.

KNOWLTON :—*Distributing Home* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.

LA CANADIENNE :—Cie d'Assurance. Voir *Canadienne*, La.

LACHINE, Union St-Joseph :—Voir *Documents* 6.

LABRADOR CANADIEN par Henri de Puyjalon :—Voir *Documents*, 16.

LABRADOR, PÊCHEURS DU :—Voir *Adresse*, 3, *Mergermette*, 1, 2, *Documents*, 41.

LACOSTE, GLOBENSKY ET BISAILLON :—Voir *Documents*, EE.

LAMONTAGNE, ROMUALD :—Voir *Documents*, 29.

LANGELIER, JOHN :—Voir *Documents*, 80.

LANGLOIS, C. F. :—Voir *Documents*, 83.

LANGUEDOC, W. C. :—Voir *Documents*, 69.

LAPRAIRIE, Hospice de :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.

LA REINE VS CORNEILLIER ET AL :—Voir *Documents*, Q.

LA REINE VS LÉPINE :—Voir *Documents*, 14, 85.

L'ECUYER, THÉODULE :—Petition demandant un acte pour régulariser la cléricature de—, 72. Avis, 81. 51ème règle suspendue; Bill présenté (M. Lafontaine), 82. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 113. Rapport recommandant la suspension de la 57ème règle, 136. Rapport adopté sur division, 136. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 149. Par le Conseil, 293. Honoraire remboursé, 245. S. R., 297. (50 Vict., ch. 80.)

LEFEBVRE, JEAN :—Voir *Documents*, 34.

LETTRES PATENTES :—Compagnie incorporées par—: Voir *Documents* FF.

LÉVIS :—Petition demandant un acte pour amender l'acte 36 Vict., ch. 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Lévis, etc.," 93, 98. Avis, 108. Bill (M. *Lemieux*), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 124. Rapporté amendé, 180. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 213, 238. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 238. Par le Conseil avec amendements, 292. Considérés et adoptés, 292. S. R., 297. (50 Vic., ch. 58.)

L'HEUREUX, J.-B. :—Petition demandant un acte autorisant J.-B. L'Heureux, à construire un pont sur la rivière Yamaska, 52. Avis, 66. Bill (L'Hon. M. *Mercier*), Présenté; Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 74. Rapporté amendé, 136. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 144. Par le Conseil, 226. S. R., 297. (50 Vic., ch. 74.)

Pétition contre ce Bill, 87.

LIBELLE :—Bill amendant la loi du Libelle en matières civiles (M. *Hall*), 31ème règle suspendue et bill présenté, 195.

LICENCES :

1. La Chambre décide de se former en Comité général sur certaines résolutions proposées concernant les licences, 158. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 165. Résolutions rapportées et adoptées, 166. Bill basé sur ces résolutions, voir *infra*, 2.
2. Bill pour amender la loi des licences de Québec, (L'Hon. M. *Shehyn*), 166. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général, 179. Considéré; Amendé; Motion pour la réception du rapport; Amendement proposé et négatif; Rapporté; Passé, 181. Par le Conseil avec amendements, 276. Considérés et adoptés, 276. S. R., 298. (50 Vict., ch. 3.)
3. Bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 11, concernant la loi des licences de Québec (M. *Gladu*), 155. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211. Rapporté amendé, 291. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 292. Par le Conseil, 294. S. R., 298. (50 Vict., ch. 4.)
4. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences, 107, 157, 164.
5. Bill amendant l'acte des licences de Québec de 1878 et ses amendements, (M. *Pilon*), 88.

LICENCES, acte fédéral des :—Voir *Documents*, 24.

LIDDLE, MADAME, internement de— à l'asile de Beauport :—Voir *Documents*, 42.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la Législature avant qu'un Orateur soit élu, 2.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

2. Informe la Chambre par l'Orateur du Conseil Législatif que diverses vacances sont survenues dans l'Assemblée Législative, 7.
3. Son discours à l'ouverture de la Session, 12. Jour fixé pour la prise en considération, 15. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc.; 18. Voir *Adresses*, 2.
4. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 99, 100, 165, 240.
5. Son discours à la clôture de la Session, 298.
6. Sanctionne les Bills, 120, 296.

Messages de Son Honneur :

7. Invitant la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil à l'ouverture de la Session, 1, 4, 7, 9. Pour la sanction d'un Bill, 120. A la clôture de la Session, 295.
8. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 35.
9. Transmettant les estimés, 64. Les estimés supplémentaires, 224.
10. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 213. Voir *Document*, 20.
11. Recommande certaines mesures à la Chambre, 99, 100, 165, 240.

LIMITES, Possesseurs de— Voir *Documents*, EE.

LIVRES DE PRIX, pour les écoles :—Voir *Documents*, 47.

LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—

1. Comité permanent nommé, 15, 38. Premier rapport; *Quorum* réduit à cinq membres, 84. Second rapport, 168. Troisième rapport, 180. Quatrième rapport, 195. Cinquième rapport, 214. Sixième rapport, 268. Adopté, 268. Septième rapport, 291.
2. Bills renvoyés à ce Comité, 141, 209, etc.

LONGUEUIL :—Documents se rattachant à la réclamation du Gouvernement contre la ville de Longueuil au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir *Documents*, Y.

LORANGER, Canton :—Voir *Documents*, 86.

LYTTON :—Au sujet d'un pouvoir d'eau dans—. Voir *Documents*, 93.

MAGUIRE, W. :—Agent des terres dans Bonaventure :—Copie de ses rapports :—
Voir *Documents*, 46.

MAJOR, ALFRED-BURGIS :—Petition demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre M. Alfred Burgis Major, au nombre de ses membres, 47. Avis, 66. Bill (M. *Boyer*), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 77. Rapporté, 96. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 112. Par le Conseil, 185. S. R., 296. (50 Vic., ch. 78).

MANDAT ÉMIS EN FAVEUR DU TRÉSORIER DE LA PROVINCE :—Voir *Adresses*, 4.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, 42. HH.

MAÎTRES ET SERVITEURS :—

1. Bill pour amender l'acte 44-45 Vict., chap. 15, concernant les Maîtres et Serviteurs, (M. *Lafontaine*), 69. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 133.

2. Voir *Documents*, 51.

MEGANTIC FISH AND GAME CLUB :—Voir *Documents*, 73.

METGERMETTE :—

1. Somme votées pour les pêcheurs du Labrador envoyés comme colons dans—.
Voir *Adresses*, 3.

2. Pêcheurs du Labrador établis dans—. Voir *Documents*, 41.

MOUNT HERMON :—Voir *Cimetière de*,—

MONTMAGNY :—

1. Rapport des grands Jurés du 26 mars 1886. Voir *Documents*, 99.

2. LaReine vs Lépine. Voir *Documents*, 14, 85.

Montréal :

1. Pétition demandant un acte amendant la charte de la cité de—, 52. Avis, 66. Bill, (M. *David*), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil avec amendements, 267. Considérés et adoptés, 267. S. R., 297. (50 Vict., ch. 56).

2. Pétition demandant un nombre proportionnel de députés à la population de la cité de Montréal, 27.

MONTREAL :—Suite.

3. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
4. *Asile des Orphelins des Dames Protestantes* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
5. *Asile des Orphelins Protestantes* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
6. *Asile de St-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
7. *Asile des Servantes Catholiques* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
8. *Association des Epiciers de Montréal* :—Pétition demandant un acte incorporant l'association des—, 34. Avis, 80. Bill, (M. Hall), 82. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 89. Rapporté, 121. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 137. Par le Conseil, 197. Motion pour remise de l'honoraire négative, 234. S. R., 297. (50 Vic., ch. 50.)
9. *Church Home* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.
10. *Club de Raquettes "Le Trappeur" de Montréal* :—Petition demandant un acte incorporant le—, 36. Avis, 42. Bill (L'Honorable M. Mercier), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 49. 60ème règle suspendue, 49. Rapporté amendé, 53. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 63. Par le Conseil, 162. Honoraire remis, 182. S. R., 296. (50 Vict., ch. 52.)
11. *Commissaires des incendies* :—Voir *Documents*, 104.
12. *Compagnie des tramways* :—Voir *Compagnie des Tramways*.
13. *Compagnie du chemin de fer aérien de Montréal* :—Petition demandant un acte d'incorporation, 36. Avis, 72. Bill (du Conseil Législatif); Présenté, 229. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 239. Rapporté amendé, 272. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 284. Amendements adoptés par le Conseil, 292. S. R., 296. (50 Vict., ch. 72.)

Pétitions contre ce bill, 121, 126.
14. *Corporations des Huissiers* :—Voir *Huissiers*.
15. *Dispensaire* :—Voir *Documents*, 6.
16. *Ecole Polytechnique* :—Voir *Ecole Polytechnique*.
17. *Ecoles Privées* :—Petitions, demandant que les amendements à la charte de la cité de Montréal, relatifs aux écoles privées, ne deviennent pas loi, 57.
18. *Eglise St-Jean-Baptiste de Montréal* :—Voir *Saint-Jean-Baptiste*.

MONTREAL :—Suite.

19. *Hopital Notre-Dame* :—État d'affaires.—Voir *Document*, 6.
20. *Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur* :—État d'affaires.—Voir *Document*, 6.
21. *Montreal Maternity* :—Pétition demandant un acte pour amender les actes concernant "The University Maternity Hospital" et pour changer ce nom en celui de,—34. Avis, 94. Bill, (M. Hall), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté, 167. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 170. Par le Conseil, 238. Honoraire remis, 182. S. R., 296. (50 Vict., ch. 36.)
22. *Paroisses dans l'ancien territoire de Montréal* :—Voir *Paroisses*, etc.
23. *Salle d'Asile de St-Vincent de Paul* : Etat d'affaires.—Voir *Document No. 6*.
24. *Tiers Ordre de Saint-François d'Assise* :—Pétition demandant un acte incorporant la Fraternité du Tiers Ordre,—, 27. Avis, 42. Bill (L'Hon. Mr. Taillon), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 49. 60ème règle suspendue, 49. Rapporté, amendé, 53. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 69. Par le Conseil, 140. Honoraire remis, 181. S. R., 296. (50 Vict., ch. 30.)
25. *Union St-Joseph de Montréal* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant l'—, 21. Avis, 66. Bill (M. David), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 107. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil, 196. Honoraire remboursé, 205. S. R., 296. (50 Vic., ch. 39.)
 Pétition contre ce Bill, 107.
26. *Union St. Pierre de Montréal* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant la Société de l'—, 21. Avis, 66. Bill, (M. David), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 107. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil, 185. Honoraire remboursé, 205. S. R., 296. (50 Vic., ch. 40.)
27. *Wesleyan Theological College, Montreal* :—Pétition demandant un acte pour changer son nom, 21. Avis, 42. Bill à l'effet d'amender l'acte 42-43 Vict., chap. 73, intitulé : "Acte pour incorporer le Collège Théologique Wesleyan de Montréal ;—(du Conseil Législatif) ; Présenté ; Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 112. Rapporté, 121. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 138. S. R., 296. (50 Vic., ch. 35.)

MONTREAL ET LAC MASKINONGE :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie du Chemin de fer de—, Avis, 72. Bill, (M. Sylvestre), 73. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 85. Rapporté amendé, 93. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 112. Par le Conseil avec amendements, 288. Considérés et adoptés, 288. S. R., 297. (50 Vic., ch. 68.)

MONTRÉAL ET OCCIDENTAL, Cie du Chemin de fer.— Voir *Documents*, 79.

MONTRÉAL ET SOREL :—

1. Cie du Chemin de fer de—. Au sujet d'une demande d'octroi.—Voir *Documents*, 27.
2. Pétition demandant un subside en faveur de la Cie du Chemin de fer de— et que ce subside soit affecté au paiement des dettes de la Compagnie, 152.

MOUSSEAU, HON. J. A. :—Voir *Documents*, 48.

NAISSANCES, MARIAGES ET DÉCÈS :—Voir *Statistiques des*—.

NEW-YORK LIFE INSURANCE COMPANY :—Pétition demandant un acte autorisant The—, à acquérir par achat et à posséder des biens fonds dans la Province de Québec, 41. Avis, 47. Bill (L'Hon. M. McShane), 48. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 55. Rapporté amendé, 72. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 84. Par le Conseil avec amendements, 154. Considérés et adoptés, 154. S. R., 296. (50 Vic., ch. 64.)

NICOLE, JOSEPH :—Voir *Documents*, 85.

NICOLET :—Pétition demandant un acte amendant de nouveau l'acte 36 Vict., ch. 52, intitulé : " Acte pour incorporer la ville de—," 27. Avis, 72. Bill (M. Dorais), 73. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 85. Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 123. Par le Conseil avec un amendement, 185. Considéré et adopté, 197. S. R., 296. (50 Vict., ch. 61.)

NICOLET, HÔTEL-DIEU DE :—Petition demandant un acte incorporant l'—, 21. Avis, 42. Bill (M. Dorais), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 49. 60ème règle suspendue, 49. Rapporté, 53. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 64. Par le Conseil, 140. Honoraire remboursé, 181. S. R., 297. (50 Vict., ch. 31.)

NOLLE PROSEQUI, MONTMAGNY :—Voir *Documents*, 14.

NOMS INSCRITS SUR LISTE DE DIVISIONS :—Voir *Votes et divisions*, 12.

NORD-OUEST, EXPÉDITION DU :—Voir *Expédition du*—.

NOTARIAT :—Bill pour amender l'article 107 du Code du Notariat (M. Morin), 44. Seconde lecture renvoyée à trois mois, 78.

Voir *Votes et divisions*, 13.

NOTRE-DAME DE GRANBY :—Voir *Société Bienfaisance, etc., de*—

OFFICIERS DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Voir *Conseil Législatif*, 10.

OFFICIERS PUBLICS :—

1. Bill concernant les cautionnements des—Voir *Cautionnements*.
2. Cautionnements des—Voir *Documents J*.

ORATEUR :—

1. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur informe la Chambre de choisir un Orateur, 2.
 2. N. H. E. Faucher de Saint-Maurice, écuyer, et l'Hon. Félix-Gabriel Marchand sont proposés, 2. L'Hon. M. Marchand est déclaré élu ; il est conduit au Fauteuil et il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, 3.
 3. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur dans la salle des Séances du Conseil Législatif et demande les privilèges usuels ; Son Honneur les lui accorde, 47. Pour la Sanction des bills, 120, 296.
 4. Fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session 112.
 5. Informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie des certificats de l'élection des membres élus sur nouveaux writs, 6, 9, 11.
 6. Informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie avis de vacances dans la représentation de certains districts électoraux, 5.
 7. Que le jugement a été reçu dans la cause de l'élection contestée pour Rouville, 32.
 8. Communique à la Chambre divers rapports, &c., 8, 11, 18, 21, 27, 56, 69, 93, 237. Un état des recettes et des dépenses de l'Assemblée Législative pour l'année finissant le 30 juin 1886, 230.
 9. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 11.
 10. *Décide sur des Questions de forme et d'ordre* :—Voir *Questions*, 7 à 14 incl.
 11. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 146.
 12. Charge un député de le remplacer temporairement au Fauteuil, 116, 147.
 13. Ajourne la Chambre sans que la Question soit mise aux voix, 226.
 14. Devant émettre son mandat pour de nouveaux writs d'élection, 8.
- , Voir *Votes et divisions*, 14.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill concernant l'Orateur du Conseil Législatif et la nomination de certains officiers du Conseil Législatif, (Du Conseil); 220. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général, 225. Considéré en Comité; Rapporté; Passé, 236. S. R., 296. (50 Vict., ch. 8.)

ORDRES DU JOUR :—

1. Ordre rescindé, 218.
2. Ordres du gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 134, 198.

ORDRES PERMANENTS :—

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 15, 34.
2. Premier rapport, *quorum réduit*, 42.
3. Autres rapports sur différentes pétitions, 47, 66, 68, 72, 80, 94, 108, 115, 142, 164.
4. Que les avis sont suffisants, 42, 47, 66, 80, 94, 108, 115, 142.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 94. Ne sont pas suffisants, 81.
6. Recommande la suspension de la 51ème règle, 42, 47, 80, 94, 108, 115.
7. Pétitions renvoyées à ce Comité, 98, 116.
8. Troisième rapport renvoyé au Comité, 68.
9. Dixième rapport adopté, 169.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Prolongation du temps fixé pour la réception des Pétitions pour Bills privés; Rapports, etc., sur les Bills Privés, 47, 66, 165, 167.
2. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 255. Trois séances, 198.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :—Voir *Documents*.

ORIGINAL :—Destruction de l'—Voir *Document* 111.

OTTAWA :—Pétition demandant un acte amendement l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation d'—, 52. Avis, 115. 51ème règle suspendue; Bill présenté (M. Cormier), 115. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 124. Rapporté amendé, 153. Renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer, 153. Rapporté amendé, 159. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 170. Par le Conseil avec un amendement, 237. Considéré et adopté, 238. S. R., 297. (50 Vic. ch. 71.)

OTTAWA ET VALLÉE DE LA GATINEAU :—Pétition demandant un acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer d'—, 52. Avis, 115. Bill (Mr. Cormier), 51^{ème} règle suspendue; Bill présenté, 115. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 124. Rapporté amendé, 153. Renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer, 153. Rapporté amendé, 159. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 170. Par le Conseil avec amendements, 276. Considérés et adoptés, 276. S. R., 297. (50 Vic., ch. 69.)

PAIEMENT DIT LARIVIÈRE, ANTOINE :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu—, 21. Avis, 47. Bill, (M. Nantel), 48. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 55. Rapporté, 72. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 84. Par le Conseil, 162. S. R., 297. (50 Vict., ch. 75.)

PALAIS DE JUSTICE ET PARLEMENT :—Travaux dont le prix a été payé en sus du prix convenu dans les contrats. Voir *Documents*, 98.

PARADIS, RÉV. P. :—Voir *Documents*, 54.

PAROISSES DANS L'ANCIEN TERRITOIRE DE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL :—Bill pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civiles des—, (M. David), 57. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 79. Par le Conseil, 140. S. R., 297. (50 Vict., ch. 24.)

PATON, HUGH :—Pétition demandant un acte autorisant— à construire un pont sur une branche de la Rivière des Prairies, 21. Avis, 42. Bill (M. LeBlanc), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 72. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 84. Par le Conseil, 154. S. R., 296. (50 Vict., ch. 73.)

PÊCHERIES :—Bill pour amender la loi des— de Québec, (Du Conseil Législatif); Présenté, 288. Lu la seconde fois; Renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 291. Amendements adoptés par le Conseil, 295. S. R., 296. (50 Vic., ch. 17.)

PÊCHEURS DU LABRADOR :—Voir *Documents*, 41.

PELLETIER, DR. J. P. et al., gardes forestiers :—Voir *Documents*, 71.

PELLETIER, GEORGE :—Voir *Documents*, 11.

PETITS FRÈRES DE MARIE :—Voir *Frères Maristes*.

PÉTITIONS :—

1. Présentées et lues le même jour sur motion spéciale, 98, 107, 116, 118, 153, 252, 280, 245, 269, 341.
2. Rapport recommandant que le délai pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés soit étendu, 47, 68.
3. Renvoyées au Comité des ordres permanents, 98, 116, 136.

PÉTITIONS :—*Suite.*

4. Renvoyées au Comité des Bills privés, 148.
5. Devant être imprimées, 134.

PHILLIPS, CHARLES :—Pétition demandant un acte ratifiant et confirmant certains actes de compromis, transport et partage en rapport avec la succession de feu—, 87. Avis, 115. 2^eème règle suspendue; Bill présenté (M. Hall), 115. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 123. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 170. Par le Conseil, 246. S. R., 297. (50 Vic., ch. 77.)

PICARD, JOSEPH :—Voir *Documents*, 84.

POLYTECHNIQUE, ECOLE :—Voir *Ecole Polytechnique*.

PONTIAC :—Sommes dépensées dans—. Voir *Documents*, 115.

PONT SUR LA RIVIÈRE YAMASKA :—Voir *L'Heureux, J. B.*

PONT SUR UNE BRANCHE DE LA RIVIÈRE DES PRAIRIES :—Voir *Paton, Hugh*.

PONTS SUR LES RIVIÈRES BARACHOIS ET CHLORTDORME :—Voir *Barachois, et c.*

POUVOIR D'EAU DANS LYTTON :—Voir *Lytton, Documents*, 93.

PRÊTS ET MONTS DE PIÉTÉ :—Cie de—Voir *Compagnie de Prêts, &c.*

PRISONS, ASILES :—Rapports des—pour 1886. Voir *Document* 92.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 15, 38.

PROCÉDURE EN MATIÈRES COMMERCIALES :—

1. Bill concernant la—(M. Robidoux), 34. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation 77. Rapport que la préambule n'est pas prouvé, 168.
2. Bill concernant la—(L'Hon. M. Blanchet); Présenté, 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 209.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et Convoquant le Parlement V à XI.

PROCURATIONS :—Bill concernant l'enregistrement des— en certains cas, (M. Robidoux), 34. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 77.

PRODUITS AGRICOLES :—Bill pour encourager la vente de certains produits agricoles, (M. Lemieux), 53.

Pétition contre le bill, 72.

PUPITRES DE L'ASSEMBLÉE

1. Voir *Document*
2. Evaluations de

PUYJALON, HENRI, DE

QUÉBEC :—

1. Pétition demandant la cité de Québec la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 123. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 170. Par le Conseil, 246. S. R., 297. (50 Vic., ch. 77.)
2. Pétitions demandant la cité de Québec ne—
3. Asile du Bon—
4. Association de—
5. Asile des Dames—
6. Asile Finlay :—
7. Asile des Orphelins—
8. Asile des Orphelins—
9. Hospice de la—
10. Hospice des Sœurs—
11. Hospice Saint—
12. Union Musicale— Avis, 42. B— au comité Comité général remboursé,
13. Union Saint-Joseph—
14. Union Saint-Joseph—
15. Women's Christi—

PUPIÈRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

1. Voir *Documents*, 87.
2. Evaluations des —. Voir *Documents*, KK.

PUYJALON, HENRI, DE :—Voir *Documents*, 16.

QUÉBEC :—

1. Pétition demandant un acte amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec, 72. Avis, 108. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 118. Rapporté amendé, 206. Réimpression ordonnée, 206. Considéré en Comité général, 238, 245. Amendé; Rapporté; Passé, 246. Par le Conseil avec amendements, 293. Considérés et adoptés, 293. S. R., 297. (50 Vic., ch. 57.)
2. Pétitions demandant que certains amendements à la charte de la cité de Québec ne deviennent pas loi, 152, 164.
3. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
4. *Association des Dames Charitables* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
5. *Asile des Dames Protestantes* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
6. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
7. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—Voir *Documents*, 6.
8. *Asile des Orphelins Protestantes* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
9. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
10. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
11. *Hospice Saint-Charles* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
12. *Union Musicale de Québec* :—Pétition demandant un acte incorporant l'—, 21. Avis, 42. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 42. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 53. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 63. Par le Conseil, 140. Honoraire remboursé, 181. S. R., 296. (50 Vict., ch. 42.)
13. *Union Saint-Joseph de Saint-Roch* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
14. *Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.
15. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.

QUEBEC CENTRAL :—Voir *Documents*, 36.

QUÉBEC ET LAC SAINT-JEAN, Cie du chemin de fer de :—Voir *Documents*, 40.

QUÉBEC ET DU SAGUENAY :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de—, 72. Avis, 80. Bill (M. Lemieux), 97. Lu la seconde fois, et renvoyé au comité des chemins de fer, 113; Rapport que le préambule du Bill n'est pas prouvé, 159. Honoraire remis, 214.

Pétition contre ce bill, 152.

QUEBEC, PALAIS DE JUSTICE :—Voir *Documents*, 89.

QUEBEC SKATING CLUB :—Voir *Documents*, 101.

QUEBEC YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION :—Petition demandant un acte pour amender l'acte incorporant The—, etc 153. Avis, 164. Bill (M. Cameron), Présenté; Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 165. Rapporté, 180. Considéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 213. Par le Conseil, 293. Honoraire remboursé, 235. S. R., 298. (50 Vic., ch. 37.)

QUESTIONS :—

1. Débats sur une question ajournés, 20, 22, 24, 93, etc.—Parce que M. l'Orateur quitte le Fauteuil à six heures, 69, 111, 143, 198.
2. Débats repris, 22, 24, 28, 113, 145, 199.
3. Sous amendements, 256, 258, 265, 272, 275.
4. Sous amendement adopté, 70.
5. Question décidée *Nomine contra dicente*, 91.
6. Questions devant être mises séparément sur chaque paragraphe d'une motion, 28.
7. Question d'ordre soulevée au sujet du bruit qui se fait dans les galeries : Objection est faite par l'Hon. M. Gagnon que l'Honorable membre pour Montcalm ne peut pas parler deux fois sur la même question.—M. l'Orateur maintient l'objection et décide que la question d'ordre soulevée est plutôt une question de discipline qu'une question d'ordre dans le sens parlementaire du mot, 4.
8. A une motion pour une adresse relative à une circulaire adressée par le gouvernement à ses officiers et employés au sujet des élections fédérales. objection est faite par M. Deschênes (Témiscouata), à un amendement parce qu'il ne découle pas de la motion principale.—M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre et que la question d'ordre n'est pas fondée, 70.

 QUESTIONS :—*Suite.*

9. A une motion pour la production de certaines pétitions pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec.—Objection est faite (par l'Hon. M. Gagnon) parce qu'elle demande la production de documents déjà produits devant la Chambre.—M. l'Orateur maintient l'objection, mais suggère que la motion soit modifiée, 132.
10. Objection est faite par l'Hon. M. McShane que le député de Laval (M. LeBlanc) ayant répété en anglais un discours qu'il avait déjà prononcé en français, il ne peut faire un second discours sur la même question en français.—M. l'Orateur suppléant maintient l'objection et appel étant fait à la Chambre de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 146.
11. Objection est faite par l'Hon. M. Gagnon que M. Martin, (Bonaventure), ayant discontinué de parler pour entrer en conversation particulière, il ne lui est plus permis de prendre la parole.—M. l'Orateur suppléant maintient l'objection et appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 147.
12. Objection est faite par l'Hon. M. Gagnon que M. Picard qui a la parole ne se restreint pas dans son discours à discuter l'amendement qui est devant la Chambre.—M. l'Orateur maintient l'objection, 148.
13. L'Hon. M. Lynch ayant déclaré qu'il a voté par inadvertance pour un amendement tandis que son intention était de voter contre cet amendement et demande que son vote soit inscrit contre cet amendement.—M. l'Orateur décide que le vote doit rester tel qu'il a été enregistré, 194.
14. M. Faucher de Saint-Maurice propose qu'attendue la déclaration ci-dessus (13) de l'Hon. M. Lynch, le Bill pour annexer le comté de Bellechasse au district judiciaire de Québec soit remis sur les ordres du jour; et objection étant faite par l'Hon. M. Gagnon que cette motion ne peut être soumise à la Chambre, M. l'Orateur maintient l'objection, 235.
14. Objection est faite par l'Hon. M. Turcotte que la Chambre ne peut procéder à la seconde lecture du Bill concernant les commis voyageurs parce qu'il est présenté comme une mesure publique et qu'il ne peut être considéré que comme Bill privé.—M. l'Orateur renvoie l'objection, 253.

RAPATRIEMENT : Voir *Documents*, 108.

RAPPORTS de comités permanents et spéciaux :—Voir *Comités* 12 à 24.

Pour rapports des Comités généraux auxquels ont été renvoyées certaines résolutions, Voir *Comités* 25 à 29.

RAPPORTS MUNICIPAUX POUR 1886 :—Voir *Documents*, 9.

RECETTES ET **DEPENSES** DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, 7a, 7b.

REGISTRES DE L'ETAT CIVIL :—Bill concernant la transcription des anciens—, (Du Conseil Législatif) ; Lu les premières et seconde fois et renvoyé à un comité général 162. Considéré en Comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 193. Amendements adoptés par le Conseil, 206. S. R., 296 (50 Vic., ch. 18.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règles de la Chambre suspendues par rapport à certaines pétitions, 280. Certain bill, 255.
2. 31ème règle suspendue, 195.
3. 49ème “ “ 119, 140, 143, 153, 165.
4. 51ème “ “ 81, 108, 415, 136.
5. 53ème “ “ 165.
6. 55ème “ “ 119, 140.
7. 57ème “ “ 165.
8. 60ème “ “ 119, 186.
9. 65ème “ “ 287.
10. 83ème “ amendée, 217.

REINE, LA, vs. Corneillier et al :—Voir *Documents Q*.

REINE, LA, vs. Lépine :—Voir *Documents*, 15, 85.

REMISES AUX COLONS : Voir *Documents*, LL.

REMISES D'AMENDES :—Voir *Documents*, 21.

RENTES CONSTITUÉES :—Constitution d'hypothèques sur le capital des—Voir *Hypothèques*, 2.

RICHMOND :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 45 Vict., chap. 103, incorporant la ville de —, 87. Avis, 94. 51ème règle suspendue ; Bill présenté, (M. Picard), 96. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 124. Rapporté, 180. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 215. Ordre rescindé ; Bill considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 218. Par le Conseil, 293. S. R., 297. (50 Vic., ch. 59.)

RIMOUSKI :—

1. Argents versés au trésor par les magistrats de district, juges de paix, etc. Voir *Documents*, 59.
2. Demandes d'argent pour travaux de colonisation dans le comté de — depuis le 1er juillet 1886. Voir *Documents*, 110.
3. Gardes forestiers du comté de—. Voir *Documents*, 71.
4. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires : Voir *Documents*, 6

ROUTE D'EUSÈBE ARSENAULT :—Voir *Documents*, 62.

ROY ET ANNETT :—Voir *Documents*, MM.

ROY, PIERRE-ÉMILE :—Pétition demandant un acte l'autorisant à parachever un pont sur la rivière Yamaska; lue et reçue et renvoyée au Comité des bills privés, 118. Voir *L'Heureux, J. B.*

SAINTE-ANNE LAPOCATIÈRE :—

1. Etablissement d'une ferme expérimentale. Voir *Documents*, 103.

2. Hospice Saint-Joseph. Voir *Documents*, 6.

SAINTE-CÉCILE DE BEAUHARNOIS :—Fonds d'emprunt municipal. Voir *Documents*, 60.

SAINT-CHARLES DE CAPLAN :—Voir *Documents*, 62.

SAINT-ELIZABETH :—Asile de la Providence. Voir *Documents*, 6.

SAINT-ELIZABETH DE WARWICK :—Pétition demandant un acte érigeant la paroisse de—, en municipalité, 36. Avis, 42; Bill (M. Girouard); Présenté; Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 143. Rapporté amendé, 180. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 218. Par le Conseil, 293. S. R., 297 (50 Vic., ch. 25.)

SAINT-FÉLIX DE VALOIS :—Pétition demandant l'incorporation d'une Compagnie de chemin de fer de Saint-Gabriel de Brandon à—, 52.

SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE :—Voir *Montréal, Tiers Ordre de—*.

SAINT-FRANÇOIS :—District de—, Voir *Documents*, 44.

SAINT GABRIEL DE BRANDON :—Pétition demandant l'incorporation d'une compagnie pour la construction d'un chemin de fer de—à Saint-Félix de Valois, 52.

Voir *Montréal et Lac Maskinongé*.

SAINTE-GENEVIÈVE, COLLÈGE :—Voir *Documents*, 82.

SAINT-HYACINTHE :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant la société de passage du Pont Neuf de—, 21. Avis, 47. Bill (L'Hon. M. Mercier), 48. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 55. Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 123. Par le Conseil, 185. S. R., 296. (50 Vic., ch. 49.)

SAINT-HYACINTHE, SEIGNEURIE DE :—Voir *Documents*, 94.

SAINT-JANVIER DE WEEDON :—Pétition demandant un acte érigeant une partie de— en municipalité de Village, 116. Avis, 142; 49ème règle suspendue; Bill présenté (M. Lemieux); Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 143. Rapporté, 175. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 183. Par le Conseil, 298. S. R., 298. (50 Vic., ch. 23.)

SAINT-JEAN :—

1. *Hôpital* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.

2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.

SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte de cette province 41 45 Vict., chap. 82 intitulé : " Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'Eglise Catholique de la paroisse de —, et pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 37, 27 Avis, 42. Bill (M. Villeneuve), 43. Lu la seconde fois et renvoyé, au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 67. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 76. Par le Conseil, 146. Honoraires remboursé, 205. S. R., 296 (50 Vict., ch. 26.)

SAINT-JEAN ISLE D'ORLEANS :—Voir *Documents*, 53.

SAINT-JEAN ET IBERVILLE :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de—, 80. Avis, 108. Bill (M. Lafontaine), 108. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 124. Rapporté amendé, 142. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 149. Par le Conseil avec amendements, 206. Considérés et adoptés, 207. S. R., 297. (50 Vict., chap. 48.)
Pétitions contre ce Bill, 152, 157.

SAINT-MAURICE ET MASKINONGÉ :—Copies de tous documents et suggestions faites pour l'emploi des sommes accordées pour chemins de colonisation aux comtés de—Voir *Documents*, M *Chemins de colonisation*.

SAINT-SACREMENT, Paroisse du—Voir *Documents* 100.

SAINT-STANISLAS DE KOSTKA :—Voir *Documents*, 96.

SAINT-VINCENT DE PAUL :—Asile de la Providence :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.

SALABERRY DE VALLEYFIELD :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant la ville de —, 57. Avis, 81. 51ème règle suspendue et Bill présenté (M. Bisson), 81. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 113. Rapport amendé, 142. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 149. Par le Conseil, 238. S. R., 297. (50 Vic., ch. 60.)

SAVAGE, HON. M. :—Voir *Documents*, 57.

SCOTT, WILLIAM WALLACE :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de certains biens appartenant à la succession de feu—72. Avis, 80. Bill (M. Murphy), 81. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 136. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 144. Par le Conseil, 236. S. R., 297. (50 Vic., ch. 76.)

SEIGNEURIE DE COURVAL :—Voir *Documents*, 112.

SEIGNEURIE DE SAINT-HYACINTHE :—Voir *Documents*, 94.

SERMENT :—Bill relatif au serment et à la prestation du serment, (M. Lemieux), 53. Pétitions contre ce Bill, 135, 152.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (l'Hon. M. Mercier) ; Lu la première fois, *pro forma*, 12.

SERVICE CIVIL :—

Bill pour amender les lois concernant le Conseil Exécutif et les départements publics de la province, ainsi que la loi relative au service civil ; (L'Hon. M. Mercier), 100. Lu la seconde fois sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Lu la troisième fois et passé sur division, 122. Passé par le Conseil, 197. S. R., 296. (50 Vic., ch. 7.)

SHÉRIF D'IBERVILLE :—Voir *Iberville, Documents*, 11.

SIMARD, ETIENNE :—Commissaire *per Dedimus Protestatem* ; Se rend à la Chambre et administre le serment aux députés, 1.

SMITH, PAUL ERNEST :—Commissaire *per Dedimus Protestatem* ; Se rend à la Chambre et administre le serment aux députés, 1.

SMITH, W. :—Rapport de —. Voir *Documents*, 95.

SOCIÉTÉ BELGE CANADIENNE :—Pétition demandant un acte incorporant la—, 56. Avis, 81. Bill (M. McIntosh), 81. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 89. Rapporté amendé, 121. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 138. Par le Conseil, 197. S. R., 297. (50 Vic., ch. 46.)

SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby :—Pétition demandant un acte incorporant la—, 87. Avis, 94. Bill (M. Brassard), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 124. Rapporté amendé, 168. Considérée en Comité général ; Rapporté ; Passé, 177. Par le Conseil, 246. Honoraire remboursé, 233. S. R., 297. (50 Vic., ch. 38.)

SOCIÉTÉS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, NN.

SOCIÉTÉ DE JÉSUS :—Voir *Compagnie de Jésus*.

SOCIÉTÉ de passage du Pont Neuf de St-Hyacinthe :—Voir *St-Hyacinthe*.

SOREL :—

1. Congrégation St-Michel :—Etat d'affaires :—Voir *Documents* 6.

2. Hôpital Général :—Etat d'affaires :—Voir *Documents* 6.

3. Fonds d'emprunt municipal :—Voir *Documents*, 18. 70.

STANSTEAD ET COMPTON :—Pétition demandant un acte incorporant l'association agricole indépendante des comtés de —, 34. Avis, 42. Bill (M. Baldwin), 43. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 49. Rapporté, 72. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 84. Par le Conseil, 140. Honoraire remis, 140. S. R., 297. (50 Vict., ch. 47.)

STATISTIQUES :—Bill pour amender l'acte 39 Vict., ch. 20, intitulé : "Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province, (L'Hon. M. Blanchet), 97. Lu la seconde fois, renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 209. Par le Conseil, 293. S. R., 297. (50 Vic., ch. 19.)

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, 10.

STATION AGRONOMIQUE :—Voir *Chartier, Rév. M. Documents*, 52.

STATUTS DE LA PROVINCE QUÉBEC :—Bill pour amender l'acte 49-50 Vic., chap. 95, concernant les Statuts de la province de Québec (Du Conseil), 220. Lu la seconde fois; Renvoyé à un Comité général; Rapporté; Passé, 225. S. R., 296. (50 Vic., ch. 6.)

STATUTS RÉFONDUS :—Bill concernant les Statuts Réfondus de la Province de Québec; (l'Hon. M. Mercier); Présente, 44. Lu la seconde fois et renvoyé à un Comité spécial, 56. Rapporté, 94. Considéré en Comité général; Rapporté, Passé, 121. Par le Conseil avec un amendement, 167. Considéré et adopté, 167. S. R., 296. (50 Vict., ch. 5.)

STATUTS RÉFONDUS ;—Huitième Rapport :—Voir *Documents*, 25.

SUBSIDES :—

1. Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1888. Renvoyés au Comité, 64. Estimés supplémentaires; Renvoyés, 224. (*Document No. 1.*)
2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 31.
3. La Chambre en Comité des Subsidés, 64, 86, 101, 124, 151, 163, 178, 228, 237, 249.
4. Résolutions rapportées et adoptées, 124, 159, 160 161, 200, 204, 207, 208, 256, 257, 258, 259, 266, 272, 275, 281, 283.
5. Amendements proposés à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des subsides,—et négatifs, 145, 150, 161, 162, 176, 178, 225, 227, 246, 248. Voir *Votes et divisions*, 16 à 20.
6. Amendements proposés (et négatifs) à la motion pour la réception des résolutions sur les subsides, 256, 258, 265, 272, 273, 274, 275. Voir *Votes et divisions*, 21 à 24.
7. La Chambre se remet en Comité des subsides, 102.
8. Motion pour que la Chambre se forme en Comité des subsides; Débats ajournés à six heures, 144, 176, 245.
9. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des voies et moyens, 31.

SUBSIDES :—*Suite.*

10. La Chambre en Comité des Voies et Moyens, 282. Résolutions rapportées et adoptées, 284.
11. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales finissant le 30 Juin 1888 et le 30 Juin 1888 et pour d'autres fins du ressort du service public, (Hon. M. Sheehy) 284. Lu les 2^{ème} et 3^{ème} fois et Passé, 290. Par le Conseil 294. S. R., 298. (50 Vic. ch. 1.)

T**AXATION DES PROPRIÉTÉS PERSONNELLES :—**Bill autorisant les Conseils Municipaux à passer des règlements pour la—(L'Hon. M. Lynch), 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 141. Rapport contre ce Bill, 185.

TAXES SUR COMPAGNIES :—Voir *Documents* 23.

TELLIER, LOUIS :—Voir *Documents* 30.

TÉMISCOUATA, CIE DE CH. DE FER :—Bois coupé sur les terres de la Couronne par la—
Voir *Documents* 00.

TÉMISCOUATA :—Instructions aux conducteurs des travaux de colonisation dans—
Voir *Documents* 97.

TERRES DE LA COURONNE :—Rapport du commissaire des—Voir *Documents* 4.

THOUIN, tué à l'Asile Beauport. Voir Documents 11.

TIERS ORDRE DE SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE :—Voir *Montréal, Tiers-Ordre, etc.*

TOWNSHIPS :—Liste des—, de la province. Voir *Documents* I.

TRADUCTEURS :—Remise aux—pour traduction des bills privés, 206.

TRAMWAYS :—Compagnie des—de Montréal. Voir *Compagnie des Tramways.*

TRANSCRIPTION DES ANCIENS RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Voir *Régistres de l'État Civil.*

TRAPPEUR :—Club de Raquettes Le—de Montréal. Voir *Montréal*, 10.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Voir *Documents* 34, 97, 109, 110, PP.

TROIS RIVIÈRES :—

1. Asile de la Providence :—Etat d'affaires. Voir *Documents* 6.
2. Providence St-Joseph :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 6.

UNIVERSITÉ LAVAL :—

1. Pétition demandant un acte incorporant le Syndicat financier de l'— à Montréal, 80. Avis, 94. Bill, (M. Lafontaine), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général; Amendé, 169. Rapporté; Passé, 177. Par le Conseil, 276. Honoraire remboursé, 215. S. R., 297. (50 Vic., ch. 33.)
2. Pétition demandant un acte incorporant le Syndicat financier de l'Université Laval à Québec, 80. Avis, 94. Bill, (L'Hon. M. Flynn), 96. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 167. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 171. Par le Conseil, 246. Honoraire remboursé, 216. S. R., 297. (50 Vic., ch. 32.)

UNION MUSICALE DE QUÉBEC :—Voir *Québec*.

UNION NATIONALE FRANÇAISE ET DE REFUGE :—Pétition demandant un acte incorporant l'—, 119. Règles suspendues par rapport à cette pétition, 119. Bill présenté, (M. Lafontaine); Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 120. Rapporté amendé, 168. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 177. Par le Conseil, 293. Honoraire remis, 217. S. R., 298. (50 Vic., ch. 44.)

UNION ST-JOSEPH :—Voir *Montréal*, 25.

UNION ST-PIERRE :—Voir *Montréal*, 26.

VALLÉE, A. :—Rapport de—, pour 1886. Voir *Documents*, 91.

VARENNES, COLLÈGE DE :—Voir *Documents*, QQ.

VENTE DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES :—Bill pour favoriser la vente de certains produits agricoles, (M. Lemieux), 53.

Pétition contre ce Bill, 72.

VICTORIA HOSPITAL :—Pétition demandant un acte incorporant "The— and Convalescent Home for sick protestant children," 36. Avis, 66. Bill (M. Boyer), 67. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 77. Rapporté, 121. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 137. Par le Conseil, 197. Honoraire remis, 216. S. R., 296. (50 Vict., ch. 34.)

VICTORIA 34, CHAP. 4 :—Bill pour abroger la section 10 du chap. 4 de l'acte 34 Victoria et la section 13 du chap. 6 de l'acte 34 Victoria (M. Déchène L'Islet), 165. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.

VICTORIA, 43-44 CHAP. 25 :—Bill pour amender le statut 43-44 Vict., ch. 25, (M. Lafontaine); Présenté, 273.

VICTORIA, 49-50, ch. 74 :—Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chap. 74, (M. *Déchène*, (L'Islet), 206.

VOITURES D'HIVER :—Bill pour amender l'article 521 du Code municipal concernant les voitures d'hiver, (M. *Nantel*), 155. Motion pour seconde lecture négative, 210.

VOTE :—Règle 83 de cette Chambre modifiée au sujet du vote donné, 217. Motion au sujet d'un vote donné par inadvertence déclarée hors d'ordre, 235.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Devant être imprimés chaque jour, 15.

VOTES ET DIVISIONS :—

1. *Ajournement de la Chambre* :—Motion de l'Honorable M. *Taillon* pour ajourner la Chambre ; Négative, 3.
2. *Ajournement d'un débat* :—Motion de M. *Deschênes* (*Témiscouata*) pour ajourner un débat ; Négative, 147.
Motion de M. *Desjardins* pour ajourner un débat ; Négative, 172.
3. *Banque Jacques-Cartier* :—A la motion pour la seconde lecture de la résolution, rapportée du comité général, relativement à la réclamation de la —contre le Gouvernement, M. *Nantel* propose un amendement, débat, 198. Débat repris ; amendement rejeté, 199.
4. *Bellechasse* :—Motion pour la seconde lecture du bill pour annexer le comté de—au District judiciaire de Montmagny ; amendement pour le renvoi de la seconde lecture du bill à six mois ; débat ajourné, 184. Débat repris, amendement adopté, 193. Seconde lecture renvoyée à six mois, 194.
5. *Commis Voyageurs* :—Lors de la motion pour la seconde lecture du bill concernant les Commis Voyageurs. M. *Tessier* propose que la seconde lecture du bill soit renvoyée à 6 mois, 252. Amendement négatif, 254.
6. *Compagnie de Jésus* :—A la motion pour que la Chambre se forme en comité sur le bill incorporant la Compagnie de Jésus, M. *Casgrain* propose en amendement que le comité n'ait lieu que dans six mois, 171. Motion de M. *Desjardins* pour ajourner le débat, négative, amendement rejeté, 172. Motion principale adoptée, 173.
7. *Compagnie des Tramways de Montréal* :—Lors de la motion pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill incorporant la—L'Hon. M. *McShane* propose que la Chambre ne se forme en comité général que dans six mois, 239. Amendement négatif, 239.
8. *Corporations de Ville* :—Motion pour la troisième lecture du bill pour amender la section 39 des clauses générales des—adoptée, 105.

VOTES ET DIVISIONS :—*Suite*:

9. *Cours des Commissaires* :—Lors de la motion pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill amendant les actes concernant les—pour la décision sommaire des petites causes ; M. *Lafontaine* propose comme amendement que le Comité n'ait lieu que dans six mois ; amendement adopté, 208.
10. *Cour Supérieure et Cour de Circuit* :—Lors de la motion pour la seconde lecture du bill pour étendre la juridiction territoriale de la— ; l'Honorable M. *Blanchet* propose comme amendement que la seconde lecture soit renvoyée à six mois ; Amendement négatif, 219. Amendement de M. *Bernatchez* pour renvoyer le comité général sur ce bill à six mois, négatif, 247.
11. *Emprunt* :—Lors de la motion pour la seconde lecture des résolutions concernant l'émission des débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province, M. *Desjardins* propose un amendement, 250. Amendement négatif, 251. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, voir *Emprunt*. Motion pour la troisième lecture du bill basé sur ces résolutions adoptée sur division, 280.
12. *Nom inscrit sur liste de division* :—M. *Faucher de Saint Maurice* propose que le député pour *Brome* ayant déclaré que son nom a été inscrit par erreur sur la liste de division renvoyant la considération d'un Bill à six mois, ce Bill soit remis sur les ordres du jour ; Objection étant faite à cette motion, M. l'Orateur déclare qu'elle est hors d'ordre, 235.
13. *Notariat, Code du* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code du Notariat ; Amendement de M. *Saint Hilaire* pour renvoyer la seconde lecture à trois mois, adopté, 78.
14. *Orateur* :—Motion de l'honorable M. *Taillon* que M. *Faucher de Saint Maurice* soit nommé Orateur ; Négative, 2.
Motion de l'honorable M. *Mercier* que l'honorable M. *Marchand* soit nommé Orateur ; Adopté, 3.
15. *Orateur suppléant* :—Appel est faite à la Chambre de la décision de l'—, 146, 147. Sa décision est confirmée par la Chambre, 146, 147.
16. *Subsides* :—A la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, 143, 145. Amendement (de l'Hon. M. *Taillon*) (politique générale de l'ancien gouvernement et états financiers du trésorier actuel), 145, 150. Amendement négatif, 151.
17. Amendement (de l'Hon. M. *Blanchet*) (commission royale au sujet de la mise en force de la loi des asiles de 1885) ; débat, 161. Débat repris ; Amendement négatif, 162.
18. Amendement (de M. *Desjardins*) (Conseil Législatif) ; débat, 176. Débat repris ; Amendement négatif, 178.
19. Amendement (de M. *Nantel*) (employés saisonniers), 225. Débat ajourné, Débat repris ; Amendement négatif, 227. 226.

VOTES ET DIVISIONS :—*Suite.*

20. Amendement (de l'Hon. M. *Blanchet*), (refus du gouvernement de faire connaître les questions que le cabinet entend soumettre à la conférence annoncée dans le discours du trône; débat ajourné, 246. Débat repris, 248. Amendement négativé, 249.

A la motion pour concours dans les résolutions des subsides :—

21. Amendement (de Mr. *Nantel*) (fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire); Sous amendement (de M. *Larochelle*), proposé, 256. Adopté, 257. Amendement négativé, 257.
22. Amendement (de Mr. *Faucher de Saint-Maurice*) (contribution à l'entretien des aliénés par les municipalités): Sous amendement de (Mr. *Boyer*), adopté, 259. Amendement négativé, 259.
23. Amendement (de M. *LeBlanc*), (octroi aux institutions de charité); Sous amendement de (Mr. *Laliberté*); adopté, 265. Amendement négativé, 265.
24. Amendement (de M. *LeBlanc*), nomination de J. B. Charleson; Sous amendement (de M. *Déchène, l'Islet*); débat ajourné, 272. Débat repris; Sous amendement adopté, 273. Amendement (de M. *Dorais*), (nomination en dehors des départements); négativé, 274. Amendement (de M. *Nantel*), (nomination des employés; Sous amendement (de M. *Pilon*), adopté; Amendement (de M. *Nantel*) négativé, 275.

W EEDON CENTRE :—Pétition demandant que—soit érigé en municipalité de village; Lue et reçue et renvoyée au Comité des ordres permanents, 116. Rapport que les avis sont suffisants, 142. Voir *Saint-Janvier de Weedon*.

WESLEYEN, COLLÈGE THÉOLOGIQUE :—Voir *Montréal*.

Y AMACHICHE :—*Hospice Ste-Anne* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 6.

YAMASKA :—Pont sur la branche Sud de la rivière.—Voir *L'Heureux J. I*

YAMASKA, CLUB :—Voir *Club Yamaska*.

YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION :—Voir *Quebec Young Men's Etc.*

DOCUMENTS DE LA SESSION.

LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SUR LA RECOMMANDATION DU COMITÉ COLLECTIF DES IMPRESSIONS.

- No 16. Copie du dernier rapport sur le Labrador Canadien, par Henri de Puyjalon, 223.
- No 17. Opération de la pêche sur la rive Nord, par E.-P. Bender, 223.
- No 21. Impôts, péages, amendes et pénalités remis par le Lieutenant-Gouverneur, 223.
- No 23. Jugements rendus dans l'affaires des taxes imposées par l'acte 45 Vic., ch. XXII, 224.
- No 24. Jugement concernant l'acte fédéral des licences, 1883, 224.
- No 26. Remises d'arrérages d'intérêts aux colons de Bellechasse depuis le 1er Janvier 1882, 224.
- No 27. Correspondance au sujet d'une demande d'octroi pour la Cie du ch. de fer de Montréal et Sorel, 224.
- No 30. Sommes payées à Louis Tellier depuis 1875, 224.
- No 31. Correspondance en rapport avec la nomination d'un successeur à feu M. Gauthier, pour le Conseil d'Agriculture, 224.
- No 37. Ecole de Navigation, Québec, montants requis pour son maintien, 224.
- No 38. Discours de L. G. Desjardins, coût d'impression du—, 224.
- No 44. District de Saint-François, recettes et dépenses de 1867 à 1885, 224.
- No 47. Livres de prix distribués dans les écoles catholiques romaines et protestantes, 224.
- No 49. Jérémie Demers, concernant sa destitution, 224.
- No 52. Fondation d'un établissement agronome, 224.
- No 53. Ordres en Conseil ayant rapport aux destitutions d'employés publics, 224.

-
- No 54. Copie du factum du Rev. P. Paradis contre l'administration des Terres de la Couronne, 224.
- No 56. Montants perçus à compte du fonds d'emprunt municipal, 224.
- No 57. Honorable M. Savage, copie de sa démission etc, 224.
- No 63. Compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs, liste des actionnaires, 224.
- No 64. Chemins de colonisation, allocations municipales accordées ou payées à ces chemins, 224.
- No 65. Réclamation de la banque Jacques-Cartier contre le gouvernement, 242.
- No 69. W. C. Languedoc, concernant sa destitution, 224.
- No 78. Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, ordre en conseil 337, 224.
- No 80. Pétition de droit accordée à Jean Langelier en novembre 1884, 224.
- No 81. Copie du rapport du Greffier de la Couronne en chancellerie au sujet des dernières élections générales, 224.
- No 87. Azarie Lavigne, correspondance en rapport avec la confection des pupitres, 224.
- No 88. La Compagnie de Jésus, correspondance en rapport avec le bill d'incorporation de —, 224.
- No 94. Arpentage par Blaiklock et O'Dwyer, ligne de division entre Farnham et St-Hyacinthe, 224.
- No 98. Palais de Justice et Bâtisses du Parlement, Québec, travaux additionnels aux—, 224.
- No 105. Documents relatifs à la démission ou à la résignation de L. Z. Joncas, 224.
- Dépositions de MM. J.-B. Derome et S. Lesage, prises le 17 mai 1887, devant le Comité des comptes publics, 294.
-

LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SANS LA RECOMMANDATION DU COMITÉ DES IMPRESSIONS.

- No. 40.—Correspondance au sujet du parachèvement du Chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean. Page 113.
- Pétitions des citoyens de Montréal et de l'Association Catholique de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences, 134.
- Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections générales de 1886, 134.

ERRATA

Page 48, dernière ligne, au lieu de " No. 6," lisez " No. 30."

Page 71, au bas de la page, au lieu de " Jeudi 4 avril, 1887 " lisez " Jeudi 14 avril, 1887."

Page 75, ligne 32, au lieu de " Worthwick," lisez " Borthwick."

Page 97, 6ème avant dernière ligne, au lieu de " concernant la preuve," lisez " concernant la procédure."

Page 137, ligne 4, au lieu de " No. 51," lisez " No. 57."

Page 157, ligne 17, au lieu de " No. 66," lisez " No. 69."

Page 176, ligne 17, au lieu de " No. 84," lisez " No. 83."

Page 224, ligne 1, au lieu de " 43 Vict.," lisez " 45 Vict. "

Page 226, au milieu de la page, au lieu de " Et bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer aérien de Montréal," lisez : " Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill, intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer aérien de Montréal " auquel il demande le concours de cette Chambre."
